HISTOIRE GÉNÉRALE DE NAPOLÉON BONAPARTE

DE SA VIE PRIVÉE ET PUBLIQUE, DE SA CARRIÈRE POLITIQUE ET MILITAIRE, DE SON ADMINISTRATION ET DE SON GOUVERNEMENT

GUERRE D'ITALIE. - TOME PREMIER

PAR ANTOINE-CLAIRE THIBAUDEAU

PARIS - PONTHIEU ET COMP. - 1827.

PRÉFACE DE L'AUTEUR.

CHAPITRE PREMIER

Jeunesse de Bonaparte. — Son entrée au service. — Il se prononce pour la Révolution. — Ses premiers écrits. — Expédition de Sardaigne. — Révolte de Paoli ; troubles en Corse. — Bonaparte et sa famille bannis de l'île.

CHAPITRE II.

Événements du 31 mai 1793. — Bonaparte se range du parti de la Convention. —Troubles du Midi. — Armée de Carteaux. — Bonaparte y fait ses premières armes. — Siège de Toulon. — Bonaparte y commande l'artillerie. — Reddition de la place.

CHAPITRE III.

Bonaparte arme les côtes de la Provence. — Il commande l'artillerie à l'armée d'Italie. — Prise de Saorgio, Oneille, Montenotte et Vado. — Bonaparte arme les côtes. — Arrêté à Nice par les représentants du peuple. — Expédition maritime projetée à Toulon. — Excursions de Bonaparte dans ce port et à Marseille.

CHAPITRE IV.

Bonaparte porté dans l'arme de l'infanterie. — Quitte l'armée. — Vient à Paris. —Sa situation. — Armée d'Italie sous Kellermann. — Attaquée, elle se retire sur Borghetto. — Bonaparte appelé au comité de salut public, consulté, attaché aux opérations militaires. — Reproches faits à Kellermann. — Son plan d'offensive. — Plan de Bonaparte adopté par le comité. — Envoyé à Kellermann. — Le critique. — Remplacé par Schérer. — Projet de Bonaparte d'aller à Constantinople. — Révolte des sections de Paris. — 13 vendémiaire an IV, Bonaparte commandant l'armée de l'intérieur. — Kellermann attend Schérer. — Inaction des armées. — Vendémiaire an IV, Schérer arrive. — Son plan d'offensive du 26 brumaire au 6 frimaire : combats, bataille de Loano. — Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie.

CHAPITRE V.

Instructions du Directoire pour le général en chef. — Plan de Bonaparte pour entrer en Piémont. — État des armées françaises et ennemies. — Arrivée de Bonaparte à l'armée. — Comment il y est accueilli. — Il manœuvre pour tourner les Alpes. — Mesures sévères de discipline. — Quartier-général à Albenga. —Arrestation de l'émigré Moulin. — Pénurie de l'armée, indiscipline, pillage, plaintes des généraux. — Escarmouches avec l'ennemi. — Projet du Directoire sur Notre-Dame-de-Lorette. — Beaulieu vient couvrir Gênes et déploie son armée.

CHAPITRE VI.

Entrée en campagne. — Batailles de Montenotte et de Millesimo. — Séparation des armées sarde et autrichienne Nouvelles instructions du Directoire. — Combats de Dégo et de Saint-Jean. — Combat de Saint-Michel, et bataille de Mondovi.

CHAPITRE VII.

Suspension d'armes avec le roi de Sardaigne. — Proclamation de Bonaparte à l'armée. — Vaste plan de campagne par lui soumis au Directoire. — Il arrête un mouvement révolutionnaire en Piémont. — Ses tentatives pour réunir des troupes piémontaises à l'armée. — Passage du Pô. — Combat de Fombio.

CHAPITRE VIII.

Le Directoire n'approuve pas le plan de campagne de Bonaparte, et se propose de partager l'armée Armistice avec le duc de Parme. — Tableaux envoyés au Musée national. — Bataille de Lodi. — Bonaparte combat le projet du Directoire de partager l'armée. — Réfutation des motifs prêtés par Bonaparte au Directoire.

CHAPITRE IX.

Paix avec le roi de Sardaigne. Entrée de Bonaparte à Milan. — Armistice avec le duc de Modène. — Organisation de la Lombardie. — Le Directoire insiste sur le partage du commandement de l'armée. — Insurrection à Milan et à Pavie. — Bonaparte poursuit l'armée autrichienne sur le territoire de Venise. — Bataille de Borghetto ; passage du Mincio. — Le Directoire laisse à Bonaparte le commandement entier de l'armée.

CHAPITRE X.

Bonaparte s'empare de Vérone ; débats avec le gouvernement vénitien Blocus de Mantoue. — Armistice avec Naples. — Marche des Français sur l'Apennin. — Révolte des fiefs impériaux ; débats avec Gènes Entrée à Bologne et à Ferrare. — Armistice avec le pape. — Expédition à Livourne Bonaparte à Florence. — Reddition du château de Milan. Révolte de Lugo.

CHAPITRE XI.

Opérations des armées en Allemagne. — Renforts détachés par l'Autriche en Italie. — Bonaparte rassemble ses forces—Opérations devant Mantoue.- Débats avec Gênes. — Armements à Venise Conflit entre Bonaparte et les commissaires du Directoire. — Sa politique envers les émigrés. — Porto-Ferrajo livré aux Anglais ; rancune tenue au grand duc de Toscane. — Commencement de l'expédition en Corse pour en chasser les Anglais.

CHAPITRE XII.

Wurmser arrive à la tête d'une nouvelle armée. — Force de l'armée française Wurmser attaque. — Combats de Salo et de Lonato. — Batailles de Lonato et de Castiglione. — Reprise du blocus de Mantoue. — Bonaparte veut marcher sur Trieste. — Attitude des peuples et des gouvernements d'Italie pendant les opérations militaires. — Milan, Bologne, Ferrare, Modène et Reggio, fidèles à la cause française. — Rome, Naples, Venise et Turin contraires. — Généraux de l'armée d'Italie caractérisés par Bonaparte. — Il laisse reposer et réorganise l'armée.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PRÉFACE DE L'AUTEUR

Un quart de siècle n'est rien dans l'espace du temps et dans la vie des nations ; mais les vingt-cinq années qui se sont écoulées depuis 1789 jusqu'à 1815 ont eu, par les grands événements qui les ont remplies, une influence immense sur le sort du monde, et ont ouvert, plus que des siècles entiers des temps modernes et peut-être même de l'antiquité, un vaste champ à l'histoire. Elle s'en est de bonne heure emparée, elle l'a depuis longtemps exploité, et l'exploite tous les jours encore.

Soit qu'ils se renferment dans un objet particulier on dans une époque limitée, soit qu'ils embrassent l'ensemble de la révolution, la plus grande partie des écrits qui, sous divers titres, ont paru pendant son cours, ne peuvent, quels que soient d'ailleurs leur mérite et leur utilité, avoir le véritable caractère de l'histoire.

Quel observateur était assez clairvoyant pour saisir la vérité à travers les nuages dont elle était enveloppée, quel acteur assez impartial pour la révéler, quel témoin assez courageux pour la dire ? Comment élever un édifice solide sur un sol toujours mouvant, et conserver un calme impassible sur le cratère d'un volcan ?

Les publications contemporaines des événements sont loin d'en être des récits fidèles, et, même en croyant de bonne foi représenter exactement des choses dont on vient d'être témoin, on n'en donne souvent qu'une peinture imparfaite et trompeuse. Tous les partis où en leurs écrivains, et les ouvrages de ceux qui aspirent à l'impartialité conservent toujours quelque empreinte des passions au milieu desquelles ils ont été écrits.

Tant que la révolution régna en France, on n'en vit publier que d'éphémères apologies ; ses auteurs et ses adhérents s'inquiétèrent peu d'en écrire l'histoire. La plupart des histoires de la révolution, publiées alors, le furent par ses ennemis et à l'étranger ; c'est d'après leurs écrits que l'Europe a longtemps si mal jugé les personnes et les choses.

Lorsque l'homme extraordinaire qui était sorti de la révolution s'en fut emparé pour s'élever au pouvoir, elle pâlit aux yeux de la multitude éblouie par l'éclat personnel de Bonaparte, et parut presque entièrement effacée par la création de l'Empire. Le rétablissement du trône fut la condamnation de la République ; l'ivresse de la liberté fit place à celle de la gloire ; il ne fut plus question de la révolution que pour en déplorer les excès et l'accuser de tous les maux ; tel est l'esprit dans lequel furent composés les écrits de cette époque où l'on s'occupait peu d'écrire ; ainsi jusqu'à l'année 1815, il n'y a point eu une bonne histoire des 25 ans qui l'ont précédée. Tout ce qui a été publié pendant ce temps ne peut être considéré que comme des essais plus ou moins imparfaits. L'histoire contemporaine n'est pas plus impartiale en présence des peuples qu'en présence des rois ; d'ailleurs les matériaux reposaient la plupart dans le secret, et la prudence commandait de ne pas réveiller intempestivement des souvenirs trop récents, et de ne pas toucher à des plaies encore trop sensibles. C'est donc à la postérité, c'est à elle seule qu'il appartient de pénétrer les profondeurs des révolutions politiques, de dévoiler leurs causes et leurs effets, de juger sainement les hommes et les choses. La postérité ! elle est déjà venue pour la plupart d'entre eux ; elle est là, élevant son tribunal auguste et sévère, y traduisant les grands et les petits, les nations et leurs gouvernements, les

citoyens et les rois, inexorable pour l'erreur ou le crime, révisant les jugements des contemporains, faisant et défaisant les renommées, les pesant dans sa balance, et proclamant dans sa justice ses irrévocables arrêts.

Depuis que la révolution a pu être impunément attaquée sur le sol même où elle avait pris naissance, depuis la chute de l'empire français et la mort de son fondateur, depuis que ces deux colosses ont été vaincus, leurs amis et leurs ennemis ont concouru à l'envi par leurs éloges et leurs critiques à soulever le voile qui pouvait encore couvrir les événements et les faits ; il en est d'importants qui ont été éclaircis. Des renseignements intéressants ont été ajoutés à la masse de ceux qui étaient connus ; des pièces dont l'existence ou le contenu étaient ignorés, des discours, des confidences, des anecdotes, des jugements divers ont été révélés dans les nombreux mémoires opposés ou contradictoires qui ont été publiés, et qui sont plus libres de certains ménagements, à mesure qu'on s'éloigne des temps auxquels ils se rapportent. L'île Sainte- Hélène seule a fourni une riche moisson de matériaux d'autant plus précieux que, si leur véracité peut être douteuse en quelques points, l'authenticité des mémoires qui les contiennent ne peut être contestée ; d'ailleurs, en vain l'intérêt personnel ou l'esprit de parti, sous prétexte d'éclairer, cherchent à éblouir de leur faux éclat l'esprit du lecteur, l'apothéose et la satire laissent toujours quelque lumière ; elle pénètre peu à peu, elle se propage, et finit par conduire à la vérité celui qui la recherche de bonne foi.

Le procès, s'il est permis de s'exprimer ainsi, un des plus grands procès qui aient occupé la scène du monde, est en grande partie instruit ; des écrits périodiques en ont recueilli la plupart des pièces ; de nombreux témoins ont apporté leurs dépositions ; les accusateurs et les accusés ont fait leurs révélations et leurs aveux, et la presse en a tenu un protocole indestructible qu'elle a transmis au public.

Le moment paraît donc arrivé d'écrire l'histoire de la révolution, c'est-à-dire de la période qui s'est écoulée depuis 1789 jusqu'à 1815. Mais qui ne serait point effrayé de la grandeur et des difficultés d'une telle entreprise ? Quel écrivain, entraîné par sa vocation, se sentira assez de courage et de talent pour s'élever à la hauteur de son sujet ? Quelle plume aura assez d'impartialité, de constance, de fermeté, d'énergie, pour tracer, dans de justes proportions, le plan d'un aussi vaste édifice ? Cette grande tâche, nous l'avouons, nous a frappés d'épouvante ; nous avons reculé devant elle ; nous la laissons, non sans regret, à des personnes plus heureuses que nous, à des mains plus habiles et plus hardies que les nôtres. Nous leur laissons le soin d'embrasser tout l'ensemble de cette période si fertile en personnages fameux ou célèbres, si féconde en événements, en grandes actions, en crimes et en vertus.

Nous nous sommes bornés à une seule partie de ce vaste tableau et à un seul homme ; mais dès l'instant qu'il a paru sur la scène, il y a joué un grand rôle ; bientôt il en est devenu le premier acteur, elle a reçu de lui un grand éclat, et, quand il en a disparu, semblable à ces grands météores qui apparaissent à la terre, il y a laissé des souvenirs impérissables.

Pendant plus de vingt ans, cet homme a eu une influence prodigieuse sur les personnes et les choses de son époque, sur la guerre et la paix, les lois et l'administration, la religion et les mœurs, sa patrie et l'étranger. Pendant près de vingt ans, il a été le centre autour duquel a, pour ainsi dire, tourné le monde. A ces traits, on reconnaît Napoléon Bonaparte.

Il a déjà paru plusieurs histoires de Napoléon et une foule d'écrits sur des époques partielles de sa carrière. Sans nous permettre de porter en particulier un jugement sur chacune de ces productions, nous ne croyons pas nous exposer à être démentis en affirmant que s'il en est qui méritent l'estime et la confiance du public, il en est aussi beaucoup qui n'en sont pas dignes. Leurs dimensions trop rétrécies ne sont nullement proportionnées à la grandeur et à l'étendue du sujet. Les matières y sont à peine effleurées, rarement approfondies ; il y a beaucoup d'omissions volontaires ou de lacunes qu'on n'a pas pu remplir. La plupart des jugements reposent sur des conjectures, fruits de combinaisons plus ou moins ingénieuses ou passionnées, ou sur des traditions erronées qui se transmettent sans examen, d'une plume à l'autre, comme des vérités, et qui en usurpent le caractère.

Les campagnes de Napoléon surtout ont trouvé des historiens capables par leur état, leur situation et leurs lumières, de les écrire avec talent. Parmi ces écrivains, il en est même qui ont fait des digressions heureuses sur la politique et le gouvernement, mais principalement dans leurs rapports avec la guerre, en subordonnant ainsi le principal à l'accessoire ; car quoique dans l'histoire de Napoléon la guerre tienne une place très-notable, elle n'en forme cependant pas la plus grande partie, la plus substantielle, la plus importante. Peut-être reste-t-il peu de chose à dire pour caractériser Napoléon comme capitaine ; mais il est loin d'être encore bien connu comme chef suprême du gouvernement de la France, et c'est surtout cette vaste tâche que nous avons entreprise.

Toute composition historique doit être renfermée dans de justes limites ; elles sont tracées par la hauteur et l'étendue du sujet. L'histoire d'Alexandre, de César, de Cromwell, exigent ou comportent d'autres proportions que celles d'un empereur du Bas-Empire ou d'un roi fainéant. L'histoire a aussi son juste point d'optique ; des détails qui plaisent ou intéressent, vus à dix ans, à trente ans de distance, n'ont plus, après un siècle, la même importance. Nous avons tâché de nous tenir dans un juste milieu, en conciliant les convenances des lecteurs de notre époque avec celles de la postérité, si toutefois notre ouvrage lui parvient. Du reste, il n'en est pas des grands hommes, des personnages extraordinaires qui se sont élevés au premier rang, et, à eux seuls, ont fait époque sur la terre, comme des hommes de mérite ou de talent qui ont eu leurs analogues. Les premiers, semblables à ces grands monuments de l'art qui ont traversé les siècles, excitent toujours, jusque dans leurs moindres détails, la curiosité ou l'admiration.

Nous avons donc donné à notre plan une plus grande dimension que n'en ont eu jusqu'à présent les écrits qui ont paru sur Napoléon. Dès-lors nous avons pu lui conserver le caractère essentiel de l'histoire. Les faits en sont le fondement et l'âme ; elle n'en est que la collection. Les fonctions de l'historien sont de les coordonner avec méthode et de les rapporter fidèlement. Ce sont les seuls repères immuables d'après lesquels il puisse se diriger, les seuls fanaux qui l'éclairent. Devant eux les conjectures, les suppositions disparaissent, les fictions s'évanouissent, les masques tombent. Sans les faits, l'histoire n'est plus qu'un ouvrage d'imagination, un roman. Dans les annales des nations, il en est sans doute qui sont rapportés diversement, même par des témoins oculaires ; mais ce n'est pas le plus grand nombre. Dans ces contradictions, c'est à la raison, à la conscience de l'écrivain à chercher la vérité. Depuis la découverte de l'imprimerie, mais surtout depuis que la publicité est devenue le plus grand ressort des gouvernements, si l'historien est embarrassé, c'est moins par la rareté des matériaux que par leur abondance. Le mouvement général des

affaires, tous les actes du pouvoir sont connus. Il n'est pas un secret d'État, une intrigue, une manœuvre, un écrit, une pensée de l'homme public, que tôt ou tard la presse ne révèle. En France, cette publicité, les divisions intestines, les triomphes successifs des divers partis, ont multiplié les documents sur la plus grande partie des événements et de leurs causes. A des flots de lumière se mêlent quelquefois l'erreur ou le mensonge ; c'est à la bonne foi de l'écrivain à en faire le départ, au bon sens du lecteur à juger s'il a été bien fait.

Nous écrivons l'histoire de Napoléon d'après les monuments du temps officiels ou privés, publics ou secrets. Aux tableaux, aux esquisses plus ou moins fidèles dont il a déjà été le sujet, et où il a été, suivant les uns, trop maltraité par la haine, ou, d'après d'autres, trop exalté par l'admiration, nous opposerons un tableau où il se peindra lui-même par ses actes, ses correspondances, ses proclamations, ses discours, ses conversations, ses confidences, ses écrits ; tantôt on se bornera à les citer, tantôt on en rapportera textuellement les passages les plus marquants et les plus caractéristiques.

Quoique nous nous fassions une loi d'être sobres de remarques et de réflexions, nous nous permettrons cependant toutes celles que nous paraîtront comporter les objets et qui sont nécessaires à leur intelligence. Nous y apporterons surtout cet esprit de critique auquel nous ne pourrions pas renoncer sans abdiquer la plus noble fonction de l'écrivain, celle de porter son jugement sur les choses et sur les hommes qui sont soumis à celui du monde entier.

On a écrit tant de mal et tant de bien de Napoléon, qu'il nous sera bien permis, à notre tour, de dire librement notre pensée sur ses actions. Sa gloire et sa renommée ont eu trop d'éclat pour qu'elles ne puissent pas supporter des observations qui paraitraient même avoir quelque caractère de sévérité. Nous ne perdrons jamais de vue que nous écrivons l'histoire ; nous ne voulons donc ni flatter les mânes de l'homme célèbre qui en est l'objet, ni encore moins insulter à sa mémoire. Nous ne nous inquiétons pas de plaire ou de déplaire à aucun parti. Du reste, nous le répétons, ce sera Napoléon lui-même qui composera la plus grande partie de notre ouvrage ; c'est lui qui s'y peindra dans les diverses situations de sa vie, qui se jugera à charge et à décharge, et qui préparera l'arrêt de la postérité.

On suivra la même marche envers les personnages avec lesquels Napoléon s'est trouvé en relation dans les diverses périodes de sa carrière militaire et politique. Son histoire est nécessairement celle de beaucoup de ses contemporains. Comme lui ils ont été souvent défigurés par la haine ou la flatterie. On en a fait, au gré des passions, des royalistes, des républicains, des bonapartistes, des citoyens factieux ou de lâches esclaves, des serviteurs fidèles ou des ingrats et des traîtres. Acteurs ou interlocuteurs dans ce grand drame, ils s'y peindront aussi par leurs actes ; il en acquerra plus d ensemble et de vie ; mais on n'oubliera point que Napoléon en est le principal personnage, qu'il y a joué le premier rôle, et que les accessoires doivent le faire ressortir et ne jamais l'effacer.

En annonçant que notre ouvrage embrassera toute la vie de Napoléon, nous avons fait connaître l'étendue de notre tâche. Déjà assez vaste lorsqu'il n'est que général, par le caractère nouveau qu'il sut donner au commandement et à la guerre, par ses importantes conquêtes, par ses négociations, par l'influence que l'ascendant de ses victoires et la trempe de son génie lui firent exercer sur les révolutions, l'organisation des états et l'existence des peuples, cette tâche s'agrandit encore lorsqu'il prend les rênes du gouvernement de la France, qu'il

étend ses limites, qu'il parcourt en vainqueur les capitales de l'Europe, qu'il lui dicte des lois, jusqu'à ce que, vaincu par elle, il succombe à son tour sous les ruines de son empire. Alors notre tâche n'a pour ainsi dire plus de bornes. Alors il faut suivre Napoléon tenant le sceptre d'une main et de l'autre l'épée du guerrier, promulguant ses lois et livrant des batailles, faisant la guerre et négociant la paix, gouvernant un empire immense et dirigeant ses rapports avec toutes les puissances. Il faut le suivre dans son intérieur et à sa cour, dans la capitale et dans les provinces, dans les camps et dans les villes étrangères, dans sa prospérité et dans ses revers, depuis son élévation jusqu'à sa chute, et depuis sa chute jusqu'à sa mort. Nous le prendrons au berceau pour ne l'abandonner que dans la tombe. Chaque époque, chaque circonstance de sa courte vie et de sa carrière si féconde, seront exposées et décrites d'après ses actes publics et secrets, ceux de ses coopérateurs, et les explications qu'il en a données lorsqu'à Sainte - Hélène, déchu de ses grandeurs et mort pour le monde, il ne vivait plus que dans la postérité. On le verra donc quelquefois d'acteur devenir historien ; on verra Napoléon juger Bonaparte et ses contemporains, l'empereur expliquer le premier consul et le général, en un mot le testament du plus grand homme sorti de la révolution ; écrit par le plus grand monarque de son siècle.

A en juger par les publications que nous a fournies Sainte-Hélène, excepté les campagnes du général Bonaparte en Italie, ce testament est extrêmement incomplet. Il ne contient que quelques pages sur la guerre d'Égypte dont l'histoire, quoique dictée par Napoléon, n'est pas près de voir le jour, et des considérations partielles sur le gouvernement du Directoire. La révolution du 18 brumaire n'y est qu'ébauchée. Quant aux deux premières années du consulat, on n'y trouve que les campagnes de 1800 et 1801, et le traité de Lunéville. Le reste se compose de morceaux historiques, de notes sur quelques ouvrages politiques et militaires, et d'un précis des guerres du maréchal de Turenne, qui n'a aucun rapport à l'histoire moderne.

Ces documents sont à compléter et susceptibles de critique ; il y a de grandes lacunes à remplir et à traiter entièrement, des époques qui ne l'ont été que très-imparfaitement en Europe, et qui à Sainte- Hélène n'ont pas même été abordées, telles que le gouvernement intérieur de la France pendant une grande partie du consulat, et tout l'empire.

Nous ne voulions d'abord que ramasser simplement des matériaux pour l'histoire ; cédant à un attrait auquel nous n'avons pu résister, nous en avons nous-mêmes saisi le burin. Le public impartial jugera si nous avons trop présumé de nos forces. Cet ouvrage sera sans contredit le plus complet qui ait encore paru sur l'homme qui en est l'objet. Nous osons croire que, réduit à ce seul mérite, il ne serait pas sans une grande utilité et sans quelque intérêt. Puisse un nouveau Tacite, profitant de nos recherches laborieuses, tracer d'une main plus savante le sujet auquel nous les avons consacrées ; nous nous féliciterons de les avoir épargnées à son talent, à son génie !

CHAPITRE PREMIER

Jeunesse de Bonaparte. — Son entrée au service. — Il se prononce pour la révolution. — Ses premiers écrits. — Expédition de Sardaigne. — Révolte de Paoli ; troubles en Corse. — Bonaparte et sa famille bannis de l'île.

Napoléon Bonaparte naquit à Ajaccio, en Corse, le 15 août 1769[1]. Sa mère, souffrante encore des fatigues auxquelles l'avait exposée la guerre de la liberté, touchait à son terme ; on célébrait la fête de l'Assomption ; elle se crut assez de forces pour assister à cette solennité, et se trompa ; à peine fut-elle à l'église qu'elle éprouva des douleurs. Elle rebroussa à la hâte, gagna son salon, et déposa sur un vieux tapis à grands dessins un enfant qu'on appela Napoléon ; c'était, depuis des siècles, le nom que portait le second enfant de la famille, qui voulait conserver les relations qu'elle avait eues avec un Napoléon des Ursins, célèbre dans les fastes de l'Italie[2].

Lorsque Napoléon Bonaparte eut donné à son nom la plus grande célébrité des temps modernes, on se perdit en recherches et en conjectures sur l'origine de sa famille. On a trouvé qu'elle était d'Italie, noble, et qu'elle remontait au moyen âge.

Bologne et Trévise offrirent à leur vainqueur les livres d'or et les titres qui prouvaient la noblesse de ses ancêtres. Un écrivain établit son alliance avec l'antique maison d'Est, Welf ou Guelff, qu'on suppose être la tige des rois actuels d'Angleterre. Le général Clarke rapporta à Paris, de la galerie de Médicis, le portrait d'une Bonaparte mariée à l'un des princes de cette famille. Un ambassadeur de Bavière se plaisait à répéter que les archives de Munich renfermaient un grand nombre de pièces italiennes qui témoignaient l'illustration des Buonaparte. A l'entrevue de Dresde, l'empereur d'Autriche apprit à son gendre que sa famille avait été souveraine à Trévise. Le pape voulut y trouver un

---

1 Cette date a été révoquée en doute ; l'acte de mariage de Napoléon porte ces mots : Après avoir fait lecture en présence des parties et témoins, 1° De l'acte de naissance de Napoléon Bonaparte, qui constate qu'il est né le 5 février 1768... — Bonaparte avait fixé officiellement le jour de sa naissance au 15 août 1769 ; ceux qui nient cette date supposent que la transposition aurait eu lieu dans le dessein d'établir que Napoléon était né Français, la cession de la Corse par les Génois n'étant que du mois de juin 1768, et l'autorité de la France n'ayant cessé d'y être contestée qu'à la fin du même mois de l'année suivante. On remarquera toutefois qu'il serait impossible de faire concorder la dite de la naissance de Napoléon Bonaparte, si on la place au 5 février 1768, avec celle de son frère Joseph, que toutes les biographies et tous les almanachs ont placée, sans contestation, au 7 janvier 1768. Ajoutons encore que la date du 15 août 1769 se lit sur un État des élèves de l'école de Brienne, dressé avant la Révolution, et rapporté ci-après. L'intervalle de près de deux années qu'on laissa s'écouler depuis le jour de la naissance de Napoléon Bonaparte (15 août 1769) jusqu'au jour de la rédaction de l'acte qui la constate (21 juillet 1771) vient encore entourer de nuages le fait qu'il s'agirait d'éclaircir. Toutefois, M. le baron de Beaumont (*Observations sur la Corse par le baron de Beaumont, sous-préfet de l'arrondissement de Calvi*, Paris, 1822, in-8°, page 10), assure qu'on n'en saurait rien conclure, En Corse, dit-il, il n'est pas rare que l'on ajourne ainsi la cérémonie du baptême ; et l'on ne voit point quelle utilité M. Buonaparte eût pu trouver à rajeunir son fils, car la France n'a jamais traité différemment les insulaires nés sous sa domination et ceux qui avaient vu le jour auparavant.

2 *Derniers Moments de Napoléon, ou Complément du Mémorial de Sainte-Hélène*, par le docteur F. Antommarchi, tome I, page 275.

Désormais, lorsque nous citerons cet ouvrage, et ceux de la même catégorie qui l'ont précédé, tels que : *Napoléon en exil*, etc., par O'Meara, le *Mémorial de Sainte-Hélène*, par Las Cases, les *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon*, par Gourgaud et par Montholon, nous n'en répéterons plus les titres, et nous ne les indiquerons que par les noms d'auteur ou d'éditeur.

saint, et canoniser un père Bonaventure Bonaparte ; il donna dans le calendrier, où il n'était pas connu, une belle place à saint Napoléon[1].

Après la chute de l'empire français, son chef fut le fils d'un huissier ou d'un avocat, son nom celui de Nicolas, le jour de sa naissance incertain, il devait s'appeler Buonaparte et non Bonaparte[2]. Saint Napoléon fut rayé du calendrier.

---

1 On a prétendu que la mère de Napoléon aurait entretenu des liaisons intimes avec M. de Marbœuf, gouverneur de Corse. Cette imputation est tout-à-fait dénuée de fondement. Dans tous les cas, il peut être bon d'observer que M. de Marbœuf ne débarqua en Corse qu'au mois de juin 1769.

2 Napoléon faisait observer qu'on avait mis un *u* dans l'orthographe de son nom, Buonaparte, et disait que lorsqu'il commanda pour la première fois l'armée d'Italie, il fit usage de l'*u* pour plaire aux Italiens, mais qu'on pouvait l'employer ou non sans inconvénient ; qu'en effet les chefs de sa famille qui étaient parvenus aux grades les plus élevés avaient écrit leur nom par un *u*. Il ajouta qu'on avait fait, depuis sa chute, une affaire importante de cette niaiserie. (*O'Meara*, tome I, page 88).

Voulant connaître l'orthographe exacte du nom de famille de Napoléon, j'ai eu recours aux registres de l'état-civil d'Ajaccio ;

Voici ce qu'on lit au verso du 5e feuillet du registre de 1771. — Je copie littéralement :

BATESSIMO NAPOLEONE BONAPARTE.

L'anno mille settecento settan'uno, a vent'uno Luglio, si sono adoprate le sacre ceremonie e prece per me infratto economo, sopra di Napoleone figlio nato di legitimo matrimonio dal sig. Carlo Bonaparte del fit sige. Guise, e dalla sgra. mia Letizia sua moglie, alquale gli fu data lacqua in casa dal mlto, R. Luciano Bonaparte da licenza, é natò li quindici mille settecento nove ; ed hanno assitito alle sacre ceremonie, per padrino l'illusmo Lorenzo Ciubega di Calvy, procuratore del re e per mada la siga mia Geltruda moglie del sigr Nicolo Parauicino. Presente il pre quali unitamente a me si sono sottoscritti.

Gio Batta Diamante, economo d'Ajaccio.

LORENZO GIUBEGA.

GELTRUDA PARAUICINA.

CARLO BUONAPARTE.

Ainsi le prêtre-rédacteur a trois fois écrit sans *u* le nom patronymique de Napoléon, nom que le chef de la famille écrivait lui-même avec un *u*. — Cette bizarrerie est assurément extraordinaire, mais on ne peut supposer que l'erreur soit dans la signature. (*Observations sur la Corse*, par le baron de Beaumont, sous-préfet de l'arrondissement de Calvi, Paris, 1812, in-8°page 51). — Aux observations de M. de Beaumont nous ajouterons les remarques suivantes : 1° La même variation d'orthographe se remarque dans l'acte de mariage de Napoléon, écrit à Paris, vingt-cinq ans plus tard, et que l'on trouvera ci-après, à son époque : là aussi l'officier public écrit, dans le corps de l'acte, Bonaparte, tandis que Napoléon lui-même signait Buonaparte. 2° Cette variation s'explique en supposant que l'usage, par imitation du latin et du français, était de prononcer Bonaparte, tandis que les intéressés devaient naturellement rester plus fidèles à l'orthographe italienne de leur nom.

Dans l'*État militaire du corps de l'artillerie de France pour l'année 1791* (Paris, F. Didot, petit in-12, de 166 pages), le nom de *Buonaparte* se trouve imprimé trois fois par un *u*, aux pages 60, 94 et 139.

Dans le *Cahier des exercices publics des élèves de l'École royale militaire de Brienne-le-Château, pour l'année 1783* (Troyes, A. P. F. Andé, in-4°, de 88 pages) on lit deux fois le nom de M. *Buona Parte*, écrit en deux mots, la première fois, parmi les noms des élèves qui doivent répondre sur diverses parties de mathématiques ; la seconde fois, parmi les élèves de M. Daboval, maître d'armes.

On connaît un livre intitulé : *La Vedova, comedia facetissina da Nicolo Buonaparte*, Firenze, Gianti, 1592, petit in-8°. — Nous citerons encore : *Ragguaglio storico di tutto*

Ainsi vont les choses humaines ; ce que la prospérité exalta outre mesure, l'adversité le réduit à rien. En voyant les graves conséquences que l'on a tirées de ces puériles recherches, nos neveux riront de pitié, et les couvriront de leurs dédains. Ils ne verront que le grand homme, fils de ses propres œuvres, dont la noblesse, suivant ses propres expressions, datait de Montenotte ou du 18 brumaire, qui fut le Rodolphe de Hapsbourg de sa famille, et devant lequel, sans s'inquiéter de son origine, se prosterna à l'envi tout ce qu'il y avait de plus grand et de plus sacré sur la terre.

Nous avons sous les yeux une pièce généalogique, écrite en latin barbare, qui fait sortir tous les *Bonaparte* et les *Malaparte* de Toscane, des anciens Lombards. Elle fait remonter l'histoire de la famille Bonaparte — *Bonapartia Gens* — jusqu'à *Jean Bonaparte* qui vivait en l'an 1050. Mais l'authenticité de ce titre tiré des archives de Florence ne nous a point paru suffisamment constatée.

Nicolas Buonaparte, citoyen de Florence, publia en 1568 une comédie intitulée *la Vedova* (la Veuve) qui se distingue par une pureté de style très-remarquable. On lit dans les vies des *Lettrés italiens*, de Mazzucchelli, que Nicolas Buonaparte fut professeur de droit à l'Université de Pise, et qu'il en purgea l'étude de l'ancienne barbarie qui y présidait. Deux lettres du cardinal Montalto, datées de Rome le 28 mai 1644, l'une adressée au grand duc de Toscane, l'autre au cardinal de Médicis, nous apprennent que Nicolas Buonaparte était l'ami du célèbre Barthélemy Mercatti ; il paraît qu'il n'imprima rien que sa comédie de la *Veuve*, qui l'a été deux fois chez Giunti[1].

Jacob Buonaparte de Saint-Miniato passa longtemps pour être l'auteur des *Nouvelles historiques du Sac de Rome*, publiées en 1527, qui paraissent plutôt appartenir à François Guiccardini, et que cet auteur a placées dans son *Histoire d'Italie*.

Bindo Ferdinand Buonaparte, noble de Saint-Miniato et de Florence, était à Rome à la cour du cardinal Imperiali ; il cultivait avec succès la philosophie, les sciences et la législation. Il fut l'ami d'Ansaldi, de Fontanini et d'Averani. Jean Gaston de Médicis voulut l'élever à la dignité d'évêque de Montepulciano. Il a laissé des poésies latines et italiennes, et plusieurs autres ouvrages remarquables ; mais aucun n'a été imprimé. On trouve son éloge dans les Nouvelles du docteur Jean Lami, de l'année 1747, dans lesquelles il est aussi question d'un André Buonaparte, abbé de Sesto.

La pièce suivante doit aider à jeter quelque clarté sur l'origine de la famille Bonaparte. C'est une pétition adressée au grand duc- de Toscane par Joseph Bonaparte, en 1785, pour obtenir son admission dans l'ordre de Saint-Étienne. Le pétitionnaire s'exprime en ces termes :

> Joseph Bonaparte, fils de Charles Bonaparte, né en Corse, et le plus humble de vos serviteurs, ose vous représenter, avec respect que sa famille, actuellement domiciliée en Corse, tire son origine de la Toscane et spécialement de Florence où, dès le temps même de la république, elle fut revêtue des premiers emplois, et s'allia avec les plus illustres familles,

---

l'occorso giorno per giorno, nel sacco di Roma, l'anno 1527, opera di Jacopo Buonaparte, Colonia, 1756, in-4°. — Traduit en français, Paris, 1809, in-8°.

1 Cette pièce, qui était longtemps restée dans l'oubli, a été réimprimée à Paris, Molini, 1803, petit in-8°.

telles que les Albizzi, Alberti, Tornabuoni, Attavanti et autres semblables ; par suite des événements politiques, arrivés dans les républiques d'Italie, ladite famille de Bonaparte, divisée alors en plusieurs branches et attachée au parti des Gibelins, fut forcée d'abandonner la ville de Florence et de se réfugier en divers états. La branche à laquelle appartient le suppliant se retira à Sarzane, alors petite république, où elle fut admise aux premiers honneurs, et contracta d'honorables alliances, particulièrement avec la maison Malaspina.

La famille du suppliant, par suite des révolutions de l'Italie, s'étant transportée tout entière en Corse, a fixé sa résidence à Ajaccio, où les Bonaparte oui toujours été considérés comme nobles, ainsi que le constatent des lettres de la république de Gênes, qui déclarent Jérôme Bonaparte chef des plus anciens d'une cité, où lui et les siens avaient pour alliés les Colonna, les Bozi, les Ornano, Durazzo, Lomellino de Gênes et se trouvaient en possession des droits seigneuriaux du fief de Bozi, etc., etc.

La Corse étant passée sous la domination du roi de France, le père du suppliant fut reconnu noble, et d'une noblesse prouvée de plus de deux cents ans. Admis au nombre des douze gentilshommes, plus d'une fois il représenta la nation entière, et fut, entre autres, député de l'assemblée générale de la noblesse auprès de S. M. le roi T.-C. En 1779 il en reçut des lettres qui confirmaient ses titres, et Napoléon, frère cadet du suppliant, fut nommé, après avoir fait ses preuves, élève de l'École royale et militaire de Brienne, d'où il passa dans celle de Paris, et de là fut promu au grade d'officier dans le corps royal d'artillerie.

Il représente enfin qu'en conséquence de la qualité reconnue de sa famille, Marianne — *Élisa* — Bonaparte, sœur du suppliant, eut l'honneur d'être nommée par le roi de France élève au couvent de Saint-Cyr, fondé par Louis XIV pour l'éducation des jeunes demoiselles. Cette faveur ne peut être obtenue qu'après avoir fait preuve de quatre générations de noblesse.

De cet exposé il résulte que la famille Bonaparte, évidemment originaire de Toscane, est descendante directe de Jean Bonaparte, qui fut garant pour la république de Florence de la célèbre paix qu'elle signa avec le cardinal Latino. Elle a toujours été reconnue pour telle par ceux des Bonaparte qui demeurent en Toscane. Le suppliant, guidé par ces motifs et par le désir de reconnaître son ancienne patrie, n'a pas hésité de recourir à la clémente puissance de Votre Altesse Royale, pour lui demander humblement la permission de revêtir les insignes de l'ordre de Saint-Étienne, afin que, honoré de cette décoration nouvelle, il ait à l'avenir de plus fréquentes occasions de prouver la vénération et la fidèle obéissance qu'il doit à la très-

respectable personne de votre altesse royale, ainsi qu'à son auguste famille[1].

Napoléon a commencé ses mémoires par le siège de Toulon. Avant d'aborder cette époque, nous rapporterons, touchant les premières années, de sa vie, les traits caractéristiques qu'il a reconnus comme vrais, ceux qu'il a lui-même racontés, ou enfin ceux qui sont puisés à des sources dignes de foi.

Dans mon enfance, dit-il[2], j'étais entêté, rien ne m'imposait, rien ne me déconcertait. J'étais querelleur, lutin : je ne craignais personne, je battais l'un, j'égratignais l'autre, je me rendais redoutable à tous. Mon frère Joseph était celui à qui j'avais le plus souvent affaire ; il était battu, mordu, grondé ; j'avais déjà porté plainte qu'il ne s'était pas encore remis. Bien m'en prenait d'être alerte : maman Letizia eût réprimé mon humeur belliqueuse ; elle n'eût pas souffert mes algarades. Sa tendresse était sévère ; elle punissait, récompensait indistinctement ; le bien, le mal, elle nous comptait tout. Mon père, homme éclairé, mais trop ami des plaisirs pour s'occuper de notre enfance, cherchait quelquefois à excuser nos fautes. Laissez, lui disait-elle ; ce n'est pas votre affaire, c'est moi qui dois veiller sur eux. Elle y veillait, en effet, avec une sollicitude qui n'a pas d'exemple. Les sentiments bas, les affections peu généreuses étaient écartés, flétris ; elle ne laissait arriver à nos jeunes âmes que ce qui était grand, élevé. Elle abhorrait le mensonge, sévissait contre la désobéissance ; elle ne nous passait rien. Je me rappelle une mésaventure qui m'arriva à cet égard, et la peine qui me fut infligée. Nous avions des figuiers dans une vigne, nous les escaladions ; nous pouvions faire une chute, éprouver des accidents, elle nous défendit d'en approcher à son insu. Cette défense me contrariait beaucoup, mais elle était faite, je la respectais. Un jour cependant que j'étais désœuvré, ennuyé, je m'avisai de convoiter les figues. Elles étaient mûres, personne ne m'observait, n'en devait rien savoir ; je m'éclipsai, je courus à l'arbre, je récoltai tout. Mon appétit satisfait, je pourvus à la route, et je remplissais mes poches, lorsqu'un malheureux garde parut. J'étais mort, je restai collé sur la branche où il m'avait surpris. Il voulait m'enchaîner, me conduire à ma mère ; la crainte me rendit éloquent. Je lui dépeignis mes ennuis, je m'engageai à respecter les figues, je lui prodiguai les promesses, je l'apaisai. Je me félicitais de l'avoir échappé

---

1 Voici la réponse qui fut donnée à cette demande :
Le Conseil de l'ordre, considérant que la demande est adressée par un individu de nation étrangère, et que le nombre des chevaliers non indigènes, fixé à quatre-vingts par un motu proprio de son Altesse royale du 8 mars 1786, est déjà outrepassé, s'en réfère à l'autorité souveraine.
La note suivante fut apposée à la suite de cette délibération : Son Altesse royale ordonne que le suppliant soit admis à fournir les preuves de sa naturalité en Toscane, et qu'on lui représente l'affaire. 10 Septembre 1789.

2 *Antommarchi*, tome I, page 352.

si belle ; je me flattais que ma mésaventure ne transpirerait pas ; mais le traître avait tout conté. Le lendemain la signora Letizia voulut aller cueillir les figues. Je n'en avait pas laissé, on n'en trouva plus, le garde survint : grands reproches, révélation ; le coupable expia sa faute[1].

J'étais entier ; mais les emportements auxquels je m'abandonnais étaient souvent bien motivés. J'avais cinq à six ans. On m'avait mis dans une pension de petites demoiselles dont la maîtresse était de la connaissance de ma famille. J'étais joli, j'étais seul* chacune me caressait. Mais j'avais toujours mes bas sur mes souliers, et, dans nos promenades, je ne lâchais pas la main d'une charmante enfant qui fut l'occasion de bien des rixes. Mes espiègles de camarades, jaloux de ma Giacominetta, assemblèrent les deux circonstances dont je parle, et les mirent en chanson. Je ne paraissais, pas dans la rue qu'ils ne m'escortassent en fredonnant : *Napoleone di mezza calzetta fa l'amore à Giacominetta*. Je ne pouvais supporter d'être le jouet de cette cohue. Bâtons, cailloux, je saisissais tout ce qui se présentait sous ma main, et m'élançais en aveugle au milieu de la mêlée. Heureusement qu'il se trouvait toujours quelqu'un pour mettre le holà et me tirer d'affaire ; mais le nombre ne m'arrêtait pas, je ne comptais jamais[2].

En revenant sur les derniers mois qui avaient précédé sa naissance, Napoléon admirait le courage, la force d'âme de sa mère.

Les pertes, les privations, elle supportait tout, bravait tout ; c'était une tête d'homme sur un corps de femme. Il n'en était pas ainsi de l'archidiacre ; il regrettait ses chèvres[3], les Génois, tout ce qu'il n'avait plus. C'était du reste le meilleur des hommes. Bon, généreux, éclairé, il nous servit plus tard de père, et rétablit les affaires de la maison. Sain de tête, mais obligé de garder le lit, il ne laissait échapper aucun abus. Il connaissait la force, le nombre des pièces de bétail, faisait abattre l'une, vendre, conserver l'autre ; chaque berger avait son lot, ses instructions. Les moulins, la cave, les vignobles étaient soumis à la même surveillance. L'ordre, l'abondance régnaient partout ; notre situation n'avait jamais été plus prospère. Le bon homme était riche, mais n'aimait pas à se dessaisir. Il tenait surtout à nous persuader qu'il ne faisait pas d'économies. Lui demandais-je de l'argent : Tu sais bien, me disait-il, que je n'en ai pas ; que les expéditions de ton père ne m'ont rien laissé. En même temps il m'autorisait à vendre une tête de bétail, une

---

1 *Antommarchi*, tome I, page 179.
2 *Antommarchi*, tome I, page 275.
3 Bonaparte déclamait contre les chèvres nombreuses dans l'île, et qui y causent de grands dégâts. Il voulait qu'on les extirpât entièrement. Il avait à ce sujet des prises terribles avec le vieil archidiacre, son oncle, qui en possédait de grands troupeaux, et les défendait en patriarche. Dans sa fureur, il reprochait à son neveu d'être un novateur, et accusait les *idées philosophiques* du péril de ses chèvres. *Las Cases*, tome III, page 409.

pièce de vin. Mais nous avions aperçu un sac ; nous étions piqués de l'entendre prêcher misère avec des pièces d'or dans ses draps. Nous résolûmes de le mystifier. Pauline était toute jeune ; nous lui fîmes la leçon : elle tira le sac, les doublons roulèrent, nous riions aux éclats ; le bon homme étouffait de colère et de confusion. Maman accourut, gronda, ramassa les espèces, et l'archidiacre de protester que c'était de l'argent qui n'était pas à lui. Nous savions à quoi nous en tenir à cet égard ; nous n'eûmes garde de le contredire. Il tomba malade quelque temps après, et fut bientôt à toute extrémité. Nous étions rangés autour de son lit ; nous déplorions la perte que nous allions faire, lorsque Fesch se prit d'un saint zèle, et voulut lui débiter les homélies d'usage. L'agonisant l'interrompit ; Fesch n'en tint aucun compte : le vieillard s'impatienta. Eh ! laissez donc ; je n'ai plus que quelques moments à vivre, je veux les consacrer à ma famille. Il nous fit approcher, nous donna des avis, des conseils. Tu es l'aîné de la famille, dit-il à Joseph, mais Napoléon en est le chef ; aie soin de t'en souvenir, et il expira au milieu des sanglots, des larmes que ce triste spectacle nous arrachait[1].

Restée sans guide, sans appui, ma mère fut obligée de prendre la direction des affaires ; mais v le fardeau n'était pas au-dessus de ses forces : elle conduisait tout, administrait tout avec une sagesse, une sagacité qu'on n'attendait ni de son sexe, ni de son âge. Ah, docteur, quelle femme ! où trouver son égale ?

Je suis venu au monde, disait encore Napoléon au docteur Antommarchi, dans les bras de la vieille *Mammuccia Caterina*. Elle était têtue, pointilleuse, en guerre continuelle avec tous ceux qui l'entouraient. Elle se querellait surtout avec ma grand'mère qu'elle aimait pourtant beaucoup, et qui le lui rendait. Elles contestaient sans cesse ; c'étaient des débats interminables qui nous amusaient beaucoup. Vous devenez sérieux, docteur ; le portrait vous blesse. Consolez-vous ; si votre compatriote était criarde, elle était bonne, affectueuse ; elle nous promenait, nous soignait, nous faisait rire ; c'était une sollicitude dont le souvenir n'est pas éteint. Je me rappelle encore ses larmes, lorsque je quittai la Corse. Il y a de cela passé quarante ans. Vous n'étiez pas né ; j'étais jeune, je ne prévoyais pas la gloire qui m'attendait, encore moins que nous dussions nous trouver ici ; mais la destinée est immuable ; il faut obéir à son étoile. La mienne était de parcourir les extrêmes de la vie ; je partis pour

---

1 Il ne faut pas confondre l'archidiacre avec Buonaparte (le chanoine) qui, par la protection de Napoléon, reçut le 9 juillet 1796 un rescrit du grand duc de Toscane qui l'autorisait à revêtir l'habit équestre de l'ordre de St. Étienne, et le dispensait de faire les preuves de noblesse requises en pareil cas. (*Dict. biog. et hist. des hommes marquants de la fin du 18e siècle, rédigé par une société de gens de lettres*. (M. le marquis de la Maisonfort). Londres, 1800, 3 vol. in-8°.)

> accomplir la tâche qui m'était imposée. Mon père se rendait à Versailles, où l'avait député la noblesse du pays ; je l'accompagnai ; nous traversâmes la Toscane, je vis Florence, le grand duc ; nous arrivâmes à Paris. Nous étions recommandés à la reine. Mon père fut accueilli, fêté. J'entrai à Brienne ; j'étais heureux. Ma tête commençait à fermenter ; j'avais besoin d'apprendre, de savoir, de parvenir ; je dévorais les livres. Bientôt il ne fut bruit que de moi dans l'École. J'étais admiré, envié ; j'avais la conscience de mes forces ; je jouissais de ma suprématie. Ce n'est pas que je manquasse dès-lors d'âmes charitables qui cherchaient à troubler ma satisfaction. J'avais en arrivant été reçu dans une salle où se trouvait le portrait du duc de Choiseul. La vue de cet homme odieux, qui avait trafiqué de mon pays, m'avait arraché une expression flétrissante ; c'était un blasphème, un crime qui devait effacer mes succès. Je laissai la malveillance se donner ses larges ; je devins plus appliqué, plus studieux. J'aperçus ce que sont les hommes et me le tins pour dit[1].

Un jour le maître de quartier, brutal de sa nature, sans consulter, disait Napoléon, les nuances physiques, et morales de l'enfant, le condamna à porter l'habit de bure et à diner à genoux à la porte du réfectoire : c était une espèce de déshonneur. Bonaparte avait beaucoup d'amour-propre, une grande fierté intérieure. Le moment de l'exécution fut celui d'un vomissement subit et d'une violente attaque de nerfs. Le supérieur, qui passait par hasard, l'arracha au supplice, en grondant le maître de son peu de discernement ; et le père Patrault, son professeur de mathématiques, accourut, se plaignant que sans nul égard on dégradait ainsi son premier mathématicien.

A l'âge de puberté Bonaparte devint morose, sombre ; la lecture fut pour lui une espèce de passion poussée jusqu'à la rage ; il dévorait tous les livres. Pichegru fut son maître de quartier et son répétiteur sur les quatre règles de l'arithmétique.

Pichegru était de la Franche-Comté et d'une famille de cultivateurs. Les minimes de Champagne avaient été chargés de l'école militaire de Brienne. Leur pauvreté et leur peu de ressource n'attiraient pas beaucoup de sujets chez eux, ils ne pouvaient pas se suffire. Ils envoyèrent le père Patrault à Brienne. Ils eurent recours aux minimes de Franche-Comté ; le père Patrault fut un de ceux-ci. Une tante de Pichegru, sœur de la charité, le suivit pour avoir soin de l'infirmerie, amenant avec elle son neveu, jeune enfant auquel on donna gratuitement l'éducation des élèves. Pichegru, doué d'une grande intelligence, devint, aussitôt que son âge le permit, maître de quartier et répétiteur du père Patrault, qui lui avait enseigné les mathématiques. Il songeait à se faire minime ; c'était là toute son ambition, c'étaient les idées de sa tante ; mais le père Patrault l'en dissuada, en lui disant que leur profession n'était plus du siècle, qu'il devait songer à quelque chose de mieux. Il le porta à s'enrôler dans l'artillerie, où la révolution le prit sous- officier. On connaît sa fortune militaire ; ce fut le conquérant de la Hollande[2]. Plus tard le père Patrault rentra dans la vie séculière, et on le

---

1 *Antommarchi*, tome I, page 151.
2 *Las Cases*, t. I, p. 154.

retrouve en Italie, auprès de son ancien élève devenu général en chef et auquel il servait de secrétaire.

En 1783 Bonaparte fut un de ceux que le concours d'usage désigna parmi les élèves de Brienne pour aller achever leur éducation à l'École-Militaire de Paris. Le choix était fait annuellement par un inspecteur qui parcourait les douze écoles militaires. Cet emploi était alors rempli par le chevalier de Keralio, officier général, auteur d'une tactique, et qui avait été le précepteur du duc de Deux-Ponts, depuis roi de Bavière, décédé en 1825. C'était un vieillard aimable, des plus propres à cette fonction : il aimait les enfants, jouait avec eux après les avoir examinés, et retenait avec lui, à la table des minimes, ceux qui lui avaient plu. Il avait conçu une affection toute particulière pour le jeune Bonaparte, qu'il se plaisait à exciter de toutes manières. Il le nomma pour se rendre à Paris, bien qu'il n'eut peut-être pas l'âge requis. L'enfant n'était fort que sur les mathématiques, et les moines représentèrent qu'il serait mieux d'attendre à l'année suivante, qu'il aurait ainsi le temps de se fortifier sur tout le reste ; ce que ne voulut pas écouter le chevalier de Kéralio, disant : Je sais ce que je fais. Si je passe ici par-dessus la règle, ce n'est point une faveur de famille, je ne connais pas celle de cet enfant ; c'est tout à cause de lui-même. J'aperçois ici une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver. Le bon chevalier mourut presque aussitôt ; mais celui qui vint après, M. de Regnaud, qui n'aurait peut-être pas eu sa perspicacité, suivit néanmoins les notes de son prédécesseur[1], et le jeune Bonaparte fut envoyé à Paris[2].

A l'école militaire de Brienne, le vif regret que lui causait la soumission de sa patrie à la France était l'idée dominante du jeune Napoléon. Profondément gravé

---

1 La pièce suivante a été recueillie dans les papiers de M. le maréchal de Ségur, alors ministre de la guerre :
État des élèves du Roi susceptibles, par leur âge, d'entrer au service ou de plisser à l'École de Paris, savoir :
M. de Buonaparte (Napoléon) né le 15 août 1769, taille de 4 pieds, 10 pouces, 10 lignes, a fini sa quatrième : de bonne constitution, santé excellente : caractère soumis, honnête et reconnaissant : conduite très-régulière : s' est toujours distingué par son application aux mathématiques : il sait très-passablement son histoire et sa géographie : il est assez faible dans les exercices d'agrément et pour le latin, où il n'a fini que sa quatrième : ce sera un excellent marin, mérite de passer à l'École de Paris.

2 *Las Cases*, tome I, page 160. — Les élèves qui passèrent de Brienne à Paris, avec Napoléon Bonaparte, furent MM. Montarby de Dampierre, de Castres, de Comminges et Laugier de Bellecour. — M. de Bourrienne, aussi élève de l'école de Brienne, fit voyage avec Bonaparte jusqu'à Melun.
Un grand nombre des détails sur la jeunesse de Bonaparte, rapportés en divers écrits, ont été originairement puisés dans une brochure de 45 pages, publiée en l'an VI de la république, par conséquent après la paix de Campo-Formio, à Paris, chez Dupont, sous ce titre : Quelques Notices sur les premières années de Bonaparte, recueillies et publiées en anglais, par un de ses condisciples, mises Cil français par le Citoyen Bourgoing. L'original était l'ouvrage d'un émigré ; on l'a même attribué à Philippeaux, ancien camarade de Bonaparte et qui contribua puissamment à la défense de Saint-Jean-d'Acre, où il avait été emmené d'Angleterre par Sidney-Smith. Quoi qu'il en soit, l'auteur de cet écrit, qui porte le caractère de la vérité, le terminait ainsi : Tel est l'homme dont j'ai vu les talents et les vertus au berceau. Je ne serai pas taxé de partialité à son égard. Dans sa première jeunesse je le considérais, je l'admirais même quelquefois, mais je ne l'aimais pas, et lui, très-peu aimant, ne faisait pas d'exception en ma faveur. Depuis, je l'ai perdu de vue. Je n'attends ni ne crains rien de lui ; peut-être ne serai-je jamais son concitoyen, mais je m'honorerai toujours d'avoir été son condisciple.

dans son âme, ce sentiment l'éloignait de ses camarades ; il ne prenait que rarement part à leurs jeux et à leurs exercices. Pendant les heures de récréation, il se livrait à la lecture des livres d'histoire, surtout Plutarque. Cette vie retirée et peu active, dans un âge où les forces ne demandent qu'à s'exercer, arrêta probablement le développement d'une constitution naturellement faible et délicate ; n'ayant de dispositions — et il l'avouait — ni pour les langues étrangères, ni pour la littérature, ni pour les arts d'agrément, il se livrait exclusivement aux mathématiques, qu'il cultiva avec le plus grand succès. Les minimes étaient bien inférieurs en connaissances aux congrégations qui dirigeaient les autres écoles militaires. Obligés d'avoir recours à des maîtres étrangers, et trop pauvres pour leur assurer un traitement convenable, ils n'avaient que des sujets assez médiocres. A quinze ans, un élève ne pouvait plus rien apprendre chez eux, parce qu'on ne lui pouvait plus rien enseigner. Telle était la situation de l'école en 1784, et il est étonnant qu'avec une telle pénurie de professeurs savants et de maîtres instruits, tous les élèves ne soient pas restés dans une triste médiocrité. Ceux qui se distinguaient ne le devaient qu'à leur naturel heureux, à la force de leur caractère, et devaient nécessairement un jour se faire remarquer par de grands talents et une grande capacité. Le nombre des élèves n'excédait guère cent dix, dont cinquante aux frais du roi qui payait 600 fr. par an pour chacun, et soixante environ aux frais de leurs parents qui payaient 700 francs de pension. Le monastère n'avait que 8.000 à 10.000 fr. de revenus.

Le premier élève avec lequel Bonaparte se lia d'une manière intime fut Fauvelet de Bourrienne, qui se livrait aussi avec une ardeur particulière à l'étude des sciences mathématiques, et qui, par son naturel doux, prévenant et modeste, savait captiver l'amitié de tous ses compagnons. Dans la suite, M. de Bourrienne devint le secrétaire le plus intime de Bonaparte, et continua de l'être jusqu'à la troisième année du consulat.

Le caractère âpre et obstiné de Bonaparte lui suscitait presque tous les jours, avec la plupart de ses camarades, des disputes et des, rixes. Comme il était souvent le plus faible, il en souffrit plus d'une fois. Néanmoins, jamais il ne porta plainte d'aucune offense devant ses supérieurs. Lorsqu'il était chargé à son tour de surveiller ses camarades pendant les repas, il préférait risquer de subir une punition, plutôt que de dénoncer ceux qui avaient manqué à la discipline.

Les inclinations guerrières du jeune Napoléon se manifestèrent durant l'hiver de 1783. Les élèves de Brienne avaient construit avec de la neige un fort très-régulier ; Napoléon prit une grande part à ces travaux. Le fort fut alternativement attaqué, pris, repris, et Bonaparte montra dans la défense comme dans l'attaque autant de courage et de hardiesse que de ruse[1].

A l'école militaire de Paris on vivait sous un régime bien autrement libre qu'à Brienne. L'élève recevait dès son entrée le brevet d'officier. Placé sous la surveillance de militaires de distinction, il trouvait pour toutes les sciences et pour les arts des maîtres d'une grande habileté.

Mais là aussi Bonaparte conserva son âpreté et son mépris stoïque pour les agréments de la vie. Il continua de se livrer tout entier à l'étude des mathématiques. Les leçons du célèbre Monge avancèrent tellement ses études, que dès le premier examen il fut nommé officier dans un corps d'artillerie. Parmi

---

1 *Las Cases*, tome I, page 162.

les trois cents élèves de l'école, les seuls avec lesquels Bonaparte se lia d'intimité furent MM. de Lauriston et Dupont.

Bonaparte passait la plupart de ses heures de récréation dans un des bastions du fort Thimbrune que l'on avait construit pour l'instruction des élèves, au bout de leur promenade ordinaire. Là on le voyait, appuyé sur le parapet et tenant à la main Vauban, Cohorn et Folard, tracer des plans pour l'attaque ou la défense de cette petite forteresse.

Plus tard, quand il tint garnison à Auxonne, on le vit également passer une partie de la journée dans les ouvrages de la place, et la moitié de la nuit sur des livres d'art militaire.

Le professeur d'histoire, Léguille, se vantait que si l'on faisait des recherches dans les archives de l'Ecole militaire, on y trouverait qu'il avait prédit une grande carrière à son élève, en exaltant dans ses notes la profondeur de ses réflexions et la sagacité de son jugement[1].

En effet, ce professeur, dans le compte qu'il rendait de ses élèves, ajoutait à la note sur Bonaparte : *Corse de nation et de caractère ; il ira loin si les circonstances le favorisent*[2].

M. Dumairon, professeur de belles-lettres, disait qu'il avait toujours été frappé de la bizarrerie des amplifications de Bonaparte. Il les avait appelées dès lors du *granit chauffé au volcan*.

Un seul s'y trompa ; ce fut M. Bauer, le gros et lourd maître d'allemand. Le jeune Bonaparte ne faisait rien dans cette langue, ce qui avait inspiré à M. Bauer, qui ne supposait rien au dessus d'elle, le plus profond mépris. Un jour que l'écolier ne se trouvait pas à sa place, M. Bauer s'informa où il pouvait être. On répondit qu'il subissait en ce moment son examen pour t'artillerie. Mais est-ce qu'il sait quelque chose ? disait ironiquement l'épais M. Bauer. — Comment ? Monsieur, c'est le plus fort mathématicien de l'École, lui répondit-on. — Eh bien ! je l'ai toujours entendu dire, et je l'avais toujours pensé, que les mathématiques n'allaient qu'aux bêtes. Il serait curieux, disait Napoléon à Sainte-Hélène, de savoir si M. Bauer a vécu assez longtemps pour me voir percer, et pour jouir de son jugement[3].

Bonaparte, âgé de 10 ans, était entré à l'école de Brienne, au mois de mars 17 19 ; il passa à l'école de Paris en 1783, et y demeura jusqu'à l'âge de seize ans ; il fut nommé, en octobre ou en juillet 1785, lieutenant en second d'artillerie au régiment de La Fère. Sur 36 places d'officier qui étaient à donner, il obtint la 12e. En quittant l'école militaire, il se rendit d'abord à Valence où se trouvait son régiment.

Un camarade logé au-dessus de lui avait pris le goût funeste de donner du cor ; il assourdissait de manière à distraire de toute espèce de travail. On se rencontre dans l'escalier. — Mon cher, vous devez bien vous fatiguer avec votre cor ? — Mais non, pas du tout. — Eh bien ! vous fatiguez beaucoup les autres. — J'en suis fâché. — Mais vous feriez mieux d aller donner de votre cor plus loin. — Je

---

1 *Las Cases*, tome I, page 162. — On cite encore parmi les professeurs de mathématiques de Bonaparte, à l'École militaire de Paris, M. J.-B. Labbey, qui vient de mourir à la fin de 1825.
2 *Las Cases*, tome I, page 172.
3 *Las Cases*, tome I, page 166.

suis maître dans ma chambré. — On pourrait vous donner quelque doute là dessus ? — Je ne pense pas que personne fût assez osé. Duel arrêté : le conseil des camarades examine, avant de le permettre, et il prononce qu'à l'avenir l'un ira donner du cor plus loin, et que l'autre sera plus endurant, etc.[1].

Bonaparte fut reçu à Valence chez Mme du Colombier. C'était une femme de 50 ans, du plus rare mérite ; elle gouvernait la ville et s'engoua, dès le premier instant, du jeune officier d'artillerie : elle le faisait inviter à toutes les parties de la ville et de la campagne ; elle l'introduisit dans l'intimité d'un *abbé de Saint-Rufe*, riche, et d'un certain âge, qui réunissait souvent ce qu'il y avait de plus distingué dans le pays. Bonaparte devait sa faveur et la prédilection de Mme du Colombier à son extrême instruction, à la facilité, à la force, à la clarté avec laquelle il en faisait usage ; cette dame lui prédisait souvent un grand avenir. A sa mort, la révolution était commencée ; elle y prenait beaucoup d'intérêt ; et, dans un de ses derniers moments, on lui a entendu dire que, s'il n'arrivait pas malheur au jeune Bonaparte, il y jouerait infailliblement un grand rôle. Napoléon n'en parlait qu'avec une tendre reconnaissance, n hésitant pas à croire que les relations distinguées, la situation supérieure dans laquelle cette dame le plaça si jeune, dans la société, pouvaient avoir grandement influé sur les destinées de sa vie.

Il prit du goût pour Melle du Colombier, qui n'y fut pas insensible : c'était leur première inclination à tous deux, et telle qu'elle pouvait être à leur âge et avec leur éducation. On ne pouvait pas être plus innocent que nous, disait Napoléon ; nous nous ménagions de petits rendez-vous ; il en est un que je me rappelle encore, au milieu de l'été, au point du jour ; on le croira avec peine, tout notre bonheur se réduisit à manger des cerises ensemble.

Il est faux, du reste, ainsi qu'on l'a dit dans le monde, que la mère ait voulu les marier et que le père s'y soit opposé, alléguant qu'ils se nuiraient l'un à l'autre en s'unissant ; tandis qu'ils étaient faits pour faire fortune chacun de leur côté. L'anecdote qu'on raconte au sujet d'un pareil mariage avec mademoiselle Clary, depuis madame Berna- dote, aujourd'hui reine de Suède, n'est pas plus exacte[2].

C'est alors (24 février 1785) que Bonaparte perdit son père. Napoléon raconte ainsi ses derniers moments.

> Il était parti malade (de Corse), le déplacement ne l'avait pas soulagé. Il souffrait, maigrissait, ne digérait pas : il n éprouvait aucune amélioration qui compensât l'absence ; il voulut revoir les siens. Il se remit en route, gagna Montpellier ; mais tout-à-coup le mal s'aggrave, le vomissement se détermine, rien ne passe, rien ne reste dans l'estomac. Il consulte les médecins, se gorge de drogues, de remèdes, et n'en est pas mieux. On lui prescrit un régime ; on lui conseille l usage des poires fondantes. Il revient à Paris où elles sont plus communes et de meilleure qualité. Il en mange, s'en rassasie, court, va, vient, se donne du

---

1 *Las Cases*, tome I, page 167.

2 Joseph Bonaparte avait épousé en 1794 Melle Julie Clary, fille d'un négociant de Marseille. On a prétendu que quelque temps après M. Clary aurait refusé de donner à Napoléon Bonaparte une autre de ses filles, Désirée, depuis Mme Bernadotte, en disant : Il y a bien assez d'un Bonaparte dans la famille.
Tout le monde ne considère pas cette anecdote comme entièrement apocryphe.

mouvement et se rétablit. Il était frais, dispos, avait un teint à braver deux siècles. Malheureusement le mal n'était pas extirpé ; ce n'était qu'une halte, un sursis. Il reprit bientôt avec une nouvelle force. Mon père avait à peine séjourné quelques mois en Corse, qu'il retomba dans un état pire que celui où il était d'abord. La Faculté lui avait rendu une première fois la vie, il crut qu'elle pouvait la lui rendre encore ; il emmena Joseph, et partit pour Montpellier ; mais son heure était sonnée, les remèdes furent inutiles, il succomba. C'était mourir bien jeune, il n'avait que trente-huit ans. Sa maladie avait paru singulière, on l'ouvrit. Il avait un *squirre au pilore*[1].

Mon père était plein de courage et de pénétration. Il cultivait la poésie, avait de l'éloquence ; il eût marqué s'il eût vécu.

J'ignorais sa situation, ses souffrances ; je m'occupais paisiblement d'études, tandis qu'il se débattait au milieu des angoisses d'une pénible agonie. Il me demandait, il m'appelait, il invoquait le secours de ma grande épée, dans son délire, mais la distance était trop considérable. Il mourut sans que j'eusse la consolation de lui fermer les yeux. Ce triste soin était réservé à Joseph qui s'en acquitta avec toute la piété dont un fils est capable. Une circonstance de ce triste événement, me frappa beaucoup. Mon père, si peu dévot, qui avait même fait quelques poésies antireligieuses, ne vit pas plutôt le cercueil entr'ouvert, qu'il se prit de passion pour les prêtres. Il les recherchait, les appelait, il n'y en avait pas assez à Montpellier pour lui. Un changement si subit, qu'éprouvent néanmoins tous ceux qu'attaque une maladie grave, ne peut s'expliquer que par le désordre que le mal porte dans la machine humaine. Les organes s'émoussent, ils ne réagissent plus, le moral s'ébranle, la tête se perd ; de là le besoin de confessions, d'*oremus*, et de toutes les belles choses sans lesquelles il semble qu'on ne peut mourir. Mais voyez l'homme avec toute sa force, voyez ces colonnes prêtes à s'élancer sur le champ de bataille ; la

---

1 Charles Bonaparte, père de Napoléon, durant les guerres civiles qui agitèrent sa patrie, combattit avec Paoli dont il était l'ami. Après la pacification, il sut gagner les bonnes grâces de M. de Marbeuf. Lorsqu'il fut question d'asseoir et de répartir les impôts, le gouverneur écrivit au ministre que tous les habitants de la Corse se prétendaient nobles, et se refusaient, en conséquence, à payer aucun impôt. Le ministre lui ayant transmis l'ordre de choisir 400 familles que le Roi reconnaîtrait pour nobles, la famille Buonaparte fut comprise sur cette liste. Charles Buonaparte fut même envoyé à Versailles, en 1779, comme député de son ordre ; ce qui lui valut bientôt après la place d'assesseur près la justice royale d'Ajaccio. Il mourut à Montpellier, où il s'était rendu afin de se faire traiter par les médecins de cette ville, le 2 4 février 1785, âgé seulement de 3g ans. Il fut inhumé dans un des caveaux des P.P. Cordeliers de Montpellier. Un procès-verbal de l'ouverture de son corps constate qu'il mourut d'un cancer à l'estomac, et décrit les effets produits par cette maladie, dès-lors réputée héréditaire. Cette pièce, datée du 25 février 1785, et signée par les docteurs *Farjon*, *Lamure*, *Bousquet* et *Favre*, est actuellement à Paris, entre les mains de M. le professeur Dubois. Charles Buonaparte laissa cinq fils : Joseph, Napoléon, Lucien, Louis, Jérôme, et trois filles, Elisa, Caroline et Pauline.

> charge bat, elles s'ébranlent, tombent sous la mitraille. Il n'est question ni de prêtres ni de confession.

En 1786, à Auxonne, sa garnison, Bonaparte fut noyé assez longtemps. Il était à nager, et seul ; il avait perdu connaissance, coulé, cédant au courant ; il avait senti fort bien la vie lui échapper ; il avait même entendu, sur les bords, des camarades annoncer qu'il était noyé, et dire qu'ils couraient chercher des bateaux pour reprendre son corps. Dans cet état, un choc le rendit à la vie. C'était un banc de sable contre lequel frappa sa poitrine ; sa tête se trouvant merveilleusement hors de l'eau, il en sortit lui-même, vomit beaucoup, rejoignit ses vêtements, et était rentré chez lui lorsqu'on cherchait encore son corps[1].

> Lorsque je n'avais que dix-sept ans, dit Napoléon, je composai une petite histoire de la Corse, que je soumis à l'abbé Raynal. Il lui donna des éloges, et désira que je la publiasse. Il ajouta que cet ouvrage me ferait beaucoup d honneur et servirait puissamment la cause dont il était question. Je suis bien aise de n'avoir pas suivi ses conseils, parce qu'il était écrit suivant l esprit du jour, dans un temps où la rage du républicanisme existait partout, et qu'il contenait les doctrines les plus fortes en sa faveur. Il était rempli de maximes républicaines ; il respirait la liberté d'un bout à l'autre, et même trop : je l'ai perdu depuis[2].
>
> J'étais tout feu alors, j'avais dix-huit ans, la lutte était encore ouverte. Je brûlais de patriotisme pour la liberté ; le républicanisme s'exhalait par tous mes pores. Je ne suivis pas le conseil de Raynal ; j'eus raison, car à l'âge où j'étais, j avais dû nie traîner dans l'ornière, tordre, supposer des intentions, me perdre en faux aperçus. J étais neuf, encore étranger à la guerre, à l'administration ; je n'avais pas le secret des affaires ; je jugeais sans doute ceux qui les avaient maniées avec la même impertinence qu'on me juge aujourd'hui. Ce livre contenait les plus forts arguments contre les gouvernements monarchiques[3].

Bonaparte, étant premier consul, assurait avoir remis une copie de cet écrit à Paoli. Ce qui s'accorde assez avec la lettre qu'il lui écrivit au mois de juin 1789, où il parle de cet ouvrage sur la Corse. Il paraît qu'il renfermait des choses violentes au sujet de la conquête de la Corse par la France ; car, ainsi que nous l'avons dit, lorsqu'il était à l'Ecole-Militaire, Bonaparte nourrissait des préventions haineuses contre les Français, puisées naturellement au sein de sa famille, qui avait pris parti chaudement dans la guerre de l'indépendance de la Corse.

M. Joly, imprimeur à Dôle, le même qui imprima la *Lettre à M. Butta Fuoco*, dont il sera bientôt question, a donné les détails suivants : Bonaparte, étant en garnison à Auxonne, engagea M. Joly à venir l'y voir pour traiter de l'impression d'une histoire de Corse. Il s'y rendit en effet ; Bonaparte occupait au *Pavillon* une chambre presque nue, ayant pour tous meubles un mauvais lit sans rideaux, une table placée dans l'embrasure d'une fenêtre, chargée de livres et de papiers. Un

---

1 *Antommarchi*, tome I, page 257.
2 *O'Meara*, tome II, page 161.
3 *Las Cases*, tome I, page 385.

de ses frères couchait sur un mauvais matelas dans un cabinet voisin. On fut d'accord sur le prix d'impression ; mais Bonaparte attendait d'un moment à l'autre une décision pour quitter Auxonne ou pour y rester. Cet ordre arriva en effet quelques jours après ; il partit pour Toulon, et l'ouvrage ne fut pas imprimé.

> Étant à Lyon, en 1786, dit Napoléon, je remportai au concours le prix d'une médaille en or sur le thème suivant : *Quels sont les sentiments que l'on doit le plus recommander, afin de rendre l'homme heureux ?* Quand je montai sur le trône, bien des années après, je parlai de cet ouvrage par hasard à Talleyrand. Il envoya un courrier à Lyon pour se le procurer ; il y parvint facilement. Un jour, comme nous étions seuls, Talleyrand tira le manuscrit de sa poche, et, croyant me faire la cour, il me le remit entre les mains, en me demandant si je le connaissais. Je reconnus aussitôt mon écriture, et je le jetai au feu, où il fut consumé en dépit des efforts de Talleyrand pour le sauver. Comme il n'avait pas pris la peine de le faire copier auparavant, il parut très-mortifié de cette perte. J'en fus au contraire fort satisfait, attendu qu'il y avait dans cet opuscule quelques principes libéraux que je n'aurais pas été flatté qu'on pût m'accuser d'avoir eus dans ma jeunesse, et qu'il abondait en idées républicaines[1].
>
> Lorsque Napoléon parlait de ses premières années, il s'animait ; c'était toujours pour lui un sujet plein d'attraits, une source toujours nouvelle d'un vif intérêt. Il aimait à se reporter à cet heureux âge, disait-il, où tout est gaieté, désir, jouissance ; à ces heureuses époques de l'espérance, de l'ambition naissante, où le monde tout entier s'ouvre devant nous, où tous les romans sont permis ; il parlait du temps de son régiment, des plaisirs de la société, des bals, des fêtes. En citant la somptuosité de l'une d'elles qu'il élevait très-haut : Après tout, disait-il, je ne saurais guère la classer ; car il est à croire que mes idées de somptuosité d'alors sont un peu différentes de celles d'aujourd'hui[2].

---

1 *O'Meara*, tome II, page 161. Nous sommes parvenus à trouver le mémoire couronné à Lyon : M. d'Hauterive en avait conservé une copie. Le général Gourgaud l'a publié ; nous en donnons un extrait ci-après, dans les pièces justificatives, n° 1. En parlant du même sujet Napoléon dit encore, en un autre endroit, mais avec quelques variantes :
Je remportai, sous l'anonyme, un prix à l'académie de Lyon sur la question posée par Raynal : quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible ? Le mémoire anonyme fut fort remarqué : il était, du reste, tout-à-fait dans les idées du temps. Il commençait par demander ce qu'était le bonheur, et répondait : de jouir complètement de la vie, de la manière la plus conforme à notre organisation morale et physique. Devenu empereur, il causait un jour de cette circonstance avec Talleyrand. Celui-ci, en courtisan habile, lui rapporta, au bout de huit jours, ce fameux mémoire, qu'il avait fait déterrer des archives de l'académie de Lyon. C'était en hiver, l'empereur le prit, en lut quelques pages, et jeta au feu cette première production de sa jeunesse. Comme on ne s'avise jamais de tout, disait Napoléon, M. Talleyrand ne s'était pas donné le temps d'en faire prendre copie. (*Las Cases*, *loco citato*.)

2 *Las Cases*, tome VI, page 402.

C'est à cette époque que parait se rapporter la réponse, souvent rappelée depuis, de Bonaparte à une dame qui reprochait au grand Turenne l'incendie du Palatinat : Eh ! qu'importe, madame, si cet incendie était nécessaire à ses desseins[1].

En 1789 la révolution éclate ; une nouvelle ère commence. La nation et chaque Français s'élancent dans la vaste carrière que cette grande époque vient d'ouvrir devant eux. Bonaparte était alors en garnison à Valence avec le régiment de Grenoble, où il était entré en quittant celui de La Fère. Nous allons voir comment il jugea la révolution, et quel parti il y prit.

Il fit un voyage en Bourgogne qu'il appelait son voyage sentimental. Il alla souper à Nuits chez son camarade Gassendi, alors capitaine dans son régiment et marié assez richement à la fille d'un médecin du lieu. Le jeune voyageur ne tarda pas, disait-il, à s'apercevoir du dissentiment des opinions politiques du beau-père et du gendre : le gentilhomme Gassendi était aristocrate comme de raison, et le médecin chaud patriote. Celui-ci trouva dans le convive étranger un auxiliaire puissant, et en fut si ravi, que le lendemain il était au point du jour chez lui en visite de reconnaissance et de sympathie. L'apparition d'un jeune officier d'artillerie, d'une bonne logique et d'une langue alerte, disait Napoléon, était une recrue précieuse pour l'endroit. Il fut aisé au voyageur de s'apercevoir qu'il faisait sensation. C'était un dimanche ; on lui tirait le chapeau du bout de la rue. Toutefois ce triomphe ne fut pas sans échec. Il alla souper chez madame Marey, auprès de laquelle un autre de ses camarades, V ....., semblait fort bien établi ; c'était là le repaire de l'aristocratie du canton, bien que la dame ne fût que la femme d'un marchand de vin ; mais elle avait une grande fortune, les meilleures manières. C'était la duchesse de l'endroit. Là se trouvait toute la gentilhommerie des environs. Le jeune officier avait donné dans un vrai guêpier. Il lui fallut rompre force lances. La partie n'était pas égale. Au plus fort de la mêlée on annonce le maire.

> Je crus que c'était un secours que le ciel m'envoyait dans ce moment de crise, disait Napoléon ; mais il se trouva le pire de tous. Je vois encore ce maudit homme dans son bel accoutrement du dimanche, bien boursoufflé sous un grand habit cramoisi : c'était un misérable. Heureusement la générosité de la maîtresse de la maison, peut-être une secrète sympathie d'opinions, me sauvèrent. Elle détourna constamment avec esprit les coups qui eussent pu porter ; elle fut sans cesse le bouclier gracieux sur lequel les armes venaient perdre leurs forces ; elle me préserva de toute blessure, et il m est toujours resté d'elle un agréable souvenir pour le service que j'en reçus dans cette espèce d'échauffourée.
>
> Cette diversité d'opinions se trouvait alors dans toute la France. Dans les salons, dans la rue, sur les chemins, dans les auberges, tous les esprits étaient prêts à s'enflammer, et rien de plus facile que de se méprendre sur la force des partis et de l'opinion, suivant les localités où l'on se plaçait. Ainsi un patriote s'en laissait imposer facilement, s'il se trouvait dans les salons, ou parmi les rassemblements

---

1 D'autres ont rapporté cette réponse au temps où il était à l'école de Brienne.

d'officiers, tant il se voyait en minorité ; mais, sitôt qu'il était dans la rue, ou parmi les soldats, il se retrouvait alors au milieu de la nation tout entière. Les sentiments du jour ne laissèrent pas que de gagner jusqu'aux officiers même, surtout après le fameux serment : *A la nation, à la loi et au roi*. Jusque-là, si j'eusse reçu l'ordre de tourner mes canons contre le peuple, je ne doute pas que l'habitude, le préjugé, l'éducation, le nom du roi ne m'eussent porté à obéir ; mais le serment national une fois prêté, c'était fini ; je n'eusse plus connu que la nation. Mes penchants naturels se trouvaient dès-lors en harmonie avec mes devoirs, et s'arrangeaient à merveille avec toute la métaphysique de l'assemblée[1]. Toutefois les officiers patriotes, il faut en convenir ? ne composaient que le petit nombre ; mais, avec le levier des soldats, ils conduisaient le régiment, et faisaient la loi. Les camarades du parti opposé, les chefs même recouraient à nous dans les moments de crise. Je me souviens par exemple d'avoir arraché à la fureur de la populace un des nôtres, dont le crime était d'avoir entonné des fenêtres de notre salle à manger la célèbre romance de *Ô Richard ! ô mon Roi !* Je me doutais bien peu alors qu'un jour cet air serait aussi proscrit à cause de moi[2].

Paoli, après la conquête de la Corse par les Français, s'était retiré en Angleterre. En 1789, l'assemblée constituante ayant associé la Corse au bénéfice des lois françaises, Mirabeau se hâta de déclarer à la tribune qu'il était temps de rappeler les patriotes fugitifs qui avaient défendu l'indépendance de cette île, et présenta cette mesure comme une expiation de l'injuste conquête à laquelle il se reprochait d'avoir lui-même participé dans sa jeunesse. Sa proposition fut décrétée, et Paoli accourut de Londres à Paris, revint en Corse en 1790, et y fut reçu en libérateur. Bonaparte, qui le rejoignit cette même année, et servit quelque temps sous lui, lui écrivait à Londres la lettre ci-jointe, dont l'original a été trouvé à Corté, lorsqu'on y saisit les papiers de Paoli.

GÉNÉRAL,

Je naquis quand la patrie périssait. Trente mille Français, vomis sur nos côtes, noyant le trône de la liberté dans des flots de sang, tel fut le spectacle odieux qui vint le premier frapper mes regards.

Les cris du mourant, les gémissements de l'opprimé, les larmes du désespoir environnèrent mon berceau dès ma naissance.

Vous quittâtes notre île, et avec vous disparut l'espérance du bonheur ; l'esclavage fut le prix de notre soumission : accablés sous la triple chaîne du soldat, du légiste et du percepteur d'impôts, nos compatriotes vivent méprisés... méprisés par ceux qui ont les forces de l'administration en

---

1 On prête à Napoléon le propos suivant : Si j'avais été officier-général, j'aurais suivi le parti de la cour ; sous-lieutenant, je dus embrasser celui de la révolution.
2 *Las Cases*, tome I, page 169.

main ; n'est-ce pas la plus cruelle des tortures que puisse éprouver celui qui a du sentiment ? L'infortuné Péruvien, périssant sous le fer de l'avide Espagnol, éprouvait-il une vexation plus ulcérante ?

Les traîtres à la patrie, les âmes viles que corrompit l'amour d'un gain sordide ont, pour se justifier, semé des calomnies contre le gouvernement national et contre votre personne en particulier. Les écrivains, les adoptant comme des vérités, les transmettent à la postérité.

En les lisant mon ardeur s'est échauffée, et j'ai résolu de dissiper ces brouillards, enfants de l'ignorance. Une étude commencée de bonne heure de la langue française, de longues observations et des mémoires puisés dans les portefeuilles des patriotes, m'ont mis à même d'espérer quelque succès.... Je veux comparer votre administration avec l'administration actuelle... Je veux noircir du pinceau de l'infamie ceux qui ont trahi la cause commune... Je veux au tribunal de l'opinion publique appeler ceux qui gouvernent, détailler leurs vexations, découvrir leurs sourdes menées et, s'il est possible, intéresser le vertueux ministre qui gouverne l'état[1] au sort déplorable qui nous afflige si cruellement.

Si ma fortune m'eût permis de vivre dans la capitale, j'aurais eu sans doute d'autres moyens pour faire entendre nos gémissements ; mais, obligé de servir, je me trouve réduit au seul moyen de la publicité ; car, pour des mémoires particuliers, ou ils ne parviendraient pas, ou, étouffés par la clameur des intéressés, ils ne feraient qu'occasionner la perte de l'auteur.

Jeune encore, mon entreprise peut être téméraire ; mais l'amour de la vérité, de la patrie, de mes compatriotes, cet enthousiasme que m'inspire toujours la perspective d'une amélioration dans notre état, me soutiendront. Si vous daignez, général, approuver un travail où il sera si fort question de vous ; si vous daignez encourager les efforts d'un jeune homme que vous vîtes naître, et dont les parents furent toujours attachés au bon parti, j'oserai augurer favorablement du succès.

J'espérai quelque temps pouvoir aller à Londres vous exprimer les sentiments que vous m'avez fait naître et causer ensemble des malheurs de la patrie ; mais l'éloignement y met obstacle : viendra peut-être un jour où je me trouverai à même de le franchir.

Quel que soit le succès de mon ouvrage, je sens qu'il soulèvera contre moi la nombreuse cohorte d'employés français qui gouvernent notre île, et que j'attaque ; mais qu'importe, s'il y va de l'intérêt de la patrie ! J'entendrai gronder le méchant, et, si le tonnerre tombe, je descendrai

---

1 Probablement M. Necker.

dans ma conscience, je me souviendrai de la légitimité de mes motifs, et dès ce moment je le braverai.

Permettez-moi, général, de vous offrir les hommages de ma famille. Eh ! pourquoi ne dirai-je pas de mes compatriotes. Ils soupirent au souvenir d'un temps où ils espérèrent la liberté. Ma mère, madame Lætitia, m'a chargé surtout de vous renouveler le souvenir des années écoulées à Corté.

Je suis avec respect,

GÉNÉRAL,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

NAPOLÉON BONAPARTE,

Officier au régiment de La Fère.

Auxonne-en-Bourgogne, 12 juin 1789.

C'est durant son séjour à Auxonne que Bonaparte composa et fit imprimer (à Dole, chez Joly, 1790) la *lettre à M. Buttafoco*. Il n'en est pas dit un seul mot, non plus que du *souper de Beaucaire*, dans aucun des mémoires qui nous sont arrivés de Sainte-Hélène. Toutefois, l'authenticité de ces deux ouvrages n'est nullement douteuse ; indépendamment de la signature imprimée de Bonaparte qu'on lit sur les exemplaires, M. Amanton, conseiller de préfecture à Dijon, en possède un exemplaire qui lui fut donné, il y a aujourd'hui environ 25 ans, par une personne d'Auxonne oui le tenait elle-même *ex auctoris dono*. Deux fautes d'impression, 1 une à la première ligne de la page 8, l'autre à la sixième ligne de la page 9, sont corrigées sur cet exemplaire, de la main de l'auteur. M. Amanton raconte qu'il tient de M. F. X. Joly, imprimeur à Dole, que la *lettre à M. Buttafoco* est sortie de ses presses en 1790 ; que Bonaparte, alors en garnison à Auxonne, en avait revu lui- même les dernières épreuves ; qu'à cet effet, il se rendait à pied à Dole, en partant d'Auxonne à quatre heures du matin ; qu'après avoir vu les épreuves, il prenait chez M. Joly un déjeuner frugal, et se remettait en route pour rentrer dans sa garnison, où il était de retour avant midi, ayant déjà parcouru dans la matinée huit lieues de poste. Du reste, les sentiments et les principes exprimés dans cet ouvrage sont dans une parfaite harmonie avec ceux que Bonaparte professait hautement alors.

Napoléon aimait à se rappeler les rapports qu'il avait eus avec Paoli, et ne parlait de la Corse qu'avec émotion et attendrissement.

La patrie, disait-il, est toujours chère ; Sainte-Hélène même pourrait l'être à ce titre. La Corse avait mille charmes pour lui. Il en détaillait les grands traits et la coupe hardie de sa structure physique. Les insulaires, ajoutait-il, ont toujours quelque chose d'original par leur isolement, qui les préserve des irruptions et du mélange continuel qu'éprouve le continent. Les habitants des montagnes ont une énergie de caractère et une trempe d'âme qui leur est toute particulière. Et le charme de la terre natale.... ! Tout y est meilleur, il n'est pas jusqu'à l'odeur du sol même ; elle m'eût suffi pour le deviner les yeux fermés ; je ne l'ai retrouvée nulle part. Je m'y vois dans mes premières années, dans mes premières amours ; je m'y trouve dans ma jeunesse au milieu des précipices, franchissant les sommets élevés, les gorges étroites, les vallées profondes, recevant les honneurs et les plaisirs de l'hospitalité, parcourant la ligne des parents, dont les querelles

et les vengeances s'étendaient jusqu'au septième degré. Une fille voyait entrer dans la valeur de sa dot le nombre de ses cousins.

> J'accompagnais Paoli dans ses courses pendant la guerre de la liberté. Il m'expliquait, chemin faisant, les avantages du terrain que nous parcourions, la manière d'en tirer parti, celle de remédier aux accidents qu'il présentait.
>
> Je me rappelle avec orgueil que, n'ayant encore que vingt ans, je fis partie d'une grande excursion qu'il fit à Ponte-di-nuovo. Son cortège était nombreux. Plus de cinq cents des siens l'accompagnaient à cheval. Je marchais à ses côtés ; il me montrait les positions, les lieux de résistance ou de triomphe ; il me détaillait cette lutte glorieuse. Je lui soumis quelques observations. Il m'écouta avec beaucoup d'attention, et, me regardant fixement, dès que j'eus fini : Ô Napoléon ! me dit-il, tu n'as rien de moderne ; tu appartiens tout-à-fait aux hommes de Plutarque ! Courage, tu prendras ton essor !1
>
> Lors de la guerre de Corse, aucun des Français qui étaient venus dans l'île n'en étaient sortis tièdes sur le caractère de ces montagnards ; les uns en étaient pleins d'enthousiasme, les autres ne voulaient y voir que des brigands.
>
> On a dit au sénat que la France était allée chercher un maître chez un peuple où les Romains ne voulaient pas prendre d'esclaves. On voulait m'injurier, mais on faisait là un grand compliment aux Corses. On disait vrai ; jamais les Romains n'y prenaient des esclaves ; ils savaient qu'on n'en pouvait rien tirer : il était impossible de les plier à l'esclavage2.

En 1792 Paoli fut nommé lieutenant-général et commandant de la 23e division militaire. Bonaparte, alors capitaine, fut promu au commandement temporaire d'un bataillon de gardes nationaux soldés, levés en Corse pour le maintien de l'ordre public. L'île était encore agitée par le parti anti-français opposé à la révolution. Ajaccio était le chef lieu de son opposition. Bonaparte, à la tête de son bataillon, employa la force pour réprimer des désordres qui y avaient eu lieu la veille de Pâques. Peraldi, un des chefs des mécontents et ancien ennemi de sa famille, accusa Bonaparte d'avoir lui-même provoqué ces désordres : il fut obligé de se rendre à Paris pour s'y justifier.

Il s'y trouva le 21 juin, et fut témoin, sur la. terrasse de l'eau, de l insurrection des faubourgs qui traversèrent le jardin des Tuileries et forcèrent le palais. Il n'y avait pas six mille hommes ; c'était une foule sans ordre, dénotant par les propos et les vêtements tout ce que la populace a de plus commun et de plus abject.

---

1 *Las Cases*, tome I, page 495. — *Antommarchi*, tome I, page 196. Paoli me frappait souvent avec amitié sur la tête, en me disant : *vous êtes un des hommes de Plutarque !* Il avait deviné que je serais un jour un homme extraordinaire. (*O'Meara*, tome I, page 331).
2 *Las Cases*, tome I, page 408.

Il fut aussi témoin de la journée du 10 août, où les assaillants n'étaient ni plus relevés, ni plus redoutables[1].

> A cette hideuse époque, dit Napoléon, je me trouvais logé rue du Mail, place des Victoires. Au bruit du tocsin, à la nouvelle qu'on donnait l'assaut aux Tuileries, je courus au Carrousel chez Fauvelet, frère de Bourrienne, qui y tenait un magasin de meubles. Il avait été mon camarade à l'école militaire de Brienne. C'est de cette maison que, par parenthèse, je n'ai jamais pu retrouver depuis, par suite des grands changements qui se sont opérés, que je pus voir à mon aise tous les détails de la journée. Avant d'arriver au Carrousel j'avais été rencontré dans la rue des Petits-Champs par un groupe d hommes hideux, promenant une tète au bout d une pique. Me voyant passablement vêtu, et me trouvant l'air d'un monsieur, ils étaient venus à moi pour me faire crier vive la nation ! Ce que je fis sans peine, comme on peut bien le croire.
>
> Le château se trouvait attaqué par la plus vile canaille. Le roi avait pour sa défense au moins autant de troupes qu'en eut depuis la Convention au 13 vendémiaire, et les ennemis de celle-ci étaient bien autrement disciplinés et redoutables. La plus grande partie de la garde nationale se montra pour le roi : on lui doit cette justice[2].
>
> En voyant enlever le château des Tuileries et se saisir du roi[3] j'étais assurément bien loin de penser que je le remplacerais, et que ce palais serait ma demeure[4].
>
> Le palais forcé et le roi rendu dans le sein de l'assemblée, continue Napoléon, je me hasardai à pénétrer dans le jardin. Jamais, depuis, aucun de mes champs de bataille ne me donna l'idée d'autant de cadavres que m'en présentèrent les masses des Suisses ; soit que la petitesse du local en fit ressortir le nombre, soit que ce fût le résultat de la première impression que j'éprouvais en ce genre. Je vis des femmes bien mises se porter aux dernières indécences sur les cadavres des Suisses. Je parcourus tous les cafés du voisinage de l'assemblée ; partout l'irritation était extrême ; la rage était dans tous les cœurs, elle se montrait sur toutes les figures, bien que ce ne fussent pas du tout des gens du peuple ; et il fallait que tous ces lieux fussent journellement remplis des mêmes habitués ; car, quoique je n'eusse rien de particulier dans ma toilette, ou peut-être parce que mon visage était plus calme, il m'était aisé de voir que j'excitais maints regards hostiles et défiants comme quelqu'un d'inconnu ou de suspect.

---

1 *Las Cases*, tome I, page 175.
2 *Las Cases*, tome V, page 169.
3 On ne se saisit point du roi ; il se réfugia dans le sein de l'assemblée législative.
4 *Las Cases*, tome V, page 171.

S'il s'agissait ici de juger les événements du 20 juin et du 10 août, leurs causes et leurs effets, ce récit, où le sentiment a plus de part que la réflexion, serait susceptible de graves observations. Nous nous bornons à une remarque.

D'après les contradictions que contient cette relation sur la nature du mouvement, la force et l'espèce des assaillants, et à en juger par sa conduite postérieure à cette journée, il semblerait permis de croire que Bonaparte, alors révolutionnaire, ne jugea pas tout-à-fait ces événements comme les a représentés Napoléon.

Il avait été, dit-il, très-chaud et de fort bonne foi au commencement de la révolution ; il s'était refroidi par degrés, à mesure qu'il avait acquis des idées plus justes et plus solides. Son patriotisme s'était affaissé sous les absurdités politiques et les monstrueux excès civils de nos législatures. Enfin sa foi républicaine avait disparu lors de la violation du choix du peuple par le Directoire au temps de la bataille d'Aboukir[1].

Bertrand disait n'avoir jamais été républicain, mais très-chaud constitutionnel jusqu'au 10 août ; Las Cases royaliste pur et des plus ardents.

C'est donc à dire, messieurs, reprit plaisamment Napoléon, qu'ici je suis le seul qui ait été républicain ?

— Et encore, sire....

Oui, républicain et patriote 2[2].

Toutefois on assure qu'une personne, qui se trouvait avec lui, le 20 juin, sur la terrasse du bord de l'eau, se souvient très-distinctement de lui avoir entendu exprimer vivement son indignation des excès auxquels le peuple se livrait, et de la pusillanimité des conseillers et des défenseurs de Louis XVI.

Bonaparte revint en Corse au mois de septembre 1792, profondément frappé de la catastrophe qui avait renversé le trône, et plus que jamais dévoué à la cause populaire. Parlant d'un tour qu'il joua à un nommé Barberi, Napoléon dit :

> Nous étions en 1793, j'avais obtenu un semestre, et j'étais venu le passer Ajaccio. Je n'étais encore que capitaine, je prévoyais que la guerre serait longue, vive, je m'y préparais. J'avais établi mon cabinet d'étude dans la pièce la plus tranquille de la maison, je m'étais placé dans les mansardes, je ne recevais personne, je sortais peu, je travaillais. Un dimanche matin, je traversais la place du Mole ; je rencontrai Barberi qui me fit des reproches sur ce qu'on ne me voyait point, et me proposa un tour de promenade. J'acceptai à condition que ce serait sur l'eau. Il fit signe aux matelots d'un bâtiment dont il était actionnaire ; ils vinrent, et nous partîmes. Je me proposais de mesurer l'étendue du golfe, je fis diriger sur le *Recanto*. Je me plaçai à la poupe, je débitai mon paquet de ficelle, je trouvai le résultat que je voulais avoir. Arrivés à la Costa, nous la gravîmes ; la

---

1 On ne connaît point de violation des choix du peuple à cette époque (juillet 1799), à moins que ce ne soit le renvoi des trois directeurs Treilhard, Merlin de Douay, et la Réveillère (30 prairial an III) qui, comme on sait, n'avaient pas été nommés par le peuple.

2 *Las Cases*, tome I, page 424.

> position était magnifique, c'est celle que les Anglais couronnèrent plus tard d'une redoute ; elle commandait Ajaccio. Je me proposais de l'étudier. Barberi, que ce genre de recherches intéressait fort peu, me pressait d'en finir, je voulais l'eu distraire, gagner du temps ; mais l'appétit lui fermait les oreilles. Si je lui parlais de l'étendue du golfe, il me répondait qu'il était à jeun ; du clocher de telle ou telle maison que j'atteindrais avec mes bombes : Bien, me disait-il, mais je suis en haleine, et un bon déjeuner m'attend, partons ! partons. Nous partîmes, mais on s'était lassé d'attendre, il ne trouva plus ni banquet ni convives. Il se promit bien d'être plus circonspect à l'avenir, et de prendre garde à l'heure où il irait en reconnaissance[1].

Une escadre sous les ordres du vice-amiral Truguet, chargé d'une expédition contre la Sardaigne, arriva à Ajaccio en décembre 1792. Les forces stationnées en Corse furent mises en mouvement, et Bonaparte, à la tête de deux bataillons de garde nationale mobilisée, fut spécialement chargé de faire une diversion au nord de la Sardaigne, tandis que Truguet opérait contre Cagliari. L'expédition n'ayant pas réussi, Bonaparte ramena sa troupe en Corse.

Napoléon a ainsi décrit cette entreprise :

> Au commencement de l'hiver de 1793, la première expédition maritime que tenta la république, celle contre la Sardaigne, tourna à notre confusion. Jamais entreprise ne fut conduite avec plus d'imprévoyance et moins de talent.
>
> L'amiral Truguet, qui commandait l'escadre, était maître de la mer : il avait attaqué et brûlé la petite ville d'Oneille qui appartient au roi de Sardaigne ; ses équipages y avaient commis des excès qui avaient révolté toute l'Italie.
>
> Les uns croient que l'expédition de Sardaigne, fut proposée par cet amiral ; d'autres qu'elle le fut par le conseil exécutif ; mais dans tous les cas, il fut chargé en chef de la concerter et de la diriger.
>
> Le général de l'armée d'Italie devait lui fournir des troupes, il ne voulut point lui donner celles qui avaient passé le Var : il mit à la disposition de l'amiral 4 à 5.000 hommes de la phalange marseillaise qui étaient encore à Marseille. Le général Paoli, qui commandait en Corse, mit aussi à sa disposition trois bataillons de troupes de ligne qui étaient dans cette île. La phalange marseillaise était aussi indisciplinée que lâche, la composition des officiers aussi mauvaise que celle des soldats ; ils traînaient avec eux tous les désordres et les excès révolutionnaires. Il n'y avait rien à attendre de, pareilles gens : mais les trois bataillons tirés de la 23e division étaient des troupes d'élite.
>
> Dans le courant de décembre l'amiral mena sa flotte en Corse, manœuvra malheureusement, et perdit plusieurs

---

1 *Antommarchi*, tome I, page 254.

frégates et vaisseaux de haut-bord, entre autres *le Vengeur*, vaisseau tout neuf de quatre-vingts canons qui toucha en entrant à Ajaccio. Cependant cet amiral, croyant pouvoir suffire atout, ne s'était point occupé du soin de désigner le général qui devait commander les troupes à terre, ce qui était pourtant l'opération la plus importante et la plus décisive pour l'expédition. Il trouva en Corse le général de brigade Casabianca, depuis sénateur, brave homme, mais sans expérience, et qui n avait jamais servi dans les troupes de ligne : l'amiral, sans le connaître, le prit avec lui et lui donna le commandement des troupes. C'est avec de telles troupes et de tels généraux que l'expédition se dirigea sur Cagliari.

Cependant comme cette escadre avait séjourné plus de deux mois en Corse, et que d'ailleurs le plan de l'expédition était public dans le port de Marseille, toute la Sardaigne fut en alarmes, toutes ses troupes furent mises sur pied, et toutes les dispositions faites pour repousser cette attaque.

Dans le courant de février 1793, les troupes de l'expédition française furent mises à terre, malgré le feu des batteries qui défendaient les plages de Cagliari. Le lendemain à la pointe du jour, un régiment de dragons sardes chargea les avant- postes de Marseille, qui, au lieu de tenir, prirent la fuite et crièrent à la trahison : ils massacrèrent un bon officier de la ligne qui leur avait été donné pour les conduire. Ce régiment de dragons aurait enlevé toute la phalange marseillaise ; mais les trois bataillons de la ligne, venant de la Corse, arrêtèrent cette charge, et adonnèrent le temps à l'amiral de venir rembarquer ses troupes sans aucune perte. L'amiral regagna Toulon, après avoir perdu plusieurs vaisseaux qu'il brûla lui-même sur les plages de Cagliari.

Cette expédition ne pouvait avoir aucun but ; elle eut lieu sous prétexte de faciliter l'arrivée des blés de l'Afrique en Provence, où l'on en manquait, et même de s'en procurer dans cette île abondante en grains. Mais alors le conseil exécutif aurait dû faire choix d'un officier général propre à ce commandement ; lui donner les officiers d'artillerie et de génie nécessaires : il aurait fallu quelques escadrons de cavalerie et quelques chevaux d'artillerie ; et ce n'était point des levées révolutionnaires qu'il fallait y envoyer, mais bien quinze mille hommes de bonnes troupes.

On rejeta depuis la faute sur le général commandant l'armée d'Italie, et ce fut à tort : ce général avait désapprouvé l'expédition, et il avait agi conformément aux intérêts de la république, en conservant les troupes de ligne pour défendre la frontière et le comté de Nice. Il fut jugé et il périt sur l'échafaud, sous le prétexte de trahison, tant en Sardaigne qu'à Toulon ; il était aussi innocent d'un côté que de l'autre.

L'escadre était composée de bons vaisseaux, les équipages complets, les matelots habiles, mais indisciplinés et

> anarchistes, à la manière de la phalange marseillaise, se réunissant en clubs et sociétés populaires : ils délibéraient et pesaient les intérêts de la patrie ; dans tous les ports ils signalaient leur arrivée en voulant pendre quelques citoyens, sous prétexte qu'ils étaient nobles ou prêtres : ils portaient partout la terreur[1].

Cependant *Paoli* leva l'étendard de la révolte contre la république. Au commencement de mai 1793, Bonaparte revint rejoindre à Calvi les troupes qui avaient débarqué avec les représentants du peuple, Lacombe Saint-Michel et Salicetti. Napoléon lui-même va dire comment il rompit avec un grand homme qu'il aimait, et dont il était aimé, ainsi que toute sa famille :

> Nous étions à Corté quand il prit la funeste résolution de faire passer la Corse sous la domination des Anglais. Il m'en fit d'abord un mystère ; Gentili ne m'en parla pas non plus. Quelques mots lâchés par méprise me donnèrent l'éveil ; je récapitulai ce que j avais vu, entendu ; je ne doutai plus de leur dessein.
>
> Nous étions loin de compte ; je m'en expliquai plusieurs fois d'une manière indirecte. Je commandais un corps de gardes nationales, il fallut bien me mettre dans la confidence. Ils ne désespéraient pas d'ailleurs de triompher de mes idées, de mon antipathie. Ils me proposèrent d'agir de concert avec eux. Je n'avais garde ; je ne respirais que la France, je ne voulais pas débuter par la trahir. Mais il fallait échapper, gagner du temps ; je demandai à réfléchir. L'amitié de Paoli m'était chère ; il m'en coûtait de rompre avec lui ; mais la patrie ! c'était mon étoile polaire ; je m'éloignai, je gagnai Bocognano. J'y fus atteint par les montagnards, enfermé, gardé par quarante hommes. La position était critique, je trouvai cependant le moyen d'en sortir. Je liai conversation avec un bonhomme de capitaine, qui me-comblait d'égards, s'excusait, regrettait d'être obligé d'obéir. Il m'invita à prendre l'air, j'acceptai ; j'envoyai mon domestique se placer à cinq ou six cents pas sur la route, et me trouvai tout-à-coup pressé du besoin d'obéir à la nature. Mon geôlier le crut, s'éloigna ; j'étais sur mon cheval qu'il n'avait pas tourné la tête. Il cria, beugla, appela aux armes ; mais le vent m'emportait, j'étais hors d'atteinte avant qu'il eut fait feu ; j'arrivai à Ajaccio, les montagnards étaient sur mes traces. Je fus contraint de demander un asile à l'amitié ; Barberi me reçut, me conduisit à la côte où j'allai à Calvi rejoindre Lacombe Saint-Michel. J'avais échappé aux partis, aux postes, à la police, on n'avait pu m'atteindre ; Paoli était désolé. Il écrivait, se plaignait, menaçait ; nous trahissions ses intérêts, ceux de notre patrie ; mes frères et moi nous ne méritions pas les sentiments qu'il nous portait. Nous pouvions revenir cependant, il nous tendait les bras ; mais si nous étions une dernière fois sourds à ses conseils,

---

1 *Gourgaud*, tome I, page 5.

insensibles à ses offres, il ne ménagerait plus rien[1]. L'exécution fut aussi prompte que la réponse était fière. Il fit main basse sur nos troupeaux, pilla, brûla nos propriétés, saccagea tout[2]. Nous laissâmes faire ; nous échauffâmes les patriotes ; mais la citadelle était occupée ; le feu était roulant, nous ne pûmes débarquer. Nous allâmes mouiller en face, au nord du golfe. Les insurgés nous suivirent ; j'avais eu le temps de mettre quelques pièces à terre ; je les couvris de mitraille. Ils revenaient cependant, m'accablaient de reproches, s'indignaient qu'un des leurs combattît pour la France. Ils étaient montés sur les hauteurs, sur les arbres, partout où ils espéraient se faire mieux entendre. Je chargeai un coup à boulet, j'ajustai, et coupai la branche sur laquelle un de ces orateurs était perché. Il tomba, sa chute égaya la cohue, elle se dispersa, on ne la vit plus. Nous rentrâmes à Calvi ; nous essayâmes encore quelques coups de main qui ne furent pas tous à notre désavantage ; mais les Anglais avaient pris terre, les montagnards inondaient la plaine, nous ne pûmes faire tête à l'orage.

L'avenir était gros d'événements ; je ne désespérai pas d'en voir éclore un qui rétablît nos affaires[3]. Elles en avaient besoin ; les montagnards les avaient ruinées de fond en comble ; elles étaient à jamais perdues sans la révolution. Les maux que nous avait faits Paoli n'avaient pu m'en détacher ; je l'aimais, je le regrettai toujours. Il était grand, d'une attitude noble et fière, parlait bien, connaissait les Corses, et exerçait sur eux une influence illimitée. Aussi habile à saisir l'importance d'une position que celle d'une mesure administrative, il combattait, gouvernait, avec une sagacité, un tact que je n'ai vus qu'à lui[4].

Napoléon racontait une anecdote de cette époque relative à Paoli.

Il dominait dans l'île ; ses montagnards couvraient la plaine : il n'y avait pas moyen de correspondre avec les patriotes répandus dans les terres. Il le fallait pourtant, il fallait l'inquiéter sur ses derrières, sous peine de l'avoir bientôt sur nous. Je connaissais les amis de la France, je savais ceux qui étaient sûrs, dévoués ; j'engageai Lacombe Saint-Michel à leur délivrer des commissions. L'embarras était de les faire parvenir. Les passages étaient gardés, les routes chargées d'espions, le succès n'était pas probable. J'essayai néanmoins. Je fis choix d'un paysan rusé, alerte ; je

---

1 Renoncez à votre opposition, leur avait-il fait dire, elle perdra vous, les vôtres, votre fortune ; les maux seront incalculables, rien ne pourra les réparer. (*Las Cases*, tome III, page 117.)

2 La famille Bonaparte eut le fatal honneur de voir intimer contre elle une marche des habitants de l'ile, c'est-à-dire d'être attaquée par la levée en masse de 12 à 15.000 hommes. (*Las Cases*, tome III, page 406.)

3 En effet, Napoléon disait que sans les chances que lui offrait la révolution, sa famille ne s'en serait jamais relevée. (*Las Cases*, t. III, page 486.)

4 *Antommarchi*, tome I, page 193.

l'affublai des plus mauvais haillons que je pus trouver, et le lançai à travers les montagnards. Arrêté de poste en poste il les joua longtemps. Il posait sa gourde à terre, il excitait, facilitait la recherche ; il n'avait d'autre but que d'obtenir quelques secours pour soutenir sa vie. Il avait des parents aisés à Ajaccio ; il ne voulait qu'implorer leur pitié. Allait-il, dans la misère qui l'accablait, se charger d'autres soins, servir les Français qui avaient détruit sa hutte ? Il arriva ainsi jusqu'à Corté, dont la gendarmerie, moins confiante, dépeça ses habits, sa coiffure et jusqu'à la semelle de ses souliers. On ne trouva rien ; on allait le relâcher, lorsqu'on s'avisa qu'il fallait rendre compte à Paoli. — Un misérable qui court les champs pour demander l'aumône dans les circonstances où nous sommes ! C'est un émissaire ; allez, cherchez, il a quelque message. — Impossible ; nous avons tenu ses vêtements fil à fil, nous avons tout désassemblé. — Sa mission est donc verbale ; car il en a une : cherchez, questionnez encore. — Nous avons tout épuisé. — Qu'a-t-il sur lui ? — Une petite gourde. — Cassez-la. On le fit. On trouva les commissions. Paoli n'était pas un homme facile à surprendre[1].

Un décret spécial de la. Consulta que présidait Paoli, daté du 27 mai 1793, bannit à perpétuité de l'île de Corse Bonaparte et sa famille. Privée de tout moyen d'existence, elle vint fixer sa résidence à Marseille, où elle ne trouva pas un accueil digne des sacrifices qu'elle avait faits ; elle y reçut cependant les secours accordés par la Convention aux insulaires bannis pour sa cause. Bonaparte se rendit à Nice pour rejoindre son régiment, le quatrième d'artillerie, placé sous les ordres du général Dujard qui commandait l'artillerie de l'armée d'Italie.

---

1 Obligé lui-même de céder à la fortune, il se réfugia en Angleterre, où il vivait à l'époque des expéditions d'Italie et d'Egypte. Chacune de mes victoires lui donnait le transport ; il célébrait, exaltait mes succès : on eût dit que nous étions encore dans l'intimité où nous avions vécu. Lorsque je fus promu au consulat, que je parvins à l'empire, ce fut pis encore. Les fêtes, les diners se succédaient l'un à l'autre. Ce n'étaient que cris d'allégresse et de satisfaction. Cet enthousiasme déplut au gouvernement ; Paoli fut mandé. *Vos reproches sont justes*, dit-il, *mais Napoléon est des miens, je l'ai vu croître, je lui ai prédit sa fortune ; voulez-vous que je déteste sa gloire, que je déshérite mon pays de l'honneur qu'il lui fait ?* Je portais à ce grand homme tous les sentiments qu'il avait pour moi. Je voulais le rappeler, lui donner une part au pouvoir ; mais les affaires m'accablaient, le temps manqua, il mourut. Je n'eus pas la satisfaction de le rendre témoin de la splendeur qui m'entourait. (*Antommarchi*, tome I, page 197).

CHAPITRE II

Événements du 31 mai 1793. — Bonaparte se range du parti de la Convention. — Troubles du Midi. — Armée de Carteaux. — Bonaparte y fait ses premières armes. — Siège de Toulon. — Bonaparte y commande l'artillerie. — Reddition de la place.

Bonaparte avait quitté la France après avoir vu le monarque renversé du trône ; il la retrouvait en république. Dans la Convention la Montagne venait de triompher de la Gironde ; quel parti prendra Bonaparte banni de son pays natal ? Pour lui ces événements ne sont que des incidents du grand drame de la révolution ; une âme de la trempe de la sienne ne se consumera point en vains gémissements sur les ruines de la monarchie, en regrets inutiles pour un parti vaincu. La Convention représente le peuple français ; elle exerce la puissance nationale, elle déploie une grande énergie contre les ennemis intérieurs, contre l'étranger ; c'est donc à la Convention que se rallie Bonaparte.

A la nouvelle des événements du 31 mai, un grand nombre d'administrations départementales voulurent se coaliser pour envoyer une force armée à Paris, pour venger la représentation nationale, violée par la proscription de la Gironde. Le peuple ne répondit à cet appel que dans un petit nombre de départements. Les armées restèrent fidèles à la majorité de la Convention ; elle parvint facilement à comprimer les tentatives d'insurrection, excepté dans le midi, où Lyon et Marseille en levèrent l'étendard.

Lyon était assiégé par les troupes conventionnelles ; les insurgés du midi marchaient à son secours. Les représentants du peuple à l'armée des Alpes détachèrent de Grenoble un corps de 2000 hommes d'infanterie de ligne, la légion des Allobroges, forte de 500 cavaliers, et deux batteries d'artillerie. Ce corps, connu sous le nom d'armée de Carteaux qui le commandait, était destiné à empêcher la communication entre les Lyonnais et les insurgés du midi. Bonaparte se trouva dans cette armée.

Le général Dujard l'avait envoyé, dit-on, auprès des insurgés marseillais, pour tâcher d'obtenir qu'ils laissassent passer des convois de poudre, et pour accélérer et assurer sa marche. Il se rendit à Marseille et à Avignon, eut des entrevues avec les meneurs, leur fit comprendre qu'il était de leur intérêt de ne pas indisposer l'armée d'Italie, et fit passer les convois[1].

Nous ne suivrons point l'armée de Carteaux dans toute cette campagne ; nous nous bornerons aux opérations dans lesquelles figura Bonaparte.

Les insurgés occupaient en force Avignon. Carteaux somma cette ville d'ouvrir ses portes. Elle refusa elle fut attaquée le 25 juillet. La résistance fut vigoureuse. L'artillerie des insurgés était supérieure à celle de Carteaux. La colonne de son armée qui avait suivi la rive droite du Rhône était entrée sans résistance dans Villeneuve, qui n'est séparée d'Avignon que par le fleuve. Bonaparte commandait l'artillerie attachée à cette colonne ; il plaça ses deux pièces de quatre sur un point d'où la plate-forme du rocher d'Avignon, sur laquelle était placée l'artillerie des insurgés, se montrait plus à découvert ; il pointa lui-même ses pièces ; au premier coup de canon il démonta une de leurs pièces, et au second il tua un de leurs canonniers et cassa le bras à un autre. Les canonniers insurgés en prirent prétexte pour dire qu'ils ne voulaient pas, qu'ils ne pouvaient pas lutter contre l'artillerie républicaine. Leur découragement produisit l'épouvante ; les insurgés évacuèrent la ville et se dirigèrent sur Saint-Remy. Ce fut donc là le premier fait d'armes du vainqueur de l'Europe.

Le 28, avec un détachement de 200 hommes du régiment de Bourgogne, vingt artilleurs et deux pièces de canon, il marcha d'Avignon sur Tarascon, et y entra sans résistance.

---

1 *Montholon*, t. III, notice, p. XII.

Le 29, Bonaparte se fit annoncer aux autorités de Beaucaire, rendez-vous des insurgés du Gard, et se mit en marche sur cette ville avec cent hommes et ses deux canons. A l'aspect de cette troupe, des cris répétés de vive la république sont poussés par un groupe nombreux de citoyens rassemblés sur la rive droite du Rhône. On les prend pour des insurgés, car ce cri était alors commun aux deux partis. En un instant ses pièces sont braquées, et on allait faire feu, quand un délégué des représentants du peuple accourt et dit : *Arrêtez, ce sont des nôtres ! — Ah ! c'est différent, c'est très-bien*, répondit Bonaparte. C'étaient en effet les patriotes ; les insurgés avaient pris la fuite, et la troupe républicaine entra à Beaucaire sans combattre.

Bonaparte soupa le soir même dans une auberge avec des négociants de Montpellier, Nîmes et Marseille — c'était le temps de la foire — ; il s'engagea entre eux une discussion sur la situation politique de la France. Les convives avaient chacun une opinion différente, qu'ils soutenaient avec chaleur.

La garde nationale de Beaucaire ayant été organisée, Bonaparte alla joindre l'armée de Carteaux qui se trouvait à Saint-Martin-de-Crau, à trois lieues Est d'Arles.

On croit qu'il prit encore part au combat de Salon (19 août) et qu'il contribua puissamment au succès de Carteaux. Bonaparte se fit dans l'armée la réputation d'un -officier d'artillerie très- distingué. Il retourna ensuite à Avignon pour y rétablir sa santé et profita du repos qu'il goûtait pour consigner dans une brochure intitulée *le Souper de Beaucaire*[1] l'état des opinions dans le midi. Il y rapportait la conversation qu'il avait eue dans cette ville. Cet écrit est remarquable par la sagacité des vues militaires et politiques. Il y donnait aux insurgés de sages conseils, et leur prédisait les malheurs qui fondraient sur eux, et qu'ils attireraient sur leur pays.

Après le combat de Salon, Carteaux s'empara sans difficulté de la ville d'Aix. Les insurgés marseillais s'étaient retranchés dans les gorges de Septèmes ; ils y furent attaqués le 24 août, et en furent chassés, laissant vingt pièces de gros canon. Le 25 l'armée de Carteaux fit son entrée a Marseille ; les principaux insurgés s'étaient enfuis à Toulon, et livrèrent ce port, l'arsenal et l'escadre aux ennemis de la France.

---

[1] On lit dans la notice déjà citée, *Montholon*, t. III, p. XII :
Pendant le séjour que Bonaparte fit à Marseille, près des insurgés, ayant été à même de voir toute la faiblesse et toute l'incohérence de leurs moyens de résistance, il rédigea une petite brochure qu'il publia avant de quitter cette ville. Il cherchait à dessiller les yeux de ces insensés, et prédisait que leur révolte n'aurait d'autre résultat que de donner des prétextes aux hommes de sang, pour faire périr, sur l'échafaud, les principaux d'entre eux. Cette brochure eut le plus grand effet, et contribua à calmer les têtes.
Il y a ici erreur sur le lieu et l'époque où cet écrit fut composé. Il a été réimprimé, et son éditeur l'a fait précéder d'un avertissement qui établit la vérité.
Bonaparte composa cet opuscule à Avignon, et le fit imprimer chez Sabin Tournai, rédacteur et imprimeur du *Courrier d'Avignon*. Il ne fit alors aucune sensation ; ce ne fut que lorsque Bonaparte devint général en chef que M. Loubet, secrétaire de feu M. Tournai, qui en avait conservé un exemplaire, y attacha quelque prix, parce que cet exemplaire était signé de la main de son auteur : il le montra alors à plusieurs personnes d'Avignon. M. Loubet étant mort, on s est adressé à son fils par l'intermédiaire de M. M....., et on a obtenu la copie exacte de cet opuscule, dont il n'existe plus sans doute que ce seul exemplaire.

Les amiraux anglais et espagnols occupèrent d'abord Toulon avec 5.000 hommes détachés de leurs équipages, en prirent possession au nom des Bourbons, et y arborèrent le pavillon blanc. La garnison fut successivement renforcée par des troupes des puissances coalisées ; à la fin de septembre, elle était de 28.000 hommes. La garde nationale fut désarmée comme suspecte ; 5.000 matelots normands ou bretons furent, par le même motif, renvoyés à Brest et à Rochefort. Pour assurer son mouillage, l'amiral Hood fit fortifier les hauteurs du cap Brun et du promontoire du Caire. La garnison s'étendit d'un côté jusqu'à Saint-Na- zaire et au delà des gorges d'Ollioules ; de l'autre, jusqu'à La Valette et Hyères. Les îles de ce nom furent occupées par l'ennemi.

Carteaux n'avait que 12.000 hommes ; il en laissa 4.000 à Marseille et sur différents points de la côte, et, le 29 août, il marcha avec le reste vers Toulon. Les habitants de Cuges et du Beausset montrèrent du zèle et lui fournirent du renfort. Une de ses colonnes se porta à Ollioules ; l'ennemi l'y laissa pénétrer, la surprit ensuite, et la rejeta sur le Beausset. Le général Lapoype, détaché de l'armée d'Italie avec 6.000 hommes, vint placer son quartier-général à Solliès, et ses avant-postes à La Valette. Carteaux attaqua de nouveau Ollioules, et s'en empara le 8 septembre. Le commandant de l'artillerie Dommartin fut blessé dans cette affaire. Les généraux Lapoype et Carteaux, indépendants l'un de l'autre et sans communication entre eux, se fortifièrent dans leurs positions. L'ennemi resta maître de toute la montagne de Faron jusqu'au fort Malbosquet, de toute la presqu'île des Sa- blettes, et du promontoire du Caire, jusqu'au village de la Seyne. Carteaux fut nommé commandant en chef de l'armée de siège.

Tel était l'état des choses lorsque le 12 septembre Bonaparte y arriva : alors chef de bataillon[1], il y était envoyé pour organiser le parc, commander et diriger l'artillerie[2]. Elle consistait en deux batteries de campagne à la division Lapoype, en trois batteries d'artillerie à cheval, qu'avait commandées le chef de bataillon Dommartin avant sa blessure, et de huit pièces de 24, tirées de l'arsenal de Marseille. Ces huit pièces avaient été mises en batterie pour brûler l'escadre anglaise qui en était distante de 2.400 toises. Les soldats, dans les bastides voisines, chauffaient les boulets avec des soufflets de cuisine. Bonaparte fit parquer ces huit pièces. Le surlendemain de son arrivée, il était allé à la position du Caire ; elle n'était pas occupée ; il offrit à Carteaux de le faire entrer avant huit jours dans Toulon, s'il voulait faire occuper en force cette position, de manière qu'on pût sur-le-champ placer des batteries à l'extrémité des caps de l'Eguillette et de Balaguier. On n'y envoya qu'un détachement de 400 hommes, qui en fut chassé. L'ennemi y bâtit le fort Murgrave ; on le laissa faire.

---

1 Il ne devait pas l'être encore. Des états de service qui paraissent authentiques ne lui donnent ce grade que le 19 octobre. Il paraît qu'il lui avait été conféré à son arrivée par les représentants du peuple, dont les promotions étaient soumises à l'approbation du gouvernement.

2 Il aborde le général Carteaux, homme superbe, doré depuis les pieds jusqu'à la tête, lui présente modestement sa lettre de service. C'était bien inutile, dit le général en caressant sa moustache ; nous n'avons plus besoin de rien pour reprendre Toulon. Cependant, soyez le bien venu, vous partagerez demain la gloire de le brûler, sans en avoir pris la fatigue. Las Cases, tom. I, page 181.

Vers le 9 vendémiaire (30 septembre)[1] un conseil de guerre avait été tenu à Ollioules ; on y avait décidé unanimement qu'il fallait réunir le parc d'artillerie dans cette petite ville, et attaquer Toulon par l'ouest. Bonaparte prit toutes les mesures pour organiser l'artillerie, et en moins de six semaines réunit 100 pièces de gros calibre, des mortiers à grande portée, des pièces de 24 abondamment approvisionnées. Il organisa des ateliers, et fit rappeler plusieurs officiers du corps d'artillerie retirés dans leurs foyers. Il n'y avait point au siège d'officier du génie ; Bonaparte fit, pendant quelque temps, le service des deux armes. Il se multipliait ; il était à tout. Un jour, un canonnier ayant été tué à une batterie, il prit le refouloir, et chargea dix à douze coups. Quelques jours après, il se trouva couvert d'une gale très-maligne ; Muiron découvrit que le canonnier mort en était infecté. Entraîné par l'ardeur de la jeunesse et par sa passion pour le service, Bonaparte se contenta d'un léger traitement. Le mal sembla disparaître, il n'était que rentré ; il affecta longtemps sa santé, et faillit lui coûter la vie.

Un nouveau conseil de guerre fut tenu le 24 ; on y lut un plan envoyé de Paris sur la conduite du siège, rédigé par le général d'Arçon, et approuvé par le comité du génie. On y indiquait l'attaque sur la montagne et le fort Faron, sur les forts Rouge, Blanc et de Sainte-Catherine, et l'ouverture de la tranchée sur les fronts du milieu de l'enceinte de Toulon, négligeant également les forts de Lamalgue et de Malbosquet. Ce plan présentait des difficultés et des longueurs ; il supposait d'ailleurs une armée de 60.000 hommes, avec un abondant matériel.

Fidèle au plan que dès le premier moment il avait conçu, Bonaparte, dans ce conseil, posa en principe que, si l'on pouvait bloquer Toulon par mer, comme il l'était par terre, l'ennemi ne s'exposerait pas à y laisser une forte garnison, qui serait tôt ou tard obligée de capituler, et qu'il évacuerait plutôt la place ; qu'il était facile de bloquer Toulon par mer, en forçant l'escadre à abandonner les petites et grandes rades ; qu'il suffisait pour cela de placer à l'extrémité des promontoires de l'Eguillette et de Balaguier deux batteries de trente pièces de 24 ou de 36, quatre de 16 à boulets rouges, et dix mortiers à la Gomer. Mais les choses étaient bien changées : l'ennemi, sentant l'importance de ces deux positions, n'avait rien négligé pour rendre formidable le fort Murgrave qu'il avait construit sur le promontoire du Caire, et qu'il appelait le *Petit Gibraltar*. On ne pouvait donc plus penser à brusquer une attaque ; il fallait établir de bonnes batteries, raser les ouvrages, et faire taire l'artillerie de ce fort. Les idées de Bonaparte furent adoptées par le conseil. L'artillerie travailla sans relâche à leur exécution. Les batteries des Sans Culottes et de la Montagne fixèrent toute l'attention de l'armée. Elles coulèrent bas ou endommagèrent plusieurs bâtiments ennemis.

Cependant Bonaparte était journellement contrarié par le général Carteaux et son état-major, qui voulaient sans cesse le distraire du plan arrêté, pour employer les canons sans but, et dans des directions opposées. Fatigué de ces contrariétés, Bonaparte écrivit au général en chef pour lui demander de lui faire connaître ses idées générales, et de lui en laisser l'exécution pour ce qui concernait son arme. Carteaux répondit que son plan définitif était que l'artillerie chauffât Toulon pendant trois jours, après quoi il le ferait attaquer par trois colonnes. A côté de cette réponse, Bonaparte répéta ce qu'il avait dit au conseil

---

[1] Le calendrier républicain commence au 22 septembre 1793 ; nous le suivons parce qu'il se lie dès-lors à toute l'histoire de la France ; mais nous donnerons en même temps la concordance avec le calendrier grégorien, pour faciliter l'intelligence des dates.

de guerre, et remit le tout entre les mains du représentant du peuple Gasparin. C'était un ancien militaire, homme d'esprit, de sens et de caractère. Il envoya le mémoire au gouvernement, qui donna l'ordre à Carteaux de se rendre à l'armée des Alpes, et le remplaça par le général Doppet[1].

Bonaparte avait fait construire neuf batteries de canons et de mortiers qui battaient les retranchements du fort Murgrave, l'isthme des Sablettes et l'anse du Lazaret. La canonnade était journalière. L'ennemi de son côté faisait de nouveaux travaux au fort. Le 18 brumaire, il fit une sortie sur la batterie des Sablettes et celle des Moulins ; à l'une il fut repoussé ; il enleva et encloua l'autre. Elle fut reprise quelques jours après.

Le général Doppet arriva au siège le 20. Comme médecin, il avait plus d'esprit que Carteaux ; comme général il ne lui cédait guère.

Une bombe mit le feu au magasin à poudre de la batterie de la Montagne ; Bonaparte s'y trouvait ; il courut un grand danger ; plusieurs canonniers furent tués.

Emporté par quelque ressentiment et par son ardeur, un bataillon de la Côte-d'Or, de tranchée au fort Murgrave, prit les armes, marcha au fort, et entraîna tout une division. Une vive fusillade et une épouvantable canonnade s'engagèrent. Le général en chef et Bonaparte y coururent : Puisque le vin est tiré, dit ce dernier, il faut le boire ; il en coûtera moins pour pousser l'attaque à fond que pour battre en retraite. Le général en chef l'autorisa à diriger l'attaque. Les tirailleurs avaient enveloppé le fort ; Bonaparte formait deux compagnies de grenadiers en colonne pour pénétrer par la gorge, lorsque le général en chef, ayant eu un de ses aides-de-camp tué, fit battre la retraite. Les tirailleurs se découragèrent, l'attaque fut manquée. Bonaparte arriva près du général en chef, le visage couvert du sang d'une légère blessure qu'il avait reçue au front, et lui dit : Le J... F..... qui a fait battre la retraite nous fait manquer Toulon. Huit jours après, Doppet fut envoyé à l'armée des Pyrénées[2].

Un général digne enfin de ce nom, Dugommier, vint, le 30 brumaire, prendre le commandement de l'armée. Depuis 20 jours, après une longue et belle résistance, Lyon avait succombé. Une partie de l'armée de siège fut envoyée à celle de Toulon qui se trouva par ce renfort portée à 30.000 hommes.

---

1 Le représentant du peuple qui le premier distingua Bonaparte, et appuya de son autorité le plan qui fit tomber Toulon, ce fut Gasparin. Bonaparte n'était nullement en rapport avec Barras qui, à cette époque, était en mission à Nice et à Marseille. Ce n'est qu'à la journée du 13 vendémiaire an IV que Bonaparte se lia avec Barras. *Montholon*, tom. II, page 210.

2 Ce général est traité avec beaucoup de rigueur dans les mémoires de Napoléon, tom. III. Voici ce que ce général a dit de Bonaparte :
J'avais fait descendre avec moi, de l'armée des Alpes, un général d'artillerie, excellent et ancien officier, nommé Duteil ; il fit avec moi la visite des batteries établies avant mon arrivée, et je vis avec autant de satisfaction que d'étonnement que cet ancien artilleur applaudit à toutes les mesures qu'avait prises le jeune Bonaparte, alors lieutenant colonel d'artillerie. Je me fais un plaisir de dire que, ce jeune officier, devenu depuis le héros de l'Italie, joignait à beaucoup de talents une intrépidité rare et la plus infatigable activité : dans toutes les visites de postes que j'ai faites à mon armée, je l'ai toujours trouvé au sien ; s'il avait besoin d'un moment de repos, il le prenait sur la terre et enveloppé dans son manteau ; il ne quittait jamais les batteries. (*Mémoires du général Doppet*, page 206.)

Le siège était commencé depuis plusieurs mois, et cependant l'ennemi avait conservé toutes ses positions : il n'y avait point encore de tranchée ouverte contre les forts et les ouvrages permanents. Tous les efforts des assiégeants étaient, disait-on, dans une direction opposée à la ville, et se consumaient à canonner une redoute de campagne étrangère aux fortifications de la place. C'était une critique du plan de Bonaparte. Cependant l'armée de siège et l'armée d'Italie vivaient au jour le jour. La Provence était affamée ; les communications avec le Levant étaient interceptées par les croisières anglaises ; le vent d'est ne permettait pas aux convois de venir d'Arles et de Cette ; le débordement de la Durance empêchait l'arrivage de bestiaux, la famine était imminente. L'ennemi, déjà plus fort que l'armée assiégeante, attendait des renforts. D'après ces motifs les représentants du peuple Barras et Fréron proposèrent, au comité de salut public, par une lettre datée de Marseille, le 11 frimaire (1er décembre), de faire lever le siège de Toulon, et de ramener l'armée sur la Durance, pour rouvrir la campagne à la belle saison.

Le comité de salut public reçut en effet cette lettre, et les mémoires de Napoléon[1] en rapportent le contenu sans aucune réflexion. Cependant à la séance de la Convention nationale du 7 nivôse (27 décembre), Carnot, rapporteur du comité, lut une lettre des mêmes représentants, du 30 frimaire (20 décembre), écrite de Toulon où l'armée était entrée la veille. Nous avons, y disaient-ils, lu avec indignation la lettre fausse qui nous était attribuée, et dont le comité n'a pas été la dupe ; le trait est parti de Marseille, dans le même temps que cette ville a tenté de produire un mouvement contre-révolutionnaire, que nous avons étouffé. Ce sont les émissaires de Pitt qui sont les auteurs de cette calomnie et de la lettre où nos signatures ont été contrefaites[2].

Quoi qu'il en soit, tout était disposé pour attaquer le fort Murgrave. Une nouvelle batterie appelée de *la Convention* avait été élevée sur la hauteur des Arènes, contre le fort Malbosquet ; l'ennemi devait en ignorer l'existence ; on l'avait masquée. Le 9 frimaire les représentants du peuple y étant venus, autorisèrent les canonniers à tirer. Bonaparte s'en plaignit au général en chef ; le mal était sans remède. Le lendemain le général anglais O'Hara sortit avec 7.000 hommes, s'empara de la batterie de la Convention et l'encloua. L'alarme fut vive au quartier-général : Dugommier rallia les troupes, et fit avancer ses réserves. L'artillerie plaça sur différentes positions des canons de campagne, pour protéger la retraite et retarder le mouvement de l'ennemi qui menaçait le parc d'Ollioules. Bonaparte se rendit sur une hauteur vis-à-vis la batterie. Il avait fait creuser un boyau de cette hauteur au pied de l'épaulement ; il s'y glissa avec un bataillon, sans être vu par les ennemis, et commanda une décharge sur eux. Un coup de fusil cassa le bras à un officier en uniforme rouge ; il remit son épée et se fit connaître à Bonaparte : c'était le général O'Hara. Dans le même moment Dugommier débordait la droite de l'ennemi et menaçait ses communications avec la ville, ce qui le décida à la retraite. Ce fut plutôt une fuite, il fut poursuivi l'épée dans les reins jusque dans Toulon et sur le chemin couvert de Malbosquet.

Dans son rapport à la Convention, le général en chef dit : Parmi nos frères d'armes qui se sont le plus distingués et qui m'ont le plus aidé à rallier et à pousser en avant, sont les citoyens Bonaparte, commandant l'artillerie ; Arena et

---

1 Montholon, tom. III, page 27.
2 *Gourgaud*, tom. I, page 305.

Cervoni, adjudants généraux ; tous les trois étaient Corses. Pour sa conduite dans cette affaire, Bonaparte fut nommé chef de brigade.

Les représentants du peuple se réunirent à Ollioules le 24 frimaire (14 décembre) ; il fut résolu de donner l'assaut au fort Murgrave. Les batteries françaises firent un feu roulant jusqu'au 27, à minuit. Dugommier forma son armée en quatre colonnes ; celle d'Italie commandée par le général Laborde, marcha droit au fort ; dans l'obscurité de la nuit elle se désorganisa ; on arriva cependant au pied du fort, quelques grenadiers y pénétrèrent, mais en furent repoussés. Dugommier s'y porta avec sa colonne de réserve : Bonaparte marchait à la tête ; il se fit précéder par un bataillon, qu'il confia au capitaine d'artillerie Muiron. A trois heures du matin, Muiron escalada le fort à une embrasure, par laquelle entrèrent le général en chef - et Bonaparte : Laborde et Guillon entrèrent par un autre côté. La garnison se rallia à sa réserve, s'y reforma, et fit trois attaques pour le reprendre : le combat fut long, animé, incertain ; mais l'ardeur française l'emporta ; l'ennemi battit en retraite, et le jour vint éclairer le triomphe de l'armée victorieuse. Elle passa quelques heures à se, rallier, et poursuivit l'ennemi, qui s'embarqua avec précipitation. Elle eut 1.000 hommes tués ou blessés. Bonaparte, qui la veille avait été jeté à terre et meurtri, eut un cheval tué par la batterie du fort Murgrave ; en escaladant par l'embrasure, il fut blessé légèrement au mollet, par un coup de lance d'un canonnier anglais. Le général Laborde et le capitaine Maison furent grièvement blessés. L'ennemi perdit 2.500 hommes.

On était maître du promontoire du Caire ; Bonaparte y fit, le même jour, construire des batteries ; elles tirèrent sur les chaloupes lorsqu'elles passaient de la petite à la grande rade. La plus grande alarme régnait chez l'ennemi.

Bonaparte se porta à la batterie de la Convention, pour attaquer le fort Malbosquet, et dit aux généraux : Demain ou après demain, au plus, tard, vous souperez dans Toulon.

L'amiral anglais vint à Toulon faire les dispositions nécessaires pour reprendre le fort Murgrave, ou pour qu'on se retranchât sur les deux mamelons au-dessus de Balaguier et de l'Éguillette, afin de gagner quelques jours et de donner le temps aux renforts attendus d'arriver. Mais ayant appris que les troupes alliées, qui défendaient le fort, avaient été forcées à se rembarquer, il craignit de se trouver renfermé dans les rades, leva l'ancre, appareilla et en sortit. Le conseil de guerre décida d'évacuer la place, d'en détruire les ouvrages, d'incendier l'arsenal et les vaisseaux qu'il ne pourrait emmener. Dans la nuit du 27 au 28 (17 et 18 décembre), le fort Pomets sauta ; les forts de Faron, de Malbosquet, de la redoute Rouge, de la redoute Blanche, de Ste Catherine furent évacués. Le 28, l armée les occupa, et s'avança sous les remparts ; on tira tout le jour contre la ville.

La mer était couverte de chaloupes et de petits bâtiments remplis d'habitants qui s'enfuyaient à bord de l'escadre ; il y en eut un bon nombre coulés bas par les batteries françaises. Ici nous empruntons les propres expressions de Napoléon, témoin oculaire. Le soir une épouvantable explosion annonça la destruction du magasin général ; au même moment le feu se manifesta à quatre ou cinq endroits de l'arsenal, et une demi-heure après la rade se couvrit de flammes ; c'était l'incendie de neuf vaisseaux de haut bord, et quatre frégates françaises ; l'horizon en fut éclairé à plusieurs lieues ; on y voyait comme en plein jour. Le spectacle était sublime, mais déchirant. On s'attendait à chaque instant à l'explosion du fort Lamalgue ; mais la garnison, craignant de se trouver coupée

de la ville, ne se donna pas le temps de charger les mines ; dans la nuit même, les tirailleurs français y entrèrent.

A dix heures du soir une porte de la ville fut enfoncée, une forte patrouille y entra et fut suivie de quelques troupes destinées à sa garde. Ce qui restait d'habitants, frappé de terreur, s'était barricadé dans les maisons ; le plus morne silence y régnait. L'arsenal était dans le désordre et la confusion ; 8 ou 900 forçats y travaillaient à éteindre le feu.

L'armée fit, le 29 (19 décembre), son entrée dans la ville ; Bonaparte avec tout ce qu'il y avait de canonniers et d'ouvriers disponibles réussit, après plusieurs jours de travaux, à conserver l'arsenal ; tous les magasins furent sauvés, excepté le magasin général ; il restait dans les bassins J 3 vaisseaux désarmés. Le temps avait manqué à l'ennemi pour commettre tous les ravages qu'il avait projetés.

Si ce ne fut pas Bonaparte qui prit réellement Toulon, il eut au moins la plus grande influence sur la conquête de cette place. Cependant il ne fut pas même nommé dans la lettre des représentants du peuple qui l'annonçait à la Convention. Mais il fut dédommagé de cette omission par le suffrage de l'armée et par celui du général en chef Dugommier, qui écrivit au comité de salut public : que ce jeune officier méritait une véritable attention, parce que, quelque parti qu'il adoptât, il était sûrement destiné à mettre un grand poids dans la balance. Un mois après la reprise de Toulon, et le 6 pluviôse an II (25 janvier 1794), il fut nommé général de brigade.

Napoléon ne parlait pas sans complaisance du siège de Toulon ; c'était une des époques de sa vie où il avait éprouvé le plus de satisfaction, c'était son premier succès, celui qui laisse toujours les plus doux souvenirs.

Il relevait, avec raison, l'auteur du *Manuscrit venu de Sainte-Hélène*, pour avoir appelé fort légèrement la prise de Toulon, sur les Anglais, un *misérable coup de tête*.

Lorsque les coalisés entrèrent dans cette place, Lyon avait arboré le drapeau blanc ; la guerre civile n'était pas éteinte en Languedoc, en Provence. L'armée espagnole victorieuse avait passé les Pyrénées et inondait le Roussillon ; l'armée piémontaise avait franchi les Alpes : elle était aux portes d'Antibes et de Chambéry. Les coalisés ne sentirent pas assez l'importance de la conquête qu'Ms venaient de faire. Si 6.000 Sardes, 12.000 Napolitains, 6.000 Espagnols et 6.000 Anglais se fussent réunis dans Toulon aux 12.000 fédérés, cette armée de 40.000 hommes serait arrivée sur Lyon, se liant par sa droite à l'armée piémontaise, et par sa gauche à l'armée espagnole[1].

Aussi la nouvelle de la reprise de Toulon, événement qui n'a jamais été bien compris en Europe, y fit-il un effet prodigieux, ainsi que dans toute la France. La Convention en ordonna la célébration par une fête nationale. Cette victoire fut le signal de celles qui illustrèrent la campagne de 1794.

Ce fut au siège de Toulon que Bonaparte fit connaissance avec quelques militaires qu'il s attacha et qui suivirent sa fortune. Nous avons déjà nommé Muiron ; il y trouva Duroc, officier dans le train. Lors de la construction d'une batterie, Bonaparte demanda sur le terrain quelqu'un qui sût écrire. Un sous-officier se présenta, et sur l'épaulement même écrivit sous la dictée du commandant de l'artillerie. La lettre à peine finie, un boulet ennemi la couvrit de

---

1 *Montholon*, tom. II, page 207.

terre. Bon, dit l'écrivain, je n'aurai pas besoin de sable. Cette saillie, le calme du sous-officier, firent sa fortune ; c'était Junot[1].

En reprenant Toulon, l'armée avait rempli sa mission : alors commença dans les murs de cette ville faction de l'autorité civile, de la puissance révolutionnaire. La reddition de cette place à l'étranger était un grand crime, un crime inexcusable ; la vengeance fut éclatante, comparée au dommage qu'elle avait causé à la république. Excéda-t-elle les bornes de la justice ? La solution de cette question est étrangère à l'armée, et ne peut atténuer sa gloire. Pour ternir celle que s'acquit alors le commandant de l'artillerie, on l'a représenté comme l'instrument, ou au moins, comme l'approbateur des exécutions sanglantes, qui furent alors ordonnées. Cette imputation ne repose sur aucun document que puisse accueillir l'histoire[2].

---

1 *Las Cases*, tom. I, page 178.

2 On trouve, dans des histoires pleines d'un esprit partial et hostile, une prétendue lettre de Brutus Bonaparte, citoyen sans culotte, aux représentants du peuple, Robespierre jeune et Fréron, par laquelle il les informe de l'exécution de leurs ordres pour les mitraillades. Comme le fait observer, en rapportant cependant cette pièce, l'auteur de l'histoire de Napoléon Bonaparte, etc. (tom. I, Paris, Michaud, 1823), ces deux députés étant alors à Toulon, il est peu vraisemblable que Bonaparte leur eût écrit pour leur rendre compte. Nous ajouterons hardiment que la lettre est évidemment fabriquée.

CHAPITRE III

Bonaparte arme les côtes de Provence. — Il commande l'artillerie à l'armée d'Italie. — Prise de Saorgio, Oneille, Montenotte et Vado. — Bonaparte arme les côtes. — Arrêté à Nice par les représentants du peuple. — Expédition maritime projetée à Toulon. — Excursions de Bonaparte dans ce port et à Marseille.

Après la reprise de Toulon, Du gommier se rendit avec une partie de l'armée à celle des Pyrénées-Orientales, où il allait encore remplacer Doppet. Il voulut emmener Bonaparte, mais des ordres du gouvernement chargèrent celui-ci de réarmer les côtes de la Méditerranée, spécialement Toulon ; et cette opération terminée, il devait aller commander l'artillerie à l'armée d'Italie, dont Dumerbion était général en chef.

Elle avait reçu une partie des troupes qui avaient fait le siège de Toulon ; cette armée et celle des Alpes comptaient alors 75.000 combattants. L'armée piémontaise n'en avait en ligne que 40.000, attendant à la vérité 8.000 Autrichiens et 18.000 Napolitains qui ne se pressaient pas d'arriver. Si le comité de salut public, pénétré de la supériorité de ses armées, eût adopté un plan de campagne vaste et hardi, combinant leur réunion par le centre, celle d'Italie, filant à gauche dans la vallée de Stura par le col d'Argentière, eût débouché sur Coni ; celle des Alpes, manœuvrant par sa droite vers Château-Dauphin et Busco, eût pris la même direction pour opérer sa jonction sous Demont ou devant Coni même, en arrivant dans la plaine. L'armée d'invasion, laissant alors 25.000 hommes pour observer les vallées de Lucerne, de la Stura et du Gesso, afin de couvrir ses communications, aurait porté 50.000 combattants sous les murs de Turin. Le comité de salut public se borna à repousser l'ennemi au-delà des Alpes, et ordonna à ses généraux de s'emparer des débouchés qui mènent de France en Italie, leur laissant toute latitude sur le choix des moyens à prendre pour y parvenir. Les deux armées agirent séparément.

L'armée d'Italie, ne pouvant marcher seule par la gauche dans la vallée de Stura, n'eut plus d'autre parti à prendre que de manœuvrer de manière à déposter le général piémontais Colli de la ligne formidable de Saorgio ; car ce général, renforcé par de nouvelles troupes, avait augmenté ses précautions défensives.

Dans le mois de ventôse, Bonaparte arriva à Nice où était depuis deux ans le quartier-général. Il employa ses premiers moments à visiter la position de l'armée, et à s'instruire de ses opérations depuis le commencement de la guerre. Il reconnut toute la force des positions de l'ennemi, et le vice du système d'attaque jusqu'alors dirigé contre lui ; il conçut le plan de tourner la gauche de l'ennemi pour rendre l'armée française maîtresse de la chaîne supérieure des Alpes, sans l'engager dans des affaires difficiles. Ce plan devait avoir pour résultat de placer la défensive du comté de Nice dans sa position naturelle, sur la crête supérieure des Alpes ; de porter la droite de l'armée dans un pays où les montagnes étaient beaucoup moins élevées, de couvrir une portion de la rivière de Gênes, et de rétablir les communications entre cette ville et l'armée et Marseille. Tout ce plan reposait sur ce principe de la guerre de montagnes, forcer l'ennemi à sortir de ses positions pour attaquer : il fut adopté dans un conseil composé de deux représentants du peuple, du général en chef Dumerbion, des généraux Masséna, Vial, Rusca, et de Bonaparte.

Comme il fallait, pour l'exécution de ce plan, violer la neutralité de l'état de Gênes, il fut soumis à l'approbation du comité de salut public, qui, ayant à se plaindre de l'accueil fait dans ce port aux Anglais, ne la fit pas attendre.

Le 17 germinal an II (6 avril) une division de 14.000 hommes passa la Roya, et s'empara du château de Vintimille. Masséna marcha sur le mont Tanardo, et y prit position ; une autre brigade passa la Taggia, et prit position à Monte-Grande ; Bonaparte, commandant trois brigades, se porta sur Oneille, et culbuta une division autrichienne. Le lendemain l'armée entra dans cette place. Elle marcha sur Ponte-di-Nave, et battit le reste de la division autrichienne. Ormea, défendue

par une garnison de 400 hommes, capitula. Le 19, l'armée s'empara de Garessio, et établit ses communications par les monts Saint-Bernardo et Rocca-Barbena avec Loano, appartenant au roi de Sardaigne.

Ainsi qu'on l'avait prévu, l'ennemi se hâta d'évacuer tous les revers des Alpes, laissant même son artillerie. Masséna déboucha sur les derrières du fort de Saorgio, coupant ainsi la retraite de l'ennemi. Le 10 floréal ce fort capitula. Le 19 Masséna se porta sur le col de Tende par le col Ardente, tandis que le général Macquart attaquait de front ; l'attaque réussit : l'armée fut maîtresse de toute la chaine supérieure des Alpes maritimes. Sa droite, placée en avant d'Ormea, communiquait avec le col de Tende par le col de Termini, et du col de Tende elle occupait la chaîne des Alpes jusqu'au col d'Argentière, où était le premier poste de l'armée des Alpes. L'exécution de ce plan valut 3 ou 4.000 prisonniers, environ 70 pièces de canon, et deux places fortes. Rien n'empêcha plus le cabotage entre Gênes et Marseille.

Après ces premiers succès, les représentants du peuple en mission proposèrent, vers le 1er prairial, un projet de campagne où l'invasion du Piémont était calculée sur de tels principes qu'il est difficile de ne pas y reconnaître Bonaparte. S'il est prouvé, y était-il dit, qu'on ne peut se présenter dans la plaine du Piémont qu'avec des forces supérieures à l'ennemi, il faut réunir l'armée des Alpes à celle d'Italie. Or cette jonction ne s'opérera jamais d'une manière plus commode que dans la vallée de la Stura, qui forme la ligne de démarcation actuelle de ces deux armées, à la naissance de la plaine, et permet de profiter des débouchés déjà conquis par celle d'Italie.

Ce projet était accompagné de tous les développements capables d'en assurer l'exécution, soit par les précautions indiquées pour les vivres, les munitions et le matériel de l'artillerie, soit pour la direction à donner à chacune des six divisions destinées à y concourir.

Pourquoi ne fut-il pas exécuté ? on l'ignore. Les revers éprouvés sur la ligne du Rhin déterminèrent le comité de salut publie à tirer 10.000 hommes de l'armée des Alpes : on ne s'y crut plus en état de poursuivre l'offensive. D'un autre coté, Dumerbion, vieillard accablé d'infirmités, s'endormit sur ses lauriers. Il ne soutenait le fardeau du commandement qu'avec l'aide de Bonaparte, qui, malgré l'ascendant qu'il avait pris sur le général en chef, ne réussissait pas toujours à lui communiquer son ardeur. Trois mois s'écoulèrent donc sans qu'on songeât à recueillir les fruits de ce brillant début.

Un des représentants du peuple auprès de l'armée était fort enthousiasmé de Bonaparte ; c'était Robespierre jeune. Ayant été rappelé quelque tems avant le 9 thermidor, il fit tous ses efforts pour l emmener à Paris. S'il avait cédé, qui peut dire où l'aurait conduit cette démarche, et quel changement elle aurait apporté dans sa destinée ?

On prétend qu'en apprenant la catastrophe de Robespierre jeune, qui périt avec son frère dans cette fameuse journée, il écrivit au général Tilly : J'en suis fâché ; mais il eut été mon père, je l'aurais poignardé moi-même, si j'avais su qu'il aspirât à la tyrannie[1]. A quoi tient toute une carrière, dit Napoléon[2] ? On aurait sans doute voulu m'employer ; j'aurais pu être destiné à tenter alors une espèce de 13 vendémiaire ; j'étais encore bien jeune ; je n'avais point mes idées

---

1 *Nouvelle biographie* de Bruxelles, 1822, verbo *Napoléon*.
2 *Las Cases*, tom. I, page 427.

arrêtées, comme je les ai eues depuis ; je crois que je n'aurais pas accepté. Mais dans le cas contraire, et même victorieux, quels résultats aurais-je pu espérer ? En vendémiaire an IV, la fièvre de la révolution était tout-à-fait apaisée ; au 9 thermidor an II, elle était encore dans toute sa force, dans la rage de son ascension et de ses excès.

Bonaparte regardait Robespierre l'aîné comme un bouc émissaire, sur la mémoire duquel on rejetait tous les excès de ce tems-là. Dans ce qu'il dit à cet égard[1], on entrevoit qu'il ne méprisait pas autant ce personnage que ses complices, probablement parce qu'un homme supérieur, de même que la multitude, fait toujours plus de cas de celui qui s'élève au-dessus du commun, sort des voies ordinaires, et joue un premier rôle.

Un autre représentant du peuple, à l'armée d'Italie, et qui avait une jolie femme, n'était pas moins enthousiaste de Bonaparte, qui ne fut pas insensible aux charmes de madame Thureau. J'étais bien jeune alors ; j'étais heureux et fier de mon petit succès ; aussi cherchai-je à le reconnaître par toutes les attentions qui étaient en mon pouvoir. Voyez comme on abuse de l'autorité, et à quoi tient le sort des hommes. Promenant un jour madame T... au milieu de nos positions, dans les environs du col de Tende, il me vint subitement à l'idée de lui donner le spectacle d'une petite guerre, et j'ordonnai une attaque d'avant- postes. C'était une pure fantaisie : nous fûmes vainqueurs, cependant sans résultat, et il y resta quelques hommes. Aussi plus tard, toutes les fois que je m'en suis ressouvenu, je me le suis fort reproché[2].

En convenant de la vérité de l'anecdote, madame T... dit que Bonaparte ne fit point attaquer à cause d'elle, mais qu'il lui promit de la faire avertir à la première occasion. Le combat de Loano la fournit le 15 messidor an II[3].

Cependant l'armée piémontaise, campée dans les plaines et sur les mamelons au pied des Alpes, était dans l'abondance, se réparait de ses fatigues, et se renforçait. Les armées françaises, dans l'inaction, sur les crêtes des montagnes et une étendue de 60 lieues, périssaient de misère et de maladies.

En vendémiaire an III, les Autrichiens formèrent des magasins à Dego. Depuis la prise d'Oneille, Vado était le refuge des croisières anglaises ; elles devaient y faire un débarquement. Avec ces forces réunies, l'ennemi se proposait d'occuper Savone, et de forcer la république de Gênes à se déclarer contre la France. Bonaparte proposa d'occuper les positions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado. Le général Dumerbion marcha avec 18.000 hommes et 20 pièces d'artillerie de l'équipage de montagnes. Bonaparte dirigea l'armée ; elle déboucha par le col de Bardinetto, pénétra dans le Montferrat par la chaussée qui longe la Bormida, campa le 13 vendémiaire sur la hauteur de Biestro, et le 14 descendit dans la plaine. On espérait tomber sur les derrières de l'armée autrichienne, mais elle fit sa retraite sur Caire et Dego, poursuivie par Cervoni commandant l'avant-garde, et se replia sur Acqui, abandonnant ses magasins et ses prisonniers, avec perte de 1.000 hommes.

Le général Dumerbion écrivit aux représentants du peuple : C'est aux talents du général Bonaparte que je dois les savantes combinaisons qui nous ont assuré la victoire.

---

1 *O'Meara*, tom. II, page 162. *Las Cases*, tom. IV, page 223.
2 *Las Cases*, tom. I, page 201.
3 Suite au *Mém. de Sainte-Hélène*, tom. I, page 28.

Dumerbion n'était point autorisé à entrer en Italie, il n'en avait pas le projet ; d'ailleurs sa cavalerie qu'il né pouvait nourrir était sur le Rhône ; il se replia donc par Montenotte sur Savone, et prit position sur les hauteurs de Vado. On fortifia ces hauteurs, on les arma ainsi que les côtes. Cette expédition eut pour résultat de déjouer les projets de l'ennemi, et de maintenir la neutralité de Gênes, dont les coureurs français s'approchaient jusqu'à trois lieues.

L'armement des côtes depuis Vado jusqu'au Var occupa Bonaparte pendant le reste de l'automne. Au mois de nivôse, ayant passé une nuit sur le col de Tende, il découvrit, au soleil levant, et convoita, avec cette puissante ardeur qui a décidé de toute sa vie, ces belles plaines de l'Italie, dont la conquête devint l'objet constant de ses méditations.

Ce fut vers cette époque que Bonaparte fut arrêté à Nice, par ordre des représentants du peuple. On n'a jamais bien connu le motif de cet acte de rigueur. Ce fut probablement par suite de la réaction qui s'exerçait alors envers de purs républicains, qu'on affectait de confondre avec les terroristes. On n'a jamais été non plus d'accord sur ceux des représentants qui ordonnèrent cette arrestation. Les uns l'ont imputée à Laporte[1] ; Beffroy en fut accusé plus tard, et s'en défendit, lorsque la gloire de Bonaparte eut grandi dans les champs italiques. Il paraît que cette mesure fut prise par Albitte et *Salicetti* ; elle fut exécutée par Viervein commandant de gendarmerie et l'adjudant-général *Arena*. Le commissaire ordonnateur, Déniée, examina ses papiers. Ainsi deux compatriotes de Bonaparte concoururent à ce commencement de persécution. Sa détention ne dura que 15 jours ; il reprit son service.

Pendant l'hiver il fit plusieurs courses à Toulon et à Marseille, pour inspecter les arsenaux et les batteries des côtes. La ville de Marseille étant fort agitée, le représentant du peuple Maignet eut des craintes sur la sûreté des poudres et des armes renfermées dans les forts Saint-Nicolas et Saint- Jean, qui avaient été en partie démolis par le peuple, au commencement de la révolution. A la demande du représentant, Bonaparte fit un projet pour construire une muraille crénelée qui fermât ces forts du côté de la ville. Ce plan fut dénoncé à la Convention, comme dirigé contre les patriotes. Le *commandant de l'artillerie de Marseille* fut mandé à la barre ; c'était le colonel Sugny : il s'y rendit et se justifia facilement, puisqu'il n'avait pas rédigé le projet. Bonaparte fut mandé à son tour. L'ennemi faisant des mouvements, les représentants du peuple écrivirent que la présence du commandant de l'artillerie était nécessaire à l'armée, et décidèrent les députés des Bouches-du-Rhône à ne pas donner suite à leur dénonciation. Bonaparte ne se rendit pas à Paris.

Le comité de salut public, croyant n'avoir rien à craindre du côté de l'Italie, pendant la mauvaise saison, disposa d'une partie des troupes pour une expédition maritime. Il donna l'ordre à Schérer, qui commandait alors l'armée, de détacher à Toulon 16 ou 18.000 hommes qui furent en partie remplacés par 8.500 hommes tirés de l'armée des Alpes. On a varié sur l'objet de cette expédition. Il s'agissait, suivant les mémoires de Napoléon[2], d'aller attaquer Rome pour tirer vengeance de l'assassinat de Basseville, ambassadeur de la république. Un conseil de guerre fut réuni en pluviôse, pour délibérer sur ce projet. Bonaparte y fut convoqué. Il fut d'avis que l'expédition compromettrait l'armée d'Italie, et se terminerait elle-même par un désastre. Dix mille hommes

---

1 *Las Cases*, tom. I, page 199.
2 *Montholon*, tom. III, page 81.

ne lui parurent pas suffisants pour tenter un pareil coup de main ; il était impossible de le faire sans cavalerie. Une fois débarqué, ce corps aurait sur les bras 3o.000 Napolitains, et peut-être une division autrichienne ; les Anglais étant maîtres de la mer, c'était le conduire à une perte certaine. Cet avis fut partagé par tous les officiers généraux. On ajourna donc l'expédition, jusqu'à ce qu'on eût purgé la Méditerranée de la présence des Anglais.

Suivant d'autres[1] il s'agissait de porter l'épouvante sur les côtes de Toscane, et de reconquérir la Corse, alors fatiguée du joug des Anglais. Tandis que l'expédition se préparait, la paix fut conclue avec le grand-duc de Toscane ; il ne restait donc plus que la Corse. Schérer proposa aux représentants du peuple en mission d'ouvrir la campagne par un coup d'éclat ; quand l'expédition serait à la hauteur de saint Florent, de détacher 5 à 6.000 hommes sur Finale ou Vado, pour jeter la terreur sur les côtes de Gênes, et s'emparer des débouchés principaux de l'Apennin, avant que les Austro-Sardes ne fussent en état d'opposer une vive résistance. Cette proposition ne fut pas adoptée, parce qu'on craignit de trop affaiblir le corps d'armée destiné à conquérir la Corse.

Dans tous les cas, avant de faire une expédition maritime, il fut jugé convenable de chasser les Anglais de la Méditerranée. Le contre-amiral Martin sortit de Toulon. Les deux escadres se rencontrèrent, elles eurent plusieurs engagements et en vinrent aux prises, le 23 ventôse (13 mars), dans la rivière de Gênes. Elles étaient en nombre égal, mais les Anglais avaient quatre vaisseaux à trois ponts, les Français n'en avaient pas. Le combat ne fut point décisif ; on perdit de chaque côté deux vaisseaux ; l'expédition maritime fut abandonnée, et les troupes furent renvoyées à l'armée d'Italie.

Dès que le comité de salut public fut informé du retour à l'armée des troupes de l'expédition, il crut pouvoir reprendre l'offensive ; mais loin d'adopter les projets présentés l'année précédente par les représentants Robespierre jeune et Ricord, qui n'étaient probablement que ceux de Bonaparte, le comité témoigna l'intention de pénétrer en Italie par la Bocchetta. Schérer trouva que ce plan bon, si l'on eut eu des forces plus considérables, et si l'on avait été maitre de la mer, avait l'inconvénient de beaucoup prolonger une ligne déjà trop étendue, et qui n'offrait aucune facilité pour les subsistances. Il proposa, comme le seul parti qui promettait des chances de succès, de faire l'invasion par les vallées de la Bormida ou du Tanaro. Le comité de salut public ne se rendit point à ces représentations ; mais aucun des deux plans ne fut exécuté, parce que l'état d'affaiblissement de l'armée fit renoncer à prendre l'offensive.

La réaction qui suivit la journée dll9 thermidor fut plus violente dans le Midi que dans aucune autre partie de la France. Les représentants du peuple en mission dans la Provence la favorisaient. Elle triomphait à Marseille ; à Toulon les jacobins et les patriotes dominaient encore. Un corsaire français y amena une prise espagnole ; elle avait à bord une vingtaine d'émigrés, la plus grande partie de la famille Chabrillant. Un rassemblement tumultueux se porta aux prisons pour les égorger. En vain les représentants Mariette et Chambon haranguèrent la multitude, lui promettant de faire juger ces émigrés ; devenus eux-mêmes suspects, ils ne furent pas écoutés ; des cris menaçants s'élevèrent contre eux. La garde accourut et fut repoussée. Bonaparte reconnut parmi les chefs du tumulte plusieurs canonniers qui avaient servi sous lui au siège de Toulon, ils l'environnèrent et imposèrent silence. Il parla, promit que les émigrés seraient

---

1 Jomini, *Histoire des guerres de la révolution*, tom. VII, page 69.

jugés le lendemain matin, et parvint à calmer les esprits. Dans la nuit, il fit placer les émigrés dans des caissons de parc, et les fit sortir de la ville comme un convoi d'artillerie ; un bateau les attendait dans la rade d'Hyères, où ils s'embarquèrent, et furent ainsi sauvés.

CHAPITRE IV

Bonaparte porté dans l'arme de l'infanterie. — Quitte l'armée. — Vient à Paris. — Sa situation. — Armée d'Italie sous Kellermann. —Attaquée, elle se retire sur Borghetto. — Bonaparte appelé au comité de salut public, consulté, attaché aux opérations militaires. — Reproches faits à Kellermann. — Son plan d'offensive. — Plan de Bonaparte adopté par le comité. — Envoyé à Kellermann. — Le critique. — Remplacé par Schérer. — Projet de Bonaparte d'aller à Constantinople. — Révolte des sections de Paris. — 13 vendémiaire an IV, Bonaparte commandant l'armée de l'intérieur. — Kellermann attend Schérer. — Inaction des armées. — Vendémiaire an IV, Schérer arrive. — Son plan d'offensive du 26 brumaire au 6 frimaire : combats, bataille de Loano. — Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie.

Au 9 thermidor, la Convention avait renversé Robespierre, mais elle n'avait pas vaincu la terreur, qui avait d'autres chefs et de nombreux adhérents. Les mêmes hommes qui avaient attaqué Robespierre comme un tyran, après avoir été ses complices, le lendemain de sa mort levaient une tête audacieuse, saisissaient son sceptre ensanglanté et prétendaient gouverner d'après ses lois. La lutte recommença entre eux et la Convention, et dura jusqu'à ce qu'elle les eût abattus dans les journées de floréal et de prairial an III.

Elle avait à se défendre de l'oppression où ils voulaient la replonger et de la solidarité des crimes de la terreur dont le royalisme cherchait à la flétrir. Elle combattit à la fois pour sa sûreté, son honneur, l'humanité, l'ordre social et les libertés publiques. Mais confondant dans sa haine pour la tyrannie le gouvernement révolutionnaire et la terreur, elle se laissa entraîner de l'excès de la violence à l'excès du relâchement. Elle prêta l'oreille aux flatteries artificieuses du parti royaliste, et sans le savoir, le prit souvent pour auxiliaire. Alors la réaction thermidorienne eut aussi ses injustices et ses fureurs ; elle destitua, elle emprisonna, elle égorgea ; après avoir assouvi sa vengeance sur les terroristes, elle poursuivit les républicains.

Bonaparte avait professé les principes de la révolution et embrassé la cause nationale. Il avait foudroyé la trahison et le royalisme. La réaction ne pardonna pas au vainqueur de Toulon.

Aubry, proscrit au 31 mai, était un de ces représentants qui en rentrant dans la Convention promirent d'oublier le mal que leur avait fait la terreur, et qui prouvèrent ensuite qu'ils n'en avaient pas perdu le souvenir. Agent de la réaction dans les comités de gouvernement, il s'était chargé d'épurer l'armée des hommes ignorants et exagérés que la terreur y avait introduits. Il destituait des généraux, républicains, nommait à leur place des adhérents du royalisme, et sans compter de services, s'élevait lui-même du grade de capitaine d'artillerie à celui de général de division et d'inspecteur de son arme. Un grand nombre d'officiers qui avaient été éloignés depuis la fin de 1792, et pendant les ans Il et III, reçurent donc du service. Beaucoup de généraux d'artillerie se trouvèrent sans emploi. Bonaparte, alors âgé de 25 ans, et le plus jeune, fut porté sur le tableau des généraux d'infanterie ; il avait été élevé dans l'artillerie, il y avait toujours servi et il s'y était fait une renommée ; ce déplacement était donc une destitution ; il réclama, ne fut point écouté, préféra l'inaction à un changement d'arme, et quitta l'armée d'Italie.

Kellermann venait d'en prendre le commandement. Il conféra avec ce général à Marseille, lui donna tous les renseignements qu'il pouvait désirer et partit pour Paris. Il apprit à Châtillon-sur-Seine, chez le père du capitaine Marmont son aide-de-camp, la journée du 1er prairial, ce qui le, décida à rester quelques jours pour attendre que la tranquillité fut rétablie dans la capitale. Arrivé à Paris, il se présenta chez Aubry, lui fit observer qu'il avait commandé l'artillerie du siège de Toulon et celle de l'armée d'Italie depuis deux ans, qu'il avait armé les côtes de la Méditerranée, et qu'il lui était pénible de quitter un corps où il servait depuis son enfance. Ce représentant objecta qu'il y avait un grand nombre de généraux d'artillerie et qu'il était le plus jeune ; il ajouta qu'aussitôt qu'il y aurait des places vacantes, il y serait appelé. Bonaparte lui répondit qu'on vieillissait vite sur le champ de bataille et qu'il en arrivait. D'ailleurs Aubry lui-même six mois avant était encore capitaine d'artillerie, et il n'avait pas fait la guerre depuis la révolution. Peu de jours après, le comité de salut public fit expédier à Bonaparte

l'ordre de se rendre à l'armée de la Vendée, pour y commander une brigade d'infanterie : en réponse il donna sa démission.

En attendant, la position de Bonaparte privé de fortune et de traitement était fort pénible. Un de ses camarades, le général Tilly, lui prêta vingt-cinq louis ; peu après il eut occasion de reconnaître ce service, et le prouva dans l'affaire de Babeuf. Celui qui devait sous peu d années habiter les Tuileries logeait alors dans un modeste hôtel garni rue des Fossés-Montmartre, tenu par le sieur Grégoire, qui occupait encore en 1814 l'hôtel Richelieu, rue Neuve-St.-Augustin, en face de la rue d'Antin. Outre le général Tilly et M. Bourrienne, on cite, parmi les personnes qui formaient à cette époque la société ordinaire de Bonaparte, M. Langlès l'orientaliste et notre célèbre Talma. Bonaparte dînait quelquefois au Palais-Royal, chez les Frères Provençaux, avec d'autres artistes, camarades du grand acteur tragique.

Il ne resta pas longtemps sans occupation ; la situation des affaires à l'armée d'Italie lui offrit bientôt l'occasion de rendre de nouveaux services. Le défaut de solde, les rigueurs de l'hiver, la misère et les maladies, et l'indulgence qu'on avait dans l'intérieur de la France pour la désertion, avaient tellement affaibli cette armée, que son effectif n'était que de 25 à 30.000 hommes. Le comité de salut public, en en rendant le commandement supérieur à Kellermann, l'avait donc autorisé à rester sur la défensive, et même à évacuer le comté de Nice, et à se retirer derrière le Var. Les renseignements qu'il reçut du général Moulin, commandant l'armée des Alpes, et du général Schérer, avant son départ, le convainquirent qu'une défensive bien combinée était le seul parti qu'il eût à prendre.

Les deux armées républicaines occupaient, par une ligne non interrompue, tous les cols, depuis Vado jusqu'au mont Saint-Bernard ; celle d'Italie était à peu près dans les positions où elle avait été placée après le combat de Cairo.

Il eût été facile aux Austro-Sardes de prendre l'offensive avec succès ; mais grâce à leur lenteur, Kellermann eut le temps de coordonner toutes les parties de son immense cordon. Il ordonna des retranchements, fit placer des batteries, construire de nouvelles baraques, abattre des bois, exécuter des coupures sur les chemins.

Cependant l'ennemi, avec des forces doubles de celles des Français, commandées par le général Dewins, prit l'offensive.

Les Autrichiens, joints aux Napolitains, campaient en avant de Cairo, où était le quartier-général ; les Piémontais, aux ordres du général Colli, campés en avant de Ceva, s'étendaient jusqu'aux environs de Coni, où se trouvait placée toute leur cavalerie. Jugeant que le projet des ennemis était d'attaquer sa droite, Kellermann ordonna des reconnaissances, le 3 messidor, en avant du col Spinardo, et le 4, en avant de Garessio. Attaqués par un nombre supérieur d'ennemis, les grenadiers français fondirent sur eux à la baïonnette, et les mirent en fuite, après en avoir tué ou pris un assez grand nombre. Le 5, l'ennemi, maître des hauteurs de Savone, marcha sur cette ville, et le 6, en trois colonnes, au nombre de 10.000 hommes, sur Vado. Le général Laharpe courut aux retranchements. L'ennemi eut d'abord des succès ; les Français, composés de deux bataillons de grenadiers et des carabiniers des Hautes-Alpes, l'attaquèrent à la baïonnette, secondés par le feu de trois pièces, et le mirent en déroute après un combat de sept heures. Sa perte fut évaluée à 1.200 tués ou blessés.

Les 7, 8 et 9, l'ennemi attaqua sur la plus grande partie des points de la ligne ; il fut partout repoussé, excepté à la position de Saint-Jacques et à la redoute de Melogno, sur lesquelles il avait dirigé la plus grande partie de ses forces, et dont il s'empara après sept heures du combat le plus opiniâtre, menaçant alors le centre de l'armée. Le général en chef et Masséna sentaient combien il était important de reprendre cette redoute. A sept heures du soir, ce général se mit en mouvement avec quatre bataillons en colonnes, tomba la baïonnette en avant sur l'ennemi, qui, surpris, effrayé, chercha son salut dans la fuite. Ce combat, qui coûta à l'ennemi 500 hommes, lui fit perdre la position de Saint-Jacques ; mais il conserva la redoute de Melogno. La nuit suivante, le 8, et une partie de la journée du 9, l'ennemi recommença en vain ses attaques ; elles échouèrent partout. Le général en chef tenta un dernier effort pour reprendre la redoute de Melogno ; elle était défendue par 4.000 Autrichiens, et beaucoup d'artillerie. Masséna fut encore chargé de cette attaque, et obligé de céder à la supériorité de l'ennemi, et à la force de la position. Il devenait donc indispensable de resserrer la ligne de l'armée, en repliant l'extrémité de la droite, afin de rendre la défensive plus assurée. Kellermann jugea devoir se retirer sur Borghetto, et prendre d'abord une position provisoire. Ce mouvement rétrograde fut exécuté sur Finale, les 10, 11 et 12 messidor ; le 19 il occupa Borghetto, après avoir évacué son artillerie, ses magasins et ses équipages, attendant dans cette position les secours qu'il demandait au comité de salut public.

Suivant les *Mémoires* de Napoléon, ce fut alors qu'il fut appelé au comité de salut public, qui, alarmé de ces nouvelles, convoqua les représentants du peuple qui avaient été à l'armée d'Italie. Ils désignèrent Bonaparte comme étant celui qui, connaissant le mieux les positions de l'armée, était le plus capable d'indiquer le parti à prendre. Il reçut une réquisition de se rendre au comité. Il eut plusieurs conférences avec Sieyès, Doulcet de Pontécoulant, Letourneur et Jean Debry. Il rédigea les instructions que le comité adopta. Il fut requis en qualité de général de brigade d'artillerie, pour être spécialement attaché, jusqu'à nouvel ordre, à la direction des opérations militaires.

Kellermann, le 19 messidor, aussitôt qu'il eut reçu les ordres du comité de salut public, qui répondait à ses courriers des 6, 7, 8, 9 et 10, s'établit à la position de Borghetto[1].

Suivant les mêmes Mémoires, Kellermann, brave soldat, extrêmement actif, ayant beaucoup de bonnes qualités, était tout-à-fait privé des moyens nécessaires pour la direction d'une armée en chef. Dans la conduite de cette guerre, il ne fit que des fautes. Telles furent celles que le comité lui reprocha.

L'armée ne s'était étendue, en 1794, au-delà des hauteurs du Tanaro, et n'avait prolongé sa droite par Bardinetto, Melogno, Saint-Jacques, que pour empêcher l'armée autrichienne de se concerter avec l'escadre anglaise et pour pouvoir accourir au secours de Gênes, si l'ennemi se portait sur cette ville, soit par Nice, soit par le col de la Bochetta ; elle n'occupait pas Vado comme une position défensive, mais comme une position offensive, et pour être à portée de déboucher sur l'ennemi s'il se présentait dans la rivière ; aussitôt que les Autrichiens s'étaient portés sur Savone, il aurait dû marcher pour les combattre,

---

1 Il est difficile de croire que Kellermann qui avait fait, les 10, 11 et 12, sa retraite dans la position provisoire, eût reçu ou même attendu des ordres du comité, pour opérer, le 19, sa retraite définitive sur Borghetto. Elle avait été résolue dans un conseil de guerre, convoqué à Loano, par Kellermann.

pour empêcher qu'ils ne s'emparassent de cette ville, et ne lui interceptassent sa communication avec Gênes ; mais puisqu'il ne l'avait pu faire, 1° il eût dû évacuer Vado, pour appuyer sa droite sur Saint-Jacques ; 2° lorsque, par le résultat de la journée du 25, l'ennemi s'était emparé de Melogno, et de la crête de Saint- Jacques, il devait, dans la nuit, profiter de l'avantage qu'avait obtenu à sa droite le général Laharpe pour évacuer Vado et se servir des troupes de Laharpe pour renforcer l'attaque sur Saint-Jacques et Melogno ; elle eût été couronnée d'un plein succès ; 3° lorsque, le 27, il avait résolu d'attaquer Melogno, il était encore temps de ployer sa droite pour qu'elle se trouvât à cette attaque, profitant du nouvel avantage qu'elle avait obtenu le 26 sur la gauche de l'ennemi ; cette manœuvre eût encore décidé de la victoire.

Ces dépêches, qui étaient écrites de main de maître, étonnèrent beaucoup l'état-major qui cependant devina bientôt qui les avait dictées[1].

D'un autre côté, il paraît avéré que Kellermann, après sa retraite, convaincu par les opérations mal concertées des Sardes et des Impériaux qu'il existait de la mésintelligence entre Dewins et Colli, conçut l'idée d'en profiter pour les accabler l'un après l'autre, et pour se rendre maître de nouveau du pendant des eaux de l'Apennin et des Alpes, qui donnent accès en Italie. Le comité de salut public lui destinait 6.000 hommes de pied et 500 chevaux de l'armée des Pyrénées-Orientales, et 10.000 fantassins de l'armée du Rhin. L'intention de Kellermann était de les répartir et de les placer de manière à ne pas dévoiler ses desseins à l'ennemi. La cavalerie devait rester cantonnée sur les derrières, dans le département du Var.

Le plan du général en chef était, lorsqu'il aurait reçu tous les renforts qui lui étaient annoncés, de couper les Autrichiens des Piémontais, en attaquant leur ligne sur trois points. La première colonne à gauche, perçant par Carlino et Viosenna, le col de Tende et Intrapa, aurait délogé les Piémontais des hauteurs de la rive occidentale du Tanaro ; la deuxième aurait tourné et attaqué la droite des Impériaux à Spinardo, la Planetta et San-Bernardo ; tandis que la troisième eût tenu leur gauche en échec dans la plaine de Loano, et qu'un fort détachement eût filé par Tuirano, pour seconder les deux premières attaques sur la gauche.

Si l'exécution de ce plan avait répondu à l'idée qu'on s'en était formée, le centre de la ligne ennemie aurait été culbuté dès le commencement sur la Bormida. Maître des crêtes principales de l'Apennin, Kellermann se proposait ensuite de marcher sur Melogno et San-Giacomo, de couper tout ce qui serait resté dans le bassin de Loano, en le faisant attaquer de front, pendant qu'un détachement aurait cherché à lui couper par Biestro la route de Savone à Alexandrie.

L'armée des Alpes aurait favorisé ces entreprises par des démonstrations, et principalement par un grand fourrage dans la vallée d'Houlx.

Ce projet différait en tous points de ceux présentés dans la campagne précédente. En effet Bonaparte avait proposé la jonction des armées des Alpes et d'Italie dans la vallée de la Stura ; le sort de la Sardaigne eût dépendu de la prise de deux places, et d'une bataille dans la plaine de Coni ; mais alors les Français n'étaient pas établis sur le versant des eaux de l'Apennin, dans la position actuelle de l'armée d'Italie. Pénétrer en Piémont par la vallée du Tanaro

---

1 *Montholon*, tom., III, page 93.

était donc un projet qui paraissait offrir des avantages : mais le comité de salut public ne l'approuva pas, et, l'on n'en peut douter, par l'influence de Bonaparte.

C'est alors qu'il conçut cet admirable plan de campagne qui éleva si haut sa gloire militaire, et procura à la république et à ses armées de si beaux triomphes.

Ce plan se trouve développé dans une série de pièces dont quelques fragments sont connus, et dont l'authenticité ne peut être contestée : elles sont écrites par Junot, et corrigées de la main de, Bonaparte. Ce sont :

1° Un mémoire militaire sur l'armée d'Italie ;

2° Une instruction pour le général en chef de cette armée ;

3° Une instruction pour les représentants du peuple en mission et le général en chef de l'armée des Alpes et d'Italie ;

4° Plusieurs lettres et arrêtés[1].

Partant de cet axiome que si la nature a borné la France aux Alpes, elle a de même tracé les limites de l'Autriche aux montagnes du Tyrol, le projet était d aller conquérir la paix au cœur des états héréditaires de l'empereur ;

Pour parvenir à ce but, il fallait d'abord descendre en Piémont ; l'armée d'Italie devait faire les premiers pas en s'emparant de San-Bernardo, San-Giacomo et Vado, et en chassant de vive force où par des manœuvres les Autrichiens de Montenotte. Cette opération achevée, le gros de l'armée se portait par Biestro et Montezemolo sur Millesimo, où, après avoir rallié la division laissée à San-Bernardo pour tenir en échec les Piémontais, et celle chargée de balayer les hauteurs à gauche du Tanaro, il tenterait d'enlever le camp retranché de Ceva, d'investir et d'assiéger la citadelle de cette place.

La cavalerie républicaine campait sur le revers septentrional de l'Apennin, dans la vallée du Tanaro, et mettait toute la plaine à contribution ; car on se conduisait d après le principe que la guerre doit nourrir la guerre. L'artillerie nécessaire au siège de Ceva était embarquée à Oneille, mise à terre à Vado, aussitôt après la prise de Montezemolo.

On sommait le commandant de Savone de recevoir dans le fort deux bataillons français, comme auxiliaires, pour protéger sa retraite en cas de revers.

Afin d'attirer les Piémontais sur un autre théâtre, et de les empêcher de troubler le siège de Ceva, la droite de l'armée des Alpes se réunissait à la gauche de l'armée d'Italie dans la vallée de la Stura, s'emparait des Barricades, investissait Demonte, et feignait de l'assiéger.

Ceva réduit, on en augmentait les fortifications, et les Français, concentrés pendant l'hiver sous ses murs, se préparaient à entrer en campagne en janvier ou février.

On se persuadait que le roi de Sardaigne, voyant l'armée française au cœur de ses états, serait très- disposé à faire une paix séparée. On prescrivait donc aux représentants du peuple d'en accueillir toutes les ouvertures, et de laisser entrevoir au cabinet de Turin la possibilité de recevoir en Lombardie une indemnité pour Nice et la Savoie. Il était ordonné au général en chef de traiter les prisonniers sardes avec les plus grands égards, afin d'accroître la mésintelligence qui existait déjà entre eux et les Autrichiens.

---

1 Voyez les pièces justificatives n° II.

Prévoyant même le cas où la paix serait conclue, on recommandait de veiller à ce que Alexandrie ne restât pas entre les mains des Autrichiens. Dans l'hypothèse contraire, l'armée française assiégeait Turin au mois de février, passait le Pô ; et, après avoir conquis la Lombardie, franchissait les gorges de Trente, et venait à travers le Tyrol opérer sur les bords de l'Inn sa jonction avec les armées du Rhin.

Le comité de salut public envoya à Kellermann des instructions et des ordres pour mettre ce plan à exécution. Ce général y fit des objections. Le plan, quoiqu'il combinât les principaux efforts des Français sur la droite, rejetait les Austro-Sardes sur leurs voies de retraite, et faisait en outre dépendre le succès des opérations de la prise de deux places. Il représenta surtout que sa droite ayant à peine 20.000 hommes, il ne pourrait la porter à 32.000 avant un mois, de sorte qu'il lui resterait trop peu de temps pour réduire Ceva.

Le comité de salut public, ne jugeant pas devoir adopter le plan de Kellermann, ni lui confier l'exécution d'un plan que ce général n'approuvait pas, le remplaça par Schérer, et l'envoya commander l'armée des Alpes.

On a attribué à Bonaparte l'intention d'aller, vers cette époque, servir à l'étranger. Suivant les uns il offrit ses services aux Anglais, suivant les autres aux Turcs. Jamais, dit Napoléon, je n'en eus même l'idée, pas plus que d'aller me faire Turc à Constantinople. Tous ces récits sont des romans[1].

Voici la vérité. La Porte s'occupait alors d'un armement contre la Russie, et paraissait disposée à prendre à son service quelques officiers d'artillerie français. Bonaparte pensa sérieusement à suivre ce parti ; l'Orient fixait déjà ses regards. Il vit plusieurs fois M. Reinhard, archiviste des relations extérieures auprès du comité de salut public, pour avoir communication de papiers relatifs à la Turquie. Il rédigea une note adressée au comité de salut public, par laquelle il s'offrait d'aller en Turquie, et les projets d'arrêtés relatifs à cette mission. Ces projets, écrits d'une autre main, étaient corrigés de la sienne[2] ; il avait écrit en entier le brouillon de la note. L'expédition originale signée de lui, remise au comité de salut public, était ainsi conçue :

NOTE DU GÉNÉRAL BUONAPARTE.

13 Fructidor an III (30 août 1795).

> Dans un temps où l'impératrice de Russie a resserré les liens qui l'unissent à l'Autriche, il est de l'intérêt de la France de faire tout ce qui dépend d'elle pour rendre plus redoutables les moyens militaires de la Turquie. Cette puissance a des milices nombreuses et braves, mais ignorantes sur les principes de l'art de la guerre.
>
> La formation et le service de l'artillerie qui influe si puissamment dans notre tactique moderne sur le gain des batailles, et presque exclusivement sur la prise et la défense des places fortes, est encore dans son enfance en Turquie.
>
> La Porte, qui l'a senti, a plusieurs fois demandé des officiers d'artillerie et du génie ; nous y en avons effectivement quelques-uns dans ce moment-ci, mais ils ne sont ni assez

---

1 *Las Cases*.
2 Voyez pièces justificatives, n° III.

nombreux ni assez instruits pour produire un résultat de quelque conséquence.

Le général Buonaparte, qui a acquis quelque réputation en commandant l'artillerie de nos armées en différentes circonstances et spécialement au siège de Toulon, s'offre pour passer en Turquie, avec une mission du gouvernement. Il mènera avec lui six ou sept officiers dont chacun aura une connaissance particulière des sciences relatives à l'art de la guerre.

S'il peut, dans cette nouvelle carrière, rendre les armées turques plus redoutables, et perfectionner la défense des places fortes de cet empire, il croira avoir rendu un service signalé à la patrie, et avoir, à son retour, bien mérité d'elle.

Signé BUONAPARTE.

En marge était écrit :

Le général de brigade Buonaparte a servi avec distinction à l'armée d'Italie, où il commandait l'artillerie.

Mis en réquisition par le comité de salut public, il a travaillé avec zèle et exactitude dans la division de la section de la guerre, chargée des plans de campagne et de la surveillance des opérations des armées de terre, et je déclare avec plaisir que je dois à ses conseils la plus grande partie des mesures utiles que j'ai proposées en comité pour l'armée des Alpes et d'Italie. Je le recommande à nos collègues comme un citoyen qui peut être utilement employé pour la république, soit dans l'artillerie, soit dans toute autre arme, soit même dans la partie des relations extérieures.

Signé DOULCET.

En adhérant aux sentiments qu'exprime mon collègue Doulcet sur le général Bonaparte, que j'ai vu et entretenu, je crois que par les motifs mêmes qui fondent son opinion et la mienne, le comité de salut public doit se refuser à éloigner, dans ce moment surtout, de la république, un officier aussi distingué. Mon avis est, qu'en l'avançant dans son arme, le comité commence par récompenser ses services. Sauf ensuite, après en avoir conféré avec lui, à délibérer sur sa proposition, s'il y persiste.

Le 27 fructidor an III.

Signé JEAN DE BRY, rapporteur.

Bonaparte ne soupçonnait pas la grande destinée que lui réservait la fortune. Les événements l'appelèrent à jouer un rôle important dans les affaires de l'intérieur. La mission de Constantinople fut bientôt oubliée comme un rêve.

Le gouvernement de la Convention était toujours révolutionnaire ; mais terrible et fort avant le 9 thermidor, il était tombé, après cette journée, dans le

relâchement et la plus déplorable faiblesse. Les lois furent plus humaines, mais la réaction fut anarchique et cruelle. Aux frontières, les armées triomphaient à la fois des vices d'une mauvaise administration, de la trahison et des forces coalisées : le royalisme et l'étranger prenaient de l'ascendant dans l'intérieur. La Convention nationale s'était encore décimée, elle était usée, tous les partis en étaient las, elle était fatiguée de son pouvoir. Elle décréta la constitution républicaine de l'an III ; c'était le principal objet de sa mission.

Les membres de l'Assemblée constituante s'étaient retirés sans avoir essayé la constitution de 1791 ; et déclarés inéligibles à la législature, ils furent témoins de sa ruine ; plusieurs d'entre eux y furent entraînés. Cette leçon ne fut point perdue pour les membres de la Convention ; ils se gardèrent bien de commettre la même faute, et résolurent de garder le gouvernail du vaisseau de l'État. Tel fut l'objet des fameux décrets des 5 et 13 fructidor, portant que les deux tiers de la prochaine législature seraient composés de membres de la Convention, et que les assemblées électorales ne nommeraient, pour cette fois, qu'un tiers des conseils.

Ces décrets soumis, comme la constitution, à l'acceptation du peuple, déjouèrent les projets des divers partis, surtout des royalistes, qui avaient spéculé sur les élections ; réunis à la Convention depuis le 9 thermidor, non par amour pour elle, mais pour faire la guerre au terrorisme et aux républicains, ils levèrent tout-à-coup le masque et lui déclarèrent la guerre. Les terroristes et les patriotes persécutés se rallièrent à leur tour à la Convention ; elle accepta leurs services. La masse de la nation, qui désirait le repos, et qui espérait le trouver dans la constitution républicaine, était disposée à l'accepter avec les décrets.

C'est surtout à Paris que l'opposition se manifesta dans les sections, même avant leur convocation en assemblées primaires pour voter sur les décrets. Des hommes de lettres et des journalistes s'emparèrent de leurs quarante-huit tribunes et y pérorèrent à l'envi. C'était Laharpe, Quatremère de Quincy, Lacretelle jeune, Fiévée, Richer-Sérizy. La division se mit dans la capitale, et la fermentation y fut telle, que les comités de gouvernement prirent la précaution d'y faire venir quelques troupes pour le maintien de l'ordre et de l'autorité de la Convention.

De tout temps Paris donna le ton à la France : depuis la révolution, son influence sur les départements avait été mise à profit par les assemblées nationales ; elles l'avaient donc favorisée. Dans l'exercice de leur portion de souveraineté, les sections prétendirent que les pouvoirs de tout corps constitué cessaient en présence du peuple assemblé ; qu'elles avaient le droit de s'occuper, outre les décrets de fructidor qu'elles conspuaient, de toute espèce de mesures de salut public : elles se fédérèrent pour leur garantie réciproque ; elles se succédèrent à la barre de la Convention, pour y manifester hautement leurs prétentions dans des discours insolents.

Dans d'autres temps l'assemblée ne les aurait pas soufferts, ou plutôt elle aurait dès le principe mis un frein à cette audace. Mais la foudre révolutionnaire s'était presque éteinte dans les mains de la Convention : elle ne voulait pas la rallumer au moment où elle lui substituait le régime constitutionnel. Elle se flattait que l'acceptation des décrets dans les départements imposerait silence à toutes les clameurs ; qu'appuyée sur le suffrage du peuple français, elle serait plus forte contre les entreprises séditieuses de la capitale. Elles avaient quelques partisans parmi les représentants ; c'étaient en petit nombre des adhérents du royalisme,

ou des républicains modérés qui étaient aveuglés sur leurs dangers par les flatteries et les éloges des sections.

Le résultat des votes dans les départements ayant donné une immense majorité pour l'acceptation de la constitution et des décrets, la Convention la fit proclamer. Les sections de Paris qui s'étaient révoltées pour empêcher, par leur exemple, cette acceptation, restèrent en révolte contre le vœu national. Elles prétendirent qu'il y avait eu fraude dans le recensement des votes, qu'elles avaient le droit de vérifier les procès-verbaux. Elles demeurèrent en permanence, organisèrent des forces, délibérèrent en armes, agirent en souveraines, et après avoir outragé et menacé la Convention, se préparèrent à l'attaquer. Elles jetaient donc le gant ; sous peine de se déshonorer, la Convention nationale ne pouvait plus hésiter ; elle le ramassa, et résolut de soumettre par la force les révoltés[1].

Des électeurs se réunirent à l'Odéon ; c'était un comité central des sections. La Convention déclara cette assemblée illégale, et ordonna sa dissolution ; elle n'obéit pas, la force armée se porta à l'Odéon, elle fut accueillie par des injures, mais les électeurs se dispersèrent.

La section Lepelletier était la plus audacieuse, c'était le quartier-général de la révolte, le comité de salut public du royalisme. Elle avait sa garde, ses vedettes, elle était pour ainsi dire retranchée. Un décret ordonna que le lieu de ses séances serait fermé et que la section serait désarmée.

Menou, général en chef de l'armée de l'intérieur, commandait les troupes de la Convention. Républicain modéré, et naturellement temporiseur, il n était pas propre à ce genre de guerre qui exigeait moins de science que de résolution. Accompagné de représentants du peuple délégués près de cette armée, le 12 vendémiaire au soir, il se rendit avec un corps nombreux de troupes au couvent des Filles-Saint-Thomas, où siégeait la section Lepelletier, pour faire exécuter le décret de la Convention. Infanterie, cavalerie, artillerie, tout fut entassé dans la rue Vivienne, pour ainsi dire au milieu des bataillons sectionnaires et sous leurs baïonnettes. Menou et les représentants parlementèrent pendant une heure avec les rebelles, et se retirèrent par une espèce de convention sans les avoir dissous ni désarmés. La section cria victoire, envoya des députations à toutes les autres sections ; elles pressèrent l'organisation et la réunion de leurs forces pour marcher contre la Convention.

A cette nouvelle, la Convention, qui était en permanence, fut dans la plus grande agitation. Menou fut dénoncé, accusé de trahison ; on demanda son arrestation : les comités de gouvernement le destituèrent ainsi que d'autres généraux suspects. Sur la proposition des comités, la Convention rendit un décret portant que le général de brigade Barras, représentant du peuple, était nommé commandant de la force armée de Paris, et que les représentants Delmas, Laporte et Goupilleau de Fontenay lui étaient adjoints.

---

1 Paris, dit Napoléon, était tout-à-fait dégoûté de son gouvernement ; mais la totalité des armées, la grande majorité des départements, la petite bourgeoisie, les paysans, lui demeuraient attachés ; aussi la révolution triompha-t-elle de cette grande attaque de la contre-révolution ; bien qu'il n'y eût encore que quatre ou cinq ans que les nouveaux principes eussent été proclamés ; on sortait des scènes les plus effroyables et les plus calamiteuses ; on cherchait un meilleur avenir. (*Las Cases*, tome III, page 56.)

Pendant ce temps-là que faisait Bonaparte ? Si l'on en croit les mémoires de Napoléon, il était le \i vendémiaire au théâtre Feydeau, lorsque, instruit de la scène singulière qui se passait si près de lui, à la section Lepelletier, il fut curieux d'en observer les circonstances. Voyant les troupes conventionnelles se retirer, il courut aux tribunes de la Convention pour juger de l'effet de cette nouvelle et suivre les développements et la couleur qu'on lui donnerait. Divers représentants montèrent successivement à la tribune. Chacun proposa le général qui avait sa confiance pour remplacer Menou ; les thermidoriens proposèrent Barras ; mais il était peu agréable aux autres partis. Les représentants qui avaient été à Toulon, à l'armée d'Italie, et les membres du comité de salut public qui avaient des relations journalières avec Bonaparte, le proposèrent comme capable, plus que personne, de les tirer de ce pas dangereux, par la promptitude de son coup-d'œil, l'énergie et la modération de son caractère. Bonaparte, qui entendait tout du milieu de la foule où il se trouvait, délibéra près d'une demi-heure avec lui-même sur ce qu'il avait à faire. Il se décida enfin et se rendit au comité auquel il peignit vivement l'impossibilité de pouvoir diriger une affaire aussi importante avec trois représentants qui dans le fait exerçaient le pouvoir, et gênaient les opérations du général. Le comité, pour tout concilier, prit le parti de proposer pour général en chef Barras, en donnant le commandement en second à Bonaparte[1].

Il n'est pas étonnant qu'après un intervalle d'environ 25 ans, et dans la situation où Napoléon écrivait, il ait été trahi par sa mémoire. Dans cette séance du 12 vendémiaire au soir, à laquelle Bonaparte assistait, Bentabole proposa de donner le commandement à Barras ; le nom d'aucun autre général, ni celui de Bonaparte, ne furent prononcés. Comme nous venons de le dire, la Convention nomma Barras commandant et lui adjoignit trois représentants du peuple. Ce furent les comités de gouvernement qui nommèrent Bonaparte commandant en second sur la proposition ou du consentement de Barras qui le chargea, sous ses ordres, des dispositions de défense et du commandement des troupes.

Tels furent les motifs qui le décidèrent à accepter cette mission.

> Une guerre à mort éclatait entre la Convention et Paris. Était-il sage de se déclarer, de parler au nom de toute la France ? Qui oserait descendre seul dans l'arène pour se faire le champion de la Convention ? La victoire aurait même quelque chose d'odieux, tandis que la défaite vouerait pour jamais à l'exécration des races futures.
>
> Comment se dévouer ainsi à être le bouc émissaire de tant de crimes auxquels on fut étranger ? Pourquoi s'exposer bénévolement à aller grossir en peu d'heures le nombre de ces noms qu'on ne prononce qu'avec horreur ?
>
> Mais d'un autre côté, si la Convention succombe, que deviennent les grandes vérités de notre révolution ? Nos nombreuses victoires, notre sang si souvent versé, ne sont plus que des actions honteuses. L'étranger que nous avons tant de fois vaincu triomphe et nous accable de son mépris !.... Un entourage insolent et dénaturé reparaît triomphant, et nous gouverne en Ilotes par la main de l'étranger.

---

1 *Montholon*, tom. III, page 108.

> Ainsi la défaite de la Convention ceindrait le front de l'étranger, et scellerait la honte et l'esclavage de la patrie.
>
> Ce sentiment, 25 ans, la confiance en ses forces, sa destinée !..... le décidèrent[1].

Ici nous croyons, devoir emprunter le récit que Napoléon a fait lui-même, à compter du moment où la direction des forces lui fut confiée, et nous l'accompagnerons de quelques remarques.

Il se transporta dans un des cabinets des Tuileries où était Menou, afin d'obtenir de lui les renseignements nécessaires sur les forces, la position des troupes et de l'artillerie. L'armée n'était que de 5.000 hommes de toutes armes. Le parc était de quarante pièces de canon, alors parquées aux Sablons, sous la garde de vingt-cinq hommes. Il était une heure après minuit ; le général expédia en toute diligence un chef d'escadron du vingt-unième de chasseurs — Murat — avec trois cents chevaux, aux Sablons, pour en ramener l'artillerie dans le jardin des Tuileries ; un moment plus tard il n'eut plus été temps. Cet officier arriva à trois heures aux Sablons, il s'y rencontra avec la tête d'une colonne de la section Lepelletier qui venait saisir le parc ; mais il était à cheval et en plaine ; les sectionnaires jugèrent toute résistance inutile, ils se retirèrent, et à cinq heures du matin les quarante pièces de canon entrèrent aux Tuileries.

Le 13 (5 oct.), de 6 à 9 heures, Bonaparte plaça son artillerie à la tête du pont de la Révolution, du pont National et de la rue de Rohan, au cul de sac Dauphin, dans la rue St.-Honoré, au pont tournant, etc. Il en confia la garde à des officiers sûrs. La mèche était allumée, et la petite armée distribuée aux différents postes, ou en réserve au jardin et au Carrousel. La générale battait dans tous les quartiers. Dans ce temps, les bataillons de garde nationale prenaient position aux débouchés des rues, cernant le palais et le jardin des Tuileries ; leurs tambours portaient l'audace jusqu'à venir battre la générale sur le Carrousel et sur la place de la Révolution : le danger était imminent ; 40.000 gardes nationaux bien armés, organisés depuis longtemps, étaient sous les armes ? fort animés contre la Convention ; les troupes de ligne chargées de sa défense étaient peu nombreuses, et pouvaient être entraînées par les sentiments de la population qui les environnait. La Convention, pour accroître ses forces, donna des armes à 1.500 individus, dits les patriotes de 89 ; c'étaient des hommes, qui, depuis le 9 thermidor, avaient perdu leurs emplois et avaient quitté leurs départements où ils étaient poursuivis par l'opinion ; elle en forma trois bataillons sous les ordres du général Berruyer. Ces hommes se battirent avec la plus grande valeur, ils entraînèrent la troupe de ligne et furent pour beaucoup dans le succès de la journée. On les ap- pella le bataillon sacré. C'étaient la plupart des militaires, il y avait même des généraux. La Convention, par ménagement pour la feinte susceptibilité de la faction sectionnaire, hésita quelque temps à accepter leurs services et à leur donner des armes. Les comités de gouvernement en faisaient expédier à quelques quartiers de Paris qu'on disait prêts à soutenir la Convention, elles tombaient dans les mains des rebelles. Le 13 au matin il ne fallut pas moins que l'imminence du danger pour obtenir encore des armes pour ces patriotes. Un comité de quarante membres, composé des comités de salut public et de sûreté générale, dirigeait toutes les affaires, discutait beaucoup, ne décidait rien, pendant que le danger devenait à chaque instant plus pressant. Les uns voulaient qu'on posât les armes et qu'on reçut les

---

1 *Las Cases*, tom. II, page 210.

sectionnaires comme les sénateurs romains avaient reçu les Gaulois ; d'autres voulaient qu'on se retirât sur les hauteurs de Saint- Cloud au camp de César, pour y être joints par l'armée des côtes de l'Océan ; d'autres proposaient qu'on envoyât des députations aux quarante-huit sections pour leur faire diverses propositions. Il arriva alors ce qui arrivait dans toutes les crises.

Les comités de gouvernement étaient envahis par les membres de la Convention qui venaient écouter ou donner leur avis. C'était alors une cohue. Sieyès était président de la réunion ; il montra du sang-froid et de la résolution, et empêcha par sa force d'inertie qu'on ne prît des déterminations aussi funestes à la sûreté de la Convention qu'à son honneur.

Pendant ces vaines discussions, un nommé Lafond déboucha sur le Pont-Neuf, à deux heures après midi, à la tête de trois ou quatre bataillons, dans le temps qu'une autre colonne de même force venait de l'Odéon à sa rencontre. Ces colonnes se réunirent sur la place Dauphine. Le général Carteaux, qui était placé au Pont-Neuf avec 400 hommes et quatre pièces de canon, ayant l'ordre de défendre les deux côtés du pont, quitta son poste et se replia sous les guichets du Louvre. En même temps un bataillon de garde nationale occupa le jardin de l'infante. Il se disait fidèle à la Convention, et pourtant saisissait ce poste sans ordres ; d'un autre côté Saint-Roch, le théâtre Français et l'hôtel de Noailles étaient occupés en force par les gardes nationales. Les postes conventionnels n'en étaient séparés que de douze à quinze pas. Les sectionnaires envoyaient des femmes pour corrompre les soldats ; les chefs mêmes se présentèrent plusieurs fois sans armes et le chapeau en l'air, pour fraterniser, disaient-ils.

Les affaires empiraient d'une étrange manière ; Danican, général des sections, envoya un parlementaire sommer la Convention d'éloigner les troupes qui menaçaient le peuple, et de désarmer les terroristes. Ce parlementaire traversa à trois heures après midi les postes, les yeux bandés, avec toutes les formes de la guerre ; il fut introduit ainsi au milieu du comité des quarante qu'il émut beaucoup par ses menaces, mais il n'obtint rien. La nuit approchait, les sectionnaires en auraient profité pour se faufiler de maison en maison jusqu'aux Tuileries déjà étroitement bloquées. A peu près à la même heure, Bonaparte fit apporter dans la salle de la Convention huit cents fusils, des gibernes et des cartouches pour armer les conventionnels eux-mêmes et les bureaux comme corps de réserve ; cette mesure en alarma plusieurs qui comprirent alors la grandeur du danger[1]. Enfin, à quatre heures un quart, des coups de fusil furent tirés de l'hôtel de Noailles, des balles tombèrent sur le perron des Tuileries et blessèrent une femme qui entrait dans le jardin. Au moment même, la colonne de Lafond déboucha par le quai Voltaire, marchant sur le Pont-Royal en battant la charge : alors les batteries tirèrent ; une pièce de huit, au cul-de-sac Dauphin, commença le feu et servit de signal[2]. Après plusieurs décharges, Saint-Roch fut

---

1 Cette précaution fut peu connue parmi les membres de la Convention. Ils étaient déjà presque tous armés de sabres et de pistolets : c'était leur habitude dans les moments de danger.

2 Les premiers coups de fusil partirent non de l'hôtel de Noailles, non, comme on le dit dans le temps, de l'hôtel occupé alors par le restaurateur Velua, mais d'une maison aussi rapprochée du champ de bataille, dans laquelle étaient réunis des patriotes du bataillon sacré. Ces coups de fusil eurent pour but de faire cesser l'irrésolution des comités de gouvernement, d'empêcher qu'ils ne consentissent à quelque transaction qui aurait évidemment assuré le triomphe îles sections ; en effet ce fut le signal du combat. Bonaparte laissa même croire que c'était lui qui avait fait tirer.

enlevé. La colonne Lafond prise en tête et en écharpe par l'artillerie placée sur le quai, à la hauteur du guichet du Louvre et à la tête du Pont-Royal, fut mise en déroute ; la rue Saint-Honoré, la rue Saint-Floren- tin et les lieux adjacents furent balayés. Une centaine d'hommes essayèrent de résister, au théâtre de la République ; quelques obus les délogèrent ; à six heures du soir tout était fini. Si l'on entendit de loin en loin quelques coups de canon pendant la nuit, ce fut pour empêcher les barricades que quelques habitants avaient cherché à établir avec des tonneaux. Il y eut environ 200 tués ou blessés du côté des sectionnaires et presque autant du côté des conventionnels, la plus grande partie de ceux- ci aux portes de Saint-Roch, car lorsque le combat fut une fois engagé et que le succès ne fut plus douteux, on ne tira plus qu'à poudre[1].

Trois représentants, Fréron, Louvet et Sieyès, montrèrent de la résolution ; la section des Quinze-Vingts, faubourg Saint-Antoine, fut la seule qui fournit 250 hommes à la Convention, tant ses dernières oscillations politiques avaient indisposé le peuple. Toutefois si les faubourgs ne se levèrent pas en sa faveur, ils n'agirent pas non plus contre elle. La force de l'armée de la Convention était de 8.500, hommes en y comprenant les représentants eux-mêmes[2].

Il existait encore des rassemblements dans la section Lepelletier. Le 14 au matin, des colonnes débouchèrent contre eux par les boulevards, la rue de Richelieu et le Palais-Royal ; des canons avaient été placés aux principales avenues ; les sectionnaires furent promptement délogés, et le reste de la journée fut employé à parcourir la ville, à visiter les chefs-lieux de section, ramasser les armes et lire des proclamations ; le soir tout était rentré dans l'ordre, et Paris se trouvait parfaitement tranquille[3].

La Convention ordonna que les auteurs et complices de la révolte sectionnaire seraient jugés par des conseils militaires qui ne devaient durer que dix jours : on pouvait croire que la vengeance serait éclatante ; il y avait certainement lieu à punir. On fit plus de bruit que de mal, il n'y eut que deux individus exécutés : l'émigré Lafond, l'un des commandants sectionnaires, et Lebois, président de la section du théâtre Français, condamné à mort par contumace ; il fut arrêté, se perça de plusieurs coups qui n'étaient pas mortels, et subit son jugement. Les orateurs des sections et les autres chefs militaires avaient pris la fuite, ou s'étaient cachés ; on en condamna un certain nombre par contumace ; on ne les poursuivit pas avec une grande ardeur, et quand on en trouvait on les laissait échapper. Lorsque les contumaces se représentèrent ensuite devant le tribunal

---

La pièce de canon au cul-de-sac Dauphin se trouva un moment sans canonniers pour la servir, les uns avaient été tués, les autres l'avaient abandonnée. S'il y avait eu parmi les sectionnaires deux ou trois hommes de cœur, ils s'en seraient facilement emparés, et leur masse aurait pu faire irruption dans la salle de la Convention. Des patriotes accoururent à la pièce et en continuèrent le service.

1 Dans un autre endroit (*O'Meara*, tom. I, page 407) on lit : Du côté des sections 70 à 80 tués et 3 à 400 blessés ; du côté de la Convention, 30 tués et 250 blessés. On ne l'a jamais bien su au juste, mais ces évaluations sont près de la vérité. Les blessés du côté de la Convention étaient apportés dans la salle de ses séances et dans les pièces y attenantes. Ils y étaient pansés par les femmes des conventionnels. On en compte au moins 150, la plupart *patriotes* de 89.

2 Ce nombre est exagéré même d'après ce qui a été dit plus haut, où les combattants sont évalués à 6.500.

3 *Montholon*, tom. III, page 110.

criminel de Paris pour se faire juger, il les acquitta sur le motif assez singulier que *le 13 vendémiaire il n'y avait point eu de révolte des sections*.

Menou fut aussi mis en jugement comme accusé de trahison. Dans le fait il avait gravement compromis la sûreté de la Convention, et par tout pays un militaire aurait payé de sa tête une semblable faute. Bonaparte dit hautement que si ce général méritait la mort pour avoir parlementé à la section Lepelletier, les représentants du peuple qui l'accompagnaient la méritaient aussi. L'intérêt que lui portait son successeur victorieux, l'indulgence de la justice dans ce moment, les dépositions favorables de quelques représentants, et la composition du conseil de guerre présidé par le général Loison, tirèrent Menou de ce mauvais pas ; il fut acquitté.

La journée du 13 vendémiaire fut un grand événement ; mal jugé en France, dans toute l'Europe on en exagéra les suites : on reprocha à la Convention de ne s'être pas laissée égorger, de s'être baignée dans des flots de sang, et à Bonaparte de s'être souillé par cette victoire. Il n'y en aura point de plus bénigne et de plus légitime pour l'impartiale histoire. Elle valut à Bonaparte le grade de général de division (24 vend.) et le commandement en chef de l'armée de l'intérieur ; mais il n'y fut point nommé par la Convention, ainsi qu'on le dit dans les *Mémoires* de Napoléon[1], par acclamation, lorsque les officiers de cette armée lui furent présentés. Dans tous les rapports partiels et dans le rapport général de Merlin de Douay, sur la journée du 13, on en fit tous les honneurs à Barras : Bonaparte, ni aucun autre général, ne fut nommé. La Convention exprima la reconnaissance nationale à tous les militaires, aux troupes et aux citoyens qui avaient contribué à sa défense.

Barras demanda à la Convention de recevoir dans son sein des *individus* de l'armée de l'intérieur qui voulaient lui témoigner leur dévouement. Ils furent admis dans la séance du 17 vendémiaire. Le général Berruyer porta la parole en leur nom. Le président lui donna l'accolade fraternelle, ainsi qu'à un militaire de chaque arme. Baraillon proposa qu'il fût donné une armure complète aux braves qui s'étaient distingués le 13 ; Barras répondit qu'il lui serait impossible de les désigner, parce que tous avaient fait des prodiges de valeur[2].

Ce fut Fréron qui dans cette séance parla le premier de Bonaparte et fit valoir ses services dans la journée du 13. Cet orateur, dans une motion d'ordre qui avait pour objet de remettre en activité les officiers républicains destitués par le travail d'Aubry, dit :

N'oubliez pas que le général d'artillerie Bonaparte, nommé dans la nuit du 12 pour remplacer Menou, et qui n'a eu que la matinée du 13 pour faire les dispositions savantes dont vous avez vu les heureux effets, avait été retiré de son arme pour le faire entrer dans l'infanterie.

La proposition de Fréron fut renvoyée au comité de salut public.

Dans la séance du 18, Barras appela cependant l'attention de la Convention sur le général Bonaparte. C'est à lui, dit-il, c'est à ses dispositions savantes et promptes qu'on doit la défense de cette enceinte, autour de laquelle il avait distribué des postes avec beaucoup d'habileté. Je demande que la Convention confirme la nomination de Bonaparte à la place de général en second de l'armée

---

1 *Montholon*, tom. III, page 116.
2 C'étaient les généraux Dupont-Chaumont, Loison, Berruyer, Brune, Carteaux, Verdière, Lestranges, Monthoisy, Duvignant, Vachot et les adjudants-généraux Huart et Blondeau.

de l'intérieur. Cette proposition fut décrétée. Elle le fut dans la forme ordinaire et non par acclamation. Du reste Barras resta commandant en chef jusqu'à la clôture de la session conventionnelle (4 brumaire), qu'il donna sa démission.

Dans la séance du 30 vendémiaire, il fit un rapport sur le 13 ; son parti avait alors besoin, pour le succès de ses plans, de réchauffer le souvenir de cette journée qui s'était refroidi ; il s'attribua toutes les dispositions militaires et la rectification de ce qu'il avait trouvé de défectueux dans le placement des divers postes ; il nomma les généraux qu'il avait chargés de les exécuter sous ses yeux ; il ne dit sur Bonaparte que ces mots :

Le général Bonaparte, connu par ses talents, militaires et son attachement à la république, fut nommé sur ma proposition commandant en second (dans la nuit du 12 au 13).

Revenons à l'armée d'Italie, où nous avons laissé le général Kellermann dans sa position de Borghetto, attendant Schérer que le comité de salut public lui avait donné pour successeur. Les cours de Turin et de Vienne n'avaient pris aucunes mesures sérieuses pour conjurer l'orage prêt à fondre sur elles. La première, craignant autant son allié que son ennemi, revenait de plus en plus à l'ancienne politique des puissances d'Italie. L'ambassadeur de la République en Suisse répétait au comité de salut public qu'une seule victoire de l'armée française dans le bassin du Piémont lierait le cabinet sarde au système de la France. L'Autriche, occupée des événements qui allaient se passer sur le Rhin, ne donnait qu'une faible attention aux affaires d'Italie, et le général en chef Dewins consumait son temps en opérations insignifiantes, ou plutôt dans l'inaction.

En apprenant l'arrivée des premiers renforts à l'armée française, ce général voulut un moment sortir de sa léthargie. Le 2e jour complémentaire (18 septembre) il fit attaquer le point de Sucarello ; la défense fut vigoureuse ; les Impériaux furent repoussés avec une grande perte. Jusqu'au 10 vendémiaire an IV, il n'y eut que de simples affaires de postes, dont les résultats peu importants des deux côtés se balancèrent.

Enfin Schérer, attendu depuis un mois, arriva à Nice, accompagné ou suivi de près par deux bonnes divisions de l'armée des Pyrénées, et prit le commandement. Le moment d'agir paraissait approcher, mais les efforts du comité de salut public, pour remédier au dénuement de l'armée, n'avaient pas eu le succès qu'il s'en était promis. Il fallait de l'argent. Villars fut envoyé à Gênes, et parvint à assurer les subsistances pour quelques mois.

Pendant ce temps-là Schérer étudiait le terrain et le personnel de l'armée, et méditait un plan d'offensive. Celui du comité de salut public, ni celui de son prédécesseur, n'obtinrent son assentiment ; il voulut faire du nouveau. Cependant il consulta les généraux de division. L'avis de Masséna fut adopté. Il consistait à faire effort sur la droite du Tanaro pour se rendre maître de la crête de l'Apennin, et écraser successivement les ailes des alliés, en commençant par les Piémontais. La pénurie dans laquelle étaient toujours les différents services retardait l'exécution de ce plan ; Schérer l'avait d'ailleurs soumis au Gouvernement. Il venait de passer des mains du comité de salut public dans celles du Directoire. Le moment n'était pas favorable. Schérer, cédant aux instances de Masséna et de Laharpe, prit sur lui d'attaquer le 24 brumaire. La neige qui, tomba la nuit sur les montagnes voisines du Tanaro ne le permit pas.

Il changea totalement ses premières dispositions ; il renonça à culbuter les Piémontais et résolut d'accabler les Autrichiens dans la rivière de Gênes.

La ligne de défense de l'armée française, forte d'environ 35.000 hommes, s'étendait depuis le rocher de Borghetto, baigné par la mer, jusque sur la cime des montagnes parallèles aux monts de la Planette et de Saint-Bernard. Deux divisions réunies sous le commandement de Masséna occupaient les positions de Sucarello, de Castel-Vecchio, et s'étendaient sur une chaîne de montagnes jusque vis-à-vis le défilé de Garessio sur le Tanaro ; elles formaient le centre. Une division commandée par Serrurier était à Ormeo, et formait la gauche ; Augereau avec 12.000 hommes venus des Pyrénées était à la droite, vis-à-vis Borghetto.

L'armée austro-sarde, forte d'environ 50.000 hommes, occupait la position de Loano et les hauteurs qui aboutissent au Mont-Carmelo ; sa gauche se liait avec son centre par des hauteurs successives jusque sur les montagnes escarpées de Rocca-Barbena, où s'appuyait à l'armée sarde, placée sur les montagnes de Saint-Bernard et la Planette ; sa droite s'étendait jusqu'à Garessio qu'elle occupait en force. Les positions ennemies, fortifiées par l'art et leur escarpement naturel, étaient encore défendues par cent pièces d'artillerie. Un vallon étroit et profond de près de 800 toises, escarpé sur presque tout son front, séparait les deux armées, hormis sur le point du village de Loano, en avant duquel l'ennemi avait établi trois fortes et grandes redoutes sur des mamelons qui dominaient entièrement une plaine d'une lieue d'étendue en tout sens.

Chargé de reconnaître la position de l'ennemi, le général Charlet attaqua, le 26 brumaire (17 novembre) Campo-di-Piétri, détruisit ce poste avancé, prit 3 canons, 400 fusils et 500 hommes. Le 29, un petit bâtiment ayant apporté un approvisionnement de souliers, ils furent distribués aux soldats qui étaient nus pieds, et décidés, pour attaquer, à s'envelopper les pieds avec des lanières tirées de leurs sacs.

Toutes les dispositions ayant été arrêtées pour attaquer, Schérer ordonna aux généraux Masséna et Serrurier de partir le 1er frimaire (22 novembre) vers la nuit pour arriver au point du jour sur l'ennemi. Trois attaques devaient être formées, une fausse et deux véritables. Serrurier était chargé de masquer les camps de Saint-Bernard et de la Planette, et de tenir en échec les troupes piémontaises ; il y réussit.

Masséna marcha, le 1er frimaire, à la nuit tombante, sur le centre de l'ennemi, l'attaqua par ses deux flancs à Rocca-Barbena, le culbuta, s empara des positions de Malsabeno et Banco, et réunissant ses deux divisions, le poursuivit jusqu'à Bardinetto où il s'était rallié, le renversa encore, et prit toute son artillerie ; ce qui ne fut pas pris ou tué, se sauva dans le plus grand désordre du côté de Bagnasco. Au moment où l'attaque recommençait à Bardinetto, Cervoni s'emparait de Melogno, sur lequel devait s'opérer la retraite de l'ennemi ; mais il la fit du côté de Ceva.

Dès le matin, l'attaque commença aussi sur la gauche de l'ennemi et par le feu de 9 chaloupes canonnières postées entre Borghetto et la Pietra. A peine avaient-elles lâché leurs premières bordées, que l'adjudant-général Rusca, à la tête de mille sept cents hommes, aborda les trois mamelons retranchés en avant de Loano ; les trois redoutes furent enlevées.

Pendant ce temps-là le général Baruel, avec deux mille cinq cents hommes, emportait le village de Tuirano et gagnait les hauteurs auxquelles s'appuyait la droite de l'aile gauche de l'ennemi. Mis hors de combat, il fut remplacé par le

chef de bataillon Lannes, qui, secondé par Rusca, emporta cinq positions retranchées, garnies de canons.

Le général Dommartin faisait mettre bas les armes à un corps de neuf cents hommes qui, d'une chartreuse placée dans la gorge et sur le flanc de Tuirano, faisait un feu meurtrier.

Il était trois heures après midi ; les ennemis, chassés de la plaine de Loano et réfugiés à mi-côte du Mont-Carmelo, paraissaient vouloir se rallier. Schérer fit marcher contre eux toute son aile droite, se bornant à les serrer de près, pendant que le chef de bataillon Suchet, qui s'était emparé des hauteurs du Mont-Calvo, en descendait pour envelopper les Autrichiens. A quatre heures, ayant appris les succès de Masséna, le général en chef fit avancer toute sa ligne.

Un orage violent vint couvrir d'une nuit obscure les deux armées et obligea les Français à s'arrêter ; l'ennemi en profita pour se replier sur Final, abandonnant ses tentes et son artillerie. Le lendemain Augereau le poursuivait de près et lui faisait des prisonniers, lorsque Masséna, qui était arrivé la veille sur les hauteurs qui commandent le vallon de Final, s'étant aperçu de la retraite de l'ennemi sur le Mont-Saint-Jacques, fit, descendre rapidement son avant-garde dans ce vallon, tandis que quatre bataillons qu'il avait fait marcher la nuit sur la position de Saint-Jacques, en repoussaient vivement les fuyards de l'aile gauche ennemie qui s'y présentèrent.

Pressés par derrière, sur leurs flancs et sur leur front, les débris de cette partie de l'armée austro-sarde se débandèrent et se dispersèrent par tous les défilés. Le gros de cette armée se retirait sur Vado d'où, chassé par les Français, il continua sa retraite sur Acqui et Alexandrie.

Le 4, Serrurier, renforcé de cinq mille hommes, attaqua à son tour l'armée piémontaise qu'il avait jusque-là contenue, la rejeta sur le Tanaro, s'empara le 5 d'Intropa et de Garcio, força, le 6, les hauteurs de Spinardo, et rejeta l'ennemi dans le camp retranché de Ceva, après avoir abandonné son artillerie. L'armée française se couvrit de gloire. Les trophées de ces victoires furent deux ou trois mille morts, quatre à cinq mille prisonniers, une quantité de canons ; l'occupation des positions de l'ennemi, et des villes de Final, de Vado et de Savone où étaient ses magasins : les Français ne perdirent que mille hommes.

Au lieu de profiter d'une victoire aussi décisive pour en recueillir les fruits, Schérer ne se pénétra pas de l'ascendant qu'elle lui donnait ; il s'arrêta et prit ses quartiers d'hiver : Laharpe, commandant l'avant-garde, cantonna à Savone et dans les environs ; Masséna entre San-Giacomo et Melogno ; Augereau sur la tête des vallons de la Bormida ; Serrurier, sur les hauteurs à droite et à gauche du Tanaro, depuis Ormea jusqu'à Bagnasco. Le centre de l'armée garda le col de Tende et Garessio, et à gauche les vallées de la Vesubia et de la Tinea. Le quartier-général retourna à Nice. Les alliés prirent aussi leurs quartiers d'hiver.

Dans son inaction Schérer médita un plan de campagne pour le printemps suivant. Il se trouvait dans la position la plus heureuse pour séparer les Sardes et les Autrichiens : différentes voies s'offraient à lui, également favorables. Il soumit son plan au Directoire : il était encore dans la joie que lui avait causée la victoire de Loano ; le plan fut approuvé et Schérer chargé d'en préparer l'exécution.

Cependant à mesure que la belle saison s'approchait et que les impressions de la victoire s'effaçaient, on reprocha, non sans raison, à Schérer de n'avoir pas su

profiter de ses avantages. Son quartier-général de Nice comptait, disait-on[1], beaucoup plus d'employés que de militaires. Il demandait sans cesse de l'argent pour solder ses troupes et réorganiser les différents services. Le gouvernement ne pouvant le satisfaire faisait des réponses dilatoires ; Schérer fit connaître que, si l'on tardait plus longtemps, il serait obligé d'évacuer la rivière de Gênes, de revenir sur la Roya et peut-être de repasser le Var. Le Directoire consulta Bonaparte, il remit un mémoire. Un homme tel que lui ne pouvait pas se résigner longtemps à un commandement dans l'intérieur, sans dangers et sans gloire. La guerre était sa vocation ; il avait fait ses premières armes à l'armée d'Italie, et s'y était acquis une certaine renommée ; il avait prouvé aux divers gouvernements qu'il avait étudié et qu'il connaissait à fond le terrain ; qu'à un génie naturel et à des principes positifs, fruits d'une théorie éclairée, il joignait une imagination ardente, un coup d'œil prompt, une volonté forte, un grand mépris des obstacles, en un mot toutes les qualités propres à une guerre d'invasion. Le Directoire lui donna le commandement de l'armée d'Italie (4 ventôse, 23 février 1796).

Ce fut pendant son commandement de celles de l'intérieur que Bonaparte fit la connaissance de madame de Beauharnais. On avait exécuté le désarmement général de Paris ; il se présenta à l'état-major un jeune homme de dix ou douze ans : il demandait en suppliant qu'on lui rendît l'épée de son père, qui avait été général de la République. Ce jeune homme était Eugène Beauharnais. Touché de la nature de sa demande et des grâces de son âge, Bonaparte lui rendit cette épée. En la revoyant Eugène pleura ; le général lui témoigna tant de bienveillance, que madame de Beauharnais crut devoir se rendre chez lui le lendemain pour le remercier. Aucune femme n'avait plus de grâce, ni des manières plus douces et plus attrayantes. La connaissance devint bientôt intime et produisit le sentiment le plus tendre. On en peut juger d'après une lettre écrite à cette époque par Bonaparte[2]. Ils se marièrent le 19 ventôse an IV (9 mars 1799).

Nous n'examinerons point ici si Bonaparte fut nommé général de l'armée d'Italie par l'influence de Barras ou par celle de Carnot[3] ; si son mariage fut la condition de sa nomination et pour ainsi dire la dot de Joséphine ; c'est une question oiseuse et indifférente, à laquelle répondent assez l'amour de Bonaparte pour sa femme, et la réputation militaire qu'il s'était déjà faite. Il fut nommé parce que le Directoire le crut le plus capable de tirer l'armée de la position terne où on

---

1 *Montholon*, tom. III, page 119.

2 Voyez pièces justificatives, n° IV.

3 Il n'est point vrai, dit Carnot, que ce soit Barras qui ait proposé Bonaparte pour le commandement de l'armée d'Italie ; c'est moi-même : mais sur cela, on a laissé filer le temps, pour savoir comment il réussirait, et ce n'est que parmi ses intimes que Barras se vanta d'avoir été l'auteur de la proposition au Directoire. Si Bonaparte eût échoué, c'est moi qui étais le coupable ; j'avais proposé un jeune homme sans expérience, un intrigant ; j'avais évidemment trahi la patrie ; les autres ne se mêlaient point de la guerre ; c'était sur moi que devait tomber toute la responsabilité. Bonaparte est triomphant ; alors c'est Barras qui l'a fait nommer, c'est à lui qu'on en a l'obligation ; il est son protecteur, son défenseur contre mes attaques ; moi je suis jaloux de Bonaparte, je le traverse dans tous ses desseins, je le persécute, je le dénigre, je lui refuse tout secours, je veux évidemment le perdre. Telles sont les ordures dont on remplit, dans le temps, les journaux vendus à Barras. (*Réponse au rapport fait sur la conjuration du 18 fructidor, an V*, par J.-Ch. Bailleul, Hambourg. — 1799.)

laissait croupir son courage invincible et son admirable constance. La suite prouvera si cette opinion était fondée.

CHAPITRE V

Instructions du Directoire pour le général en chef. — Plan de Bonaparte pour entrer en Piémont. — État des armées françaises et ennemies. — Arrivée de Bonaparte à l'armée. — Comment il y est accueilli. — Il manœuvre pour tourner les Alpes. — Mesures sévères de discipline. — Quartier-général à Albenga. — Arrestation de l'émigré Moulin. — Pénurie de l'armée, indiscipline, pillage, plaintes des généraux. — Escarmouches avec l'ennemi. — Projet du Directoire sur Notre-Dame-de-Lorette. — Beaulieu vient couvrir Gênes et déploie son armée.

La France avait deux ennemis puissants à combattre du côté de l'Italie ; les Piémontais et les Autrichiens. Ces derniers surtout étaient redoutables tant par leur haine pour la France république et par leur alliance avec l'Angleterre, son ennemi naturel, que par les ressources inépuisables d'un empire vaste et populeux, et par l'ascendant que leurs possessions en Italie leur donnaient sur le royaume de Sardaigne. La cour de Turin s'était vue obligée de se prêter à toutes leurs demandes et même à leurs caprices ; elle avait conclu avec eux une alliance offensive et défensive, et leur avait remis une partie de ses places fortes. Cependant l'Autriche avait prouvé dans la campagne précédente qu'elle s'inquiétait fort peu des désastres de ses alliés, en les abandonnant à leur sort, à l'approche du danger, et ne s occupant qu'à couvrir ses propres provinces.

En considérant les véritables intérêts de la cour de Turin, on voit qu'ils étaient en quelque sorte intimement liés à ceux de la République. Il n'était pas douteux que cette cour ne désirât l'entière expulsion des Autrichiens hors de l'Italie, dans l'espoir de partager leurs dépouilles. D'un autre côté, si l'armée républicaine pénétrait en Piémont, cette puissance avait à craindre que les idées révolutionnaires ne s'y propageassent. Mais la cour de Turin n'avait point eu à choisir entre ces deux partis ; son alliance avec l'Autriche avait été décidée par la présence de 80.000 Autrichiens sur la frontière de ses états.

Placé entre l'armée autrichienne et la France, le Piémont était forcé de jouer un rôle dans la coalition ; car, s'il eût voulu rester neutre, théâtre inévitable de la guerre, il en eût souffert tous les maux. Le roi de Sardaigne, obligé d'approvisionner ses places et de solder de nouvelles milices, était indemnisé de ses frais par les subsides que lui fournissait l'Angleterre, et la France, à peine sortie des orages révolutionnaires, n'aurait pas pu, en cas d'alliance avec lui, lui assurer pour le moment les mêmes avantages. Elle ne pouvait que lui promettre une partie de sa future conquête, soit le Milanais ou toute autre province : promesse séduisante pour un petit état qui aspire toujours à reculer ses limites, mais dont la réalisation n'était encore présagée par aucun succès. Ainsi il était naturel de croire que le Piémont ne consentirait à une alliance offensive et défensive avec la France qu'après l'expulsion des Autrichiens et l'occupation de son territoire par l'armée de la République. Il résultait donc de cette situation des choses que l'intérêt le plus immédiat du gouvernement français était de diriger ses principaux efforts contre l'armée et les possessions autrichiennes en Lombardie.

Ces considérations servirent de base au plan, d'opérations militaires que le Directoire remit au général en chef de l'armée d'Italie. Il se borna à lui indiquer ses vues principales, s'en reposant sur lui pour les développements et les détails de l'exécution, excepté dans les cas extraordinaires où l'avis du Gouvernement deviendrait absolument nécessaire pour déterminer les mouvements d'une importance majeure et qui n'auraient point été prévus. Le général en chef devait employer tous les moyens en son pouvoir pour faire repasser le Pô aux ennemis, et porter ses plus grands efforts dans la direction du Milanais ; il fallait, avant tout, s'emparer de Ceva. Après s'être rendu maître de cette place, soit qu'il obtînt sur les ennemis une victoire complète, soit qu'ils se retirassent sur Turin, le général en chef était autorisé à les suivre, à les combattre de nouveau, et même à bombarder cette capitale, si les circonstances le rendaient nécessaire.

Il devait rapprocher la gauche de son armée de Coni, pour masquer cette place et en contenir la garnison ; pourvoir le plus tôt possible aux besoins de l'armée, à l aide des ressources que lui offrirait le Piémont, car le Directoire insistait sur la

nécessité de faire subsister l'armée d'Italie dans et par les pays ennemis occupés par elle ; diriger ensuite ses forces contre les Autrichiens, les rejeter au-delà du Pô, s'occuper des moyens de passer ce fleuve, s'assurer des places d'Asti et de Valence, et s'avancer par la droite, sur Tortone. Ce mouvement sur la droite devait mettre la France en situation d'imposer à la république de Gênes, et faciliter à l'agent du Directoire dans cette ville des négociations avantageuses, et même un emprunt que les particuliers génois pourraient fournir au gouvernement français.

L'entrée de l'armée républicaine en Piémont était uniquement considérée comme une disposition préliminaire qui devait la mettre en situation d'attaquer les forces autrichiennes avec plus d'avantage. Lorsque le général en chef porterait la droite de son armée sur Alexandrie et Tortone, il lui deviendrait indispensable, pour assurer la suite de ses opérations, de se mettre en possession de Gavi, soit que les Génois se prêtassent de bonne grâce à lui accorder cette place pendant la durée de la guerre, soit qu'il fallût les y contraindre par un appareil menaçant. Le Directoire, persuadé que le général en chef mettrait dans l'exécution de s cette mesure toute la prudence qu'exigeraient les circonstances et la situation politique de la France, vis-à-vis de la république génoise, lui abandonnait la conduite de cette négociation délicate dont sa présence seule sur les lieux pouvait lui faire connaître la nécessité, les difficultés et les avantages.

Par le mouvement de l'armée républicaine sur sa droite et dans la direction du Milanais, elle acquerrait des avantages importants ; elle forcerait le Piémont, déjà ébranlé, à se ranger sous les drapeaux de la France, et la première victoire qu'elle remporterait sur les Autrichiens deviendrait le gage certain de la ruine totale de leurs forces dans cette contrée ; elle ferait trembler toute l'Italie, et la coalition de toutes ces petites puissances en faveur de la cause autrichienne serait dissoute.

Le Directoire indiquait cette marche au général en chef comme la seule à suivre ; c'était une base, donnée à laquelle devaient se rapporter tous les, mouvements secondaires commandés par les événements ; c'était, en un mot, le but vers lequel tout devait marcher, sans s'en écarter un seul instant.

Le Directoire ne se dissimulait pas que ces grandes opérations ne pouvaient être tentées par la droite ou le centre de l'armée d'Italie sans le concours immédiat du reste de cette armée. Le général en chef devait donc s'assurer qu'une partie de l'armée ne serait point coupée de l'autre, veiller attentivement sur sa gauche, et mettre, par i ses bonnes dispositions, les troupes piémontaises postées à Coni, dans l'impuissance de lui nuire et de rien entreprendre.

Quoiqu'il fut de l'intérêt de la France de diriger ses principaux efforts contre les Autrichiens, et, par ses succès contre eux, d'amener le Piémont à une alliance avantageuse pour la République, le Directoire recommandait au général en chef de ne point ménager les Piémontais tant qu'ils seraient ennemis ; de chercher, par tous les moyens en son pouvoir, à exciter les mécontents du royaume, et à les faire éclater contre la cour de Turin d'une manière générale ou partielle. Cette diversion utile à l'armée d'Italie facilitait à l'armée des Alpes, agissant de concert avec sa gauche, la conquête rapide du Piémont, dont la possession, pendant la guerre, devait, à la paix, assurer des conditions avantageuses à la France.

Le Directoire recommandait au général en chef de maintenir une sévère discipline ; d'épargner aux habitants des pays conquis les désastres que le fléau de la guerre entraîne après lui ; de faire lever de fortes contributions, dont une

moitié devait être versée dans les caisses consacrées au service des diverses administrations, et l'autre destinée à payer en numéraire le prêt et la solde de l'armée.

Le Gouvernement se réservait la faculté de faire la paix. Le général en chef ne devait donc accorder aucune suspension d'armes, ni ralentir ses opérations militaires ; il devait accueillir toutes les propositions qui pourraient tendre à une pacification, et les faire passer sur-le-champ au Directoire.

Le Directoire, en transmettant cette instruction au général en chef, l'autorisait à s'emparer de la forteresse de Savone, si les circonstances rendaient cette opération utile pour la sûreté de l'armée, et lui recommandait, dans ce cas, d'user envers la république de Gênes de tous les ménagements qu'exigeait vis-à-vis d'elle la situation politique de la France[1].

Le Directoire avait donc principalement développé le but de la campagne, et en avait simplement indiqué le plan, laissant au général en chef la liberté de combiner les opérations militaires et tous les moyens d'exécution. Il s'agissait d'entrer en Italie en tournant les Alpes.

Le roi de Sardaigne, que sa position géographique a fait appeler le portier des Alpes, avait, en l'an IV, des forteresses à l'issue de toutes les gorges. qui conduisent en Piémont. Pour pénétrer en Italie, en forçant les Alpes, il fallait s'emparer d'une ou de plusieurs de ces forteresses ; les routes ne permettaient pas le transport de l'artillerie de siège. Les montagnes sont couvertes de neige pendant les trois quarts de l'année, ce qui ne laisse que très- peu de temps pour le siège des places. Bonaparte. conçut le projet de tourner toutes les Alpes et d'entrer en Italie, précisément au point où cessent ces hautes montagnes et où les Apennins commencent. Savone, port de mer et place forte, se trouvait placée pour servir de dépôt et de point d'appui. En pénétrant en Italie, par cette ville, Cadibone, Carcari et la Bormida, on pouvait se flatter de séparer les armées sarde et autrichienne, puisque, de là, on menacerait également la Lombardie et le Piémont, on pourrait marcher sur Milan comme sur Turin[2].

L'armée alliée était commandée en chef par le général Beaulieu, officier distingué qui avait acquis de la réputation dans les armées du Nord. Elle s'élevait à quatre-vingt mille hommes, divisés en deux grands corps ; l'armée active autrichienne forte de trente-huit mille hommes et de cent quarante pièces de canon, aux ordres des lieutenants-généraux d'Argenteau, Mélas, Wukassowich, Leptay et Schattendorf ; l'armée active de Sardaigne, forte de vingt-deux mille hommes et de soixante pièces de canon, sous les généraux autrichiens Colli, Provera et Latour. Le reste des forces sardes, au nombre de vingt mille hommes, sous le commandement du duc d'Aoste, tenait garnison dans les places et défendait la frontière opposée à l'armée des Alpes. Devant l'armée alliée de soixante mille hommes, la République se présentait avec une armée de trente et un mille hommes sous les armes, dont vingt-huit mille d'infanterie, trois mille de cavalerie et trente pièces de canon. Elle se composait de quatre divisions d'infanterie commandées par les généraux Masséna, Augereau, Laharpe et Serrurier, et de deux divisions de cavalerie de mille cinq cents hommes chacune, aux ordres des généraux Kilmaine et Stengel. Enfin l'armée avait pour chef d'état-major Alexandre Berthier, un des généraux les plus capables d'en remplir les fonctions,

---

1 Lettre du 16 ventôse (6 mars).
2 *Montholon*, tom. III, page 172.

qui devint le compagnon de Bonaparte, et dont le nom désormais va se trouver lié à toutes ses campagnes.

La pénurie des finances était telle en France, que le gouvernement ne put donner que deux mille louis en espèces au trésor de l'armée pour l'ouverture de la campagne, et un million en traites qui furent en partie protestées. L'armée manquait de tout et ne pouvait rien espérer de la France ; elle devait donc tout attendre de la victoire ; ce n'était que dans les plaines d'Italie qu'elle pouvait organiser ses transports, atteler son artillerie, habiller ses soldats, monter sa cavalerie. Si elle avait eu à lutter dans une bataille générale, l'infériorité du nombre de son artillerie et de sa cavalerie lui aurait difficilement permis d'attaquer avec espoir de succès ; mais elle pouvait suppléer au nombre par la rapidité des marches, au manque d'artillerie par la nature des manœuvres, à l'infériorité de sa cavalerie par le choix des positions. Le moral des soldats français était excellent : ils s'étaient aguerris sur le sommet des Alpes et des Pyrénées, en proie aux privations, à la pauvreté et à la misère.

Tel était l'état des choses quand Bonaparte arriva à Nice, le 7 germinal (27 mars), et prit le commandement de l'armée, et s'annonça aux généraux. La plupart d'entre eux, ses aînés en âge et dans la carrière, lui donnèrent d'honorables témoignages de leur déférence. Masséna lui répondit : Depuis longtemps vous connaissez la justice que je rends à vos talents militaires ; je ferai en sorte de mériter votre confiance, comme je l'ai obtenue de tous les généraux qui ont commandé jusqu'à ce jour.

Augereau lui répondit : Je me félicite d'être sous vos ordres, connaissant votre civisme et vos talents militaires. Je ferai mon possible pour remplir vos intentions dans tous les ordres que vous me donnerez ; comptez sur mon zèle, mon activité et mon dévouement à la chose publique.

Telle était l'opinion qu'avaient de Bonaparte, telle était l'attitude que prenaient devant lui des guerriers éprouvés dans le commandement, et qui pouvaient se regarder comme ses rivaux[1].

Schérer présenta à Bonaparte le tableau de situation de l'armée. Il la trouva pire encore que tout ce qu'il avait pu s'imaginer. Le pain était mal assure ; on ne distribuait plus de viande. Chaque jour la position empirait ; elle n'était plus tenable ; il fallait avancer ou reculer. Le général, en chef fit mettre l'armée en mouvement pour surprendre l'ennemi dès le début de la campagne, l'étourdir par des succès éclatants et décisifs. En passant la revue des troupes, il leur dit : Soldats ! vous êtes nus, mal nourris, le gouvernement vous doit beaucoup ; il ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu de ces rochers sont admirables ; mais ils ne vous procurent aucune gloire, aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir ; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de

---

1 Decrès, depuis ministre de la marine, l'avait beaucoup connu, et croyait pouvoir être familier avec lui. Quand nous apprîmes, disait-il, que le nouveau général allait traverser Toulon, je m'offris aussitôt à tous mes camarades pour les présenter en me faisant valoir de ma liaison. Je cours plein d'empressement et de joie, le salon s'ouvre, je vais m'élancer, quand l'attitude, le regard, le son de voix du général suffisent pour m'arrêter : il n'y avait pourtant en lui rien d'injurieux, mais c'en fut assez ; à partir de là, je n'ai jamais été tenté de franchir la distance qui m'était imposée. (*Las Cases*, tom. I, page 208).

courage ou de constance ? Ce discours d'un jeune général de 26 ans, qui rappelait à l'armée le siège de Toulon et les combats de Saorgio et de Caïro, fut accueilli par de vives acclamations.

Pour tourner les Alpes et entrer en Italie par le col de Tende, il fallait rassembler toute l'armée sur son extrême droite. Serrurier prit position à Garessio avec sa division, pour observer les camps du général Colli, près Ceva ; Masséna et Augereau le long de la mer, à Loano, Finale et Savone. La- harpe était placé pour menacer Gênes ; son avant- garde, commandée par le général Cervoni, alla prendre position en avant de Voltri.

Dès-lors se manifesta le caractère nouveau que Bonaparte sut donner au commandement. Il débuta par un acte de sévérité nécessaire au rétablissement de la discipline.

Le troisième bataillon de la 29e demi-brigade s'était rendu coupable de désobéissance en refusant de marcher aux divisions actives, sous prétexte qu'il n'avait ni souliers ni argent. Bonaparte ordonna d'arrêter le capitaine Duverney, commandant ce bataillon, pour le traduire, avec les principaux chefs de la mutinerie, devant un conseil militaire, de licencier et de renvoyer chez eux les officiers et sous-officiers qui s'étaient rendus coupables, excepté les officiers des grenadiers qui s'étaient bien conduits ; quant aux soldats, les plus coupables, de les incorporer à Marseille dans la 83e demi-brigade ; et de disséminer les autres dans les différents bataillons de l'armée[1].

Bonaparte écrivit au Directoire du quartier-général de Nice, le 8 germinal (28 mars), pour lui faire part de son arrivée et de sa réception à l'armée ; de l'état où il la prenait, de ses espérances pour l'avenir, et de la situation politique où la République allait se trouver avec Gênes.

Il se plaignait de la lenteur que les quatre départements de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Var et des Basses-Alpes, formant l'arrondissement de l'armée d'Italie, apportaient au paiement de l'impôt exigé par la loi du 7 vendémiaire, consistant en un emprunt forcé, contributions en grains, fourrages et chevaux. Il faisait espérer cependant une telle amélioration dans la partie administrative et dans les approvisionnements, que l'armée serait assurée de manger dorénavant de bon pain et d'avoir de la viande : déjà elle avait touché des à-comptes sur son prêt arriéré. Il instruisait le Directoire des mesures d'ordre qu'il avait prises pour réprimer l'insubordination du bataillon qui s'était mutiné, de la confiance avec laquelle il avait été reçu à l'armée, et particulièrement de l'accueil que lui avait fait le général Schérer, qu'il recommandait au Directoire comme capable de remplir un emploi utile à la République.

Notre position avec Gênes est très-critique, ajoutait-il, on se conduit très-mal. On a fait trop ou pas assez ; mais heureusement cela n'aura pas d'autre suite.

Le gouvernement de Gênes a plus de génie et plus de force que l'on ne croit ; il n'y a que deux partis à prendre avec lui : s'emparer de Gênes par un coup de main prompt ; mais cela est contraire à vos intentions et au droit des gens ; ou bien vivre en bonne amitié, et ne pas chercher à leur tirer leur argent, qui est la seule chose qu'ils estiment.

---

1 Lettre au chef de l'état-major, 9 germinal (29 mars).

Tandis que l'armée s'avançait dans la rivière de Gênes, le général en chef continuait de prendre des mesures d ordre et de discipline ; il ordonnait divers mouvements sur Albenga, pour assurer le service des étapes et le logement des troupes, et faisait des dispositions relatives aux subsistances et à la comptabilité de l'armée[1]. Il entrait dans les détails les plus minutieux, pour le bien-être du soldat.

On donnera de la viande fraîche cinq fois par décade, mandait-il au chef de l'état-major[2] ; les bataillons qui ont pris aujourd'hui de la viande salée auront demain de la viande fraîche ; et ceux qui ont eu aujourd'hui de la viande fraîche auront demain du salé.

Instruit que des commissaires des guerres et des officiers avaient en caisse des sommes provenant des contributions des pays conquis et d'autres revenus de l'armée, il ordonna qu'elles fussent versées sans délai dans la caisse du payeur, afin, mandait-il[3], qu'il en soit disposé pour le bien du service, et pour procurer au soldat ce qui lui est dû.

Un émigré nommé Moulin avait été pris à Orméa et transféré à Nice, par ordre du général Serrurier ; Bonaparte ordonna de réunir une commission militaire pour le juger[4].

Depuis le commencement de la guerre, le quartier-général était toujours resté stationné à Nice. Bonaparte le porta à Albenga.

Il éprouva du regret de ce que son prédécesseur Schérer avait poussé ses corps avancés jusque dans la rivière de Gênes. Par là on avait donné l'éveil aux Autrichiens, et on les avait tirés de leurs quartiers d'hiver où Bonaparte eût préféré les surprendre. Ils avaient passé le Pô et porté des avant-postes à Dégo, sur la Bormida, laissant Gavi derrière eux. Le roi de Sardaigne, de son côté, se donnait le plus grand mouvement ; il avait fait une réquisition de tous les jeunes gens depuis l'âge de 15 ans. L'entrée de l'armée française sur le territoire de Gênes avait inspiré de la défiance à cette république ; elle avait pris des mesures de défense. Bonaparte, ayant trouvé le mouvement commencé, se voyait contraint de le poursuivre. D'ailleurs la situation pressée de son armée ne lui permettait plus de choisir entre deux partis. Elle devait se faire jour l'épée à la main, pour aller chercher des vivres en Lombardie ; mais voulant mettre sa responsabilité à couvert en cas de rupture avec Gênes ou de revers, il écrivit au Directoire pour lui faire part de son extrême mécontentement sur le mouvement opéré dans la rivière de Gênes, mouvement d'autant plus déplacé, ajoutait-il[5], qu'il a obligé cette république à prendre une attitude hostile, et a réveillé l'ennemi que j'aurais pris tranquille ; ce sont des hommes de plus qu'il nous en coûtera.

En effet, Beaulieu avait rassemblé les divisions éparses de son armée et envoyé demander à la république de Gênes le passage des débouchés des Alpes et de l'Apennin, pour entrer en France, tandis que de son côté le ministre français à Gênes demandait au sénat le passage de la Bochetta et les clefs de Gavi, annonçant que l'armée voulait pénétrer en Lombardie, et appuyer ses opérations

---

1 Lettres des 9, 10, 11, 12, 15 et 16 germinal (mars).
2 Lettre du 10 germinal (30 mars).
3 Lettre au chef de l'état-major, 11 germinal (31 mars).
4 Lettre au chef de l'état-major, 16 germinal (5 avril).
5 Lettre au Directoire, le 17 germinal (6 avril).

sur Gênes. L'anxiété et la rumeur furent extrêmes dans cette ville ; le sénat et les conseils se mirent en permanence.

Le 15 germinal (4 avril), le général en chef fit faire une reconnaissance vers Caïro. Les avant-postes ennemis furent culbutés, et les Français firent quelques prisonniers.

Bonaparte en instruisit le Directoire. Dans peu de jours nous en serons aux mains, lui mandait-il ; Beaulieu a publié un manifeste que je vous envoie, et auquel je répondrai le lendemain de la bataille.

Il annonçait la mort de l'ordonnateur Chauvet. C'est une perte réelle pour l'armée, ajoutait-il[1] ; il était actif, entreprenant. L'armée a donné une larme à sa mémoire. Cet ordonnateur était très- attaché à Bonaparte. Il fut vivement affecté de sa mort ; elle lui inspira de tristes réflexions dans une lettre qu'il écrivit à Joséphine[2].

L'émigré Moulin, arrêté à Orméa par la division Serrurier, était un parlementaire adressé par le général Colli à Bonaparte. Le caractère de cet envoyé fut trouvé injurieux pour la République et pour l'armée. Bonaparte en donna connaissance au Directoire. Je vous envoie, écrivait-il[3], la lettre du général Colli, et la réponse que je lui ai faite. J'espère qu'elle sera conforme à vos intentions.

Le Directoire lui répondit[4] : L'atteinte portée à la dignité nationale par le général ennemi, en vous envoyant, comme parlementaire, un émigré, justifie le parti que vous avez pris de le retenir, et le Directoire l'approuve ; mais vous devez seulement le garder en lieu de sûreté, et non le traduire en jugement, vu le caractère dont il est revêtu.

Tout en instruisant le gouvernement de la situation déplorable de son armée, Bonaparte paraissait cependant rassuré pour l'avenir. Elle est dans un dénuement à faire peur, mandait-il[5], j'ai de grands obstacles à surmonter ; mais mais ils sont surmontables. La misère y autorise l'indiscipline, et sans discipline, point de victoire. J'espère que tout s'arrangera promptement ; déjà tout change de face. Une partie de marbres dont il s'était emparé à Oneille, et dont il espérait tirer une somme de 30 à 40.000 francs, lui paraissait une ressource précieuse.

Mais la correspondance des généraux de division avec le général en chef offrait le plus triste tableau du dénuement de leurs troupes, et de la fâcheuse influence qu'il avait sur la discipline et le moral du soldat. Une famine affreuse désolait l'armée. A Orméa, le général Serrurier n'avait en magasin que sept quintaux de farine et huit quintaux de foin[6]. A la division Laharpe, le soldat avait entièrement entièrement rompu le frein de la discipline. Des patrouilles erraient, pieds nus et en fureur, dans la campagne, des officiers à leur tête, pillant l'habitation du paysan, dévastant, massacrant tout, et se livrant aux plus épouvantables excès.

Laharpe avait employé tous les moyens possibles pour ramener ses troupes à l'ordre ; tous avaient été vains. La mutinerie était à son comble. Du pain ! du pain ! et encore du pain ! écrivait-il à Bonaparte. Au nom de l'humanité, au nom

---

1 Lettre au Directoire, 17 germinal (6 avril).
2 Voyez pièces justificatives, n° V.
3 Lettre au Directoire, 19 germinal (8 avril).
4 Lettre du Directoire, 4 floréal (23 avril).
5 Lettre au Directoire, 17 germinal (6 avril).
6 Lettre de Serrurier, 19 germinal (8 avril).

de la liberté qu'on assassine, venez à notre secours ! Envoyez-nous de quoi traîner notre malheureuse existence sans commettre de crimes. Qui aurait jamais cru que les braves de l'armée d'Italie, après tant de sacrifices faits, auraient pour récompense la cruelle alternative de mourir de faim ou de s'ériger en brigands ? Le désordre affreux auquel la troupe se livre nous entraîne vers notre ruine, nous déshonore et nous prépare les plus cruels revers. Mon caractère de fermeté ne pouvant se plier à voir de pareilles choses, et encore moins à les tolérer, il ne nie reste qu'un parti, celui de me retirer. Je vous prie donc, mon général, d'accepter ma démission, et d'envoyer un officier prendre le commandement qui m'est confié, préférant labourer la terre pour vivre, plutôt que de me trouver à la tête de gens qui sont pires que n'étaient autrefois les Vandales[1].

Il écrivait lettres sur lettres au général en chef et lui demandait instamment des vivres. Dans toutes il répétait le tableau de sa situation désolante, avec cette énergie et cette éloquence que fournissent le désespoir ; mais les approvisionnements n'arrivaient pas : le soldat était en proie aux plus horribles souffrances.

Le chef de la 70e demi-brigade, Chambarlhac, écrivait à Bonaparte dans les mêmes termes, le priant d'accepter sa démission, ne voulant pas servir, disait-il, avec des soldats qui ne connaissaient ni subordination, ni obéissance, ni loi, et qui menaçaient à chaque instant leurs officiers et leurs chefs.

Le chef de brigade Maugras en écrivait autant. Cette indiscipline générale était le résultat de la misère où se trouvait l'armée à l'ouverture de la campagne, par la rareté des subsistances dans le pays qu'elle occupait, et la pénurie du trésor public pendant le passage du papier-monnaie au numéraire. Cet état continua encore quelque temps et parla faute des administrations, après les premières victoires, qui ouvrirent à l'armée un pays fertile.

La situation embarrassée où se trouvait le général en chef s'était accrue de la mort de l'ordonnateur Chauvet. Personne ne se trouvait capable de le remplacer dans l'armée. Aussi Bonaparte demandait-il au Directoire de lui envoyer un commissaire-ordonnateur habile, distingué et de génie ; se plaignant de n avoir autour de lui que des pygmées qui laissaient mourir le soldat dans l'abondance[2].

Le général en chef n'accepta point la démission du général Laharpe, qui continua à rendre de grands services jusqu'à sa mort, après le combat de Fombio. Les deux premières décades de germinal se passèrent en mouvements de troupes, en reconnaissances et en escarmouches d'avant-garde de la part des deux armées. Bonaparte regardait les hauteurs de Montenotte comme un point militaire des plus importants. Masséna lui indiquait aussi cette position comme nécessaire à occuper le plus tôt possible.

La campagne était à peine ouverte, aucune action notable n'en pouvait faire présager l'issue, et le Directoire rêvait déjà la conquête du trésor de Notre-Dame-de-Lorette. On lui avait présenté un mémoire où il était dit que Lorette n'étant pas éloignée de plus de 45 lieues de Gênes, il était facile, par un coup de main exécuté promptement et le plus secrètement possible, de s'emparer de la Casa Santa et des trésors immenses que la superstition y entassait depuis des

---

1 Lettres de La Harpe, 19, 20, 26 germinal (avril).
2 Lettre du 9 floréal (29 mars).

siècles. On les évaluait à dix millions sterlings, et on pensait que 10.000 hommes, bien dirigés, suffisaient pour exécuter cette entreprise.

En faisant part de ce projet à Bonaparte, le Directoire ne lui proposait point d'engager ainsi à 50 lieues de lui, dans un pays ennemi, un corps de 6.000 hommes qui, par son absence, affaiblirait l'armée et l'exposerait lui-même à une expédition aventureuse ; mais il croyait à la possibilité de parvenir au même but en confiant cette expédition à un corps de partisans commandés par un chef audacieux et entreprenant. Il l'engageait toujours à tenter l'entreprise, s'il connaissait à l'armée un homme capable de l'exécuter[1]. Bonaparte avait bien d'autres pensées : l'exécution de ce projet, alors impraticable, était réservée à d'autres temps.

Cependant Beaulieu, ayant ordre de sa cour de prendre l'offensive, et voyant que Bonaparte voulait pénétrer en Lombardie, avait fait avancer le gros de son armée pour couvrir Gènes. Il avait porté son quartier-général à Novi et partagé son armée en trois corps. La droite, c'est-à-dire l'armée sarde, aux ordres de Colli, avait son quartier-général à la forteresse de Ceva, et devait défendre la Stura et le Tanaro. Le centre, commandé par d'Argenteau, avait son quartier-général à Sasello et marchait sur Montenotte pour couper l'armée française pendant sa marche sur Gênes, et tomber sur son flanc gauche. Beaulieu en personne commandait sa gauche et s'avançait par la Bochetta sur Voltri. Il divisait ainsi ses forces, séparant ses trois corps d armée par de hautes montagnes qu'il était obligé de tourner pour communiquer avec eux. L'armée française, au contraire, disposée le long de la mer, pouvait se réunir promptement pour tomber en masse sur chacun des corps ennemis, et les écraser l'un après l'autre.

Mais n'oublions pas qu'en écrivant la vie publique de Bonaparte, c'est de l'homme tout entier que nous avons voulu tracer l'histoire, et revenons à quelques détails sur son intérieur. La carrière qui s'ouvrait devant lui, les travaux, les fatigues, les dangers dont elle était semée, ne pouvaient le distraire du sentiment vif et profond qu'il avait voué à Joséphine. Au contraire, sa passion s'augmentait encore par les tourments de l'absence. Joséphine était restée à Paris. Au milieu de ses graves occupations et du tumulte des camps, Bonaparte trouvait toujours le temps de lui exprimer celui dont son âme était violemment agitée. C'est ce qu'on voit dans les lettres qu'il lui écrivait à cette époque, et qui ne sont que le commencement d'une correspondance qui dura sur le même ton jusqu'au moment où, se rendant à ses vœux, Joséphine vint le trouver en Italie[2].

---

1 Lettre du Directoire, 23 germinal (12 avril).
2 Voyez pièces justificatives, n° VI.

CHAPITRE VI

Entrée en campagne. — Batailles de Montenotte et de Millesimo. — Séparation des armées sarde et autrichienne. — Nouvelles instructions du Directoire. — Combats de Dégo et de Saint-Jean. — Combat de Saint-Michel, et bataille de Mondovi.

Après trois jours de mouvements pour donner le change, Beaulieu fit attaquer par une division de dix mille hommes l'avant-garde de l'armée française en position devant Voltri, à deux lieues de Gênes. Elle était composée de la 70e et de la 9ge demi-brigade, formant 3.000 hommes, aux ordres du général Cervoni. Elle soutint le feu avec intrépidité ; loin de se laisser imposer par cette attaque sur sa droite, Bonaparte ordonna au général Cervoni de prolonger, s'il était possible, le combat jusqu'à la nuit, et de se replier par une marche forcée, en cachant son mouvement à Beau- lieu, sur le centre de l'armée française appuyé sur les hauteurs de la Madone de Savone, par où l'ennemi paraissait vouloir déboucher. Ce combat fut opiniâtre. Le général Cervoni défendit son poste jusqu'à la nuit, et exécuta avec ordre son mouvement rétrograde, protégé par des détachements que le général Laharpe avait envoyés au-devant de lui.

Le 21 germinal (10 avril), à quatre heures du matin, les généraux d'Argenteau et Roccavina, commandant le centre de l'armée ennemie, fort de 18.000 hommes dont 5.000 Piémontais, attaquèrent les positions qu'occupait le centre des Français, et les culbutèrent[1]. A une heure après-midi, ils se portèrent sur la redoute de Monte-Legino, leur dernier retranchement, chassant devant eux une forte reconnaissance que le chef de brigade Rampon, chargé de défendre ce poste avec 1.500 hommes, avait envoyée à leur rencontre ; elle fut rejetée dans la redoute. D'Argenteau essaya de l'enlever d'emblée ; il ordonna trois attaques consécutives, et fut repoussé. Cette redoute, écrivit Bonaparte au Directoire[2], était imprenable, par le courage de ceux qui la défendaient. Le chef de brigade Rampon, par un de ces élans qui caractérisent une aine forte et formée pour les grandes actions, fit, au milieu du feu, prêter serment à ses soldats de mourir dans la redoute. Les troupes ennemies, étant fatiguées, prirent position et passèrent la nuit du 21 au 22 à portée du pistolet.

Pendant la nuit, Laharpe, avec toutes les troupes de la droite renforcées des deux brigades du général Cervoni, prit position derrière Rampon, sur le sommet du Monte-Legino. A une heure après minuit, Bonaparte partit de Savone avec les généraux Berthier et Masséna, et une partie des troupes du centre et de la gauche, et se porta, par Altare, sur le flanc et le derrière de l'ennemi, près du village de Montenotte. C'est dans cette situation que les armées en vinrent aux mains ; le succès de cette journée fut le premier triomphe de Bonaparte, celui par lequel il préluda à la longue série de victoires qui devaient l'immortaliser comme le premier capitaine de son siècle.

Le 22 germinal (11), à la pointe du jour, d'Argenteau, enveloppé de tous côtés, fut attaqué en tête par Rampon et Laharpe. Ils se choquèrent avec vigueur et eurent des succès variés, lorsque le général Masséna parut, semant la mort et l'épouvante sur le flanc et le derrière de l'ennemi[3]. En ce moment le désordre des Autrichiens devint extrême ; tout fut tué, pris ou se débanda. Les Français restèrent maîtres du champ de bataille. La déroute de l'ennemi a été complète, écrivait Bonaparte au Directoire. Deux de ses généraux, d'Argenteau et Roccavina, ont été grièvement blessés. La perte de l'ennemi se monte à trois ou

---

1 Dans sa lettre au Directoire, 23 germinal, Bonaparte dit que cette attaque fut commandée par Beaulieu en personne. C'est évidemment une erreur. D'Argenteau et Roccavina commandaient le centre de l'armée autrichienne, qui seul prit part à la bataille de Montenotte. Beaulieu avec sa gauche était sur la Bochetta, et ignorait que son centre fût engagé.

2 Lettre au Directoire, 23 germinal.

3 Lettre de Bonaparte au Directoire, 23 germinal.

quatre mille hommes, parmi lesquels plus de 2.500 prisonniers, un colonel, huit ou dix officiers supérieurs et plusieurs drapeaux.

Généraux, officiers et soldats, tous ont soutenu dans cette journée mémorable la gloire du nom français[1].

Ce début de la campagne réveilla en France l'énergie nationale, et fut une heureuse diversion aux dissensions qu'y entretenaient les partis et de misérables rivalités entre les premiers pouvoirs. Alors retentit de nouveau à la tribune l'éloge des guerriers républicains, et le Corps Législatif répondit à la victoire de l'armée d'Italie par cette formule : *bien mérité de la patrie*, qu'il lui était réservé d'user, pour ainsi dire, par ses innombrables exploits.

Le Directoire félicita aussi le général en chef de le voir justifier par les lauriers qu'il venait de cueillir le choix qu'il avait fait de lui pour conduire l'armée d'Italie à la victoire. Il lui offrait le tribut de la reconnaissance nationale, l'invitait à la mériter de plus en plus et à prouver à l'Europe que Beau lieu, pour avoir changé de champ de bataille, n'avait pas changé d'ennemis ; que battu au nord, il le serait aussi constamment par la brave armée d Italie ; et qu'avec de tels défenseurs, la liberté triompherait des ennemis impuissants de la république[2]. Mais en exaltant le courage des soldats français, la victoire de Montenotte n'avait pas pu améliorer de suite leur situation ; ils étaient toujours en proie à la plus effrayante misère, et leurs succès leur donnaient plus d'audace pour se plaindre. Dans une grande revue que le général en chef passa dans les nouvelles positions occupées par l'armée, ils demandèrent impérieusement des habits et du pain, menaçant de refuser le service. Dans l'impossibilité de satisfaire à leurs besoins, inspiré par l'à-propos, au lieu de discuter les plaintes séditieuses des troupes mutinées, il dit, en leur montrant du haut de l'Apennin les plaines du Piémont et du Milanais : Soldats ! voilà les champs de la fertile Italie ! l'abondance est devant vous ; sachez la conquérir, sachez vaincre, et la victoire vous fournira demain tout ce qui vous manque aujourd'hui. Ces paroles enflammèrent les soldats d'une nouvelle ardeur. Ils y répondirent par la victoire de Millesimo.

Cependant Beaulieu, tandis qu'une partie de son armée était aux mains avec l'armée française dans les champs de Montenotte, s'était de nouveau présenté à Voltri et n'y avait trouvé personne. Il s'y était abouché sans obstacle avec l'amiral anglais Nelson. Séparé de son centre, ce ne fut que le germinal au matin qu'il apprit la perte de la bataille de Montenotte et l'entrée des Français dans le Piémont. Il replia son corps d'armée en toute hâte sur Acqui, et la fit repasser par les mauvais chemins où les dispositions de son plan l'avaient forcé de se jeter. En lui faisant perdre un temps précieux ce détour lui devint funeste, tar il ne put conduire qu'une partie des troupes de sa gauche à la bataille de Millesimo.

Le 23 germinal (12 avril), Bonaparte transporta & son quartier-général à Carcari. Les Piémontais s'étaient retirés sur Millésime, et les Autrichiens sur Dégo. Ces deux positions étaient liées par une brigade piémontaise qui occupait les hauteurs de Biestro. A Millésime, les Piémontais étaient à cheval sur le chemin qui couvre le Piémont. Ils furent rejoints par leur général, Colli, avec tout ce qu'il put tirer de la droite. A Dégo, les Autrichiens occupaient la position qui défend le chemin d'Acqui, route directe du Milanais. Beaulieu les rejoignit avec une partie de son corps d'armée, ayant laissé sur ses derrières différents postes pour

---

1 Lettre de Bonaparte au Directoire, 23 germinal (12 avril).
2 Lettre au Directoire, 4 floréal (24).

protéger ses convois. Dans cette position, ce général se trouvait en mesure de recevoir tous les renforts que pourrait lui fournir la Lombardie. Ainsi, les deux grands débouchés du Piémont et du Milanais étaient couverts, et quelque avantageuse qu'eût été pour les Français la victoire de Montenotte, l'ennemi avait trouvé, dans la supériorité du nombre, de quoi réparer ses pertes.

Bonaparte ordonna au général de division La- harpe de se porter sur les hauteurs de Sasello, pour menacer d'enlever les huit bataillons que l'ennemi avait dans cette ville, et de se porter, le lendemain, par une marche cachée et rapide, dans la ville de Caïro. Le général Masséna se porta avec sa division sur les hauteurs de Dégo. Le général de brigade Ménard occupa les hauteurs de Biestro ; le général de brigade Joubert, avec la 1re d'infanterie légère, occupa l'importante position de Sainte-Marguerite. Le général Augereau, dont la division n'avait pas donné à la bataille de Montenotte et qui était en marche depuis deux jours, entra, le 24, dans la plaine de Carcari, et poussa la droite de l'ennemi avec tant de vigueur, qu'il lui enleva les gorges de Millesimo et cerna le mamelon de Cossaria. Le général Provera, commandant deux mille hommes de l'arrière-garde autrichienne, fut coupé et se retrancha dans les ruines d'un vieux château fort, où il arrêta la marche d'Augereau. De cette hauteur, Provera voyait la droite de l'armée sarde qui faisait ses dispositions pour livrer bataille le lendemain. Il eut l'espoir d'être dégagé, et résolut de défendre ce poste important jusqu'à la dernière extrémité. Le général Augereau fit avancer son artillerie ; on se canonna pendant plusieurs heures. A onze heures du matin, ennuyé de voir sa marche arrêtée par une poignée d'hommes, Bonaparte fit sommer le général Provera de se rendre. Il demanda à parler au général en chef ; mais une vive canonnade qui s'engageait vers sa droite l'obligea à s'y transporter. Provera parlementa avec le général Augereau pendant plusieurs heures ; les conditions qu'il proposait ne paraissant pas acceptables, Augereau fit former quatre colonnes et marcha sur le château de Cossaria. Déjà l'intrépide Joubert, grenadier pour le courage, et bon général par ses connaissances et ses talents militaires, avait passé avec sept hommes dans les retranchements ennemis ; mais, blessé à la tête, il fut renversé par terre. Ses soldats le crurent mort et le mouvement de sa colonne se ralentit. Sa blessure ne fut pas dangereuse. La seconde colonne, commandée par le général Bonel, marchait avec un silence morne et l'arme au bras, lorsque ce brave général fut tué au pied des retranchements ennemis. La troisième colonne, commandée par l'adjudant-général Guérin, fut également déconcertée dans sa marche, une balle ayant tué cet officier-général. L'armée regretta vivement la perte de ces deux braves officiers[1].

La nuit arriva sur ces entrefaites et suspendit le combat. Bonaparte, craignant que l'ennemi ne profitât de l'obscurité pour se faire jour l'épée à la main, fit réunir ses bataillons, faire des épaulements en tonneaux et des barrures d'obusiers à demi-portée de fusil. Les troupes bivouaquèrent sous les armes.

Le 25 germinal (14 avril), à la pointe du jour, les deux armées se trouvèrent en présence ; la gauche de l'armée française, commandée par le général Augereau, tenait bloqué le général Provera. Plusieurs régiments ennemis, où se trouvait entre autres lé régiment Belgioso, essayèrent de percer son centre. Le général de brigade Ménard les repoussa vivement. Bonaparte lui ordonna aussitôt de se replier sur sa droite, et avant une heure après-midi, le général Masséna déborda la gauche de l'ennemi, qui occupait avec de forts retranchements et de

---

[1] Lettre de Bonaparte au Directoire, 26 germinal (15 avril).

vigoureuses batteries le village de Dégo. Les troupes légères françaises s'avancèrent jusqu'au chemin de Dégo à Spigno ; le général La- harpe marcha avec sa division sur trois colonnes serrées en masse. Celle de la gauche, commandée par le général Causse, passa la Bormida sous le feu de l'ennemi, ayant de l'eau jusqu'au milieu du corps, et attaqua son aile gauche par la droite. Le général Cervoni, à la tête de la deuxième colonne, traversa aussi la Bormida, sous la protection d'une batterie, et marcha droit à l'ennemi. La troisième colonne, commandée par l'adjudant- général Boyer, tourna un ravin et lui coupa la retraite.

Tous ces mouvements, écrivit Bonaparte au Directoire[1], secondés par l'intrépidité des troupes et les talents des généraux, remplirent le but qu'on en attendait. Le sang-froid est le résultat du courage, et le courage est l'apanage des Français. L'ennemi, enveloppé de tous côtés, n'eut pas le temps de capituler ; nos colonnes semèrent la mort, l'épouvante et la fuite.

Cependant Colli, avec la droite, faisait encore tous ses efforts pour dégager Provera ; mais ses attaques furent vaines ; dans toutes il fut battu et poursuivi l'épée dans les reins. Provera, désespéré, posa les armes après une belle défense, et se rendit prisonnier avec sa troupe. La déroute du corps piémontais de Colli compléta la défaite de l'armée austro-sarde. Elle se retira en désordre, laissant sur le champ de bataille deux mille morts, huit mille prisonniers, parmi lesquels le lieutenant-général Provera et vingt-quatre officiers-généraux ; vingt-deux pièces de canon avec leurs caissons et leurs attelages, et quinze drapeaux. Le général Laharpe se mit à la tête de quatre escadrons de cavalerie et poursuivit vivement les fuyards.

La victoire de Millesimo eut pour résultat la séparation des armées sarde et autrichienne, et par là le premier but de la campagne fut rempli. Beau- lieu replia son quartier-général sur Acqui, pour couvrir le Milanais, et Colli se porta à Ceva pour couvrir Turin et s'opposer à la jonction du général de division Serrurier avec l'armée française.

En récompense des services qu'il avait rendus dans les journées de Montenotte et de Millesimo, le chef de brigade Rampon fut promu au grade de général de brigade. Ce fut aussi à la bataille de Millesimo, pendant l'attaque du village de Dégo, que Bonaparte remarqua pour la première fois le chef de bataillon Lannes. On le verra, dans la suite, constamment favorisé de la fortune, prendre une part glorieuse aux événements de la guerre. Le général en chef le nomma chef de brigade.

Un membre du Directoire, militaire, homme d'état, qui avait organisé les premières armées de la république et qui ne cessait de contribuer de tout son zèle au succès de la cause qu'il avait embrassée et à l'indépendance de sa patrie, Carnot, félicitait en particulier Bonaparte sur les brillantes journées de Montenotte et de Millesimo. Toute la France, toute l'Europe, lui écrivait-il[2], a les yeux fixés sur vous. Vos triomphes sont ceux de la liberté, et sans doute vous ne remplirez pas à demi la tâche glorieuse que vous vous êtes imposée.

Alors commença entre Bonaparte et Carnot une correspondance particulière qui dura pendant toute la campagne jusqu'au 18 fructidor. Elle était fondée sur une estime réciproque.

---

1 Lettre de Bonaparte au Directoire, 26 germinal.
2 Lettre de Carnot à Bonaparte, 6 floréal (25 avril).

Le Directoire avait mesuré toute l'étendue de la vaste carrière qui s'ouvrait devant Bonaparte ; ne doutant plus qu'il ne la parcourût avec gloire, et que l'armée ne marchât à de nouveaux triomphes, il jugea convenable d'ajouter de nouvelles instructions à celles qu'il avait données à son général.

Il se présentait plusieurs hypothèses. Tout portait à croire qu'après avoir pris Ceva, l'épouvante se répandrait dans tout le Piémont, que la cour de Turin serait obligée d'abandonner Coni, Mondovi, et ses autres places à leurs propres forces, et de rassembler ses troupes pour couvrir Turin. Peut-être aussi le roi de Sardaigne, étonné des succès de l'armée française, inquiet des mouvements qui pourraient se manifester dans Turin même, renoncerait-il à la coalition, et rechercherait-il la paix. Dans ce cas, telles étaient les bases sur lesquelles le Directoire pensait qu'on devait l'établir.

Une alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne était sans doute ce qui serait le plus avantageux à la cour de Turin. Elle lui assurerait non-seulement la Sardaigne, dont les troubles ne paraissaient alimentés que par l'espoir d'être secondés par les Français ; elle procurerait aux troupes sardes, par une attaque combinée avec les mouvements des troupes françaises vers Tortone, Alexandrie et Valence, l'invasion importante du Milanais. Cette alliance garantissait aussi à la France l'expulsion de la maison d'Autriche de l'Italie. Mais le manque d'argent en Piémont, le peu de confiance dont jouissait la cour de Turin, et l'épuisement du pays après plusieurs campagnes, éloignaient l'idée de la possibilité d'une alliance aussi désirable et qui tournerait subitement les forces du Piémont contre les Autrichiens. Peut-être était-il tout au plus possible d'exiger qu'une partie des troupes piémontaises se joignît aux troupes républicaines pendant que le reste des Piémontais serait prudemment réduit à un état qui ne laisserait à la France rien à redouter pendant la suite de la guerre. Si cependant la cour de Turin tournait subitement ses forces contre l'Autriche, il devenait nécessaire d'avoir pour gage de sa fidélité quelques places telles que Tortone, Alexandrie, Coni, Suze et le fort d'Exiles. Les raisons déduites plus haut, portant à penser que la cour de Turin, au moment où elle serait forcée de demander la paix, se trouverait dans l'impuissance absolue de continuer la guerre, avaient arrêté l'attention du Directoire. Voici donc quelques-unes des bases qu'il indiquait pour négocier la paix, si l'on était forcé de renoncer à une alliance offensive et défensive avantageuse aux deux états :

1° Le désarmement général du Piémont ;

2° La réduction des troupes piémontaises à un état qui ne laissât à la république rien à redouter pendant le cours de la guerre ;

3° Le passage dans l'île de Sardaigne de la plupart et des meilleurs corps qui seraient conservés ;

4° L'occupation des citadelles et places d'Alexandrie ou Tortone, de celles de Ceva et Coni, enfin de celles de Suze et d'Exilés, avec stipulation de la démolition des fortifications de ces trois dernières, soit à la paix générale, soit à la paix particulière avec la cour de Turin ;

5° Enfin la fourniture des objets de tout genre en nature, dont les troupes de la république auraient besoin pendant la guerre, et celle des moyens de [transport, ainsi que l'établissement en Piémont des hôpitaux militaires et ateliers de confection nécessaires à l'armée d'Italie.

La seconde hypothèse à laquelle s'était arrêté le Directoire était celle où le roi de Sardaigne, soit par opiniâtreté, soit qu'il comptât toujours sur des subsides étrangers, s'obstinerait à continuer la guerre. Les premières instructions au général en chef lui traçaient un plan de conduite dans cette situation des choses, et c'était alors qu'il devenait essentiel de s'attacher plus particulièrement à faire insurger le Piémont, de seconder le vœu qui s'y manifestait pour l'établissement d'un gouvernement républicain, et de tirer de ce pays toutes les ressources dont l'armée d'Italie avait besoin ; mais il serait imprudent de s'avancer trop dans le Piémont, et de s'en occuper exclusivement ; ce serait donner aux Autrichiens des moyens de réparer leurs pertes et l'espérance de quelques succès.

Il fallait donc alors que le général en chef agît sur sa droite ; rejetât les Autrichiens au-delà du Pô et portât ses plus grands efforts dans la direction du Milanais. Gênes, après la déroute des forces de l'Autriche, cesserait de refuser des secours indispensables à l'armée française. Les Génois seraient ramenés à de meilleurs sentiments. Ils ne refuseraient plus de laisser occuper Gavi, et, s'ils montraient de l'opposition, la force rendrait bientôt les Français maîtres de cette forteresse[1].

Mais Bonaparte n'avait point attendu les instructions du Directoire pour voler à de nouveaux triomphes. Il lui importait trop de poursuivre ses succès et de profiter de l'abattement des ennemis étourdis par deux défaites consécutives. Le lendemain de la bataille de Millesimo, les Autrichiens apprirent aux troupes françaises combien la plus légère négligence pouvait leur être funeste. Un corps de sept mille grenadiers autrichiens commandés par Wukassowich, et qui n'avait pu prendre part à la bataille, avait été dirigé de Voltri sur Dégo, par Sasello. Il y arriva le 26 germinal (15 avril) à la pointe du jour et apprit que ce village, évacué par les Autrichiens, venait d'être occupé par les Français. Wukassowich, voyant le passage fermé à sa division, pensa que l'honneur militaire lui défendait de retourner sur ses pas sans avoir combattu. La droite de l'armée française, fatiguée du combat de la veille qui avait fini très-tard, se livrait au repos avec toute la sécurité que donne la victoire. Le poste de Dégo n'était défendu que par quelques bataillons ; les Autrichiens attaquèrent avec fureur et n'eurent pas de peine à enlever le village. La nouvelle se répandit que l'armée autrichienne venait de surprendre l'aile droite ; la générale battit sur tous les points, et l'alarme fut grande au quartier-général français, où l'on ne concevait pas comment les ennemis pouvaient être à Dégo, lorsque les avant-postes placés sur la route d'Acqui n'étaient pas inquiétés. Masséna, ralliant une partie de ses troupes, tenta de chasser les Autrichiens. Il fut repoussé à trois fois différentes. Le général en chef y accourut avec une partie de son centre. En arrivant, il trouva le général Causse ralliant la 99e demi-brigade, chargeant les ennemis et près de les atteindre à la baïonnette, lorsqu'il tomba blessé à mort[2]. Il dit à Bonaparte en l'apercevant : Dégo est-il repris ? — Les positions sont à nous, lui répondit le général en chef. Eh bien ! Vive la république ! s'écria le brave Causse ; je meurs content ! Sa conduite avait été brillante depuis le commencement de la campagne. Il fut aussi intrépide à l'article de la mort qu'il l'avait été pendant sa vie. Il expira entre les bras de ses soldats, comme tant d'autres guerriers français qui, dans tout le cours de cette guerre mémorable, insensibles au coup qui les frappait, exhalaient, en tombant, leurs vœux héroïques pour la gloire, la liberté et l'indépendance de leur patrie.

---

1 Lettre du Directoire à Bonaparte, 6 floréal.
2 Lettre de Bonaparte au Directoire, 27 germinal (16 avril).

Cependant, à 2 heures après midi, rien n'était encore décidé. On combattait de part et d'autre avec chaleur ; les Autrichiens montraient la plus grande audace. Le général en chef faisait former en colonne la 39e demi-brigade commandée par le général de brigade Victor, lorsque le chef de brigade Lannes, qui s'était déjà distingué par son activité, son courage et ses connaissances, rallia la 8e demi-brigade d'infanterie légère, et se précipita, à sa tête, sur la gauche de l'attaque. Ce brave officier eut une épaulette emportée par une balle.

Un instant les troupes chancelèrent ; il les décida par son intrépidité[1]. Mais la victoire était toujours incertaine. L'adjudant-général Lanusse vint la fixer. A la tête de deux bataillons de troupes légères, il gravissait la gauche du mamelon de Dégo ; des bataillons de grenadiers hongrois accoururent pour s opposer a la marche. Les deux colonnes avancèrent et rétrogradèrent trois fois ; mais à la troisième, Lanusse, mettant son chapeau au bout de son épée, s'avança audacieusement et décida la victoire. La perte de l'ennemi fut de 2.000 hommes dont 1.400, prisonniers, et celle des Français de 6 à 700. La cavalerie acheva la déroute, et prit un grand nombre de traînards. Ce combat fit beaucoup d'honneur au général Wukassowich.

D'après le rapport du général Berthier, les prisonniers faits sur les Autrichiens, du 23 au 26 germinal (12 au 15 avril), s élevaient à 8.939 hommes.

Les généraux Causse et Bonel, et l'adjudant- général Lanusse venaient de l'armée des Pyrénées-Orientales ; les officiers qui avaient servi dans ses rangs montraient une impétuosité et un courage à toute épreuve. Outre le général Causse, l'armée perdit encore, au combat de Dégo, le chef de brigade Rondeau surnommé le Brave, et le chef de brigade Dupuis. L'adjudant-général Vignoles, sous- chef de l'état-major, et le chef de brigade Murat, aide-de-camp du général en chef, contribuèrent beaucoup au succès. Le chef de brigade Lannes fut nommé général de brigade, en remplacement du général Causse.

Après le combat de Dego, Bonaparte détacha le général Rusca pour s'emparer de la position importante de Saint-Jean qui domine la vallée de la Bormida. Il s'en rendit maître, prit deux pièces de canon et fit cent prisonniers.

Il m'est impossible, écrivait Bonaparte au Directoire[2], de vous envoyer les traits de courage et les noms de ceux qui se sont spécialement distingués. Dès que nous serons moins en mouvement, et que les différents généraux auront envoyé leurs relations, je m'empresserai de vous en faire part.

Le général Serrurier, à qui Bonaparte avait laissé la garde du Tanaro et de la vallée d'Oneille, instruit à Garessio des batailles de Montenotte et de Millesimo, se mit en marche en suivant le Tanaro, s'empara des hauteurs de Batifolo, de Bagnasco et de Ponte-Nocetto. Il ouvrit par-là les communications de l'armée française avec la vallée du Tanaro, et opéra sa jonction avec la division Augereau qui occupa les hauteurs de Monte-Zemota.

Telles furent les opérations de l'armée d'Italie, pendant la journée du 26 germinal (15 avril), et le Gouvernement en reçut la nouvelle[3] avant même que les instructions qu'il envoyait au général en chef fussent parties de Paris.

---

1 Lettre de Bonaparte au Directoire, 27 germinal (16 avril).
2 Lettre de Bonaparte au Directoire, 27 germinal.
3 Lettre de Bonaparte au Directoire, 27 germinal.

Honneur à l'armée d'Italie et au chef qui la commande ! écrivit le Directoire à Bonaparte[1], honneur au brave général Causse mort au champ de gloire ! honneur à tous les Français qui soutiennent et défendent la république ; point de repos jusqu'à ce que nos ennemis soient totalement dispersés ; les ordres seront donnés à l'armée des Alpes pour vous seconder ; mais elle est malheureusement dans une pénurie affreuse, et peu forte.

Après le combat de Dego, Bonaparte dirigea ses opérations contre les Piémontais ; car Beaulieu, trois fois battu, loin de songer à attaquer les Français, ne s'occupait plus qu'à rallier et à réorganiser les débris épars de son armée. Le général Laharpe fut placé en observation au camp de San-Benedetto, sur le Belbo, pour tenir les Autrichiens en échec. Sa division, obligée de rester plusieurs jours dans cette position, souffrit de nouveau par le défaut de subsistances, et se livra à quelques désordres. Le reste de l'armée continua de défiler sur Ceva, par les hauteurs de Monte-Zemota.

De là elle découvrit les immenses et fertiles plaines du Piémont ; c'était un spectacle sublime. Le Pô, le Tanaro, une foule d'autres rivières serpentaient au loin ; cette ceinture blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation, cernait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières qui paraissaient les limites d'un autre monde, et que la nature s'était plu à rendre si formidables, venaient de tomber au pouvoir de l'armée française. Annibal a forcé les Alpes, dit Bonaparte en fixant les regards sur ces montagnes, et nous, nous les avons tournées !!! Phrase heureuse, qui exprimait à elle seule la pensée et l'esprit de la campagne[2].

L'armée descendit dans la plaine et arriva devant Ceva. Un corps de 8.000 Piémontais en défendait l'approche. Les colonnes des généraux Beyrand et Joubert eurent ordre de l'attaquer et le repoussèrent ; il fut mis en déroute, abandonna son camp retranché, garni d'artillerie, 40o morts, un grand nombre de blessés et de prisonniers ; il laissa en partant une faible garnison dans le fort.

Les Français entrèrent dans Ceva où ils trouvèrent des magasins de vivres. L'armée Piémontaise chassée de Ceva passa le Tanaro et la Cursaglia, coupa ses ponts et se rangea derrière cette rivière, occupant les hauteurs qui dominent Saint-Michel et Vico, étendant sa gauche jusqu'au confluent de la Cursaglia et du Tanaro. Cette position était formidable. Environné de deux rivières rapides et profondes dont le passage était défendu par de fortes batteries, l'ennemi ne craignait point d'être surpris sur ses derrières, et avait sa retraite assurée sur Mondovi.

Ces obstacles n'arrêtèrent point Bonaparte ; il ordonna à Serrurier de faire attaquer le pont de Torre par le général Guieux, et Saint-Michel par la brigade Fiorella ; la brigade Dommartin fut chargée de franchir le pont de Lesegno dont on ignorait la rupture, tandis qu'Augereau s'efforcerait de tourner la gauche en passant le Tanaro.

Arrivé près de cette rivière, Augereau chargea Joubert de la reconnaître et de la passer. Ce brave officier, après avoir en vain cherché un gué, se jeta, quoique blessé, au milieu du Tanaro, et parvint, après des efforts inouïs, sur l'autre bord ; mais ses grenadiers ne pouvant le suivre, on fut obligé de retirer sa colonne. A

---

1 Lettre du Directoire à Bonaparte, 6 floréal (25 avril).
2 Mémoires de Napoléon. — *Montholon*, tom. III, page 185.

la gauche, le général Guieux, ayant trouvé un passage au-dessus de la Torre, avait forcé le général autrichien Bellegarde à la retraite.

Serrurier et Fiorella avaient franchi le pont de Saint-Michel et s'étaient logés dans ce bourg. Mais le général piémontais Dichat leur opposait une barrière impénétrable, pour donner le temps à Colli de venir à son secours. Il arriva avec une partie de sa gauche ; les Piémontais reprirent courage et forcèrent les Français à repasser le pont en désordre, laissant dans Saint-Michel 5 à 600 blessés ou prisonniers. Après ce combat, chaque parti reprit ses positions.

Bonaparte sentit combien il était urgent de forcer la position des Piémontais ; il porta dans la nuit son quartier-général à Lesegno et y tint un conseil de guerre. Les généraux de division y furent mandés. Le général en chef exposa l'état des choses, et tous décidèrent unanimement une seconde attaqué, malgré la fatigue du soldat. La division Augereau eut ordre de menacer les communications de l'ennemi par Castellino ; Masséna, renforcé de Joubert, dut attaquer la gauche des Sardes, au confluent du Tanaro et à Lesegno. Une division, aux ordres du général Meynier, dut percer le centre et attaquer Saint-Michel, tandis que Serrurier, à l'extrême gauche, vers la Torre, devait assaillir la droite des Sardes.

Mais Colli n'attendit pas l'événement. En voyant déployer tant de colonnes, il ne crut pas que la rupture du pont de Saint-Michel fût un obstacle pour un ennemi aussi audacieux. Il se replia sur sa droite, et se retira sur Mondovi pour prendre position sous la protection de cette ville et la couvrir.

L'étonnement et la joie qu'éprouvèrent les républicains à la nouvelle de cette retraite furent inexprimables. Bonaparte attribua le parti qu'avait pris Colli au découragement de son armée, et ordonna de la poursuivre à outrance.

Le 4 floréal (23 avril) l'armée française se mit en mouvement sur la Cursaglia et la franchit. Le général en chef la passa à Lesegno, Masséna, avec le centre, à Saint-Michel, et Serrurier, avec la gauche, près de la Torre. Elle se mit en marche sur trois colonnes et aperçut les Piémontais au point du jour. Le combat commença dans le village de Vico. Le général Guieux se porta sur la gauche de Mondovi. Serrurier, aidé des généraux Fiorella et Dommartin', attaqua et prit la redoute de la Bicoque, qui couvrait le centre de l'ennemi. Dès-lors l'armée sarde fut rompue et abandonna le champ de bataille. La ville de Mondovi et tous ses magasins tombèrent au pouvoir du vainqueur. La perte des Piémontais fut de 3.000 hommes, 8 pièces de canon, 15 caissons, 11 drapeaux et 1.500 prisonniers, parmi lesquels trois généraux et un grand nombre d'officiers supérieurs.

La cavalerie française était mal équipée et dans l'état le plus pitoyable ; elle marchait toujours à la suite des colonnes. Elle avait pourtant été très-utile dans deux combats, en poursuivant les fuyards, et c'était à elle qu'on devait la plus grande partie des prisonniers qu'on avait faits. Après la bataille de Mondovi, le général Stengel, à la tête de mille chevaux, se mit à la poursuite de l'ennemi. Emporté par son ardeur, il s'éloigna trop de l'armée ; la cavalerie piémontaise, qui était brave et en bon état, fit volte face et l'attaqua. Il fit toutes les dispositions qu'on pouvait attendre d'un général consommé ; il opérait sa retraite sur ses renforts, lorsque, dans une charge, il tomba blessé à mort d'un coup de pointe.

C'était un Alsacien, bouillant, infatigable, plein d'adresse et d'intelligence, cherchant les Autrichiens dans les taillis, comme les médailles dans les décombres[1]. Il réunissait toutes les qualités de la jeunesse à celles de l'âge mûr. C'était un vrai général d'avant-postes. A peine arrivé dans une ville ou sur un point quelconque, il savait assurer des vivres à sa troupe, lier des intelligences avec les gens du pays, intercepter les lettres, trouver des guides pour passer les gués ou les défilés, en un mot mettre à profit toutes les ressources pour se rendre utile à l'armée. Malheureusement il avait la vue basse, défaut essentiel dans son état, et qui lui devint funeste.

Après sa mort, le chef de brigade Murat, à la tête du 20e de dragons, chargea la cavalerie piémontaise, la repoussa et la poursuivit à son tour pendant plusieurs heures.

A la bataille de Mondovi, d'après le rapport du général en chef, les généraux, les officiers, les soldats firent tous leur devoir. Le général Despinois rendit de grands services, ainsi que le chef de l'état-major-général, Berthier, chez qui les talents égalaient l'activité, le patriotisme et le courage[2].

---

1 Derniers moments de Napoléon. — Antommarchi, tom. I, page 4.
2 Lettre de Bonaparte au Directoire, 3 floréal (22 avril).

CHAPITRE VII

Suspension d'armes avec le roi de Sardaigne. — Proclamation de Bonaparte à l'armée. — Vaste plan de campagne par lui soumis au Directoire. — Il arrête un mouvement révolutionnaire en Piémont. — Ses tentatives pour réunir des troupes piémontaises à l'armée. — Passage du Pô. — Combat de Fombio.

A la nouvelle des combats de Ceva et de Mondovi, et de l'occupation de ces deux places importantes, le Directoire écrivit à Bonaparte : Agissez avec la rapidité de l'éclair, et successivement contre l'Autrichien et le Piémontais ; gardez-vous surtout de vous jeter avec trop de précipitation sur votre gauche ; quelqu'avantageuse que soit une jonction immédiate avec la droite de l'armée des Alpes, il est à craindre que Beaulieu ne profite soudainement du rejet d'une grande partie de vos forces du côté de Saluces. Beaulieu est d'autant plus à redouter qu'il est opiniâtre, audacieux et entreprenant. Battez donc encore une fois les Autrichiens, et dès-lors vous êtes le maître de la campagne[1].

Mais Bonaparte avait prévenu les instructions et les conseils du Directoire. Avant qu'ils lui fussent parvenus, il avait signé une suspension d'armes avec la cour de Turin, et enlevé cette puissance à la coalition.

En effet, après la défaite de Colli, sous les murs de Mondovi, l'armée française s'était avancée sans obstacle vers la Stura. Ses trois colonnes entrèrent à la fois dans Fossano, Cherasco et Alba. L'armée piémontaise, chassée de Fossano par Serrurier, ne songea plus qu'à couvrir Turin. Cherasco, place forte au confluent dé la Stura et du Tanaro, position importante, était mal armée et mal approvisionnée parce qu'elle n'était pas frontière ; mais ses magasins étant remplis de tout le matériel nécessaire pour en compléter l'armement, on s'empressa de la mettre en état de défense, et on plaça des avant-postes dans la petite ville de Bra, à neuf lieues de Turin.

La jonction de Serrurier ayant ouvert une communication directe avec Nice, on en fit venir des renforts d'artillerie. En peu de jours le parc de l'armée fut en état de fournir 60 bouches à feu approvisionnées et bien attelées. L'armée s'était enrichie dans tous ces combats de beaucoup d'objets d'armement et surtout de chevaux ; on en avait levé un grand nombre dans la plaine de Mondovi. Elle se trouvait au milieu d'une contrée fertile. Les soldats reçurent des distributions régulières ; le pillage et le désordre cessèrent, la discipline se rétablit, et l'armée se délassa de ses fatigues au milieu de l'abondance. Elle avait perdu peu de monde, car la rapidité des mouvements, l'impétuosité des troupes, et surtout l'art de les opposer à l'ennemi, en nombre égal et souvent supérieur, avaient épargné bien des hommes. D'un autre côté, les soldats arrivaient en foule par tous les débouchés, de tous les dépôts et de tous les hôpitaux du pays de Nice et de la rivière de Gênes, au seul bruit de la victoire et de l'abondance.

L'armée piémontaise, au contraire, poussée de défaite en défaite jusqu'aux portes de sa capitale, était découragée et en partie détruite. Elle était bien moins capable encore de mettre Turin à l'abri de l'armée française qu'elle ne l'avait été de protéger Ceva, Mondovi, Cherasco et les autres places du Piémont, tombées en son pouvoir. Les esprits étaient fort agités dans tout le royaume ; le roi convoqua son conseil ; il s'y rendit avec les princes et ses ministres. Drake, ministre d'Angleterre à Gênes et Gherardini, ministre d'Autriche, sollicitaient le roi de rester fidèle à la coalition. Il y était porté par sa haine contre la République. Mais le parti anti-autrichien, dont le cardinal Costa, archevêque de Turin, était l'organe, pressait le roi de se soumettre à la fortune et de sauver son royaume. Bonaparte n'était qu'à une journée de Turin. Le temps pressait. Le roi ne savait quel parti prendre. Il en était un pourtant qui pouvait sauver le Piémont de l'invasion française, si Victor Amédée, qui avait pour lui l'exemple glorieux de son aïeul, se fût senti la force de l'entreprendre. Au risque de perdre, pendant

---

1 Lettre du Directoire à Bonaparte, 9 floréal (22 avril).

une campagne, quelques provinces, et même sa capitale, il eût pu continuer la guerre avec des chances de succès, en réunissant ses forces aux Autrichiens qui le demandaient avec instance. Beaulieu, qui avait rallié son armée, s'avançait à marches forcées vers Nizza della Paglia, pour opérer sa jonction avec les débris de celle de Colli ; mais il fallait une résolution dont la cour de Turin n'était pas capable ; et n'ayant pas la force, pour sauver ses états, d'en risquer la perte momentanée, elle préféra les livrer au vainqueur, et rompre avec l'Autriche, son alliée, dans l'espoir de partager ses dépouilles.

Le 4 floréal (20 avril) le général Colli prévint Bonaparte que le roi avait envoyé à Gênes le comte Revel et le chevalier Tonso, ses plénipotentiaires, pour négocier la paix sous la médiation de la cour d'Espagne, et proposa une suspension d'armes pendant les négociations.

Bonaparte lui répondit le 5 (24) que le Directoire exécutif s'était réservé le droit de traiter de la paix ; qu'il fallait donc que les plénipotentiaires se rendissent à Paris, ou attendissent à Gênes les plénipotentiaires que le gouvernement français pourrait y envoyer ; que la position militaire et morale des deux armées rendait toute suspension pure et simple impossible ; que quoiqu'il fût en particulier convaincu que le Gouvernement accorderait des conditions de paix honorables au roi, il ne pouvait, sur des présomptions vagues, arrêter sa marche, à moins qu'on ne mit en son pouvoir deux des trois forteresses de Coni, Alexandrie, et Tortone ; qu'on pourrait alors attendre, sans hostilités, la fin des négociations ; que cette proposition était très-modérée ; que les intérêts mutuels qui devaient lier la République française et le Piémont le portaient à désirer vivement de voir s'éloigner de ce pays les malheurs de toute espèce qui le menaçaient.

En attendant la réponse du général piémontais à cette proposition, Bonaparte fit passer l'Essero à ses troupes, et les porta en avant. Le 6 (25 avril), Serrurier, qui s'était rapproché de l'armée sans cesser d'observer Beaulieu, marcha sur Fossano, où se trouvait Colli. Ils se canonnèrent par-dessus la Stura qui les séparait. Masséna s'empara de Cherasco, et Augereau d'Alba. Colli se retira sur Carignan, Serrurier entra dans Fossano.

Bonaparte, pour consolider sa position, poussa la brigade Fiorella par sa gauche sur Boves, afin de communiquer avec les divisions Macquart et Garnier, qui reçurent l'ordre de s'avancer sur Borgo San-Dalmazzo et d'investir Coni : d'un autre côté, il pressait la droite de l'armée des Alpes, commandée par Vaubois, de déboucher sur Saluces, afin d'assurer la jonction des deux armées.

Le 7 (26), l'armée fut réunie en avant d'Alba. L'agitation était extrême dans l'armée piémontaise et à Turin. On n'eut plus la force de combattre ; on ne songea plus qu'à traiter, ou plutôt on s'empressa d'accepter les conditions dictées par Bonaparte, et les ordres furent donnés de lui livrer les places. Dans la position de l'armée, qui n était pas sans dangers, ce fut une grande victoire. Le premier usage qu'en fit le général en chef fut de parler à ses soldats. La France comptait dans tous les genres des modèles d'éloquence. Celle de la tribune était née de la révolution, et celle des camps d'e la guerre de la liberté. Bonaparte fut sur les champs de bataille le premier des orateurs comme le premier des capitaines. Il adressa, le 7, la proclamation suivante à l'armée.

> Soldats, vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la partie la plus riche du

Piémont ; vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de dix mille hommes.

Vous vous étiez jusqu'ici battus pour des rochers stériles, illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie ; vous égalez aujourd'hui par vos services l'armée conquérante de Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la liberté, étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert. Grâces vous en soient rendues, soldats : la patrie reconnaissante vous devra en partie sa prospérité ; et si, vainqueurs de Toulon, vous présageâtes l'immortelle campagne de 1793, vos victoires actuelles en présagent une plus belle encore.

Les deux armées, qui naguère vous attaquaient avec audace, fuient épouvantées devant vous ; les hommes pervers qui riaient de votre misère, se réjouissaient dans leur pensée des triomphes de vos ennemis, sont confondus et tremblants.

Mais, soldats ! il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez rien fait puisqu'il vous reste à faire. Ni Turin ni Milan ne sont à vous ; les cendres des vainqueurs des Tarquins sont encore foulées par les assassins de Basseville.

Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne, vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus ; les magasins pris à vos ennemis sont nombreux, l'artillerie de siège et de campagne est arrivée. Soldats, la patrie a droit d'attendre de vous de grandes choses ; justifierez-vous son attente ? Les plus grands obstacles sont franchis, sans doute ; mais vous avez encore des combats à livrer, des villes à prendre, des rivières à passer. En est-il entre vous dont le courage s'amollisse ? En est-il qui préféreraient retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes, essuyer patiemment les injures de cette soldatesque esclave ? Non, il n'en est point parmi les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego et de Mondovi ; tous brûlent de porter au loin la gloire du peuple français ; tous veulent humilier ces rois orgueilleux qui osaient méditer de nous donner des fers ; tous veulent dicter une paix glorieuse et qui indemnise la patrie des sacrifices immenses qu'elle a faits ; tous veulent, en rentrant dans leurs villages, pouvoir dire avec fierté : j'étais de l'armée conquérante de l'Italie.....

Amis, je vous la promets, cette conquête ; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir, c'est de respecter les peuples que vous délivrez, c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par nos ennemis ; sans cela vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux. Vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait

: vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de nos frères morts aux combats, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire ; quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait de loi que la force. Mais investi de l'autorité nationale, fort de la justice et par la loi, je saurai faire respecter à ce petit nombre d hommes sans courage et sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds. Je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. Je ferai exécuter à la rigueur le règlement que j'ai fait mettre à l'ordre. Les pillards seront impitoyablement fusillés ; déjà plusieurs l'ont été : j'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats de l'armée se sont portés pour faire exécuter les ordres.

Peuples de l'Italie, l'armée française vient pour rompre vos chaînes ; le peuple français est l'ami de tous les peuples ; venez avec confiance au-devant d'elle ; vos propriétés, votre religion et vos usages seront respectés.

Nous ferons la guerre en ennemis généreux, et nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent[1].

Cette proclamation était plus qu'éloquente ; son effet était habilement calculé ; le soldat se crut déjà maître de l'Italie et bientôt aux confins de l'Allemagne. Les peuples furent rassurés par tant de généreuses promesses ; les amis de la liberté ouvrirent leurs cœurs à l'espérance, et appelèrent de tous leurs vœux les Français.

Il est curieux de voir comment à cette époque, de la même plume qui appelait en traits énergiques les peuples à la liberté, Bonaparte écrivait à Joséphine[2].

Des conférences pour la suspension d'armes se tinrent au quartier-général, dans la maison de Salmatoris, maître-d'hôtel du roi de Sardaigne[3]. Le général de Latour[4] et le colonel Lacoste étaient chargés de ses pouvoirs. L'armistice fut signé le 9. Il portait, outre la remise des forteresses de Coni et d'Alexandrie, que les troupes piémontaises évacueraient le fort de Ceva et remettraient le plus tôt possible Tortone ; qu'une ligne de démarcation serait tracée par le cours de la Stura jusqu'à son confluent dans le Tanaro, et de là par Asti, Nizza de la Paglia et Cassini, longeant ensuite la rive droite de la Bormida jusqu'à son embouchure dans le Pô. Les officiers d'état-major, ainsi que les courriers, allant à Paris ou en revenant, pouvaient traverser le Piémont par la route la plus courte ; enfin le général en chef se réservait la faculté de passer le Pô à Valence.

Les ordres donnés d'avance pour la remise des places étaient déjà en partie exécutés.

---

1 Napoléon à Sainte-Hélène s'amusant à lire dans Goldsmith quelques-unes de ses proclamations à l'armée d'Italie, elles réagissaient sur lui-même, il s'y complaisait, il en était ému. Et ils ont osé dire, s'écriait-il, que je ne savais pas écrire ! (*Las Cases*, tom. III, page 209).

2 Voyez pièces justificatives, n° VII.

3 Depuis préfet du palais de Napoléon.

4 Il prit le commandement de l'armée piémontaise, Colli ayant suivi les Autrichiens.

Murat, premier aide-de-camp du général en chef, fut expédié à Paris, par le Mont-Cenis, avec 21 drapeaux et copie de l'armistice. Son arrivée dans la capitale y excita le plus grand enthousiasme. L'aide-de-camp Junot, qui avait été expédié après la bataille de Millesimo par Nice, n'y arriva qu'après Murat.

Le ministre français à Gênes ayant déclaré aux plénipotentiaires sardes qu'il n'était point autorisé à négocier, ils partirent aussi pour Paris.

Il faut voir maintenant dans le texte même des lettres de Bonaparte au Directoire, le vol rapide que prend son imagination, les hautes entreprises qu'il médite, l'assurance avec laquelle il prédit la ruine des Autrichiens et dicte d'avance la loi à tout ce qui va se trouver sur son passage.

> Ceva, Coni et Alexandrie sont au pouvoir de votre armée, ainsi que tous les postes du Piémont au-delà de la Stura et du Tanaro.
>
> Si vous ne vous accordez pas avec le roi de Sardaigne, je garderai ces places, et je marcherai sur Turin ; mon équipage de siège va filer sur Coni, pour se rendre à Cherasco.
>
> En attendant, je marche demain sur Beaulieu, je l'oblige à repasser le Pô, je le passe immédiatement après, je m'empare de toute la Lombardie, et, avant un mois, j'espère être sur les montagnes du Tyrol, trouver l'armée du Rhin, et porter, de concert, la guerre dans la Bavière. Ce projet est digne de vous, de l'armée et des destinées de la France ; si vous n'accordez pas la paix au roi de Sardaigne, alors vous m'en préviendrez d'avance, afin que, si je suis dans la Lombardie, je puisse me replier et prendre des mesures.
>
> Quant aux conditions de la paix avec la Sardaigne, vous pouvez dicter ce qui vous convient, puisque j'ai en mon pouvoir les principales places.
>
> Ordonnez que 15.000 hommes de l'armée des Alpes soient à mes ordres et viennent me joindre, cela me fera alors une armée de 45.000 hommes, dont il sera possible que j'envoie une partie à Rome. Si vous me continuez votre confiance, et que vous approuviez ces projets, je suis sûr de la réussite ; l'Italie est à vous.
>
> Vous ne devez pas compter sur une révolution en Piémont : cela viendra ; mais il s'en faut que l'esprit de ces peuples soit mûr.
>
> J'ai justifié votre confiance, et l'opinion avantageuse que vous avez conçue de moi ; je chercherai constamment à vous donner des preuves du zèle et de la bonne volonté où je suis de mériter votre estime et celle de la patrie[1].
>
> Je ne puis pas mettre en doute que vous n'approuviez ma conduite, puisque c'est une aile d'une armée qui accorde une suspension d'armes pour me donner le temps de battre

---

[1] Lettre du 9 (28 avril).

l'autre ; c'est un roi qui se met absolument à ma discrétion, en me donnant trois de ses plus fortes places, et la moitié la plus riche de ses états.

Vous pouvez dicter en maîtres la paix au roi de Sardaigne ; je vous prie de ne pas oublier la petite île de Saint-Pierre, qui nous sera plus utile par la suite que la Corse et la Sardaigne réunies.

Si vous lui accordez la portion du Milanais que je vais conquérir, il faut que ce soit à condition qu'il enverra 15.000 hommes pour nous seconder et garder ce pays après que nous nous en serons rendus maîtres. Pendant ce temps-là, avec votre armée, je passerai l'Adige, et j'entrerai en Allemagne par le Tyrol. Dans cette hypothèse, il faut que nous gardions en dépôt, jusqu'à la paix générale, les places et les pays que nous occupons : il faut y joindre que, le jour que 15.000 hommes piémontais passeront le Pô, il nous remettra la ville de Valence.

Mes colonnes sont en marche ; Beaulieu fuit, j'espère l'attraper ; j'imposerai quelques millions de contributions au duc de Parme : il vous fera 4 faire des propositions de paix ; ne vous pressez pas, afin que j'aie le temps de lui faire payer les frais de la campagne, approvisionner nos magasins et remonter nos chariots à ses dépens.

Si vous n'acceptez pas la paix avec le roi de Sardaigne, si votre projet est de le détrôner, il faut que vous l'amusiez quelques décades, et que vous me préveniez de suite ; je m'empare de Valence et je marche sur Turin.

J'enverrai 12.000 hommes sur Rome, lorsque j'aurai battu Beaulieu et l'aurai obligé de repasser l'Adige ; lorsque je serai sûr que vous accorderez la paix au roi de Sardaigne, et que vous m enverrez une partie de l'armée des Alpes.

Quant à Gênes, je crois que vous devez lui demander 15.000.000 en indemnité des frégates et bâtiments pris dans ses ports ; 2° demander que ceux qui ont fait brûler la Modeste, et appelé les Autrichiens, soient jugés comme traîtres à la patrie.

Si vous me chargez de ces objets, que vous gardiez surtout le plus grand secret, je parviendrai à faire tout ce que vous voudrez.

Si j'ai quelques chances à courir en Lombardie, c'est à cause de la cavalerie ennemie. Il m arrive quarante artilleurs à cheval qui n ont pas fait la guerre et qui sont démontés. Envoyez-m'en donc douze compagnies, et ne confiez pas l'exécution de cette mesure aux hommes des bureaux ; car il leur faut dix jours pour expédier un ordre, et ils auront

l'ineptie d'en tirer peut-être de la Hollande, afin que cela arrive au mois d'octobre[1].

Bonaparte écrivait encore à Carnot le 10 floréal (29 avril) :

La suspension d'armes conclue entre le roi de Sardaigne et nous me permet de communiquer par Turin, c'est-à-dire d'épargner la moitié de la route : je pourrais donc recevoir vos ordres et connaître vos intentions pour la direction à donner à l'armée.

Je suis maître de Coni, de Geva, de Tortone ; je vais passer le Pô et entrer dans le Milanais ; en passant, je compte rançonner le duc de Parme et lui faire payer cher son entêtement.

Mon projet serait d'atteindre les Autrichiens, et de les battre avant votre réponse, afin de me trouver à même de marcher sur Turin, sur Naples, ou sur l'Autriche, en passant par le Tyrol.

Si le roi de Sardaigne se doutait, avant que je ne le sache, que vous ne voulussiez pas faire la paix, il me jouerait un mauvais tour. Si vous ne voulez pas la paix avec la Sardaigne, faites en sorte que ce soit moi qui le lui apprenne, afin que je sois maître de prendre mon temps et que ses plénipotentiaires à Paris ne s'en doutent pas.

Si vous faites la paix avec le roi de Sardaigne, ordonnez ce que l'on doit faire vis-à-vis de Gênes, de Parme et de Rome.

Beaulieu a encore avec lui 26.000 hommes bien équipés ; il avait 38.000 hommes au commencement de la campagne. Je marche avec 28.000 hommes ; il a 4.000 hommes de cavalerie, je n'en ai que 3.600 et en mauvais état.

La cour de Turin et celle de Vienne s'attendaient à des succès sûrs, cette campagne : les armées combinées étaient de 75.000 hommes, je les ai battus avec 35.000 hommes ; j'ai besoin de secours, l'armée des Alpes peut me fournir 15.000 hommes.

Le général Châteauneuf-Randon devrait me rendre les 3.000 hommes qu'il a retenus à Nismes, destinés pour ici ; avec ce renfort, l'Italie est à vous, et je puis en même temps marcher sur Naples et Mantoue, surtout si je parviens à battre le s ennemis avant peu.

Il écrivait à Faypoult :

Vous trouverez ci-joint, mon cher ministre, la copie de la suspension d'armes.

Beaulieu passe le Pô, et va chercher au fond de la Lombardie refuge contre l'armée française ; il disait au roi de Sardaigne

---

[1] 10 floréal (29 avril).

qu'il ne voulait se débotter qu'à Lyon, il n'en prend pas le chemin. Il fuit si vite que nous ne pouvons pas l'attraper.

Il n'y a pas en Piémont la première idée d'une révolution, et la France ne voudrait pas, je pense, en faire une à ses frais.

Quant au citoyen Giacomoni, laissons-le couvert d'opprobre et d'ignominie voguer où il voudra. J'ai instruit le Gouvernement de sa conduite, afin qu'il ne soit plus admis à servir avec les Français[1].

Bonaparte invitait ensuite Faypoult à venir le trouver à Tortone pour conférer sur des objets essentiels ; à lui envoyer une note géographique, historique, politique et topographique sur les fiefs impériaux avoisinant Gênes, afin d'en tirer tout le parti possible ; à lui envoyer une note sur les ducs de Parme, de Plaisance, de Modène, leurs forces sur pied, leurs places fortes, la richesse de ces pays, sur les tableaux, les statues, les cabinets et les curiosités qui se trouvaient dans ces villes, ainsi qu'à Milan et à Bologne[2].

Au bout de quinze jours, le premier point du plan de campagne était atteint ; de grands résultats étaient obtenus ; les forteresses piémontaises étaient tombées ; la coalition était-affaiblie d'une puissance qui lui fournissait 60 à 70.000 hommes, et qui était plus importante encore par sa position. Depuis le commencement de cette campagne, dans le courant d'un mois, la législature décréta cinq fois que l'armée avait bien mérité de la patrie, et chaque fois pour de nouvelles victoires[3].

Pour tromper les espions de l'ennemi et lui donner le change, Valence avait été désigné comme le point où les Français devaient passer le Pô. C'était à dessein que dans les conférences de Cherasco on avait laissé mystérieusement percer cette intention, et que lors de la conclusion de l'armistice, un article avait stipulé la remise de cette ville aux Français, pour qu'ils y opérassent le passage du fleuve.

A la nouvelle des revers des Piémontais, Beaulieu s'était mis en marche pour les rejoindre ; mais, apprenant leur défection, il suspendit sa marche et projeta de prendre d'un coup de main Tortone, Valence et Alexandrie. Il n'y réussit pas. Les Napolitains s'emparèrent de Valence. Bonaparte parut attacher une grande importance à l'occupation de cette place. Flattant l'armée piémontaise ou rendant justice à son courage, il représenta à son général en chef que l'intérêt du roi et celui de la République exigeaient également qu'il chassât promptement les Napolitains de Valence, lui offrant, s'il était dans le cas d'en avoir besoin, le secours d'une division française[4].

Il demanda en même temps au chevalier Solar, gouverneur d'Alexandrie, de lui faire fournir des bateaux pour passer le Pô à Valence, quelques entrepreneurs pour les charrois, l'intérêt du roi étant que les Autrichiens fissent un court séjour sur son territoire[5].

---

1 Lettres du 12 floréal (1er mai).
2 Lettres du 12 floréal (1er mai).
3 *Montholon*, tom. III, page 203.
4 Lettre du 13 floréal (2 mai).
5 Lettre du 14 floréal (3 mai).

L'offre faite par Bonaparte d'une division de son armée fut éludée par le général piémontais. Effrayé des suites que pourrait avoir la non-exécution d'un article de l'armistice, par le fait de l'invasion des Napolitains, le roi obtint facilement de ses anciens alliés l'évacuation de Valence.

L'intention du Directoire était de l'amener à contracter une alliance avec la République. Bonaparte écrivit au général piémontais que, si le sort des armes continuait de lui être favorable, il serait sous peu de jours maître des états du roi au-delà du Pô ; qu'il obligerait Beaulieu à évacuer ces pays qui, étant conquis sur l'armée autrichienne, appartiendraient de droit à la République ; qu'il sentait combien il serait dur pour le roi de voir presque tous ses états envahis. Il proposait, en conséquence, qu'une division de 7.500 Piémontais, dont 1.500 cavaliers, se réunît à l'armée française pour l'aider à chasser les Autrichiens, et être mise ensuite en garnison dans les états du roi au-delà du Pô[1].

Pour éviter cette jonction, le roi pressa Beau- lieu d'évacuer le pays. Le duc d'Aoste se prépara même à marcher pour s'emparer des places de Novarre, Mortare et Vigerano.

L'armée française ayant pris possession du fort de Tortone le 15 floréal (4 mai), ce ne fut réellement qu'à compter de ce moment que la suspension d'armes fut exécutée envers le Piémont. Bonaparte en prévint le général en chef et donna des ordres pour que l'armée piémontaise occupât les villes de Bra et de Fossano ; l'échange des prisonniers commença.

Le Directoire avait recommandé au général en chef d'animer les mécontents du Piémont pour en faciliter la conquête. La province d'Alba, que les Français occupèrent, était le pays Je plus opposé au Gouvernement et qui contenait le plus de germes révolutionnaires. Si la guerre avait continué avec le roi de Sardaigne, c'était là qu'on aurait - trouvé le plus de dispositions à l'insurrection. A Coni et au bourg de Saint-Delmas, il y eut du tumulte contre les prêtres. Des habitants d'Alba, à l'instigation de l'émigré piémontais Bonafous, qui était venu avec l'armée française, firent un mouvement et publièrent des proclamations tendant à établir la république. Bonafous séquestrait les propriétés féodales et les biens de la couronne. Pour exciter les esprits, il publia une lettre qu'il avait écrite à Bonaparte. Celui-ci avait favorisé ou laissé faire toutes ces démonstrations pour alarmer la cour de Turin. Le général Latour s'en plaignit quand l'armistice fut conclu, et le marquis de Saint-Marsan fut envoyé auprès de Bonaparte pour faire cesser ces mouvements. M. de Saint-Marsan plut au général en chef qui écrivit au général Latour : Je dois vous remercier de m'avoir fait connaître M. de Saint-Marsan ; il joint à des talents distingués un air prévenant qui lui captive l'estime de ceux qui ont affaire à lui[2].

Il lui était recommandé, ainsi qu'au général Latour et même au duc d'Aoste, fils du roi, de séduire Bonaparte par leurs courtoisies. Sans s'y laisser prendre, il n'y fut pas insensible.

Les mouvements populaires d'Alba cessèrent ; Bonaparte n'en avait plus besoin ; ils étaient sans objet, puisque le Piémont était conquis. Car soit qu'il n'entrât pas dans ses vues que le pays fût révolutionné, soit qu'en effet le peuple n'y fût pas encore assez disposé, il avait écrit, comme on l'a vu, au Directoire et à Faypoult : Il n'y a pas en Piémont la première idée d'une révolution.

---

1 Lettre du 15 floréal (4 mai).
2 Lettre du 15 floréal (4 mai).

La suspension d'armes comprenant aussi l'armée des Alpes, Bonaparte demanda au Directoire et écrivit à Kellermann de lui en détacher 15.000 hommes. On conçoit combien ce renfort aurait été utile pour profiter des premiers succès.

Avant d'avoir reçu réponse, Bonaparte prévint à tout événement le général de Latour qu'en conséquence de la suspension d'armes et des probabilités de paix, la moitié de ce renfort passerait par le col d'Argentière pour se rendre à Coni, et de là derrière la Stura ; que l'autre moitié passerait le Saint-Bernard par la vallée d'Aoste, et le Tanaro à Alexandrie[1].

Le roi de Sardaigne fit des objections principalement contre le passage de la 2e colonne. Il lui parut peu conforme à l'armistice, à la ligne de démarcation et aux vues pacifiques qu'on lui avait manifestées, très-onéreux pour ses états, et même dangereux pour les troupes françaises, tant à cause de l'intolérance des habitants que des difficultés qu'offrait le pays.

Le duc d'Aoste se plaignait pu général en chef de ce que les employés français s'étaient emparés des caisses royales à Tortone, et y avaient donné des ordres comme dans une ville conquise, tandis qu'elle avait été simplement donnée en dépôt.

Mais les conditions de la suspension d'armes rendaient Bonaparte de fait maître du Piémont ; il y prenait donc toutes les dispositions qu'il jugeait utiles à son armée et aux opérations militaires.

Kellermann, occupé à discuter sa démarcation avec les Piémontais et à surveiller Lyon, où les 7 royalistes s'agitaient, ne détacha, 15 jours après, que la division Vaubois : elle vint à Coni.

Cependant Bonaparte, décidé à poursuivre ses avantages, ne perdit pas son temps à en recueillir les fruits ; le lendemain de la suspension d'armes, l'armée s'était remise en marche : Laharpe par la route de Bossogno à Acqui, Augereau par Stephano, et Masséna par Nizza de la Paglia. Beaulieu avait évacué ce pays et s'était réfugié dans Valence où, le 13 (2 mai), il passa le Pô avec son armée, détruisant tous les bateaux. Masséna arriva à Alexandrie assez à temps pour s'emparer des magasins que les Autrichiens, ne pouvant les emporter, avaient vendus à la ville.

L'armée autrichienne s'était fortifiée le long de la Cogna, du Terdoppio et du Tesin, afin de défendre l'entrée du Milanais. Après différentes marches et divers mouvements militaires et diplomatiques, pour faire penser à Beaulieu que l'armée française allait passer le Pô à Valence, Bonaparte se transporta le 17 floréal (16 mai), par une marche forcée, à Castel-San-Giovani, avec 3.000 grenadiers et 1.500 chevaux.

A onze heures du soir, le chef de bataillon d'artillerie, Andréosy, et l'adjudant-général Frontin parcoururent, avec cent hommes de cavalerie, la rive du Pô, jusqu'à Plaisance, et arrêtèrent cinq bateaux chargés de riz, d'officiers, de 500 malades et de toute la pharmacie de l'armée.

Le 18 (7) à neuf heures du matin, les Français arrivèrent sur le Pô, vis-à-vis de Plaisance ; il y avait, de l'autre côté, deux escadrons de hussards qui faisaient mine de vouloir leur disputer le passage ; le général Lannes, avec ses grenadiers, se précipita dans les bateaux et aborda de l'autre côté ; après

---

1 Lettre du 17 floréal (6 mai).

quelques coups de fusil, la cavalerie ennemie se replia. Les Français se formèrent avec la rapidité de l'éclair.

Les divisions de l'armée, qui étaient toutes en échelons à différentes distances, forcèrent de marche, dès que le mouvement fut démasqué, et passèrent dans la journée ; la rareté des bateaux retarda singulièrement cette opération.

Cependant Beaulieu, instruit de cette marche, se convainquit, mais trop tard, que ses fortifications du Tesin et ses redoutes de Pavie étaient inutiles ; que les républicains français n'étaient pas aussi peu avancés dans l'art de la guerre que François Ier. Il ordonna à un corps de 6.000 hommes et de 2.000 chevaux de se porter à leur rencontre, et de s'opposer au débarquement ou de les attaquer lorsqu'ils ne seraient pas encore formés : il se trompa dans son calcul. Vers midi, Bonaparte apprit qu'une division ennemie s'était approchée : il se mit en marche ; les ennemis avaient vingt pièces de canon et s'étaient retranchés dans le village de Fombio.

Le général de brigade Dallemagne, avec les grenadiers, attaqua par la droite ; l'adjudant-général Lan tisse au centre, par la chaussée ; le général Lannes par la gauche : après une vive canonnade et une résistance assez soutenue, l'ennemi dut songer à la retraite ; il fut poursuivi jusqu'à l'Adda. Il perdit une partie de ses bagages, 300 chevaux et 500 morts ou prisonniers. La 70e demi-brigade et le général Menard se distinguèrent à Fombio. Le général Lannes eut la plus grande part au succès du combat.

Les Français occupèrent Codogno. Informé de leur passage et de la position critique du corps qu'il avait placé à Fombio, Beaulieu avait envoyé en toute hâte à son secours 5.000 hommes d'élite. Arrivés à deux heures après minuit près de Codogno, ils donnèrent dans les avant-postes de la division Laharpe, qui furent surpris et culbutés. Le trouble et l'alarme se répandirent parmi les Français. Laharpe sauta à cheval et fit avancer une demi-brigade. Le combat se rétablit ; mais au milieu de la mêlée, le général, frappé d'une balle, tomba mort sur le coup ; on crut qu'il était, dans l'obscurité, parti des rangs de ses propres soldats[1].

La République, écrivit Bonaparte au Directoire, perd un homme qui lui était attaché, l'armée un de ses meilleurs généraux, et tous les soldats un camarade aussi intrépide que sévère[2].

Cependant Berthier accourut, prit le commandement, ranima les esprits, rallia les bataillons, força l'ennemi à la retraite, le poursuivit, s'empara de ses bagages et de son artillerie, et entra dans Casal, d'où Beaulieu s'était retiré sur Lodi.

---

1 Plus tard les ennemis de Bonaparte lui imputèrent la mort de Laharpe, comme de tant d'autres braves qui périrent par des incidents malheureux. L'absurdité de cette imputation la réfute suffisamment.
2 Lettre du 22 floréal (11 mai).

CHAPITRE VIII

Le Directoire n'approuve pas le plan de campagne de Bonaparte, et se propose de partager l'armée Armistice avec le duc de Parme. — Tableaux envoyés au Musée national. — Bataille de Lodi. — Bonaparte combat le projet du Directoire de partager l'armée. — Réfutation des motifs prêtés par Bonaparte au Directoire.

Le Directoire approuva l'armistice conclu avec le roi de Sardaigne, loua les mesures vigoureuses que Bonaparte avait prises en l'accordant, et en faisant exécuter sur-le-champ ses conditions les plus essentielles ; il l'engagea de la manière la plus pressante à ne pas laisser un moment de repos à l'armée autrichienne jusqu'à ce qu'elle fût anéantie.

En rendant compte de l'armistice, Bonaparte avait, comme on l'a vu plus haut, tracé à grands traits son plan de campagne, d'après lequel il espérait, avant un mois, être sur les montagnes du Tyrol, trouver l'armée du Rhin, porter de concert la guerre dans la Bavière et même, chemin faisant, visiter Rome.

Ce plan qui, pris à la lettre, manquait de précision, et semblait échappé à la fougue de la jeunesse et à l'ivresse de la victoire, n'était que l'aperçu rapide de ce que concevait le génie de la guerre. La suite prouvera qu'il n'avait pas trop osé. Le Directoire fut effrayé de ce plan, et trouva qu'il présentait des obstacles majeurs et des difficultés insurmontables. Il crut devoir le circonscrire dans un cercle moins étendu, auquel le ramenait la nécessité de terminer la guerre pendant la campagne. Il comptait sur les victoires de l'armée ; mais quelles pouvaient être les suites d'une entrée en Bavière par les montagnes du Tyrol, et quel espoir pourrait-on concevoir d'une retraite honorable en cas de revers ? Comment d'ailleurs contenir avec les forces françaises en Italie et quelques mille hommes que le Directoire pourrait y ajouter, tant de pays soumis, mais impatients de se dérober au voisinage et à l'action de la guerre ? Et quels seraient les moyens de résistance, si la cour de Turin, que l'on forçait à la paix, se laissait circonvenir de nouveau, et reprenait les armes pour couper les communications de l'armée française ?

Le plan du Directoire était beaucoup moins hardi, et se réduisait à s'emparer de l'Italie, à reconquérir la Corse sur les Anglais et à les chasser de la-Méditerranée.

Ainsi il voulait faire d'abord la conquête du Milanais, soit qu'il dût retourner à l'Autriche comme cession nécessaire pour assurer la paix avec elle, soit qu'il convînt de le donner par la suite aux Piémontais, ou comme récompense des efforts qu'ils feraient pour aider à cette conquête, ou comme dédommagement des départements du Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes, constitutionnellement réunis à la République ; il voulait repousser les ennemis jusque sur les montagnes du Tyrol, et les mettre en crainte de s'y voir forcés.

Son intention était de partager ensuite l'armée d'Italie en deux : la plus faible partie resterait dans le Milanais et en assurerait la possession par sa présence ; elle y serait secondée par les troupes Piémontaises, si le roi de Sardaigne acceptait l'alliance offensive et défensive dont on traiterait incessamment avec ses agents ; et elles seraient particulièrement chargées de la conservation des gorges du Tyrol et de pousser plus avant les succès, dans le cas où les circonstances le permettraient. Les troupes républicaines resteraient dans le Milanais, y lèveraient des contributions et vivraient dans ce pays fertile, sans avoir besoin des secours de l'intérieur. Le Directoire destinait au général Kellermann le commandement des forces françaises dans le Milanais.

La seconde colonne qui serait la plus forte possible côtoierait en partie la mer ; elle se porterait d'abord par Gavi sur Livourne, et menacerait ensuite Rome et Naples. A Livourne on s'emparerait de toutes les propriétés et de tous les vaisseaux ennemis. Si le Grand-Duc ne secondait pas ces mesures, ou y

apportait des obstacles, la Toscane serait traitée comme une alliée de l'Angleterre et de l'Autriche.

En passant sur le territoire de la république de Lucques, on lui déclarerait que la république française n'avait aucune intention hostile à son égard.

Le Directoire jugeait convenable d'ajourner tous les débats avec Gênes jusqu'après l'expédition de Livourne ; alors si on n'en agissait pas avec elle comme avec Livourne, de tirer au moins parti de sa neutralité et d'y lever un emprunt. Le moment viendrait où on lui demanderait une réparation pour l'incendie de la frégate *la Modeste*. On lui ferait sentir que la France était plus généreuse que ses ennemis qui voulaient la livrer au roi sarde[1].

On exigerait que les émigrés fussent chassés des é4ats de Gênes et de ceux de Toscane, comme ils l'avaient sans doute été de la partie du Piémont occupée par l'armée française.

Quant au duc de Parme, il était juste qu'il payât son entêtement à ne pas se détacher de la coalition. Ses états fourniraient à l'armée tout ce dont elle aurait besoin et des secours en numéraire. Mais les liaisons de la France avec l'Espagne commandaient de n'y faire aucune dévastation inutile, et de la ménager beaucoup plus que les autres possessions ennemies.

Venise serait traitée comme une puissance neutre, mais elle ne devait pas s'attendre à l'être comme une puissance amie, attendu qu'elle n'avait rien fait pour mériter les égards de la France.

Si Rome faisait des avances, la première chose à exiger était que le pape ordonnât immédiatement des prières publiques pour la prospérité et les succès de la république française. Quelques-uns de ses beaux monuments, ses statues, ses tableaux, ses médailles, ses bibliothèques, ses bronzes, ses madones d'argent et même ses cloches dédommageraient la France des frais que lui coûterait la visite qu'on lui aurait faite.

Dans le cas où la cour de Naples, effrayée de l'approche de l'armée, ferait faire quelques propositions, il faudrait exiger qu'elle livrât sur-le-champ les vaisseaux et les propriétés des ennemis, et qu'elle s'engageât à ne plus recevoir pendant la guerre de vaisseaux anglais ou ennemis de la République.

Elle allait traiter de la paix avec la Sardaigne ; elle serait généreuse et chercherait a se faire un allié qui par intérêt et par amitié lui fût toujours attaché.

Tel fut le plan de conduite que le Directoire transmit au général en chef.

Le Directoire exécutif est persuadé, ajoutait- il, que vous regardez la gloire des beaux-arts comme attachée à celle de l'armée que vous commandez. L'Italie leur doit en grande partie ses richesses et son illustration ; mais le temps est arrivé où leur règne doit passer en France, pour affermir et embellir celui de la liberté. Le Muséum national doit renfermer les monuments les plus célèbres de tous les arts, et vous ne négligerez pas de l'enrichir de ceux qu'il attend des conquêtes actuelles de l'armée d'Italie et de celles qui lui sont encore réservées[2].

Le général en chef n'avait point perdu de vue ce dernier objet, car il venait de demander au Directoire de lui envoyer des artistes pour recueillir les monuments

---

1 C'est ce qu'ils ont fait 20 ans plus tard.
2 Lettre du 18 floréal (7 mai).

des beaux-arts[1], et dans le moment où il recevait cette recommandation du Directoire, il avait déjà, comme on va le voir, imposé au duc de Parme une contribution en tableaux.

En entrant dans ses états, Bonaparte reçut, au passage de la Trebia, des envoyés du prince, pour demander la paix. Le chevalier d'Azara ministre d'Espagne étant intervenu en sa faveur, le général en chef lui répondit : Qu'il n'était pas dans son cœur, ni dans l'intention du peuple français, de faire du mal sans but et de nuire en rien aux peuples ; qu'il consentait à suspendre toute hostilité contre le duc de Parme et la marche de ses troupes sur Parme, pourvu que, dans la nuit, le duc envoyât des plénipotentiaires pour conclure la suspension[2].

En attendant il fit marcher quelques régiments de cavalerie, avec une brigade, jusqu'à trois lieues de Plaisance.

L'armistice fut signé le 20 (9 mai). Le duc de Parme, ce fameux élève de Condillac, environné de moines et livré aux pratiques les plus minutieuses de la dévotion, n'était d'aucune importance politique. On lui laissa donc l'administration de ses états ; on se borna à le rançonner. On exigea de lui 2 millions en argent, et 1.700 chevaux. On l'obligea à défrayer toutes les routes militaires et les hôpitaux qui seraient établis dans ses états. Le duc dut livrer vingt tableaux, au choix des commissaires français. Il fit proposer 2 millions pour conserver le fameux St. Jérôme. Les agents de l'armée étaient d'avis de l'accepter, le général en chef répondit : Tous les trésors ne valent pas à mes yeux la gloire d'offrir à ma patrie le chef-d'œuvre du Dominicain.

On a dit[3] que c'était dans l'histoire moderne le premier exemple d'une contribution en tableaux.

La République avait déjà reçu au même titre, et possédait dans son Musée les chefs-d'œuvre des écoles hollandaise et flamande. Il y eut des personnes, même en France, qui s'apitoyèrent alors sur l'enlèvement des monuments de l'Italie ; des artistes réclamèrent auprès du Directoire pour qu'on les y laissât dans l'intérêt des arts. Les Romains avaient enlevé aux Grecs vaincus les statues dont ils ornèrent le Capitole. Toutes les capitales de l'Europe moderne étaient remplies de dépouilles de l'antiquité, et personne n'avait encore songé à leur en faire un crime.

Je vous enverrai le plus tôt possible, écrivit Bonaparte au Directoire, les plus beaux tableaux du Corrège, entre autres, un saint Jérôme, que l'on dit être son chef-d'œuvre. J'avoue que ce saint prend un mauvais temps pour arriver à Paris : j'espère que vous lui accorderez les honneurs du Muséum. Je vous réitère la demande de quelques artistes connus, qui se chargeront du choix et des détails de transport des choses rares que nous jugerons devoir envoyer à Paris.

Dès qu'une partie de l'armée eut passé le, Pô, Bonaparte écrivit à Carnot le 20 floréal (9 mai) :

> Nous avons enfin passé le Pô. La seconde campagne est commencée, Beaulieu est déconcerté ; il calcule assez mal et donne constamment dans les pièges qu'on lui tend : peut-

---

1 Lettre du 17 floréal ci-dessus rapportée.
2 Lettre du 17 floréal.
3 *Montholon*, tom. III, page 211.

être voudra-t-il donner une bataille, car cet homme-là a l'audace de la fureur et non celle du génie ; mais les six mille hommes que l'on a obligés hier de passer l'Adda, et qui ont été défaits, l'affaiblissent beaucoup. Encore une victoire, et nous sommes maîtres de l'Italie.

J'ai accordé une suspension d'armes au duc de Parme ; le duc de Modène m'envoie des plénipotentiaires.

Si nous avions un ordonnateur habile, nous serions aussi bien qu'il est possible d'imaginer. Nous allons faire établir des magasins considérables de blé, des parcs de six cents bœufs sur les derrières. Dès l'instant que nous arrêterons nos mouvements, nous ferons habiller l'armée à neuf ; elle est toujours à faire peur, mais tout engraise ; le soldat ne mange que du pain de Gonesse, bonne viande et en quantité, bon vin, etc. La discipline se rétablit tous les jours ; mais il faut souvent fusiller, car il est des hommes intraitables qui ne peuvent se commander.

Ce que nous avons pris à l'ennemi est incalculable. Nous avons des effets d'hôpitaux pour quinze mille malades, plusieurs magasins de blé, farine, etc. Plus vous m'enverrez d'hommes, plus je les nourrirai facilement.

Je vous fais passer vingt tableaux des premiers maîtres, du Corrège et de Michel-Ange.

Je vous dois des remercîments particuliers pour les attentions que vous voulez bien avoir pour ma femme, je vous a recommande ; elle est patriote sincère, et je l'aime à la folie.

J'espère que les choses vont bien, pouvant vous envoyer une douzaine de millions à Paris ; cela ne vous fera pas de mal pour l'armée du Rhin.

Envoyez-moi quatre mille cavaliers démontés, je chercherai ici à les remonter.

Je ne vous cache pas que, depuis la mort de Stengel, je n'ai plus un officier supérieur de cavalerie qui se batte. Je désirerais que vous pussiez m'envoyer deux ou trois adjudants-généraux sortant de la cavalerie, qui aient du feu, et une ferme résolution de ne jamais faire de savantes retraites.

L'armée autrichienne ayant réussi, malgré la rapidité des mouvements des Français, à se retirer derrière l'Adda, il ne restait d'autre parti à prendre que de l'attaquer de front.

Le quartier-général de l'armée française arriva à Casal le 21 (10 mai) à trois heures du matin ; à neuf heures, l'avant-garde rencontra les ennemis qui défendaient les approches de Lodi : Bonaparte ordonna aussitôt à toute la cavalerie de monter à cheval avec quatre pièces d'artillerie légère qui venaient d'arriver, et qui étaient attelées avec les chevaux de carrosses des seigneurs de

Plaisance. La division du général Augereau, qui avait couché à Borghetto, celle du général Masséna, qui avait couché à Casai, se mirent en marche. L'avant-garde, pendant ce temps-là, culbuta tous les postes des ennemis qui avaient déjà passé l'Adda sur le pont. Beaulieu, avec toute son armée, était rangé en bataille ; 30 pièces de canon de position défendaient le passage du pont. Bonaparte fit placer toute son artillerie en batterie ; la canonnade fut très-vive pendant plusieurs heures ; dès l'instant que l'armée fut arrivée, elle se forma en colonne serrée, le deuxième bataillon des carabiniers en tête, et suivi par tous les bataillons des grenadiers, au pas de charge et aux cris de vive la République ! L'on se présenta sur le pont, qui a cent toises de longueur ; l'ennemi fit un feu terrible ; la tête de la colonne paraissait même hésiter : ce moment d'hésitation pouvait tout perdre ; les généraux Berthier, Masséna, Cervoni, Dallemagne, Lannes et le chef de bataillon Dupas le sentirent, et se précipitèrent à la tête des troupes[1]. Cette redoutable colonne renversa tout ce qui s'opposa à elle ; toute l'artillerie fut sur-le-champ enlevée ; l'ordre de bataille de Beaulieu fut rompu ; elle sema de tout côté l'épouvante, la fuite et la mort ; dans un clin-d'œil, l'armée ennemie fut éparpillée. Les généraux Rusca, Augereau et Beyrand passèrent aussitôt que leurs divisions furent arrivées, et achevèrent de décider la victoire.

La cavalerie passa l'Adda à un gué qui se trouva très-mauvais ; elle éprouva beaucoup de retard, ce qui l'empêcha de donner. La cavalerie ennemie essaya, pour protéger la retraite de l'infanterie, de charger les Français, mais ils n'en furent pas épouvantés. La nuit qui survint, et l'extrême fatigue des troupes, dont plusieurs avaient fait, dans la journée, plus de dix lieues, ne leur permirent pas de poursuivre davantage l'ennemi. Il perdit vingt pièces de canon, environ 3.000 hommes, morts, blessés et prisonniers. La perte des Français ne fut que de 40o hommes.

Je pensais, écrivit Bonaparte au Directoire, que le passage du Pô serait l'opération la plus audacieuse de la campagne, tout comme la bataille de Millesimo l'action la plus vive ; mais j'ai à vous rendre compte de la bataille de Lodi. Quoique nous ayons eu des affaires très-chaudes, où l'armée a dû souvent payer d'audace, aucune n'approche du terrible passage du pont de Lodi... Si nous avons perdu peu de monde, nous le devons à la promptitude de l'exécution et à l'effet subit qu'ont produit sur l'armée ennemie la masse et les feux redoutables de cette intrépide colonne. Si j'étais tenu de nommer tous les militaires qui se sont distingués dans cette journée extraordinaire, je serais obligé de nommer tous les carabiniers et grenadiers de l'avant-garde, et presque tous les officiers de l'état-major ; mais je ne dois pas oublier l'intrépide Berthier, qui a été dans cette journée canonnier, cavalier et grenadier[2].

Bonaparte désigna encore le capitaine Latour, aide-de-camp de Masséna, blessé de coups de sabre ; son aide-de-camp Marmont, qui avait eu un cheval blessé

---

1 Madame Bertrand ayant lu à Sainte-Hélène, devant Napoléon, dans une relation des campagnes d'Italie, ce passage : La première bataille que Bonaparte livra fut celle du Pont-de-Lodi. Il montra un grand courage, et fut parfaitement secondé par le général Lannes qui passa le pont après lui..... *Avant !* s'écria Napoléon avec force, *avant moi ! Lannes passa le premier sur le pont, et je n'ai fait que le suivre. Il faut rectifier cela sur-le-champ*. Il dit, et l'on prit la plume. La note marginale écrite, madame Bertrand ferma le livre.

2 Lettre du 22 floréal (11 mai).

sous lui ; son aide-de-camp Lemarois, qui avait eu son habit criblé de balles, et dont le courage, disait-il, était égal à l'activité.

Ce fut, dit-on, à Lodi que l'armée conféra à Bonaparte le grade de caporal, d'où les soldats continuèrent à lui donner le surnom de *Petit-Caporal*[1]. D'autres placent cette anecdote à l'époque où il commandait l'artillerie à l'armée d'Italie[2].

Bonaparte n'avait pas été trop étonné de ses succès au siège de Toulon. Il en ressentit une vive satisfaction ; mais il n'en fut point émerveillé. Le 13 vendémiaire et même Montenotte ne le portèrent pas encore à se croire un homme supérieur ; ce n est qu'après Lodi qu'il lui vint dans l'idée qu'il pourrait bien devenir un acteur décisif sur la scène politique. Alors naquit la première étincelle de la haute ambition[3], qui depuis a été Je véhicule de toute sa vie. Alors seulement il cessa de douter de sa capacité et de ses forces, dont jusque là il n avait eu que la conscience.

Dans la lettre suivante à Carnot, Bonaparte insista avec non moins de confiance et plus de force encore sur le plan qu'il avait soumis au Directoire.

> La bataille de Lodi, mon cher directeur, donne à la République toute la Lombardie. Les ennemis ont laissé deux mille hommes dans le château de Milan, que je vais nécessairement investir. Vous pouvez compter dans vos calculs comme si j'étais à Milan ; je n'y vais pas demain, parce que je veux poursuivre Beaulieu, et chercher à profiter de son délire pour le battre encore une fois.
>
> Bientôt il est possible que j'attaque Mantoue. Si j'enlève cette place, rien ne m'arrête plus pour pénétrer dans la Bavière. Dans deux décades, je puis être dans le cœur de l'Allemagne. Ne pourriez-vous pas combiner mes mouvements avec l'opération de ces deux armées ? Je m'imagine qu'à l'heure qu'il est, on se bat sur le Rhin ; si l'armistice continuait, l'armée d'Italie serait écrasée. Si les deux armées du Rhin entrent en campagne, je vous prie de me faire part de leur position et de ce que vous espérez qu'elles puissent faire, afin que cela me serve de règle pour entrer dans le Tyrol, ou me borner à l'Adige. Il serait digne de la République d'aller signer le traité de paix, les trois armées réunies, dans le cœur de la Bavière, ou de l'Allemagne étonnée. Quant à moi, s'il entre dans vos projets que les deux armées du Rhin fassent des mouvements en avant, je franchirai le Tyrol avant que l'empereur ne s'en soit sérieusement douté.
>
> S'il était possible d'avoir un bon commissaire-ordonnateur ? Celui qui est ici serait bon en second, mais il n'a pas assez de feu et de tête pour être en chef[4].

---

1 *Las Cases*, tom. I, page 215.
2 O'Meara, tom. II, page 48.
3 *Las Cases*, tom. I, page 198.
4 Lettre du 22 floréal (11 mai).

Après le combat de Fombio, les Français avaient poursuivi l'ennemi jusqu'à Pizzighittone, mais ils ne purent passer l'Adda. Beaulieu se retira par cette place, après la bataille de Lodi ; les Français y arrivèrent le 22 ; mais il s était déjà retiré au-delà de Crémone. Ils investirent et attaquèrent la ville de Pizzighittone qui, après une vive canonnade, fut obligée de se rendre ; on y fit trois cents prisonniers et on y prit cinq pièces de canon de bronze. La cavalerie se mit à la poursuite de l'ennemi. La ville de Crémone ouvrit ses portes ; Bonaparte regarda dès-lors toute la Lombardie comme appartenant à la République.

Dans les environs de Pizzighittone, Bonaparte eut la fantaisie de questionner, sans en être connu, un officier allemand qu'on venait de faire prisonnier, et lui demanda comment allaient les affaires. Oh ! très-mal, lui répondit l'officier. On n'y comprend plus rien. Nous avons affaire à un jeune général qui est tantôt devant nous, tantôt sur notre queue, tantôt sur nos flancs. On ne sait jamais comment se placer. Cette manière de faire la guerre est insupportable et contraire à tous les usages[1].

Plus que jamais préoccupé de ses vastes projets, Bonaparte écrivit au Directoire : On dit que la suspension d'armes continue toujours à l'armée du Rhin. J'imagine qu'à l'heure qu'il est vous avez porté vos regards sur un objet aussi essentiel ; il paraît même que les ennemis ont publié avec emphase, dans leur camp, que cette suspension était pour trois mois, et qu'ils allaient, en conséquence, recevoir de grands renforts[2].

Dans le même moment, il recevait la réponse du Directoire, que nous avons rapportée ci-dessus, relative au projet de porter l'armée d'Italie en Allemagne, par le Tyrol. On jugera mieux par les lettres suivantes de Bonaparte, que par tous les raisonnements, la manière dont il en fut affecté. On verra surtout comment il jugeait le partage de l'armée d'Italie en deux.

> Je reçois à l'instant le courrier parti, le 18, de Paris : vos espérances sont réalisées, puisqu'à l'heure qu'il est, toute la Lombardie est à la République. Hier, j'ai fait partir une division pour cerner le château de Milan. Beaulieu est à Mantoue avec son armée, il a inondé tout le pays environnant : il y trouvera la mort ; car c'est le plus malsain de l'Italie.
>
> Beaulieu a encore une armée nombreuse, il a commencé la campagne avec des forces supérieures ; l'empereur lui envoie dix mille hommes de renfort, qui sont en marche. Je crois très-impolitique de diviser en deux l'armée d'Italie, il est également contraire aux intérêts de la République d'y mettre deux généraux différents.
>
> L'expédition sur Livourne, Rome et Naples est très-peu de chose : elle doit être faite par les divisions en échelons, de sorte que l'on puisse, par une marche rétrograde, se trouver en force contre les Autrichiens et menacer de les envelopper au moindre mouvement qu'ils feraient. Il faudra, pour cela, non-seulement un seul général, mais encore que rien ne le gène dans sa marche et ses opérations. J'ai fait la campagne

---

1 *Montholon*, tom. III, page 212.
2 Lettre du 25 floréal (14 mai).

sans consulter personne ; je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me concilier avec la manière de voir d'un autre. J'ai remporté quelques avantages sur des forces supérieures et dans un dénuement absolu de tout, parce que, persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que ma pensée.

Si vous m'imposez des entraves de toutes espèces ; s'il faut que je réfère de tous mes pas aux commissaires du Gouvernement ; s'ils ont droit de changer mes mouvements, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon. Si vous affaiblissez vos moyens, en divisant vos forces ; si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire, je vous le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie.

Dans la position des affaires de la République en Italie, il est indispensable que vous ayez un général qui ait entièrement votre confiance : si ce n était pas moi, je ne m'en plaindrais pas ; mais je m emploierais à redoubler de zèle pour mériter votre estime dans le poste que vous me confieriez. Chacun a sa manière de faire la guerre. Le général Kellermann a plus d'expérience et la fera mieux que moi ; mais tous les deux ensemble nous la ferons fort mal.

Je ne puis rendre à la patrie des services essentiels qu'investi entièrement et absolument de votre confiance. Je sens qu'il faut beaucoup de courage pour vous écrire cette lettre, il serait si facile de m accuser d'ambition et d'orgueil ! Mais je vous dois l'expression de tous mes sentiments, à vous qui m'avez donné dans tous les temps des témoignages d'estime que je ne dois pas oublier. Les différentes divisions d'Italie prennent possession de la Lombardie. Lorsque vous recevrez cette lettre, nous serons déjà en route, et votre réponse nous trouvera probablement près de Livourne. Le parti que vous prendrez dans cette circonstance est plus décisif pour les opérations de la campagne que 15.000 hommes de renfort que l'empereur enverrait à Beaulieu[1].

A Carnot :

A la réception de la lettre du Directoire, du 18, vos intentions étaient remplies, et le Milanais est à nous. Je marcherai bientôt, pour exécuter vos vues, sur Livourne et sur Rome ; tout cela se fera dans peu de temps. J'écris au Directoire relativement à l'idée de diviser l'armée ; je vous jure que je n'ai vu en cela que la patrie ; au reste, vous me trouverez toujours dans la ligne droite ; je dois à la République le sacrifice de toutes mes idées ; si l'on cherche à me mettre mal dans votre esprit, ma réponse est dans mon cœur et dans ma conscience.

---

[1] Lettre du 25 floréal (14 mai).

> Comme il serait possible que cette lettre, au Directoire, ne fût pas bien interprétée, et que vous m avez témoigné de l'amitié, je prends le parti de vous l'adresser, en vous priant d'en faire l'usage que vous suggéreront votre prudence et votre attachement pour moi.
>
> Kellermann commandera l'armée aussi bien que moi, car personne n'est plus convaincu que je le suis, que les victoires sont dues au courage et à l'audace de l'armée ; mais je crois que réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers avec un homme qui se croit le premier général de l'Europe, et, d'ailleurs, je crois qu'il faut plutôt un mauvais général que deux bons. La guerre est comme le gouvernement, c'est une affaire de tact.
>
> Je ne puis vous être utile qu'investi de la même estime que vous me témoigniez à Paris. Que je fasse la guerre ici ou ailleurs, cela m'est indifférent. Servir la patrie, mériter de la postérité une feuille de notre histoire, donner au Gouvernement des preuves de mon attachement et de mon dévouement, voilà toute mon ambition ; mais j'ai fort à cœur de ne pas perdre dans huit jours deux mois de fatigues, de peines et de dangers, et de ne pas me trouver entravé. J'ai commencé avec quelque gloire, je désire de continuer d'être digne de vous. Croyez, d'ailleurs, que rien n'altérera l'estime que vous inspirez à ceux qui vous connaissent[1].

Sans chercher une arrière-pensée dans cette manifestation de sentiments, il était tout naturel que Bonaparte, jugeant les dangers du système funeste adopté par le Directoire, refusât de compromettre sa gloire, et préférât le commandement général entre les mains de Kellermann à la division de l'armée qui aurait entraîné la perte de l'Italie. Tout général en chef qui consent à exécuter un plan qu'il trouve mauvais et dangereux est criminel. Dans le fait, le Directoire, qui trouvait imprudent le projet de Bonaparte de pénétrer dans le Tyrol, montrait bien moins de sagacité en voulant l'envoyer au fond de l'Italie avec la moitié de l'armée. Il est difficile de comprendre le motif qui déterminait le Directoire et celui de sels membres, Carnot, qui dirigeait alors les opérations militaires. Était-ce l'ombrage que portaient déjà les victoires et le caractère de Bonaparte ? Mais espérait-on qu'il aimerait mieux quitter lé commandement que le partager, ou bien que s'il acceptait le partage il éprouverait des revers ?

Plus tard Napoléon dit à ce sujet : Le Directoire avait été séduit par l'appât irrésistible pour les hommes de la révolution d'arborer le drapeau français sur le Capitole, et de punir la cour de Naples de ses nombreuses offenses. La politique avait dicté la conduite de Bonaparte avec le roi de Sardaigne ; mais ces ménagements entraient difficilement dans les têtes de ce temps-là. Les nouvelles successives du passage du Pô, de la bataille de Lodi, de l'occupation de la

---

1 Lettre du 25 floréal (14 mai).

Lombardie, des armistices des ducs de Parme et de Modène enivrèrent le Directoire ; il adopta le plan de diviser l'armée[1].

Certes que le Directoire eut cherché à porter la révolution chez les princes qui s'étaient armés pour venir la combattre en France, il n'y aurait rien eu d'extraordinaire ; qu'il eût cherché parmi les peuples des auxiliaires de la République, lorsque les princes se coalisaient contre elle, il n'y aurait rien eu d'illégitime ; qu'il eût même, par pur amour de l'humanité, projeté de rendre la liberté aux nations qui se montraient favorables à celle de la France, c'était peut être le meilleur moyen de l'affermir. Mais il s'en fallait bien que le Directoire alors fût animé de l'esprit de propagande révolutionnaire ; en combattant dans son instruction du 18 floréal le plan annoncé par Bonaparte de pénétrer dans le Tyrol, le Directoire voulait qu'une partie de l'armée sous le commandement de Kellermann fit seulement des détachements de ce côté, pour en garderies passages et rester dans le Milanais pour y vivre et le conserver ; que la deuxième colonne de l'armée sous le commandement de Bonaparte, se portât sur Livourne et menaçât Rome et Naples ; que Rome ordonnât des prières pour la République et donnât de ses monuments. Le Directoire n'avait cessé de dire et répétait qu'il voulait faire une alliance avec le roi de Sardaigne et lui donner des indemnités ; il négociait alors le traité de paix. Enfin quant aux autres puissances de l'Italie, son intention était d'en obtenir la réparation de torts ou d'offenses, et de leur dicter la paix. Rien n'annonçait plus qu'il eut l'intention de les révolutionner ; au contraire il ne regardait les conquêtes que comme un, moyen d'amener les puissances coalisées à la cessation de la guerre.

Qui sonna donc le premier en Italie le tocsin de la vengeance et de la liberté ? Ce fut Bonaparte lui-même. Il avait dit à ses soldats dans sa proclamation de Cherasco : Les cendres des vainqueurs des Tarquins sont encore foulées par les assassins de Basseville..... Peuples de l'Italie, l'armée française vient pour rompre vos chaînes.....

Dans sa proclamation de Milan que nous donnerons plus loin, il dit :

Que ceux qui ont lâchement assassiné nos ministres tremblent..... l'heure de la vengeance a sonné. Mais que les peuples soient sans inquiétudes ; nous sommes amis de tous les peuples et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion.... Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d esclavage ; tel est le fruit de vos victoires ; elles feront époque dans l'histoire. Fous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

Celui qui, couronné par la victoire, annonçait hautement qu'il allait l'ennoblir encore par la délivrance des peuples, tel était le véritable révolutionnaire de l'Italie, le véritable ami de sa liberté ! Alors dans l'ardeur de la jeunesse, dans l'enthousiasme qu'excitaient en lui les souvenirs du peuple roi, son âme, pour ainsi dire vierge encore, ne connaissait point de prix plus digne de ses exploits. En vain Napoléon, changé par le malheur, les années, le pouvoir, et le trône, veut ravir à Bonaparte son plus beau titre de gloire, la postérité le vengera de cette injustice ; et l'Italie, en pleurant sur ses espérances trompées ? n'oubliera jamais le jeune guerrier qui les avait fait naitre. A l'égard du roi de Sardaigne, Bonaparte avait écrit au Directoire, 9 et 10 floréal (28 et 29 avril) : Quant aux

---

1 *Montholon*, tom. I, page 7, tom. III, page 225.

conditions de la paix vous pouvez dicter, ce qui vous convient, puisque j'ai en mon pouvoir ses principales places. Si vous n'acceptez pas la paix avec le roi de Sardaigne, *si votre projet est de le détrôner*, il faut que vous l'amusiez quelques décades, et que vous me préveniez ; de suite je m'empare de Valence et je marche sur Turin. Et cependant Bonaparte écrivait en même temps que le Piémont n'était pas mûr pour une révolution.

CHAPITRE IX

Paix avec le roi de Sardaigne. — Entrée de Bonaparte à Milan. — Armistice avec le duc de Modène. — Organisation de la Lombardie. — Le Directoire insiste sur le partage du commandement de l'armée. — Insurrection à Milan et à Pavie. — Bonaparte poursuit l'armée autrichienne sur le territoire de Venise. — Bataille de Borghetto ; passage du Mincio. — Le Directoire laisse à Bonaparte le commandement entier de l'armée.

La paix fut conclue à Paris le 26 floréal (15 mai), avec la Sardaigne. Le roi révoqua tous ses engagements avec la coalition, renonça à la Savoie et au comté de Nice, et s'obligea à ne pas tolérer les émigrés dans ses états, à accorder une amnistie à ceux de ses sujets qui étaient poursuivis pour opinions politiques, à fournir un libre passage aux troupes françaises dans ses états, et à désavouer les procédés employés envers le dernier ambassadeur de France.

Il fut stipulé qu'indépendamment des forteresses de Coni, Ceva et Tortone, ainsi que du territoire qu'occupaient et devaient occuper les troupes de la République, elles occuperaient les forteresses d'Exilés, de l'Assiette, de Suze, de la Brunette, du Château-Dauphin et d'Alexandrie ; que Valence pourrait être substituée à cette dernière, si le général en chef le préférait ; que ces places et territoires seraient restitués au roi de Sardaigne, aussitôt la conclusion d'un traité de commerce entre la République et S. M., de la paix générale, et après la démarcation définitive des frontières ; que les pays occupés resteraient sous le gouvernement civil du roi, mais soumis à la levée des contributions militaires, prestations en vivres et fourrages qui avaient été ou pourraient être exigées pour les besoins de l'armée française ; que les fortifications de la Brunette et de Suse seraient démolies aux frais du roi de Sardaigne.

Ce traité fut ratifié par le corps législatif.

Avec de grands moyens de continuer la guerre et la perspective de défendre ou recouvrer ses états, la cour de Sardaigne s'était elle-même trahie en abandonnant son allié ; elle recueillait dans ce traité le fruit de sa faiblesse et de l'armistice honteux par lequel elle s'était déjà mise à la disposition de la France. On a reproché au Directoire d'avoir abusé de la victoire : on a plaint un roi malheureux. Sans doute il faut le plaindre ; mais de sa faiblesse, mais de ce que, dévoué de cœur à la coalition, il l'abandonnait pour se jeter dans les bras d'une république qu'il détestait trop pour rester fidèle aux engagements quelconques qu'il aurait contractés avec elle. Le Directoire en était convaincu ; aussi s'appliqua-t-il à mettre le roi de Sardaigne hors d'état de nuire aux opérations ultérieures de l'armée française. Tant que son ennemi fut à craindre, le Directoire annonça qu'il voulait se l'attacher par le lien puissant de l'intérêt, et parut disposé à lui céder une partie de la Lombardie. La générosité et les ménagements s'évanouirent avec la crainte. Les rois n'en ont-ils jamais donné l'exemple ? Leur politique ne changea-t-elle point souvent selon les revers ou les succès ? N'abusèrent-ils jamais des droits de la victoire ? Quelle est la juste limite de ces droits ? On a fait après coup honneur au général Bonaparte de n'avoir point approuvé la rigueur avec laquelle on traitait le roi de Sardaigne ; on a vu qu'il écrivait au Directoire qu'il pouvait *dicter les conditions de paix qui lui conviendraient*, et quand elle fut conclue, il l'en félicita, et l'appela glorieuse.

Beaulieu s'était retiré sur le Mincio ; il n'y avait plus moyen d'entamer pour le moment l'armée autrichienne. En attendant que le Directoire eut pris un parti définitif sur le débat qui s'était élevé entre lui et le général en chef relativement au plan de campagne, maître du Piémont, il résolut d'aller en Lombardie recueillir le fruit de ses succès, Je à peu près certain que le Directoire finirait par céder aux vues d'un général triomphant.

D'après les renseignements adressés à Bonaparte par Lallemant, ministre à Venise, les Milanais étaient las de l'archiduc qu'ils méprisaient, ils désiraient un

changement de gouvernement, et ils l'attendaient de l'arrivée des Français chez eux[1].

Elle devait donc donner une forte commotion aux peuples d'Italie, et faire éclater les partisans de la liberté. Serrurier, à Crémone, observait l'ennemi vers Mantoue, et couvrait le mouvement de l'armée française sur la capitale de la Lombardie. Augereau marcha par Pizzighittone sur Pavie, ville importante à occuper à cause de la célébrité de ses savants et de son influence.

L'archiduc Ferdinand avait abandonné Milan et s'était réfugié à Mantoue. Avant son départ il avait ordonné la création d'une garde civique et d'une junte de gouvernement. Les Milanais se regardèrent dès-lors comme conquis ; en effet ils l'étaient, et cherchèrent d'avance à se rendre le vainqueur favorable. Ils enlevèrent des édifices publics les armes impériales. Les nobles firent dégalonner leurs livrées, et ôter des voitures et des maisons leurs armoiries. La milice civique commença son service. Pendant trois jours d'interrègne le bon ordre et la tranquillité publique furent maintenus.

La municipalité et les États de Lombardie envoyèrent à Lodi une députation à la tête de laquelle était un de leurs plus grands citoyens, Melzi[2], pour porter au vainqueur les clefs de la ville, protester de leur soumission, implorer sa clémence et sa générosité. Il leur promit de respecter la religion, les personnes et les propriétés.

Le 25 floréal (14 mai), Masséna entra dans Milan avec une avant-garde ; il y fut reçu avec les plus vives acclamations et aux cris de *vive la République ! haine aux tyrans !* la liberté ! la liberté ![3]

Le lendemain, Bonaparte y fit lui-même son entrée sous un arc de triomphe, au milieu d'un peuple immense et de la nombreuse garde nationale de la ville, habillée aux trois couleurs, vert, rouge et blanc. Elle avait à sa tête le duc de Serbelloni qu'elle s'était choisi pour commandant.

Les députés de la ville et la noblesse, dans de beaux équipages, allèrent au-devant de Bonaparte, et le complimentèrent à plusieurs reprises, au milieu des cris de joie qui retentissaient de toutes parts. Il était précédé d'un gros détachement d'infanterie, entouré de cavaliers, et suivi des députés en voitures et de la garde nationale. Il marcha dans cet ordre jusqu'à la place du palais archiducal où il logea. Les musiciens de la garde nationale et ceux des Français exécutaient tour-à-tour des marches et des symphonies. On servit au palais un dîner de 200 couverts. L'arbre de la liberté fut planté sur la place aux cris de vive la liberté ! vive la République ! La journée finit par un bal très-brillant où les dames milanaises parurent avec les couleurs nationales françaises.

Nul doute que, si les uns ne chantaient les louanges du vainqueur que pour avoir plus de droits à sa clémence, les autres n'ouvrissent leurs aines à l'espoir de la liberté, et c'était le plus grand nombre. Bonaparte ne s'exagérait pas le penchant des peuples à changer de gouvernement ; on l'a vu pour le Piémont. Il écrivait à Lallemant, ministre français à Venise : Il y a à Milan beaucoup de dispositions à faire une révolution. Comment s'y serait-on défendu d'enthousiasme !

---

1 Lettre du 20 floréal (9 mai).
2 C'est en souvenir de cette mission que Napoléon, roi d'Italie, institua depuis le duché de Lodi en faveur de Melzi.
3 Lettre de Masséna à Bonaparte.

L'Italie, dit un écrivain[1], était témoin d'un spectacle imposant, prodigieux. A peine âgé de 28 ans, presque inconnu un mois auparavant, à la tête d'une armée peu nombreuse et dépourvue de tout, un soldat avait traversé des rochers réputés inaccessibles, franchi des fleuves larges et profonds, gagné six batailles rangées, dispersé des armées plus puissantes que la sienne, soumis un roi, chassé un prince, établi sa domination sur une partie de l'Italie, préparé les voies pour la conquête du reste, et concentré sur lui les regards du monde.

Le 30 floréal (19 mai) une proclamation fut adressée au peuple, signée du commissaire du Directoire près de l'armée, Salicetti, et du général en chef : elle était l'ouvrage du premier. L'armée républicaine, forcée de faire une guerre à mort aux rois qu'elle combattait, y promettait amitié aux peuples que ses victoires délivraient des fers du tyran de l'Autriche ; ce n'était pas là le style de Bonaparte. On y annonçait que les propriétés, les personnes et la religion seraient respectées ; que si les Français vainqueurs regardaient les peuples de la Lombardie comme leurs frères, ils avaient droit d'en attendre un juste retour ; qu'en conséquence on imposait sur la Lombardie vingt millions de livres de France pour les besoins de l'armée.

Le lendemain, 1er prairial (20 mai), parut cette belle proclamation de Bonaparte à l'armée, modèle du genre, et qui porte l'empreinte d'une grande âme.

Soldats.

Vous vous êtes précipités, comme un torrent, du haut de l'Apennin. Vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche.

Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels de paix et d'amitié pour la France.

Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité.

L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage ; le Pô, le Tésin et l'Adda n'ont pu vous arrêter un seul jour ; ces boulevards vantés de l'Italie ont été insuffisants : vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin.

Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie ; vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la République. Là vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

Oui, soldats, vous avez beaucoup fait..... mais ne vous reste-t-il plus rien à faire ?.....

Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ? Mais je vous vois déjà courir aux armes, un lâche repos vous

---

1 *Histoire d'Italie* par Botta, tom. I, page 431.

> fatigue, les journées perdues pour la gloire le sont pour votre bonheur..... Hé bien ! partons, nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger.
>
> Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent..... l'heure de la vengeance a sonné.
>
> Mais que les peuples soient sans inquiétude ; nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion, et des grands hommes que nous avons pris pour modèles.
>
> Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre, réveiller le peuple romain, engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, tel est le fruit de vos victoires ; elles feront époque dans la postérité : vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.
>
> Le peuple français libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse, qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'elle a faits depuis six ans : vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : *Il était de l'année d'Italie*.....

En envoyant cette proclamation à Faypoult, ministre français à Gènes, Bonaparte lui écrivit cette phrase caractéristique : Vous trouverez ci-joint une proclamation à l'armée. Je préfère cette tournure à celle d'écrire aux peuples[1].

Il y eut, à Milan, une suite de fêtes ; les patriotes y accouraient de toutes les parties de l'Italie. Les Milanais parlaient déjà d'envoyer des députés à Paris pour demander à se constituer en république sous la protection de la France. La poésie, tous les arts célébraient le général libérateur. Le célèbre Appiani fit son portrait.

L'armée se reposa six jours à Milan. Bonaparte les employa à renouveler les autorités, à organiser le pays, à assurer la domination française, à améliorer le matériel de l'armée et à compléter ses équipages d'artillerie. Le Piémont, le Parmesan avaient déjà fourni de grandes ressources ; la Lombardie en fournit de plus considérables encore. On fit la solde, on pourvut à tous les besoins, on régla tous les services.

Bonaparte éprouva le besoin d'une carte militaire d'Italie. Il appela Bacler d'Albe, qu'il avait attaché à son état-major : Allez vous enfermer, lui dit-il, dans la bibliothèque Ambrosienne ; épuisez les portefeuilles ; consultez les savants, devenez topographe, et faites-moi une bonne carte de ce pays. D'Albe obéit et travailla à la belle carte du théâtre de la guerre en Italie qui parut dans la suite.

Beaulieu avait laissé environ deux mille hommes dans la citadelle de Milan. Elle était bien armée et approvisionnée ; mais c'était trop peu pour son étendue.

---

1 Lettre du 2 prairial (21 mai).

Bonaparte la fit investir et chargea le général Despinois d'en conduire le siège, et du commandement de la ville.

Avare et détesté de ses sujets, le duc de Modène s'était enfui à Venise, emportant un trésor considérable, et laissant à une régence le soin de gouverner ses états, et au commandeur d'Est, son frère naturel, les pouvoirs de traiter avec les Français. Lallemant écrivit à Bonaparte : Le duc est avare. Il n'a d'autre héritier que sa fille, mariée à l'archiduc de Milan. Plus vous en tirerez, plus vous ôterez d'argent à la maison d'Autriche. C'est lui qu'il faut rançonner ; on en tirera meilleur parti de son pays ; je sais indirectement qu'il s'y attend, et il déboursera peut-être plus abondamment[1].

Le 1er prairial (20 mai) un armistice fut accordé au duc de Modène. Il s'obligea à payer dix millions et à livrer vingt tableaux de sa galerie, au choix des commissaires du Directoire.

Le commandeur d'Est offrit, dit-on[2], par l'intermédiaire de Salicetti, quatre millions en or à Bonaparte. Je ne me mettrai pas, répondit-il, pour cette somme à la disposition du duc de Modène. Bonaparte écrivit au Directoire, en lui envoyant la convention faite avec le duc : Comme il n'a ni fusils, ni forteresses, il m'a été impossible de lui en demander[3].

A mesure que l'armée s'était avancée dans les provinces fertiles du Piémont, et surtout depuis qu'elle avait conquis la Lombardie, elle y avait trouvé des ressources abondantes en vivres, en argent, en équipement. Les troupes étaient satisfaites, elles touchaient la moitié de leur solde en argent, le pillage était réprimé, et la discipline renaissait avec l'abondance. Bonaparte écrivait au Directoire qu'il pouvait disposer de six à huit millions en or, argent, lingots et bijoux remis à un des premiers banquiers de Gênes, cette somme étant superflue pour l'armée ; qu'il pouvait faire passer en outre un million à Bâle pour l'armée du Rhin ; qu'il avait envoyé dix mille francs au général Kellermann, et qu'il allait lui en adresser encore deux cent mille[4].

Neuf mille hommes de l'armée des Alpes étaient sur le point d'arriver à celle d'Italie ; mais Bonaparte ne les attendit pas, et ses troupes étaient en mouvement pour marcher sur les gorges du Tyrol. De son côté, l'Autriche envoyait des renforts en Italie ; et on annonçait que l'armée impériale d'Allemagne devait se diriger par le Tyrol. Bonaparte espérait que l'armée du Rhin ne le permettrait pas. Il écrivit à Barthélémy, ambassadeur de la République en Suisse, pour lui demander des renseignements à cet égard, l'inviter à envoyer des agents de tous côtés, et à l'instruire avec précision des forces que l'on ferait filer[5]. Le général Beaulieu disait hautement que l'empereur devait faire la paix, ou lui envoyer soixante mille hommes.

Des lettres d'émigrés furent interceptées ; Bonaparte les jugea de la plus grande importance, et les adressa au Directoire. Elles étaient relatives à l'entretien de Louis XVIII avec plusieurs postes de l'armée du Rhin. La nouvelle de ces

---

1 Lettre du 25 floréal (14 mai).
2 *Las Cases*, tom I, page 209.
3 Lettre du 3 prairial (22 mai).
4 Lettre du 3 prairial.
5 Lettre du 1er prairial (21 mai).

pourparlers se répétant dans toutes les lettres des émigrés, Bonaparte croyait urgent d'y mettre ordre[1].

Il écrivait à Faypoult, en lui envoyant une de ces lettres interceptées : Vous y verrez que vous avez des espions autour de vous. Nous avons imposé le Milanais à vingt millions. Je vous choisirai deux beaux chevaux parmi ceux que nous requerrons à Milan ; ils serviront à vous dissiper des ennuis et des étiquettes du pays où vous êtes. Je veux aussi vous faire présent d'une épée. Il ajoutait, au sujet de la conspiration de Babeuf, que le Directoire venait de découvrir : Tout est tranquille à Paris, et les révolutionnaires de 93 sont encore mis à l'ordre et déjoués[2].

Le Directoire avait recommandé à Bonaparte d'accueillir et de visiter les savants et les artistes célèbres des pays qu'occuperait l'armée, et, lorsqu'il serait à Milan, d'honorer et de protéger particulièrement l'astronome Oriani, un des plus grands géomètres de son époque.

Bonaparte lui écrivit[3] : Les sciences qui honorent l'esprit humain, les arts qui embellissent la vie, et transmettent les grandes actions à la postérité, doivent être spécialement honorés par les gouvernements libres. Tous les hommes de génie, et tous ceux qui ont obtenu un rang dans la république des lettres, sont frères, quel que soit le pays qui les ait vus naître.

A Milan, les savants ne jouissaient pas de la considération qu'ils devaient avoir. Retirés dans le fond de leurs laboratoires, ils s'estimaient heureux que les rois et les prêtres voulussent bien ne pas leur faire de mal. Il n'en est pas ainsi aujourd'hui : la pensée est devenue libre en Italie ; il n'y a plus ni inquisition, ni intolérance, ni despotes. J'invite les savants à se réunir et à me proposer leurs vues sur les besoins des sciences et des arts et sur les moyens de leur donner une nouvelle vie et une nouvelle existence. Tous ceux qui voudront aller en France seront accueillis avec distinction par le Gouvernement. Le peuple français ajoute plus de prix à l'acquisition d'un savant-mathématicien, d'un peintre en réputation, d'un homme distingué, quel que soit l'état qu'il professe, que de la ville la plus riche et la plus abondante.

Oriani eut une audience du général en chef ; il y parut ému, troublé, ébloui par l'appareil de l'état-major et du palais. Vous êtes au milieu de vos amis, lui dit Bonaparte pour le rassurer. Nous honorons le savoir, nous ne voulons que lui rendre hommage. — Ah ! général, pardonnez ; c'est la première fois que j'entre dans ces appartements ; tant de pompe me confond, mes yeux n'y sont pas accoutumés, répondit Oriani, ne se doutant pas qu'il faisait, par ce peu de mots, une critique amère du gouvernement de l'archiduc. Il se remit cependant, et eut avec Bonaparte une longue conversation qui le jeta dans un grand étonne- ment, en voyant dans un général de 26 ans la science réunie à tant de gloire. Bonaparte lui fit payer son traitement d'astronome et lui accorda des encouragements[4].

Bonaparte écrivit aux municipalités de Pavie et de Milan : Je désire, messieurs, que l'Université de Pavie, célèbre à bien des titres, reprenne le cours de ses études ; faites donc connaître aux savants professeurs et aux nombreux écoliers

---

1 Lettre du 3 prairial (22 mai).
2 Lettre du 2 prairial (21 mai).
3 Lettre du 5 prairial (24 mai).
4 Lettre au Directoire, 3 messidor (21 juin) — Antommarchi, tom. I, page 395.

de cette Université, que je les invite à se rendre de suite à Pavie et à me proposer les mesures qu'ils croiront utiles pour activer et redonner une existence plus brillante à la célèbre Université de Pavie[1].

Dans la suite, le docteur Moscati, le chimiste Dandolo, l'improvisateur Giani, le peintre Appiani, les poètes Saviani et Monti ne furent pas traités avec moins de distinction qu'Oriani. Bonaparte ne négligeait rien pour attirer à lui tous les hommes célèbres, ce qui fait dire à un écrivain qui suivait alors l'armée, que son quartier-général, auquel Joséphine, idolâtre des arts, vint bientôt prêter ce charme qui la suivait partout, ressembla aux anciennes cours de Ferrare et de Florence[2].

Bonaparte reçut alors du Directoire une dépêche importante. Il insistait de nouveau sur le partage du commandement de l'armée, dès que la conquête du Milanais serait terminée. Il est vrai qu'il n'avait pas encore reçu la réponse du général en chef par laquelle il se montrait disposé à quitter l'armée, plutôt que de consentir à ce partage. Tels étaient les nouveaux développements donnés par le Directoire à son système : l'armée des Alpes alors peu nombreuse, mais augmentée par les renforts que la situation de Lyon permettait d'en extraire, s'avancerait dans le Piémont et contribuerait à assurer l'exécution du traité de paix avec la Sardaigne, en occupant les places remises à la France. Il ne resterait dans le Mont-Blanc, les Hautes et Basses-Alpes, et le Faussigny, que les forces indispensables pour y maintenir la tranquillité.

Le Directoire réservait à Bonaparte la conduite des colonnes qui iraient châtier les Anglais dans Livourne, opération majeure, parce que le sort de la Corse en dépendait, qu'elle ferait trembler Londres, et porterait un coup mortel aux Anglais, seuls soutiens et conducteurs de la coalition qui semblait enfin vouloir s'écrouler. Le Directoire attachait à l'exécution immédiate de ce plan un bien plus grand intérêt qu'à l'expédition dangereuse du Tyrol. En l'exécutant, on ferait chanceler la tiare du prétendu chef de l'église universelle, disait-il, et l'on imposerait au roi de Naples des conditions de, paix, aussi avantageuses à la France qu'elles seraient désastreuses pour les perfides Anglais et leurs alliés.

La marche vers le Tyrol paraissait au Directoire grande, sans doute, mais environnée d'obstacles difficiles à surmonter et absolument dépendante de nouveaux succès.de l'armée en Italie. Cependant, afin de la préparer, il prescrivait à Bonaparte de ne prendre avec lui, pour marcher sur Livourne et les États de l'Église, que les troupes indispensablement nécessaires pour assurer ses succès à Livourne, à Rome, et à Naples ; le reste passerait sous les ordres de Kellermann qui poursuivrait avec chaleur les débris des Autrichiens dans les montagnes du Tyrol, et pousserait de forts partis en Allemagne, aussi loin qu'il le pourrait, tant pour lever des contributions que pour inquiéter les communications des armées autrichiennes sur le Rhin.

Si ce plan s'exécutait, comme l'espérait le Directoire, il deviendrait alors d'autant plus possible de reprendre vers l'automne, avec l'espoir de réussir, l'entreprise de pénétrer dans le cœur de l'Allemagne, que les armées du Rhin auraient pu à cette époque frapper des coups vigoureux ; celle d'Italie leur avait non-seulement montré le chemin de la victoire, elle la leur avait facilitée. L'Autrichien, consterné des succès de l'armée d'Italie, avait probablement déjà donné l'ordre

---

1 Lettre du 15 prairial (24 mai).
2 *Arnault*.

d'extraire de ses armées sur le Rhin des renforts nombreux pour s'opposer à ses progrès, et de là naissait la nécessité de donner à Kellermann le plus de forces possible, afin qu'il se trouvât toujours dans la situation de l'offensive du côté du Tyrol.

On ne se battait pas encore sur le Rhin. L'armée de Sambre-et-Meuse faisait avec difficulté ses magasins. Elle n'avait pas, comme la brave armée d'Italie, une plaine fertile devant elle, et elle devait s'assurer d'avance des moyens de subsister dans le stérile pays de Berg, et dans la Vétéravie septentrionale. Celle de Rhin et Moselle était dans le plus grand dénuement, sa cavalerie absolument nulle, faute de chevaux ; elle manquait aussi de numéraire pour son service.

Le Directoire espérait même qu'elle pourrait recevoir des chevaux et de l'argent de l'armée d'Italie. Pour rompre l'armistice dans le Nord, il attendait le moment où l'ennemi distrairait des forces des armées sur le Rhin, et les enverrait en Italie ; mais il craignait bien que la campagne ne pût s'ouvrir avant la moisson qui donnerait des moyens de subsistance aux armées françaises[1].

Ce plan qu'on a attribué à Carnot paraissant mettre en doute la solidité de son jugement, on a été tenté d'y reconnaître une arrière-pensée. En effet on jugeait imprudent à Bonaparte de pénétrer en Tyrol ; et tandis qu'on l'envoyait jusqu'aux portes de Naples, on espérait que Kellermann ferait à lui seul ce qui semblait si téméraire de la part de son collègue avec toutes ses forces réunies ! On croit donc que le Directoire ou quelques-uns de ses membres avaient pris ombrage des victoires de Bonaparte et surtout de l'usage qu'il faisait de son commandement. Mais résolu de le signaler par des résultats éclatants, il ne fut point détourné de ses desseins par la dépêche du Directoire.

Le 3 prairial (29 mai) tous les cantonnements étaient levés ; les divisions d'infanterie et de cavalerie formèrent de petits dépôts de convalescents et d hommes fatigués qui tinrent garnison dans les points les plus importants ; le dépôt de la division Augereau fort de 30o hommes se réunit dans la citadelle de Pavie. Une demi-brigade resta à Milan pour l'investissement de la citadelle.

Bonaparte quitta cette ville le 5 (24) pour se rendre par Lodi à Brescia, attaquer l'armée autrichienne, et la rejeter au-delà de l'Adige. Il sortit comme il était entré, au milieu des acclamations et de l'allégresse du peuple rassemblé. Il était bien loin de penser que cette joie était feinte, qu'il y avait des trames ourdies, et qu'une noire trahison était prête à éclater. Cependant il semble qu'on n'était pas tout-à-fait sans crainte, puisque dès le 26 floréal Augereau avait ordonné le désarmement général des habitants de Pavie.

Trois heures après le départ du général en chef on sonna le tocsin dans une partie de la Lombardie : on publia que Nice était prise par les Anglais, que l'armée de Condé était arrivée, par la Suisse, sur les confins du Milanais, et que Beaulieu, renforcé de 60.000 hommes, marchait sur Milan. Les prêtres, les moines, le poignard et le crucifix à la main, excitaient à la révolte et provoquaient l'assassinat. De tous côtés et par tous les moyens l'on sollicitait le peuple à s'armer contre les Français. Les nobles avaient renvoyé leurs domestiques, disant que l'égalité ne permettait pas d'en avoir : tous les affidés de la maison d'Autriche, les sbires, les agents de la douane se montrèrent au premier rang.

---

1 Lettre du 26 floréal (15 mai).

Le peuple de Pavie, renforcé de cinq à six mille paysans, investit les trois cents hommes que Bonaparte avait laissés dans le château. A Milan on essaya d'abattre l'arbre de la liberté, on déchira, on foula aux pieds la cocarde tricolore. Le général Despinois, commandant de la place, monta à cheval ; quelques patrouilles mirent en fuite la populace. Cependant la porte qui conduit à Pavie était encore occupée par les rebelles qui attendaient à chaque instant les paysans pour les y introduire ; on marcha sur eux au pas de charge ; ils se dispersèrent.

Bonaparte, instruit à Lodi de ce mouvement, rebroussa chemin avec 300 chevaux et un bataillon de grenadiers ; il fit arrêter à Milan une grande quantité d'otages, et ordonna de fusiller les, révoltés pris les armes à la main. Il déclara à l'archevêque, au chapitre, aux moines et aux nobles, qu'ils lui répondraient de la tranquillité publique.

L'ordre rétabli à Milan, Bonaparte marcha sur Pavie ; Lannes, à la tête d'une colonne mobile, attaqua Binasco, où 7 à 800 paysans armés paraissaient vouloir se défendre ; il les chargea, en tua une centaine et éparpilla le reste. Bonaparte fit sur-le-champ mettre le feu au village ; Quoique nécessaire, écrivit-il au Directoire, ce spectacle n'en était pas moins horrible ; j'en fus douloureusement affecté ; mais je prévoyais que des malheurs plus grands encore menaçaient la ville de Pavie.

Là les insurgés étaient en force, au nombre de 8 à 10.000, la plupart habitants des campagnes. Déjà ils avaient massacré ou fait prisonniers les Français qu'ils avaient trouvés épars. Le général Haquin arriva comme voyageur au milieu de ce tumulte qu'il ignorait. Il fut frappé d'un coup de baïonnette entre les épaules, traîné dans les rues, et ne dut son salut qu'au dévouement des magistrats qui lui firent un rempart de leur corps. Mais menacé de la mort s'il ne faisait remettre la citadelle, il persuada à la garnison de se rendre ; elle fut faite prisonnière.

La vengeance exercée sur Binasco n'en imposa point à Pavie. Bonaparte y envoya l'archevêque de Milan, Visconti, porter la proclamation suivante.

Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, se porte dans plusieurs communes aux derniers excès, méconnaît la République, et brave ; l'armée triomphante de plusieurs rois ; ce délire inconcevable est digne de pitié. On égare ce pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle aux principes qu'a adoptés la nation française, qui ne fait pas la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte ouverte au repentir. Mais ceux qui sous 24 heures n'auront pas posé les armes, et prêté de nouveau serment à la République, seront traités comme rebelles, leurs villages brûlés. Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux ! son sort sera celui de toutes les villes et des villages qui s'obstineront dans la révolte.

A cette proclamation était joint un ordre du jour organisant le droit de la guerre et l'emploi du fer et de la flamme contre les communes qui ne se soumettraient pas. Il était précédé de cet arrêt : Les nobles, les prêtres, les agents de l'Autriche égarent les peuples de ces belles contrées ; l'armée française aussi généreuse que forte traitera avec fraternité les habitants paisibles et tranquilles ; elle sera terrible comme le feu du ciel pour les rebelles et les villages qui les protégeraient.

L'archevêque, respectable par son âge et son caractère, monta au balcon de l'hôtel-de-ville, parla à la foule assemblée, et la conjura de se soumettre pour éviter les malheurs qui allaient fondre sur elle. Elle fut sourde à sa voix, l'accabla

d'injures, s'écria, que c'était un jacobin vendu aux Français, et se prépara à faire une vigoureuse défense.

Il n'y avait pas un moment à perdre, il fallut brusquer l'attaque.

Le général en chef se porta sur Pavie ; les avant- postes des rebelles furent culbutés ; il fit avancer l'artillerie, et après quelques coups de canon somma la ville de se rendre. Les révoltés répondirent que tant que Pavie aurait des murailles, ils ne se rendraient pas. Le général Dommartin fit marcher le 6c bataillon de grenadiers en colonne serrée, la hache à la main, avec deux pièces de huit en tête. Les portes furent enfoncées ; ils entrèrent au pas de charge, débouchèrent sur la place, et se logèrent dans les maisons qui faisaient la tête des rues. Un peloton de cavalerie fit une charge heureuse sur le pont du Tésin ; les paysans craignirent d'être coupés, quittèrent la ville, et s'enfuirent dans la campagne. La cavalerie les poursuivit et en sabra un grand nombre. Les magistrats, les notables, ayant à leur tête l'archevêque de Milan et l'évêque de Pavie, vinrent demander grâce. Dans la ville le désordre était extrême, des feux étaient allumés pour l'incendie. Que va résoudre Bonaparte ? Trois fois, écrivait-il au Directoire, l'ordre de mettre le feu à la ville expira sur mes lèvres, lorsque je vis arriver la garnison du château qui avait brisé ses fers, et venait avec des cris d'allégresse embrasser ses libérateurs. Je fis faire l'appel, il n'en manqua pas un. Si le sang d'un seul Français eût été versé, je voulais des ruines de. Pavie élever une colonne sur laquelle j'aurais fait écrire : *Ici était la ville de Pavie*.

S'il épargna la ville, le premier mouvement du général fut de faire décimer la garnison française. Lâches, leur dit-il, je vous avais confié un poste essentiel au salut de l'armée, vous l'avez abandonné à de misérables paysans, sans opposer la moindre résistance ! Mais le commandant seul fut livré à un conseil de guerre et passé par les armes. Il s'excusa en vain sur l'ordre du général Haquin ; cette excuse n'était pas valable ; ce général était sans commandement et prisonnier. Il n'était pas lui-même sans reproche pour avoir, par la crainte de la mort, ordonné à la garnison de se rendre.

Bonaparte écrivit au Directoire qu'il avait fait fusiller la municipalité et envoyé 200 otages en France. Peut-être en eut-il la pensée ; mais cet acte rigoureux ne fut point consommé ; ce fut, dit-on[1], le général Haquin qui obtint la grâce de ces magistrats en rendant témoignage de leurs efforts pour empêcher le massacre des Français. Un seul des révoltés pris les armes à la main fut fusillé dans le désordre du premier moment, trois autres couverts de blessures furent portés à l'hôpital.

Suivant l'écrivain que nous venons de citer, le sac général fut ordonné par Bonaparte, il livra Pavie à la merci du soldat ; ensuite vient une description de pillage digne de figurer dans un roman ou sur le théâtre.

Toutefois, disent les mémoires de Napoléon[2], le pillage dura quelques heures et fit plus de peur que de mal ; il ne s'exerça que sur quelques boutiques d'orfèvrerie ; mais la renommée se plut à accroître les pertes de la ville, ce qui fut une leçon salutaire pour toute l'Italie[3] ; quoi qu'il en soit, il n'y eut pas dans

---

1 *Histoire d'Italie*, Botta, tom. 5, page 465, 476.
2 *Montholon*, tom. II, page 237.
3 Napoléon ajoute à ce sujet : Pavie est la seule place que j'aie livrée au pillage. Je l'avais promis aux soldats pour 24 heures ; au bout de trois heures je n'y pus plus tenir, je le fis cesser. Je n'avais que 1.300 hommes, les cris de la population qui parvinrent

ce pillage une seule goutte de sang versée, et le soldat français, fidèle à son généreux caractère, réparait d'une main le mal qu'il avait fait de l'autre. Bonaparte donna une sauvegarde aux bâtiments de l'Université et aux propriétés des savants ; ils furent respectés.

Le général Despinois ordonna un désarmement général à Milan, par une proclamation dans laquelle il accusait les partisans de la tyrannie, les apôtres du fanatisme, les ennemis jurés de tout gouvernement libre, de méditer dans l'ombre d atroces complots.

Sans doute les nobles et les prêtres avaient été les instigateurs de ces mouvements insurrectionnels ; mais le peuple y fut porté par la contribution de 20 millions qui avait été imposée et les réquisitions de tout genre qui furent frappées pour les besoins de l'armée et accompagnées d'abus et de vexations. Appeler les peuples à la liberté, les soulever contre leurs gouvernements, se présenter en libérateurs, et leur apporter tous les fléaux de la guerre, c'était une contradiction funeste. Mais l'armée devait vivre de la guerre ; c'était la volonté du Directoire, le principe de Bonaparte, une nécessité pour la République, attaquée par toutes les forces de l'Europe. Dans une pareille situation la tâche d'un général en chef était difficile. Bonaparte, en étouffant dès sa naissance la première sédition, en prévint de nouvelles, et, comme il l'écrivait au Directoire, cette leçon servit de règle aux peuples d'Italie.

Le moment est arrivé où la république de Venise, jusqu'à présent confiante dans son éloignement du théâtre de la guerre et de sa neutralité, va être forcée de jouer un rôle dans la lutte de deux grandes puissances. L'oligarchie vénitienne était sans contredit ennemie de la révolution française ; mais elle redoutait encore plus l'ambition de l'Autriche. Le comte de Lille avait reçu un asile à Vérone, à ce qu'on prétend, avec l'assentiment du comité de salut public, qui aimait mieux le voir là qu'ailleurs[1]. L'Espagne, l'Angleterre et la Russie avaient des ministres auprès de lui. Convaincu qu'il entretenait des intelligences en France, le Directoire exigea de la république de Venise le renvoi de ce prince. L'ouverture de la campagne et les succès de Bonaparte furent un puissant auxiliaire de cette demande ; le sénat ordonna le renvoi du comte de Lille, à la majorité de 156 voix contre 47. Lorsque le décret lui fut notifié, le 24 germinal (13 avril), il répondit : Je partirai ; mais j'exige deux choses : la première, qu'on me présente le livre d'or où ma famille est inscrite, afin que j'en raye le nom de ma main ; la seconde, qu'on me rende l'armure dont l'amitié de mon aïeul, Henri IV, a fait présent à la République.

---

jusqu'à moi l'emportèrent. S'il y avait eu 20.000 soldats, les cris ne seraient pas venus jusqu'à moi. La politique est heureusement d'accord avec la morale pour s'opposer au pillage. J'ai beaucoup médité sur cet objet. J'ai souvent été dans le cas d'en gratifier les soldats. Je l'aurais fait, si j'y avais trouvé de l'avantage.. Mais rien n'est plus propre à désorganiser, à perdre tout-à-fait une armée. Dès qu'un soldat peut piller, il n'y a plus de discipline ; s'il s'enrichit, il ne veut plus se battre. Il serait impossible à des soldats français de piller pendant 24 heures. Le premier moment passé, ils reviennent à eux-mêmes, et répareraient le mal qu'ils auraient fait. Ils se reprochent les uns aux autres les excès, et frappent de leur mépris ceux de leurs camarades dont les actes ont été trop odieux. (*Las Cases*, tom. IV, page 391). En effet c'est ce qui arriva à Pavie ; l'écrivain déjà cité (Botta) en rend témoignage, et tous les traits de générosité des soldats français qu'il se complaît à citer sont la réfutation la plus éloquente des sombres couleurs avec lesquelles il a peint le sac de Pavie.

1 *Montholon*, tom. III, page 123.

Le noble vénitien Pringli, podestat de Vérone, protesta contre cette réponse, et, le lendemain, il envoya le marquis Carlotto porter sa protestation au comte de Lille. J'ai répondu hier, dit ce prince, à ce que vous m'avez déclaré au nom de votre Gouvernement : vous m'apportez aujourd'hui une protestation de la part du podestat ; je ne la reçois pas ; je ne recevrais pas davantage celle du sénat. J'ai dit que je partirais, et je partirai en effet dès que j'aurai reçu les passeports que j'ai envoyé chercher à Venise ; mais je persiste dans ma réponse : je me la devais, et je n'oublie pas que je suis le Roi de France. Il partit en effet, et se rendit à l'armée des émigrés, à Fribourg en Brisgaw[1].

Lorsqu'après la bataille de Lodi Bonaparte entra dans Milan, et que Beaulieu s'enfuit derrière le Mincio, le danger devint imminent pour Venise.

Le sénat fut épouvanté ; les discussions y furent orageuses. Les jeunes oligarques voulaient donner à la neutralité une attitude imposante, mettre des garnisons dans les places, porter l'armée à 60.000 hommes, équiper une escadre, et déclarer la guerre au premier qui violerait le territoire.

Les partisans de la vieille politique étaient d'avis de louvoyer et de gagner du temps.

Un troisième parti demandait qu'on admît à l'exercice de la souveraineté la noblesse de terre ferme, et que la République, ne formant plus ainsi qu'un seul faisceau, fit avec la France une alliance offensive et défensive.

Ne rien faire et voir venir était le pire de tous les partis. C'est celui que prirent un sénat dégénéré, une oligarchie esclave de vieux préjugés, et incapable d'un effort généreux pour sauver la patrie.

Il est permis de croire que si Bonaparte l'eût jugé utile à ses desseins, il ne se serait pas arrêté devant la neutralité de Venise ; mais ce fut Beaulieu qui la viola le premier, en faisant sa retraite par le territoire de la république vénitienne. Bonaparte était donc autorisé à y poursuivre l'ennemi, et fit son entrée à Brescia. Il y fut reçu avec magnificence et les plus grandes protestations d'amitié par le provéditeur Mocenigo. C'est de cette ville qu'il adressa la proclamation suivante aux Vénitiens, le 10 prairial (29 mai).

C'est pour délivrer la plus belle contrée de l'Europe du joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autriche, que l'armée française a bravé les obstacles les plus difficiles à surmonter. La victoire, d'accord avec la justice, a couronné ses efforts. Les débris de l'armée ennemie se sont retirés au- delà du Mincio. L'armée française passe, pour les poursuivre, sur le territoire de la république de Venise ; mais elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit les deux républiques ; la religion, le gouvernement, les usages seront respectés. Que les peuples soient sans inquiétude ; la plus sévère discipline sera maintenue ; tout ce qui sera fourni à l'armée sera exactement payé en argent. Le général en chef engage les officiers de la république de Venise, les magistrats et les prêtres, à faire connaître ses sentiments aux peuples, afin que la confiance cimente l'amitié qui, depuis longtemps, unit les deux nations. Fidèle dans le chemin de l'honneur, comme dans celui de la victoire, le soldat français n'est terrible que pour les ennemis de la liberté et de son gouvernement.

---

1 Par la médiation de l'impératrice de Russie, l'affaire du livre d'or et de l'armure de Henri IV n'eut pas d'autre suite.

Beaulieu, en passant le Mincio, s'était affaibli de quinze mille hommes de ses meilleures troupes qu'il avait jetés dans Mantoue. Il avait demandé aux Vénitiens le passage de 50 hommes par Peschiera. Cette forteresse, située sur le lac de Garda, avait une enceinte bastionnée en bon état, et 80 canons, à la vérité non montés. Beaulieu s'en empara sans aucune résistance, quoiqu'il y eût à Vérone 2.000 hommes de troupes vénitiennes[1].

Il appuya sa droite au lac de Garda, sa gauche à Mantoue, et plaça des batteries sur tous les points de cette ligne, pour défendre le passage du Mincio.

Bonaparte avait, le 9 prairial (28 mai), son quartier-général à Brescia, lorsqu'il apprit que Beaulieu s'était emparé de Peschiera. Il sentit qu'il ne fallait pas perdre un instant pour investir cette place, afin de ne pas laisser à l'ennemi le temps de l'approvisionner ; quelques jours de retard pouvaient exiger un siège de trois mois. Le général en chef ordonna au général Kilmaine de se rendre avec 1.500 hommes de cavalerie et huit bataillons de grenadiers à Dezenzano ; au général Rusca, de se porter avec une demi-brigade d'infanterie légère à Salo. Le projet de Bonaparte était de faire croire à Beaulieu qu'on voulait lui couper sa retraite sur le Tyrol par Riva. Il tint toutes les divisions de l'armée en arrière, de manière que la droite, par laquelle il voulait attaquer, se trouvait à une journée et demie de marche de l'ennemi, derrière Chiese, où elle semblait être sur la défensive ; Kilmaine allait jusqu'aux portes de Peschiera, ayant des escarmouches avec les avant-postes ennemis.

Le 10, la division Augereau remplaça à Dezenzano celle de Kilmaine, qui rétrograda à Lonato, et arriva la nuit à Castiglione. Masséna se trouvait à Monte-Chiaro, et Serrurier à Monza. A deux heures après minuit, toutes les divisions se mirent en mouvement, dirigeant leur marche sur Bor- ghetto, où Bonaparte avait résolu de passer le Mincio. L'avant-garde ennemie, forte de trois à quatre mille hommes et de 1.800 chevaux, défendait l'approche de cette ville. La cavalerie française, flanquée par les carabiniers et les grenadiers, chargea avec beaucoup de bravoure, et mit en déroute l'ennemi qui s'empressa de passer le pont et d'en couper une arche. C'était la première fois que la cavalerie française, vu le mauvais état où elle avait été, se mesurait avantageusement avec la cavalerie autrichienne. L'artillerie légère engagea aussitôt la canonnade ; l'on raccommodait avec peine le pont, sous le feu de l'ennemi, lorsqu'une cinquantaine de grenadiers, impatients, se jetèrent à l'eau, tenant leur fusil sur leur tête, ayant de l'eau jusqu'au menton, conduits par le général Gardanne, signalé à cette occasion par Bonaparte comme *grenadier pour la taille et pour le courage*. Les soldats ennemis crurent revoir la formidable colonne du pont de Lodi ; les plus avancés lâchèrent pied. Le pont ayant été rétabli, les grenadiers passèrent le Mincio, et s'emparèrent de Vallegio, quartier-général de Beaulieu, qui venait d'en sortir. Les Autrichiens se rangèrent en bataille entre Vallegio et Villa-Franca, paraissant reprendre confiance et faire leurs dispositions pour y tenir. C'était précisément ce que voulait Bonaparte ; il se garda donc bien de les troubler ; il avait peine à contenir l'impatience, ou pour mieux dire, la fureur des grenadiers.

Pendant ce temps-là, Augereau était passé avec sa division pour se porter, en suivant le Mincio, directement sur Peschiera, envelopper cette place, et couper à Beaulieu sa retraite par la vallée de l'Adige sur Roveredo. Pour cacher ce mouvement aux Autrichiens, Bonaparte les fit vivement canonner de Vallegio.

---

1 Lettre de Bonaparte au Directoire, 19 prairial (7 juin).

Mais ils en furent instruits par leurs patrouilles, et se mirent aussitôt en retraite sur Castel-Nuovo, protégés par leur cavalerie. La cavalerie française, commandée par Murât, fit des prodiges de valeur ; Kilmaine eut un cheval tué sous lui ; Leclerc, chef de brigade du 10e de chasseurs, se distingua. Augereau, arrivé à Peschiera, trouva la place évacuée par l'ennemi.

Le 12 (31 mai), à la pointe du jour, les Français se portèrent à Rivoli ; mais l'ennemi avait déjà passé l'Adige et enlevé presque tous les ponts, après avoir perdu dans cette journée de 12 à 1.500 hommes et cinq pièces de canon. Le prince de Cuto, lieutenant-général des armées du roi de Naples, commandant en chef sa cavalerie, fut au nombre des prisonniers.

Voilà donc, écrivait Bonaparte au Directoire, les Autrichiens entièrement expulsés de l'Italie. Nos avant-postes sont sur les montagnes de l'Allemagne. Je ne vous citerai pas tous les hommes qui, se sont distingués par des traits de bravoure ; il faudrait nommer tous les grenadiers et carabiniers de l'avant-garde ; ils jouent et rient avec la mort. Ils sont aujourd'hui parfaitement accoutumés avec la cavalerie dont ils se moquent. Rien n égale leur intrépidité, si ce n'est la gaîté avec laquelle ils font les marches les plus forcées ; ils servent à la fois la patrie et l'amour. Vous croyez qu'arrivés au bivouac, ils doivent au moins dormir ? Point du tout. Chacun fait son conte ou son plan d'opérations du lendemain, et souvent on en voit qui rencontrent très-juste. L'autre jour je voyais défiler une demi-brigade ; un chasseur s'approcha de mon cheval : *Général*, me dit-il, *il faut faire cela*. — *Malheureux !* lui dis-je, *veux-tu bien te taire*. Il disparaît à l'instant. Je l'ai fait en vain chercher. Son conseil était justement ce que j'avais ordonné que l'on fit[1].

Dans cette journée, Bonaparte faillit être enlevé par l'ennemi. Des coureurs autrichiens entrèrent à Vallegio sans rencontrer aucune troupe, et parvinrent jusqu'au logement de Bonaparte. Son piquet d'escorte n'eut que le temps de fermer la porte et de crier aux armes. Le général en chef monta à cheval et sortit par les jardins. La division Masséna accourut, les Autrichiens se sauvèrent. Pour éviter à l'avenir un semblable danger, Bonaparte forma le corps des Guides chargés de veiller à sa sûreté. Le chef d'escadron Bessières en eut le commandement. Ce corps rendit des services signalés dans les batailles et s'acquit une grande renommée.

La réponse définitive du Directoire sur le partage du commandement de l'armée parvint alors à Bonaparte. Elle était ainsi conçue : Vous paraissez désireux de continuer à conduire toute la suite des opérations militaires de la campagne actuelle en Italie. Le Directoire a mûrement réfléchi sur cette proposition. La confiance qu'il a dans vos talents et votre zèle républicain ont décidé cette question en faveur de l'affirmative : le général en chef Kellermann restera à Chambéry, et fera seulement occuper les places qui doivent vous être remises par le traité de paix. L'armée d'Italie continuera à tenir garnison dans celles où elle est entrée en vertu de l'armistice, ainsi que dans Valence ou Alexandrie que nous accorde provisoirement ce traité. L'expédition de Livourne est la première à faire. Le reste des opérations militaires vers l'Allemagne est absolument dépendant de vos succès contre Beaulieu. Le Directoire sent combien il serait difficile de les diriger de Paris. Il vous laisse à cet égard la plus grande latitude,

---

1 Lettre du 13 prairial (1er juin).

en vous recommandant la plus extrême prudence. Son intention est toutefois que l'armée ne dépasse le Tyrol qu'après l'expédition du sud de l'Italie[1].

Sous le rapport du succès de la campagne, c'était une sage résolution que celle du Directoire ; considéré militairement, le partage du commandement et de la conduite des opérations militaires eût été une grande faute. Si ce système eût prévalu, il n'est pas douteux que Bonaparte ne se fût retiré. Mais d'un autre côté, par sa condescendance aux désirs de Bonaparte, le Gouvernement ne se mettait-il pas dans la dépendance d'un général qui, dès son début dans le commandement, étonnait déjà et la France et l'Europe, autant par la force de son caractère et l'audace de ses conceptions, que par l'éclat de ses victoires ?

---

1 Lettre du 2 prairial (21 mai).

CHAPITRE X

Bonaparte s'empare de Vérone ; débats avec le gouvernement vénitien. — Blocus de Mantoue. — Armistice avec Naples. — Marche des Français sur l'Apennin Révolte des fiefs-impériaux ; débats avec Gênes. — Entrée à Bologne et à Ferrare. — Armistice avec le pape. — Expédition à Livourne. — Bonaparte à Florence. — Reddition du château de Milan. — Révolte de Lugo.

Après la bataille de Borghetto, les Français entrèrent dans Peschiera. Les Autrichiens venaient de l'évacuer. Le provéditeur vénitien Foscarelli n'osa pas s'en plaindre ; il sentit qu'il ne le pouvait pas. Mais quand ils demandèrent les clefs de l'arsenal pour armer les remparts, quand ils se mirent en devoir d'armer les galères, il se plaignit de cette violation de la neutralité.

Bonaparte ne se laissa pas imposer par ces tardives protestations. Pour s'assurer un passage sur l'Adige, il était résolu à s'emparer de Vérone. C'était un poste militaire de la plus. grande importance, la base de tous ses mouvements. Pour dissuader le général en chef de marcher sur cette ville, le provéditeur Foscarelli se rendit auprès de lui à Peschiera, le 12 prairial. Ce vieil oligarque se crut perdu. Je pars, écrivit-il à son Gouvernement ; que Dieu veuille bénir mes efforts et me recevoir en holocauste ! Écoutons-le lui-même rendre compte du résultat de son entrevue :

> J'ai rempli le devoir de citoyen. Je suis allé à Peschiera ; je me suis trouvé entre les mains des Français ; j'ai traversé les longues colonnes de ces farouches soldats ; j'ai vu le général Bonaparte.
>
> Il m'a dit que la république de Venise avait mal répondu aux dispositions amicales de sa nation ; que les faits se trouvaient fort différents des promesses ; que nous avions trahi la France en laissant les Allemands occuper Peschiera, ce qui lui avait fait perdre 1.500 hommes dont le sang demandait vengeance ; que pour garder la neutralité, il aurait fallu résister aux Autrichiens ; que si on eût craint de n'avoir pas des forces suffisantes, il fallait le lui déclarer ; qu'il serait venu à notre secours ; que si, comme je le lui disais, les Autrichiens avaient abusé de notre bonne foi, il fallait, non pas protester, mais leur déclarer la guerre. Ensuite, après avoir rappelé tous les griefs que la France avait contre la République, il ajouta qu'il avait reçu de son gouvernement l'ordre de brûler Vérone, ce qui allait être exécuté cette nuit même par la colonne du général Masséna qui était en marche avec des canons et des mortiers, et que peut-être dans ce moment le feu était déjà commencé.

Le ton de Bonaparte imposa tellement au provéditeur qu'il consentit à recevoir les troupes françaises dans Vérone. Masséna s'en empara le 15 prairial (3 juin) ; le même jour, Bonaparte y fit son entrée et y fut reçu par Foscarelli comme il l'avait été à Brescia. Il écrivit au Directoire[1] :

> J'arrive à Vérone, pour en partir demain matin ; elle est très-grande et très-belle ; j'y laisse une bonne garnison pour me tenir maître des trois ponts qui sont ici sur l'Adige. Je n'ai pas caché aux habitants que, si le prétendu roi de France n'eût évacué leur ville avant mon passage du Pô, j'aurais mis le feu à une ville assez audacieuse pour se croire la capitale de l'empire français.

---

1 Lettre du 15 prairial (3 juin).

> Je viens de voir l'amphithéâtre. Ce reste du peuple romain est digne de lui. Je n'ai pu m'empêcher de me trouver humilié de la mesquinerie de notre champ de Mars. Ici cent mille spectateurs sont assis et entendraient facilement l'orateur qui leur parlerait. Les émigrés fuient de l'Italie. Plus de 1.500 sont partis cinq jours avant notre arrivée ; ils courent en Allemagne porter leurs remords et leur misère.

L'archiduc de Milan, qui s'était réfugié à Venise, ne s'y trouvant plus en sûreté, en partit avec de nombreux équipages. Lallemant en donna avis au général en chef, et, pour qu'il en pût profiter, lui envoya même des détails sur la route qu'ils prenaient. Quand les Français voulurent faire les dispositions nécessaires pour l'armement de Vérone, Foscarelli eut encore de vives discussions avec le général en chef ; elles étaient désormais inutiles. Le sénat les jugea impolitiques ; il rappela Foscarelli et le remplaça par Battaglia, auquel il conféra la dignité de provéditeur général de toutes les provinces au-delà de l'Adige, y compris Vérone. C'était un homme souple, instruit, de manières douces, et sincèrement attaché à sa patrie, très-porté pour la France d'autrefois et préférant même la France républicaine à l'Autriche[1].

Ce nouveau provéditeur et Nicolas Erizzo eurent, le 17 prairial (5 juin), en qualité de commissaires de leur gouvernement, des conférences avec Bonaparte à Vérone. Il leur dit que la république française avait de grands sujets de plainte contre la république de Venise ; mais que l'accueil que les Véronais avaient fait à ses compagnons d'armes et à lui-même l'avait confirmé dans l'opinion qu'il fallait regarder ce qui était arrivé comme un effet de l'imprévoyance ; qu'il serait bien aise de pouvoir donner au sénat des preuves de l'amitié de son gouvernement, bien persuadé que pendant le séjour des troupes françaises sur le territoire de Venise, le sénat ne discontinuerait pas de manifester sa loyauté, et que rien ne manquerait à la subsistance de l'armée qui, n'ayant à sa suite ni magasins ni équipages, était obligée de tirer sa subsistance du territoire qu'elle occupait.

Les commissaires lui ayant demandé, avec toutes les précautions dont une pareille question était susceptible, s'il pouvait prévoir la durée du séjour de ses troupes à Vérone, il leur répondit qu'il serait obligé de les y, laisser tant que les circonstances de la guerre pourraient l'exiger ; mais qu'il consentirait à les retirer dès à présent si la République se mettait en état d'interdire aux Autrichiens le passage de l'Adige ; qu'au surplus il espérait qu'avant peu l'ennemi serait totalement expulsé de l'Italie, ce qui permettrait de réduire à un très-petit nombre les troupes françaises qu'on laisserait pour la garde des ponts de Vérone.

Il parla ensuite de la guerre, de la politique ; dit qu'il était redevable de la rapidité de ses conquêtes au peu de prévoyance des généraux alliés ; annonça la probabilité d'une paix prochaine avec le roi de Naples ; dit que le chevalier d'Azara, ministre d'Espagne, l'attendait à Brescia pour traiter d'un accommodement avec le pape, et ajouta que les intentions bien connues de son gouvernement étaient de rendre l'Italie indépendante, et de faire du duché de Milan un État séparé comme autrefois, ce qui ne pouvait qu'être conforme aux vues de la république de Venise.

---

1 *Montholon*, tome IV, page 130.

Les commissaires vénitiens ajoutaient dans leur rapport : La finesse des observations du général Bonaparte, l'étendue de ses vues, la manière dont il les développait, ses aperçus sur les intérêts de sa nation et des autres, tout cela nous autorise à penser, non-seulement que cet homme est doué de beaucoup de talent pour les affaires politiques, mais qu'il doit avoir un jour une grande influence dans son pays.

D'un autre côté, d'après Bonaparte, il renouvela aux commissaires vénitiens ses griefs et leur parla de l'accueil fait au comte de Lille et de leur conduite à l'égard de Peschiera. Il leur dit que du reste il avait rendu compte de tout au Directoire et qu'il ignorait comment il prendrait les choses ; mais qu'il croyait que l'envoyé de Venise à Paris pourrait conjurer l'orage. En rendant compte de cet entretien au Directoire, Bonaparte ajoutait[1] : Si votre projet est de tirer cinq ou six millions de Venise, je vous ai ménagé exprès cette espèce de rupture. Vous pourriez les demander en indemnité du combat de Borghetto que j'ai été obligé de livrer pour prendre Peschiera. Si vous avez des intentions plus prononcées, je crois qu'il faudrait continuer ce sujet de brouillerie, m'instruire de ce que vous voulez faire, et attendre le moment favorable que je saisirai suivant les circonstances ; car il ne faut pas avoir affaire à tout le monde à la fois.

Bonaparte, en informant Lallemant de son entrevue, lui recommandait de témoigner du mécontentement de ce que Peschiera avait été livré aux Autrichiens, et de ce que le sang français avait coulé pour le reprendre. Sans cependant se brouiller avec une république dont l'alliance était utile, il devait insister fortement pour que les Français portassent la cocarde nationale et que l'injure qui lui avait été faite fût réparée[2].

Le Directoire comptait bien en effet trouver des ressources en argent à Venise. Il pensait à y lever un emprunt au moins de 12 millions, et à lui faire accepter pour garantie des délégations sur la dette que les Bataves avaient contractée envers la France, et que la somme prêtée devait être imputée sur les fonds que le roi et le gouvernement d'Angleterre avaient dans le trésor de Venise, et dont il fallait exiger la remise à la France. Mais l'intention du Directoire n'était pas de rompre avec la république de Venise. Il recommandait au général en chef de régler ses démarches de manière à ne pas amener cette rupture ; de réprimer les désordres commis par les troupes françaises dans le Brescian, si elles en avaient commis, ainsi que l'envoyé de Venise, Quirini, s'en plaignait, et néanmoins d'agir avec fermeté à l'égard du sénat[3].

Jugeant d'après les règles ordinaires de la morale et de la justice ce débat de Bonaparte avec la république de Venise, des historiens l'ont amèrement blâmé. Ils opposent aux promesses généreuses qu'il fit aux Vénitiens, en entrant sur leur territoire, le langage impérieux et menaçant qu'il tint aux délégués de leur Gouvernement, l'invasion de leurs villes et de leurs places, les charges qu'il leur imposa pour l'entretien de Son armée, celles qu'il insinuait au Directoire de leur imposer encore par voie d'emprunt ou sous toute autre forme. Mais le droit barbare de la guerre est-il autre chose qu'une violation consacrée des lois de

---

1 Lettre du 19 prairial (7 juin).
2 Lettre du 16 prairial (4 juin). Le Directoire avait ordonné à ses agents diplomatiques de ne reconnaître pour Français que ceux qui porteraient la cocarde nationale. A Venise cinq ou six Français l'avaient prise. Les inquisiteurs d'État la leur avaient fait enlever ; Lallemant adressa au sénat une réclamation énergique.
3 Lettre des 23 et 27 prairial (11 et 15 juin).

l'humanité et de la justice ? Ne permet-il pas, ne légitime-t-il pas la ruse, la violence, la spoliation ? La gloire militaire la plus pure ne repose-t-elle pas sur le sang et la destruction ? La nécessité de vaincre connaît-elle des bornes ? Les Autrichiens n'avaient-ils pas les premiers violé la neutralité de Venise ; si les Français battus se fussent retirés sur son territoire, Beaulieu l'aurait-il respecté ? Deux géants qui s'élancent l'un contre, l'autre pour se détruire daignent-ils abaisser leurs regards sur l'être faible qui rampe à leurs pieds ? Dans leur aveugle- fureur ils le foulent et l'écrasent. Que les victimes en gémissent, que le philanthrope s'en indigne : voilà la guerre ! voilà du plus au moins l'histoire de tous les conquérants ! du reste, si dans ce premier moment Venise fut victime de la politique et de la guerre, il se présenta dans la suite des occasions où elle aurait pu obtenir une réparation ou un dédommagement. Mais l'oligarchie, au lieu d'en profiter, ainsi que lui conseillait la sagesse, trop orgueilleuse pour plier, incapable de se défendre, ne sut, comme on le verra, que commettre des fautes, aggraver sa situation, accélérer sa ruine et celle de l'État.

Mantoue était en Italie le boulevard de la puissance autrichienne ; il fallait s'en emparer, et commencer par en faire le blocus.

La division Masséna suivit les restes de l'armée de Beaulieu, pour les contenir, et prit la forte position de Rivoli et de la Corona. Le 16 prairial (4 juin), à 5 heures du matin, Dallemagne et Lannes se portèrent, avec 600 grenadiers, sur le faubourg *Saint-Georges* de Mantoue. Bonaparte, qui était au palais de la *Favorite*, fit avancer Serrurier avec une demi-brigade pour les soutenir. Le faubourg et la tête du pont furent emportés. Déjà les grenadiers s'avançaient en tirailleurs sur la chaussée et prétendaient même se former en colonne pour enlever Mantoue. On leur montra l'artillerie formidable des remparts : À Lodi, dirent-ils, il y en avait bien davantage. Mais les circonstances étaient bien différentes ; le général en chef les fit retirer ; l'ennemi perdit cent hommes.

Augereau s'était porté à Castiglione-Mantovano, d'où il était parti le 16 à la pointe du jour. Après avoir passé le Mincio au-dessous du lac, il s'avança sur le faubourg de Ceriole, il enleva les retranchements, la tour, et força l'ennemi à se retirer dans le corps de la place. En informant le Directoire de ces mouvements, Bonaparte rapportait, comme un trait peignant la barbarie qui régnait encore dans ces contrées, que ses soldats avaient trouvé, dans un couvent de religieuses à Saint-Georges, une jeune et belle fille enchaînée, dont ils avaient brisé les fers[1].

Quand on sut à Naples la retraite de Beaulieu dans le Tyrol, et que les Français occupaient Modène et Reggio, on craignit une invasion et on fit des armements extraordinaires. On envoya 40.000 hommes sur la frontière. Le roi publia des manifestes, des proclamations, écrivit aux évêques, invoqua la sûreté de l'état et l'intérêt de la religion. Il se rendit à la basilique, et, en présence du peuple, exalté par toutes ces démonstrations, il déposa en hommage sur l'autel son manteau, son sceptre et sa couronne, les confia à la garde de Dieu, et partit pour se mettre à la tête de ses armées. Mais quand il vit les légations occupées par les Français et l'extrémité où le pape se trouvait réduit, toutes ces grandes résolutions s'évanouirent. Ainsi presque en même temps que le roi de Naples jurait la guerre sur les autels, son ambassadeur, le prince Belmonte Pignatelli, demandait la paix à Bonaparte. Un armistice fut signé le 17 prairial (5 juin). Le général en chef en donna pour motifs au Directoire qu'on enlevait à l'armée

---

1 Lettre du 20 prairial (8 juin).

autrichienne 2.400 hommes de cavalerie ; qu'ils seraient placés de manière à ce qu'il pût en disposer ; qu'on ôtait aux Anglais cinq vaisseaux de guerre et plusieurs frégates ; qu'il continuait par là à mettre les coalitions en déroute ; que si l'on faisait la paix avec Naples, la suspension d'armes aurait été utile, en ce qu'elle aurait affaibli de suite l'armée allemande ; que si au contraire on ne faisait pas la paix, la suspension l'aurait mis en état de s'emparer des a,400 hommes de cavalerie napolitaine, et que le roi de Naples aurait fait un pas qui aurait déplu à la coalition.

Examinant ensuite la question militaire, si l'on pouvait et si l'on devait aller à Naples, il répondait : Le siège du château de Milan, la garde du Milanais et la garnison des places conquises, demandent 15.000 hommes. La garde de l'Adige et les positions du Tyrol 20.000 ; il n'en reste, compris les secours qui arrivent de l'armée des Alpes, que 6.000. Mais quand bien même on aurait 20.000 hommes, il ne conviendrait pas de faire 25 jours de marche dans les mois de juillet et d'août, pour chercher la maladie et la mort. Il ajoutait que, pendant ce temps-là Beaulieu reposait et recrutait son armée dans le Tyrol, qu'elle se renforçait tous les jours, et qu'il pourrait bien reprendre à l'automne ce qu'on lui avait pris au printemps.

Moyennant l'armistice avec Naples, Bonaparte se flattait d'être en état de dicter à Rome toutes les conditions qu'il lui plairait ; il prétendait même savoir que la cour de Rome était déjà occupée de faire une bulle contre ceux qui prêchaient en France la guerre civile sous prétexte de religion. D'après une conversation qu'il avait eue avec M. d'Azara, ministre d'Espagne envoyé par le pape, le général en chef pressentait que ce ministre avait l'ordre de lui offrir des contributions. Je serai bientôt à Bologne, ajoutait-il[1]. Voulez-vous que j'accepte alors, pour accorder un-armistice au pape, 25 millions de contribution en argent, cinq millions en denrées, 300 tableaux, des statues et des manuscrits en proportion, et que je fasse mettre en liberté tous les patriotes arrêtés pour fait de révolution ? J'aurai au reste le temps de recevoir vos ordres là-dessus, puisque je ne crois pas être à Bologne avant dix ou quinze jours. Alors si les 6.000 hommes que commande le général Château- neuf-Randon arrivent, il n'y aura pas d'inconvénient à se porter de Bologne jusqu'à Rome. Au reste, je vous prie de rester persuadés que lorsqu'une fois vous m'aurez fait connaître positivement vos intentions, il faudrait qu'elles fussent bien difficiles à exécuter pour que je ne le pusse pas.

Comme les opérations en Allemagne pouvaient changer, d'un moment à l'autre, la position de Bonaparte, il écrivit confidentiellement à Carnot qu'il serait bon de lui laisser la faculté de conclure l'armistice avec Rome ou d'y aller ; dans le premier cas de lui prescrire les conditions de l'armistice, dans le second, de lui dire ce qu'il devait y faire ; car il pensait que ses troupes ne pourraient pas s'y maintenir longtemps, attendu que l'espace était immense, le fanatisme très-grand, et que la grande disproportion de forces donnerait de la hardiesse aux Romains. Il remerciait Carnot des choses honnêtes que ce Directeur lui avait écrites, regardant l'estime du petit nombre d'hommes qu'il appréciait, comme la récompense la plus douce des fatigues, des dangers et des chances du métier de la guerre[2].

---

1 Lettre du 19 prairial (7 juin).
2 Lettre du 20 prairial (8 juin).

On ne voit pas que Bonaparte eut, comme on l'a dit, tant de peine à faire adopter sa politique au Directoire qui, sans calculer les obstacles, voulait révolutionner Rome, Naples et la Toscane[1]. Le Directoire aurait, il est vrai, désiré que le roi de Naples contribuât de quelques millions en concluant l'armistice ; mais il n'hésita pas à l'approuver ; en même-temps, se méfiant, non sans raison, de la sincérité de cette cour, et craignant qu'elle n'éludât la négociation de la paix, il chargea le général en chef de lui notifier que, si cette négociation n'était pas encore commencée à Paris avant l'expiration d'un mois, l'armistice serait regardé comme non avenu[2]. La cour de Naples donna l'ordre au prince Belmonte Pignatelli, négociateur de l'armistice, de se rendre à Paris, et au commandant de la cavalerie napolitaine de se séparer de l'armée autrichienne.

Le général Clarke envoya un de ses parents, Elliot, près de Bonaparte à Milan. Ce fait, quoique insignifiant pour l'histoire, donna lieu à la lettre suivante du général en chef, qui n'est pas sans intérêt :

> Votre jeune cousin m'est arrivé hier : il me paraît actif, quoiqu'encore un peu jeune. Je le tiendrai avec moi. Il sera bientôt en état d'affronter le péril et de se distinguer. J'espère qu'il sera digne de vous et que j'aurai un bon compte à vous en rendre. Je suis bien aise de faire quelque chose qui vous soit agréable. Ici tout va assez bien ; mais la canicule arrive au galop, et il n'existe aucun remède contre son influence dangereuse. Misérables humains que nous sommes ! Nous ne pouvons qu'observer la nature et non la surmonter. La campagne a commencé deux mois trop tard ; nous nous trouvons obligés de rester dans le pays le plus malsain. Je ne vois qu'un moyen pour ne pas être battus à l'automne ; c'est de s'arranger de manière à ne pas être obligés de s'avancer vers le sud de l'Italie. Selon tous les renseignements que l'on nous donne, l'empereur envoie beaucoup de troupes à son armée. Nous attendons ici avec impatience des nouvelles du Rhin. Si notre armée a des succès comme je l'espère, il faut que l'on fasse payer à l'empereur son entêtement : en attendant je vous prie de croire aux sentiments de fraternité, etc.[3]

Sur les contributions en argent que le général en chef percevait en vertu des traités ou armistices, il envoyait de nouveau deux millions à Gênes, à la disposition du Directoire. Il expédiait 210.000 francs à Kellermann[4], et un million à Bâle pour l'armée du Rhin. L'armée d'Italie, écrivait-il à Moreau[5], a demandé au Directoire la permission de vous faire passer cet argent provenant des contributions de guerre, afin de soulager nos frères d'armes de l'armée du Rhin.

D'après des observations du général en chef sur les abus du service administratif dans la levée et l'emploi des contributions, le Directoire fit un règlement (3 messidor) sur leur perception, leur versement, leur emploi, et leur comptabilité.

---

1 *Montholon*, tom. III, page 251.
2 Lettre du 27 prairial (15).
3 Lettre du 20 prairial (8 juin).
4 Lettre au Directoire, du 23 prairial (11).
5 Lettre du 21 prairial (11 juin).

Cette administration était entièrement séparée de celle de l'armée, et confiée aux commissaires du gouvernement qui devaient avoir auprès d'eux une caisse particulière d'où les versements se feraient au payeur général de l'armée ou au trésor national. Conforme aux principes, ce règlement mettait cependant le général en chef dans la dépendance des commissaires du Directoire, mais il sut s'en affranchir, et maintint seulement les dispositions de pure comptabilité.

Bonaparte avait parfaitement démontré au Directoire qu'avec les 40.000 hommes qu'il avait sous son commandement, on ne pouvait pas penser à une expédition sur Naples. Ce calcul s'appliquait à plus forte raison au projet annoncé dès le commencement de la campagne, de pénétrer en Allemagne par le Tyrol. L'armée ne pouvait plus avancer sans qu'on eût pris Mantoue ; on n'avait point d'équipage de siège, il était employé à réduite la citadelle de Milan : il fallait donc accélérer sa reddition ; il fallait réprimer une insurrection qui avait éclaté dans les fiefs-impériaux, repasser le Pô, jeter l'armée du pape au-delà de l'Apennin, le forcer à signet un armistice, chasser les Anglais de Livourne et l'occuper ; il fallait que l'armée fût de retour sur l'Adige avant la mi-juillet, époque à laquelle Bonaparte calculait qu'arriveraient 30.000 hommes de troupes d'élite que Wurmser, qui avait remplacé Beaulieu, amenait de l'armée du Rhin. Pour faire toutes ces opérations, il ne restait à Bonaparte que 30 ou 40 jours ; il les trouva suffisants.

Pour cela il fallait nécessairement renoncer à toute entreprise vers l'Allemagne. Cependant Bonaparte portait encore ses vues de ce côté. Au moment même où ses troupes marchaient pour opérer en Italie, il adressait une proclamation aux Tyroliens, 26 prairial (14 juin). Il leur disait : Je vais passer sur votre territoire, braves Tyroliens, pour obliger la cour de Vienne à une paix nécessaire à l'Europe comme à ses sujets. C'est votre propre cause que je vais défendre. Depuis assez longtemps vous êtes vexés et fatigués des horreurs d'une guerre entreprise, non pour l'intérêt du peuple allemand, mais pour les passions d'une seule famille. Vous nous recevrez avec hospitalité et nous vous traiterons avec amitié et fraternité. S'il en était qui connussent assez peu leurs véritables intérêts pour prendre les armes contre nous, nous serons terribles comme le feu du ciel, nous brûlerons les maisons, nous dévasterons les territoires des villages qui prendront part à une guerre qui leur est étrangère.

Bonaparte vint à Milan, fit ouvrir la tranchée devant la citadelle, se rendit à Tortone, dirigea sur les fiefs-impériaux une colonne de 1.200 hommes sous les ordres de Lannes. Il entra de vive force dans Arquata, fit passer par les armes les brigands qui avaient égorgé un détachement de 150 Français, raser le château, brûler les maisons des rebelles et fusiller les principaux d'entre eux.

Le général en chef fit publier un arrêté du 26 prairial portant que les communes et les seigneurs déposeraient leurs armes et renouvelleraient le serment d'obéissance à la République ; qu'il serait pris des otages pour répondre de leur fidélité ; qu'il serait perçu une contribution militaire ; que ceux qui seraient trouvés avec des armes et des munitions seraient fusillés ; que les cloches seraient brisées, à défaut de quoi, les villages brûlés.

A cet arrêté était jointe la proclamation suivante :

> Les habitants des fiefs-impériaux, à l'instigation de plusieurs de leurs seigneurs, et des agents de l'empereur à Gênes, ont violé le serment d'obéissance qu'ils avaient prêté à la république française ; ils ont assassiné plusieurs

> détachements français, et ont assiégé dans Arquata les troupes qui y étaient. Il n'est point de crimes dont ils ne se soient rendus coupables, point d'horreurs qu'ils n'aient commises. Les insensés comptaient sur l'impunité ! ils croyaient l'armée éloignée ; ils ne savaient pas que les phalanges de l'armée d'Italie sont partout où il y a des ennemis de la République à punir. Ils ne savent pas encore, leurs instigateurs, qu'il n'est pas de refuge qui puisse les soustraire au courroux du peuple français ; qu'ils apprennent, par le spectacle terrible d'Arquata, le sort qui les attend, s'ils ne changent de conduite et s'ils ne profitent de la porte que la clémence nationale laisse ouverte au repentir.

Le général en chef fit traduire devant une commission militaire le marquis Spinola, sénateur génois, seigneur d'Arquata, principal moteur des rassemblements. Il demanda au gouverneur d'Alexandrie de faire punir sévèrement la conduite indigne des officiers et soldats de la garnison de Serravalle qui avaient pris part à la rébellion, et encouragé les paysans, en leur fournissant des munitions de guerre[1]. Il requit le gouverneur de Novi de faire arrêter les brigands qui s'étaient réfugiés sur son territoire et auxquels il donnait asile, et lui déclara qu'il le rendait responsable, et qu'il ferait brûler les villes et les maisons où l'on n'arrêterait pas les assassins[2].

La République de Gênes avait refusé de prendre parti dans la guerre, parce que sa neutralité favorisait éminemment son commerce. Cependant son port fut violé par une escadre anglaise, et la catastrophe de la frégate française la Modeste était restée impunie. Plusieurs familles nobles les plus attachées à la France, avaient été bannies. La Convention et le Directoire avaient ajourné la réparation de leurs griefs à un moment plus favorable. Le Directoire avait même ouvert des négociations avec le sénat pour en obtenir un secours extraordinaire de 5 ou 6 millions. La défection du roi de Sardaigne et la défaite des Autrichiens avaient bien changé la situation de la république de Gênes ; Bonaparte crut pouvoir aussi changer avec elle d'attitude et de langage. La révolte des fiefs-impériaux lui servit de prétexte. Il fit donc porter par le général Murat une note énergique au sénat (26 prairial, 14 juin).

> La ville de Gênes, y disait-il, est le foyer d'où partent les scélérats qui infestent les grandes routes, assassinent les Français, et interceptent nos convois autant qu'il est en eux. C'est de Gênes que l'on a soufflé l'esprit de rébellion dans les fiefs-impériaux. M. Girola — ministre d'Autriche — qui demeure dans cette ville, leur a publiquement envoyé des munitions de guerre ; il accueille tous les jours les chefs des assassins encore dégoutants du sang français. C'est sur le territoire de la république de Gênes que se commettent une partie de ces horreurs, sans que le gouvernement prenne aucune mesure. Il paraît, au contraire, par son silence et l'asile qu'il accorde, sourire aux assassins.

---

1 Lettre du 25 prairial (13 juin).
2 Lettre du 28 prairial (16 juin).

> Malheur aux communes qui voient avec joie et même avec indifférence ces crimes qui se commettent sur leur territoire et le sang français répandu par des assassins. Il est indispensable que ce mal ait un terme, et que les hommes qui, par leur conduite, protègent les brigands soient sévèrement punis. Le gouverneur de Novi les protège, je demande que le gouvernement en fasse un exemple sévère. M. Girola, qui a fait de Gènes une place d'armes contre les Français, doit être arrêté, ou au moins chassé de la ville de Gênes. Ces satisfactions préalables sont dues aux mânes de mes frères d armes égorgés dans votre territoire.
>
> Pour l'avenir, je vous demande une explication catégorique. Pouvez-vous ou non purger le territoire de votre république des assassins qui le remplissent ? Si vous ne prenez pas des mesures j'en prendrai : je ferai brûler les villes et les villages sur lesquels il sera commis l'assassinat d un seul Français. Je ferai brûler les maisons qui donneront refuge aux assassins. Je punirai les magistrats négligents qui auraient transgressé le premier principe de la neutralité, en accordant asile aux brigands.
>
> L'assassinat d'un Français doit porter malheur aux communes entières qui ne l'auraient pas protégé. La république française sera inviolablement attachée aux principes de la neutralité, mais que la république de Gênes ne soit pas l'asile de tous les brigands.

Bonaparte adressa le général Murat au ministre de France Faypoult, lui recommandant de le présenter de suite au sénat pour qu'il remît lui-même cette note, attendu que si Faypoult la présentait, il lui faudrait quinze jours pour avoir la réponse, et qu'il était nécessaire d'établir une communication plus prompte qui électrisât les sénateurs[1].

Le sénat n'accorda pas une satisfaction complète. Il destitua le gouverneur de Novi : il promit d'établir des colonnes pour purger les routes, escorter les convois français et rétablir la sûreté des communications ; mais il se borna à déclarer au ministre autrichien Girola que mû par des circonstances impérieuses il l'engageait à s'absenter de Gênes. Voyant qu'on ne lui faisait qu'une invitation et qu'on lui fixait pas une époque précise, il répondit qu'il attendrait les ordres de sa cour, et resta. Le sénat fit remettre à Faypoult une note justificative de sa conduite. Bonaparte en fut mécontent. Il écrivit au ministre français[2] : Je connais trop bien l'esprit du perfide gouvernement ï génois pour ne pas avoir prévu la réponse qu'il ferait.

Un incident vint compliquer les rapports de la France avec Gênes. Les Anglais prirent sous le canon du fort de l'Arma cinq bâtiments français chargés de munitions. Le ministre Faypoult se plaignit au sénat de cette violation de la neutralité favorisée par la faiblesse ou la connivence du commandant du fort.

---

1 Lettre du 27 prairial (15 juin).
2 Lettre du 4 messidor (22juin).

Le Directoire jugea prudent d'ajourner toute mesure tendant à punir le gouvernement génois ou à le forcer à des réparations jusqu'à ce qu'on eût retiré de Gènes les fonds, les approvisionnements et les munitions de tout genre appartenant à la France ; qu'on eût conclu un armistice avec Rome ; que celui de Naples fut exécuté, et que le général en chef eût terminé sa tournée de Bologne et de Livourne[1]. Il chargea donc Faypoult de faire évacuer de Gênes toutes les propriétés françaises en lui écrivant[2] : Voilà deux sujets de plainte ; tenez querelle ouverte sur l'un et l'autre.

Tout en exécutant les ordres du Directoire, Faypoult n'en partageait pas tout-à-fait les inquiétudes. Il pensait que Gênes n'était pas en état de résister, et que Bonaparte lui ferait la loi quand il voudrait, en s'en approchant avec 15 ou 18.000 hommes et un train de mortiers ; mais il croyait qu'il ne suffirait pas de muleter ce gouvernement par des réparations qui coûteraient à son orgueil et à ses finances, et que, pour pouvoir compter enfin sur la sincérité de cette République, il fallait y ordonner l'exil d'une cinquantaine de personnes ennemies de la France, et la réforme du mode de délibérations en les faisant prendre désormais dans tous les cas à la simple majorité[3].

Le général en chef partagea cette opinion. Il proposa au Directoire de chasser du gouvernement de Gênes une vingtaine de familles qui, par la constitution même du pays, n'y avaient aucun droit, étant feudataires de l'empereur ou du roi de Naples ; d'obliger le sénat à rapporter le décret qui avait banni les 8 ou 10 familles nobles attachées à la France. Par ce moyen là, écrivait Bonaparte au Directoire[4], le gouvernement de Gênes se trouverait composé de nos amis, et nous pourrions d'autant plus y compter que les nouvelles familles bannies se retireraient chez les coalisés, et dès-lors les nouveaux gouvernants de Gênes les craindraient, comme nous craignons le retour des émigrés. Si vous approuvez ce projet là, vous n'aurez qu'à m'en donner l'ordre, et je me charge des moyens pour en assurer l'exécution.

Délivré de la révolte des fiefs impériaux et ajournant la querelle avec Gènes, Bonaparte se retourna du côté de Rome.

Bologne, ainsi que Brescia, renfermait des partisans zélés de la liberté italienne. On y était humilié du joug de la cour de Rome. Le sénat créa une commission des citoyens les plus distingués, lui donna des pouvoirs extraordinaires, et envoya au-devant de Bonaparte à Milan une députation composée des sénateurs Caprara et Malvasia et de l'avocat Pistorini. Il leur fit le meilleur accueil. Il fut convenu, dans des conférences, d'affranchir le pays de la domination du pape et de rendre au peuple la liberté : Bonaparte leur promit que les troupes se comporteraient avec modération sur le territoire bolonais. Les députés retournèrent à Bologne très-satisfaits, et préparèrent leurs compatriotes, qui y étaient déjà bien disposés, à recevoir en amis les Français.

La division du général Augereau passa le Pô à Borgo-Forte, le 28 prairial (18 juin), arriva à Bologne le 1er messidor (21), fit prisonniers quatre cents soldats qu'elle y trouva, ainsi qu'un état-major et le cardinal légat.

---

1 Lettre du 17 prairial (15 juin).
2 Lettre du 4 messidor (22 juin).
3 Lettre du 6 messidor (24 juin).
4 Lettre du 18 messidor (6 juillet).

Le tumulte de la guerre ne pouvait distraire Bonaparte de celui que l'amour excitait dans son cœur. Il faut en avoir été alors témoin pour croire à la peinture énergique et bizarre qu'il en faisait à Joséphine[1].

Il partit de Tortone le 29 (19), arriva le 1er messidor à Modène, d'où il envoya l'ordre à la garnison du château d'Urbin d'ouvrir ses portes, de poser les armes, et de se rendre prisonnière de guerre. On trouva dans le fort Urbin cinquante pièces de canon bien approvisionnées, cinq cents fusils de calibre de très-beau modèle, des munitions de bouche pour nourrir six mille hommes pendant deux mois, et trois cents hommes qui se rendirent.

A Ferrare, on fit prisonniers le commandant du fort et le cardinal légat ; on s'empara de 114 pièces de canon.

Bonaparte se rendit à Bologne. Il remit aussitôt cette ville en possession du Castel-Bolognese, abolit l'autorité du Pape, lui rendit sa liberté et son indépendance, attribua provisoirement l'autorité suprême au sénat, et reçut dans la salle Farnèse le serment des sénateurs. Le peuple fut dans l'enthousiasme. La ville et les citoyens donnèrent des fêtes. Le général en chef leur montra une grande confiance. On ne manqua pas de lui faire présenter le livre d'or, où étaient inscrits, parmi les sénateurs, plusieurs de ses ancêtres. Il mit en liberté le cardinal légat, et lui ordonna de partir.

Déjà alarmée par l'armistice de Naples, la cour de Rome, qui naguère encore prêchait la croisade contre la république française, avait envoyé à Bonaparte, pour conjurer l'orage, le chevalier d'Azara, ambassadeur d'Espagne, et le marquis de Guidi. Le zèle ardent du pape pour les trônes et l'église s'évanouit à la nouvelle de l'invasion de Bologne ; elle ne permettait plus de différer, pu accommodement. Tout en paraissant ne céder qu'au désir de donner à la cour de Madrid une marque de déférence, mais dans la seule vue d'être plus tôt prêta faire tête à l'Autriche, Bonaparte consentit à un armistice ; il fut signé le 5 messidor (23 juin) avec les deux envoyés du pape. Il y était stipulé que la suspension d'armes n'expirerait que cinq jours après la conclusion du traité de paix qui se négocierait ; que le pape enverrait de suite un plénipotentiaire à Paris ; qu'il ferait des excuses pour les injures et les pertes supportées par les Français, notamment pour l'assassinat de Basseville dont la famille serait indemnisée ; que tous les détenus 8 pour opinion politique seraient mis en liberté ; que les ports de l'État romain seraient ouverts à la République et fermés à ses ennemis ; que les légations de Bologne et de Ferrare continueraient d'être occupées par l'armée française ; que la citadelle d'Ancône lui serait remise ; que le pape donnerait, au choix des commissaires de la République, 100 tableaux, bustes, vases ou statues, notamment les bustes de Junius et de Marcus-Brutus et 500 manuscrits ; qu'il payerait 21 millions de livres tournois, dont 15.500.000 en numéraire, et 5.500.000 en denrées ; qu'il fournirait le passage aux troupes françaises toutes les fois que la demande lui en serait faite.

Le Directoire aurait désiré que le pape révoquât les anathèmes qu'il avait lancés contre la République ; en attendant Bonaparte obtint du Saint-Père un bref adressé aux fidèles de France (le 5 juillet). Il les exhortait paternellement et cependant avec force, à la soumission et à l'obéissance envers les magistrats établis dans le pays. Il affirmait que la religion catholique reconnaissait en principe, dans les pouvoirs temporels, l'œuvre de la sagesse divine qui les envoie

---

[1] V. pièces justificatives, n° VIII. Lettre du 27 prairial (17 juin).

aux peuples afin de ne pas abandonner leurs intérêts à l'inconstance de la fortune et aux chances du hasard, pour diriger les nations sur les flots agités de cette vie ; que l'apôtre Saint-Paul avait établi, non pas en parlant d'un prince en particulier, mais en traitant la question générale, que toute puissance, vient de Dieu, et que résister à cette puissance, c'était résister à Dieu même ; qu'il fallait bien prendre garde de se tromper et de fournir aux novateurs, par un excès de zèle mal entendu, l'occasion de calomnier la religion catholique, péché que les hommes et Dieu surtout puniraient des châtiments les plus sévères, puisque la damnation, ajoutait-il, attend ceux qui résistent au pouvoir. Je vous exhorte donc, disait en terminant le pontife, je vous exhorte par Notre Seigneur Jésus-Christ à l'obéissance envers ceux qui vous gouvernent ; je réclame pour eux toute votre affection, toute votre ardeur et tous vos efforts. C'est ainsi que vous rendrez à Dieu l'obéissance que vous lui devez. Vos gouvernants, eux-mêmes, voyant que les lois n'ont rien à craindre de la religion orthodoxe, prêteront à celle-ci assistance et protection. Ainsi s'accompliront les préceptes divins, ainsi se fortifieront les lois de l'église. Enfin, nos très-chers fils, n'ayez aucune confiance en ceux qui répandent, comme émanées du Saint-Siège, des doctrines en opposition avec ce manifeste ; c'est là notre désir, et nous voulons qu'il vous soit connu.

C'était le pape lui-même qui démentait son propre langage, et qui ordonnait la soumission à un gouvernement contre lequel il n'avait cessé de commander la révolte. Rome, comme toujours, changeait de principes au gré de ses intérêts temporels.

Le Directoire approuva l'armistice et s'en montra satisfait, par le même motif pour lequel Bonaparte l'avait conclu ; parce qu'il permettait à l'armée de se porter rapidement en-deçà du Pô, avant que les Autrichiens eussent pu rien entreprendre. Son intention n'était pas de presser la conclusion du traité de paix, parce qu'il était persuadé que l'armée d'Italie, en maintenant ses glorieuses conquêtes, lui donnerait toute la latitude nécessaire pour imposer les conditions les plus favorables à la République[1]. Cacault, agent du Directoire en Italie, fut envoyé à Rome avec des instructions du général en chef pour l'exécution de l'armistice.

Les ennemis du pape, et surtout les Bolonais, en conçurent des alarmes. Bonaparte les rassura et leur promit que la paix ne se ferait pas aux dépens de leur liberté.

Le Directoire appela l'attention du général en chef sur les approvisionnements maritimes et les belles races de chevaux qu'offrait l'Italie. Bonaparte envoya de Bologne à Nice 80 voitures chargées de chanvre et au Directoire cent superbes chevaux de voiture. A cette époque, ses conquêtes en artillerie s'élevaient à 60 pièces de canon de campagne et à 619 pièces de siège[2].

Tandis qu'une division de l'armée occupait Bologne, Ferrare et Faenza, une autre, celle de Vau- bois, se portait de Reggio sur Pistoia, menaçant de se rendre à Rome par Florence. L'alarme se répandit à la cour de Toscane. Manfredini, son premier ministre, accourut à Bologne, auprès du général en chef. Il représenta que le grand duc ayant refusé le passage aux Napolitains, il serait injuste de violer un territoire que les coalisés avaient respecté. Après quelques pourparlers,

---

1 Lettre à Bonaparte, 18 messidor (6 juillet).
2 Lettre du 17 messidor (5 juillet).

Bonaparte convint de ne pas faire passer par Florence la division qui se portait sur Rome, et de la diriger sur Sienne.

Manfredini était un homme éclairé, aussi près des idées philosophiques de la révolution que loin de ses excès, opposé aux prétentions de la cour de Rome, d'un sens droit, généralement estimé, penchant en secret pour l'indépendance de l'Italie[1]. Cependant Bonaparte ne crut pas devoir lui confier son projet sur Livourne. Il se trouva même retenu à Bologne en vertu d'un ordre général de ne rien laisser sortir de cette ville pour Florence, qui fut levé à l'égard du ministre toscan, seulement lorsque tout fut en mouvement pour l'expédition[2].

Le 8 messidor (26 juillet), Vaubois arriva à Pistoia. Bonaparte l'y rejoignit. Il écrivit au grand duc que le pavillon de la République étant constamment insulté dans le port de Livourne, la propriété des négociants français violée, chaque jour marqué par un attentat aussi contraire aux intérêts de la France qu'au droit des gens ; que son ministre ayant avoué l'impossibilité où était son Altesse Royale de réprimer les Anglais et de maintenir la neutralité de ce port, le Directoire avait senti qu'il était de son devoir de repousser la force par la force, et lui avait ordonné de prendre possession de Livourne ; qu'en conséquence une division de l'armée y entrerait le 10 (28), qu'elle y respecterait le pavillon, la garnison et les propriétés de S. A. R. et de ses sujets, le gouvernement français désirant voir continuer l'amitié qui unissait les deux États[3].

Le général en chef envoya cette lettre à Florence par son aide-de-camp Marmont, et chargea Miot, ministre de la République, de la présenter au grand duc. Le 9 (27) l'avant-garde de la division Vaubois, conduite par Murat, passa l'Arno à Fusecchio, suivie de la 75e demi-brigade commandée par Vaubois en personne. Le lendemain, 10, ces troupes, au lieu de se diriger sur Sienne, changèrent brusquement de route, et marchèrent à grands pas sur Livourne ; le reste de la division resta à Pistoia.

Le grand duc répondit que sa mémoire ne lui rappelait aucun acte dont la France pût se plaindre ; que son amitié avait été sincère ; qu'il s'étonnait du parti que prenait le Directoire ; qu'il. n opposerait aucune résistance ; qu'il donnait au gouverneur de Livourne des pouvoirs pour traiter des conditions relatives à l'occupation de la place.

Après avoir un moment fait trêve aux affaires pour écrire à Joséphine[4], Bonaparte partit de Pistoia et rejoignit ses troupes au moment où elles étaient aux portes de Livourne. Une frégate anglaise sortait du port, enlevant deux bâtiments français ; elle fut canonnée, mais il était trop tard ; quelques heures auparavant plus de 40 bâtiments anglais chargés avaient mis à la voile.

Le général en chef fit arrêter et conduire sous escorte à Florence le chevalier Spanocchi, gouverneur de la ville, et en informa le grand duc. Il était accusé d avoir laissé enlever sous le feu de ses batteries les deux bâtiments français valant 500.000 francs ; d avoir montré, par toutes ses démarches, une haine prononcée contre les Français ; d'avoir cherché, au moment de leur arrivée, à ameuter le peuple contre eux, et d'avoir fait essuyer toutes sortes de mauvais traitements à leur avant-garde, en un mot, d'être vendu à l'Angleterre. J'aurais

---

1 *Montholon*, tom. III, page 264.
2 Lettre de Bonaparte à Miot, du 8 messidor (25 juin).
3 Lettre du 8 messidor (26 juin).
4 V. pièces justificatives, n° IX. Lettre du 8 messidor.

été autorisé, sans doute, écrivait Bonaparte au grand duc, à le faire juger par une commission militaire, mais par respect pour Votre Altesse Royale, intimement persuadé de l'esprit de justice qui caractérise toutes vos actions, j'ai préféré l'envoyer à Florence, convaincu qu'elle donnerait des ordres pour le faire punir sévèrement[1].

Le grand duc répondit qu'il retiendrait Spanocchi en arrestation jusqu'à ce que les motifs sur lesquels elle avait été fondée fussent connus, afin de donner au général en chef, à la république française, et à toute l'Europe, le plus grand témoignage de cette équité conforme aux lois de son pays, auxquelles il s'était toujours fait un devoir d'être soumis lui-même[2]. Il envoya Manfredini pour éclaircir cette affaire, et exprima le plus vif désir de recevoir un écrit de la main du général en chef, qui pût le tranquilliser complètement, et assurer en même temps le repos de toute la Toscane.

Bonaparte laissa le général Vaubois à Livourne avec la 75e demi-brigade, une compagnie d'artillerie et un escadron du premier de hussards. Ses instructions lui prescrivaient de mettre l'entrée du port en bon état de défense, et le meilleur fort à même de contenir 2.000 hommes et de les nourrir pendant 40 jours avec tous les moyens de soutenir un siège ; de n épargner aucun moyen pour maintenir Livourne dans une parfaite tranquillité ; de faire en sorte de s'attacher les troupes du grand duc, sur lesquelles il aurait toujours l'œil ; de se maintenir en bonne harmonie avec le gouverneur, de lui renvoyer toutes les affaires de détail, de lui montrer de grands égards, surtout en particulier, mais de conserver sur lui, surtout en public, une grande supériorité ; s'il y avait à Livourne des complots ou toute autre chose qui intéressât l'existence des troupes françaises, de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir le calme et punir les malintentionnés, de n'épargner ni les personnes, ni les propriétés, ni les maisons ; dans toutes les affaires difficiles qui pourraient lui survenir, de consulter Miot, ministre de la République, qui serait à même de lui donner de bons renseignements ; de protéger le consul dans l'opération intéressante dont il était chargé, de surveiller, comme le premier agent de la République à Livourne, tous ses intérêts, et de rendre compte au général en chef de tous les abus qu'il ne dépendrait pas de lui de réprimer ; de vivre d'une manière convenable, d'avoir souvent à sa table des officiers du grand duc et les consuls des puissances étrangères, à l'effet de quoi il lui serait alloué des dépenses extraordinaires ; de nommer un officier pour surveiller le port, un commandant pour chaque fort ; de maintenir les corsaires dans une sévère discipline, de veiller à ce qu'ils respectassent les pavillons neutres et spécialement le pavillon espagnol ; de se faire tous les jours rendre compte des rapports des vigies, de tenir le général en chef informé de tout ce qui se passerait dans le pays, et de lui envoyer le rapport de toutes les nouvelles de Corse qui lui arriveraient ; d'écrire aux fiefs impériaux qui environnaient la ville, afin qu'ils reconnussent la République, et de faire part

---

1 Lettre du 11 messidor (29).

2 La place de Livourne, disait Napoléon à Sainte-Hélène, avait pour gouverneur un homme dont j'ai pu apprécier le caractère depuis ma chute. Je n'avais au fond que peu de chose à en craindre alors, mais on ne m'en avait pas dit du bien ; mes troupes étaient exténuées, le temps était précieux. Je ne voulus pas m'exposer à de vaines chicanes ; je le mandai ; je l'accablai de reproches, je m'en débarrassai. J'allai trop loin cependant ; je dépassai le but ; je ne me proposais que de l'éloigner, je le maltraitai, j'avais tort. Je pus m'en assurer depuis. Spanocchi était plein de noblesse et de loyauté ; j'en fis l'expérience à l'île d'Elbe. (*Antommarchi*, tome I, page 160).

au général en chef du nombre de ces fiefs, de leur population, de leur richesse et de l'esprit qui les animait ; de maintenir une sévère discipline parmi ses troupes, de tenir la main à ce que tous les soldats fussent casernes, et à ce que personne, depuis le général jusqu'au dernier employé, ne fût logé chez l'habitant[1].

L'opération confiée au consul français, Belleville, consistait à faire lever les scellés, et dresser les inventaires de tous les magasins appartenant à l'Angleterre et aux négociants anglais, à l'empereur et à la czarine de Russie, et enfin aux princes et particuliers des États avec lesquels la France était en guerre ; à faire toutes les démarches et à prendre toutes les mesures nécessaires pour découvrir, faire restituer et saisir toutes les marchandises qui auraient été mises en dépôt par les différents particuliers, chez des négociants livournais[2]. Bonaparte estimait ce butin 7 ou 8 millions[3]. Malgré une nuée de voleurs qui accoururent de Gènes et de Marseille, le trésor de l'armée reçut de Livourne 12 millions[4].

Le général en chef se rendit de Livourne à Florence seulement avec Berthier et une partie de son état-major. Chemin faisant il visita à San- Miniato un vieux chanoine, son parent[5]. Le grand duc accueillit parfaitement Bonaparte, lui donna un grand dîner, et le conduisit dans la célèbre galerie de cette ville pour y considérer les chefs-d'œuvre des arts. Le grand duc voulut faire, deux jours après, une semblable réception au commissaire du Directoire Sallicetti, qui s'y refusa ; ce qui a fait dire à un écrivain[6] que les triomphes de la République changeaient étrangement les opinions et les convenances ; car Sallicetti avait voté la mort de Louis XVI, et le grand duc était son neveu.

Bonaparte écrivit au Directoire : Le grand duc, quoique sollicité de tous côté de s'en aller, n'a point prêté l'oreille à ses ennemis et aux nôtres. Il est resté ferme dans sa capitale, environné de. nos troupes, mais se reposant sur la loyauté française ; cette conduite lui a mérité une part dans mon estime.

La République de Lucques m'a fourni de gré à gré 6.000 fusils, dont l'armée a grand besoin, la campagne ayant considérablement détérioré nos armes[7].

Le Directoire approuva absolument tout ce qu'avait fait le général en chef, et s'occupa avec activité de retirer de l'occupation du port de Livourne tous les avantages qu'elle présentait, comme de séquestrer tous les effets appartenant aux puissances ennemies, et d'imposer de fortes contributions sur leurs sujets. C'était particulièrement sur les Anglais qu'il voulait faire peser ce droit de la guerre. Il avait à venger à la fois sur eux le droit des gens que le gouvernement machiavélique de l'Angleterre avait sans cesse violé, et l'indépendance des peuples neutres qu'il avait méprisée pour nuire avec plus de sécurité à la France. Les Anglais établis à Livourne devaient donc être considérés comme habitants de Londres et subir des impositions sévères. La générosité nationale conseillait cependant à la République, tout en s'indemnisant de ses pertes, de ne pas porter la rigueur jusqu'à la dureté.

---

1 Instruction du 11 messidor (29 juin).
2 Ordre du 12 messidor (30 juin).
3 Lettre au Directoire, 14 messidor (2 juillet)
4 *Montholon*, tom. III, page 263.
5 V. pièces justificatives, n° X.
6 Pommereuil, *Campagnes de Bonaparte*, page 78.
7 Lettre du 4 messidor (22 juin).

Le ministre de Toscane, Corsini, avait fait des représentations au Directoire sur la manière dont on traitait cette puissance, tout en convenant ce-, pendant que la conduite de l'Angleterre rendait celle de la France très-légitime. Mais il ne reçut que des réponses vagues. Le Directoire ne crut devoir rien changer aux instructions qu'il avait données au général en chef et à ses commissaires, et leur prescrivit de continuer à agir en conséquence[1].

Bonaparte ne restait pas en arrière des intentions du Directoire. Il fit séquestrer aussi à Livourne tous les biens des Napolitains, attendu que par l'armistice la suspension d'armes n'était censée devoir commencer qu'au moment où la cavalerie napolitaine serait arrivée dans les positions qui lui avaient été indiquées. Il croyait cependant que le Directoire pourrait ordonner, par un article du traité de paix, la restitution des biens des Napolitains, et ordonna que l'inventaire de tous leurs effets fut fait devant leur consul[2]. Cette mesure fut également approuvée par le Directoire[3].

On ne peut s'empêcher, dit un écrivain[4], de blâmer l'envahissement de Livourne, Livourne, bien qu'il parût une juste représaille des infractions qu'on s'était permises dans les ports de la Méditerranée pendant les années précédentes. Cette réflexion fait tomber la critique. La République devait-elle faire la guerre en philanthrope à des ennemis pour qui tous les moyens de nuire étaient bons ? Comparativement à l'incendie du port de Toulon, qu'était-ce que l'invasion de Livourne ? N'était-il pas notoire et avéré que les Anglais y étaient plus maîtres que le grand duc de Toscane ?

Ce fut en dînant chez le grand duc que Bonaparte reçut la nouvelle de la reddition du château de Milan. Le Directoire fut d'avis que sous les rapports militaires et politiques, il devait être démoli, et chargea le général en chef de donner les ordres nécessaires. Il trouvait utile de montrer aux militaires cette démolition et celle des casernes de la place, comme celle d'une autre Bastille, dont le despotisme autrichien s'était servi pour retenir sous le joug ces contrées florissantes et qui semblaient particulièrement faites pour la liberté. Il pensait qu'en accréditant cette idée parmi le peuple, la chute de cette citadelle exciterait un enthousiasme généreux, réveillerait l'antique haine de la Lombardie contre l'empereur, et y ferait redouter le retour de sa domination.

Le Directoire prescrivit d'envoyer en France toute l'artillerie, tous les effets de magasin trouvés à Milan qui ne seraient pas nécessaires à l'armée, et de ne garder que ce qui était utile à ses mouvements, et rien de ce qui pourrait les embarrasser[5].

Le général en chef jugea convenable de conserver momentanément et de faire occuper le château de Milan. Le Directoire répliqua que cependant tout devait être disposé pour faire jouer les mines et détruire ses ouvrages, dans le cas où des succès de la part des ennemis rendraient cette mesure nécessaire[6].

Du 29 au 30 prairial (du 17 au 18 juin) la tranchée fut ouverte devant ce château, le 9 messidor (27), les batteries tirèrent à la fois pendant quarante-huit heures et

---

1 Lettre du 23 messidor (11 juillet).
2 Lettre du 18 messidor (6 juillet).
3 Lettre du 29 messidor (17 juillet).
4 *Jomini*, tom. VII, page 154.
5 Lettre du 23 messidor (1er juillet).
6 Lettre du 14 thermidor (2 juillet).

obtinrent une telle supériorité que le gouverneur battit la chamade et capitula le 11 (29), à trois heures du matin. Les troupes de la garnison furent faites prisonnières et les émigrés et les déserteurs livrés. On trouva dans la citadelle cinq mille fusils, cent cinquante bouches à feu, deux cents milliers de poudre et des approvisionnements assez considérables ; l'artillerie fut embarquée de suite sur le Pô pour Mantoue. Le général Despinois qui avait commandé le siège avait reçu, le jour de l'ouverture de la tranchée, le brevet de général de division que le Directoire avait envoyé pour lui.

Un soulèvement éclata à Césène. Les révoltés arrêtèrent le général Verdier qui venait d'une mission dont il avait été chargé par le général Augereau pour Ancône. Ce général dépêcha un courrier aux magistrats de Césène et les somma, sous leur responsabilité personnelle, de mettre Verdier en liberté, et de le renvoyer sous bonne et sûre garde. Il donna ordre en même temps au général de brigade Beyrand de part de suite pour Césène avec de l'infanterie, de la cavalerie et un obusier, et de faire tout rentrer dans l'ordre.

Il éclata une révolte plus sérieuse à Lugo, petite ville du Ferrarais. Un moine venant de Trente apporta dans la Romagne la nouvelle que les Autrichiens avaient passé l'Adige, débloqué Mantoue, et marchaient à grandes journées sur la Romagne. Des imprimés séditieux excitèrent partout à l'insurrection ; des prêtres fanatiques la prêchèrent ; ils organisèrent en peu de jours ce qu'ils appelèrent l'armée apostolique ; ils établirent leur quartier-général à Lugo. Dans une proclamation imprimée, les révoltés disaient : Les circonstances critiques dans lesquelles se trouve le peuple de Lugo par l'invasion des Français dans l'état pontifical, l'enlèvement des subsistances, les insultes faites aux personnes, tout porte à prendre les armes pour la défense des saints protecteurs du souverain, de l'État et de la patrie ; tous doivent concourir au salut commun dans le commun péril. Tous animés par le zèle de la religion, l'attachement à Sa Sainteté, leur légitime souverain, et l'amour de la patrie, travailleront unanimement au succès d'un si beau dessein, en se rangeant sous les glorieux étendards de l'Église.

L'armée apostolique était composée de plusieurs milliers d'hommes, elle avait de la cavalerie, des chefs et des généraux. Des règlements, des proclamations, des actes d'autorité en tout genre étaient déjà sortis de ce foyer d'insurrection.

Le général Augereau y envoya de Forli le général Beyrand avec un piquet de cavalerie et On détachement d'infanterie pour arrêter l'imprimeur des proclamations. Cette troupe fut reçue à coups de fusil et contrainte de se retirer après avoir eu trois hommes tués et quatre ou cinq blessés. Les révoltés portèrent en triomphe les têtes à Lugo.

Indigné de l'audace de ces brigands, et résolu de venger le sang français, Augereau marcha avec 800 hommes d'infanterie, 200 chevaux et deux pièces d'artillerie.

L'évêque d'Imola, depuis Pie VII, dans le diocèse duquel se trouvait l'insurrection, fit un mandement pour ouvrir les yeux aux révoltés ; *Rendez à César ce qui est à César*, disait-il, *Jésus-Christ ordonne d'obéir à celui qui à la forêt*. Il envoya même à Lugo l'évêque d'Edessa alors son grand-vicaire, et depuis son aumônier : il échoua dans sa mission ; les révoltés l'accueillirent avec respect, mais n'obéirent point à ses ordres, ne suivirent point ses conseils.

Le baron Capeletti, chargé d'affaires d'Espagne, proposa sa médiation, se rendit à Lugo, et ne fut pas plus heureux.

Le 18 messidor (6 juillet) Augereau attaqua donc les révoltés : ils se défendirent ; mais après un combat de quelques heures, ils se débandèrent, et prirent, la fuite laissant environ 300 morts. La ville de Lugo fut livrée au pillage pendant trois heures ; on en avait fait partir auparavant les femmes et les enfants.

Augereau écrivit à Bonaparte le 20 (8 juillet) : L'armée apostolique et son quartier-général n'existent plus. Les chouans de la Romagne et du Ferrarais ont été chassés, battus et dispersés sur tous les points ; et si je ne me trompe, la fantaisie de nous combattre ne leur reprendra plus.

Le Directoire vit dans ces mouvements séditieux une haine profonde des Italiens pour les Français, et indiqua au général en chef, comme le meilleur moyen de les prévenir, l'enlèvement d'un grand nombre d'otages[1]. Mais il dédaignait ces impuissants palliatifs, et pour lui la plus sûre garantie de la tranquillité de l'Italie était de battre les Autrichiens ; aussi renvoya-t-il promptement au-delà du Pô toutes les troupes qu'il avait employées à ces expéditions secondaires, ne laissant sur la rive droite que des dépôts, quelques piquets de gendarmerie, 400 hommes dans la citadelle de Ferrare, et les patriotes organisés en gardes nationales.

Les soulèvements qui avaient éclaté en Italie fournirent au Directoire une nouvelle occasion de recommander au général en chef de ne pas trop s'éloigner de la Lombardie et de ne pas pénétrer trop avant dans le Tyrol ; cette opération lui paraissant désastreuse et ne pouvant avoir lieu tout au plus que dans le cas où les armées d'Allemagne parviendraient à rejeter l'ennemi vers la Bohême ou le Danube[2].

---

1 Lettre du 7 thermidor (25 juillet).
2 Lettre du 4 messidor (22 juin).

CHAPITRE XI

Opérations des armées en Allemagne. — Renforts détachés par l'Autriche en Italie. — Bonaparte rassemble ses forces. — Opérations devant Mantoue. — Débats avec Gênes. — Armements à Venise Conflit entre Bonaparte et les commissaires du Directoire. — Sa politique envers les émigrés. — Porto-Ferrajo livré aux Anglais ; rancune tenue au grand duc de Toscane. — Commencement de l'expédition en Corse pour en chasser les Anglais.

Lorsque Bonaparte partit de Paris, on lui avait promis que les armées d'Allemagne entreraient en campagne sans délai, et commenceraient à opérer le 26 germinal. Jusqu'à la fin de mai elles restèrent dans une inaction absolue. Jourdan, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse, ne commença les hostilités sur la rive droite du Rhin que le 13 prairial (1er juin), et l'armée de Rhin-et-Moselle, commandée par Moreau, ne passa ce fleuve que le 6 messidor (23 juin). Ces retards, quelle qu'en fût la cause, permirent à l'Autriche de détacher en Italie 30.000 hommes de ses armées d'Allemagne, et ce puissant renfort[1] était en pleine marche et près de sa nouvelle destination, lorsque les armées du Rhin firent leur diversion. Elle ne fut donc que d'un faible secours pour Bonaparte. Cependant le Directoire comptait que le début glorieux de la campagne sur le Rhin allait consterner l'Autriche, et serait d'une grande utilité pour l'armée d'Italie ; il espérait même qu'une partie des détachements faits par Wurmser seraient rappelés.

Bonaparte n'avait pas une grande confiance en ces calculs hypothétiques ; il rassemblait toutes ses forces, et demandait en vain des renforts. Le général Châteauneuf-Randon devait lui amener de l'intérieur 6.000 hommes ; ils reçurent contre- ordre et restèrent à Nismes. Il requit les commissaires du Directoire de donner l'ordre au général Kellermann de lui envoyer promptement deux demi-brigades de l'armée des Alpes ; il expédia 150.000 liv. en numéraire, pour subvenir à leur solde[2].

Il invitait le ministre français à Venise à mettre plus d'activité dans sa correspondance secrète, et à lui faire passer tous les jours un bulletin des forces et des mouvements de l'ennemi. Vous devriez avoir, lui mandait-il[3], des espions à Trente, à Roveredo, à Insprück. C'est ainsi que fait à Bâle Barthélemi, et il rend des services majeurs à la République. Je suis instruit d'une manière indirecte que Venise arme, et vous ne me parlez pas de ces armements, de leur nature et de leur force !

Après la bataille de Borghetto, Beaulieu s'était retiré sur les hautes montagnes pour défendre les issues du Tyrol ; il avait fait tirer et fortifier avec beaucoup de soin des lignes entre la tête du lac de Garda et l'Adige.

Masséna, pour garder aussi les débouchés du Tyrol, occupait la position de la Corona et de Rivoli. Malgré ces avantages, on jugea convenable de ne pas souffrir l'établissement des avant-gardes ennemies à une si grande proximité. Masséna ordonna, le 16 messidor (4 juillet), au général Joubert, d'attaquer les Autrichiens par la Bochetta de Campion. Le chef de bataillon Marchand tourna l'ennemi par la droite ; ce fut le signal de l'attaque. Les Français, leurs armes à la main et sans tirer un seul coup de fusil, gravirent les rochers escarpés, tuèrent 100 hommes, firent 200 prisonniers, prirent 40o tentes et les bagages. En même temps, le chef de bataillon Recco tourna l'ennemi par la gauche, s'empara de l'excellente position de Bellone, tua 300 hommes et fit 70 prisonniers. L'ennemi abandonna des retranchements qui lui avaient coûté beaucoup de peine à élever. Ce fut le premier combat depuis que Wurmser était venu prendre le commandement de l'armée autrichienne[4].

---

1 Évalué par Napoléon (*Montholon*, t. III, p. 273) à 30.000 hommes ; par le Directoire (lett. 4 messidor) à 20.000 ; par *Jomini* (tom. V, page 169) à 25.000.
2 Réquisition du 3 messidor an IV (21 juin 1796).
3 Lettre du 5 messidor (23 juin).
4 Lettre de Bonaparte, 17 messidor (5 juillet).

Le concert de louanges et d'admiration qu'excitaient en France, en Italie et dans plusieurs parties de l'Europe les succès de Bonaparte, était quelquefois troublé par des gazetiers qui jetaient du doute sur ses victoires, répandaient de fausses nouvelles de défaites, et attaquaient personnellement le général en chef, ou travaillaient à jeter de la division entre lui et le Directoire.

Le chef d'état-major-général, Berthier, était chargé de répondre aux journalistes. Il avait, dès le commencement de la campagne, offert aux chouans qui doutaient du compte des prisonniers faits par l'armée française, d'en faire imprimer le contrôle s'ils voulaient en payer les frais. La *Gazette générale de l'Europe*, répétant un article de la *Gazette de Francfort*, avait imaginé une grande victoire des Autrichiens ; Berthier y répondit dans le *Courrier de Bâle*. Il écrivit au Directoire, le 1er messidor (5 juillet) : Si le gazetier eût fait son roman 15 jours plus tôt, on aurait pu croire au dessein de relever le courage abattu des Autrichiens, et par là d'empêcher nos progrès rapides sur le Rhin. Je dois cependant relever une légère erreur de ce rédacteur de Francfort, c'est qu'après la déroute complète des Autrichiens sur le Mincio, pas un Français n'a passé l'Adige ; qu'il n'y a pas eu de combats, que par conséquent voilà seize mille Français ressuscites ; mais un fait que ne pourra nier le gazetier général de l'Europe, c'est que le général Masséna vient de battre les Autrichiens dans les gorges du Tyrol.

Le général Berthier est furieux, écrivait Bonaparte à Carnot[1], de la victoire imaginaire que les gazetiers allemands font remporter à Beaulieu sur nous. Quant à moi, je trouve que ces messieurs ont raison de chercher à se consoler par le seul moyen qui leur reste. Les rêves ont toujours été la consolation des malheureux.

Telle était l'esquisse que Bonaparte faisait de sa situation à Carnot[2] : Toutes nos affaires diplomatiques en Italie, hormis Gênes et Venise, sont terminées. Venise, le moment n'est pas favorable ; il faut auparavant prendre Mantoue et bien battre Wurmser. Quant à Gênes, le juste moment est arrivé. J'écris là-dessus longuement au Directoire. Tout va assez bien ; l'ennemi se renforce ; nous ne le chercherons pas, à moins qu'il ne s'approche trop près de l'Adige, et nous allons concentrer tous nos moyens pour enlever Mantoue.

Cette place était commandée par le général Canto-d'Irlis, qui avait sous lui les généraux Roccavina, Roselmini et Wuckassowich, 12.000 hommes d'infanterie, 500 de cavalerie, 600 d'artillerie, 150 mineurs, 100 marins, total 14.000 hommes. Le quartier-général français se porta de Bologne à Roverbella où était Serrurier, qui commandait le blocus ; plusieurs chaloupes françaises étaient sur le lac inférieur. D'après les reconnaissances détaillées faites par le général Serrurier et les commandants du génie et de l'artillerie, pour attaquer en même temps la place et la citadelle, il aurait fallu 54 pièces de canon et 22 mortiers, non compris les bouches de rechange ; 1.100 hommes d'artillerie, 20 à 25.000 hommes d'infanterie et 1.000 de cavalerie[3].

Depuis le combat du 16 prairial (4 juin) où les Français rejetèrent dans la place les postes extérieurs, et emportèrent le retranchement de Saint- Georges, la division Serrurier continuait de la bloquer, et éleva quelques ouvrages sur les

---

1 Lettre du 18 messidor (6 juillet).
2 Lettre du 18 messidor (6 juillet).
3 Lettre de Sugny à Bonaparte 11 messidor (29 juin).

issues par lesquelles la garnison aurait pu déboucher. Le grand éloignement du parc de siège n'avait pas permis, pendant un mois, de rien entreprendre. La garnison tenta plusieurs sorties pour troubler les travaux. Le 18 messidor (6 juin) le général Wuckassowich en exécuta une avec assez de succès, dit un écrivain[1]. — Il rentra plus vite qu'il n'était sorti, en laissant une centaine de morts, écrivit Bonaparte au Directoire. Je ferai ce soir une dernière reconnaissance pour fixer les dernières opérations du siège ; dans 4 ou 5 jours la tranchée sera ouverte[2].

La division Serrurier était forte de 7.000 hommes ; elle avait des malades et jusqu'à 50 par jour. Le général en chef se proposait de la renforcer. Il espérait avoir bientôt la ville, et qu'alors le nombre des malades diminuerait. Wurmser commençait à faire des mouvements pour chercher à débloquer Mantoue. Bonaparte attendait avec impatience les dix bataillons de l'armée de l'Océan, que le Directoire lui avait annoncés depuis longtemps, et dont il ri avait pas encore de nouvelles.

Le 28, à 2 heures du matin, Wuckassowich fit une nouvelle tentative, et sortit avec 3.000 hommes par la porte de Pradella, tandis que 1.500 hommes débouchaient par la porte de Cérèse. Les postes avancés se replièrent suivant l'usage ; les Autrichiens étaient à portée de pistolet des batteries que déjà ils espéraient enlever. Mais le brave 5e bataillon de grenadiers était là. Les généraux Fiorella et Dallemagne disposèrent leurs troupes, attaquèrent à leur tour l'ennemi, et après deux heures de combat, le mirent en désordre et le conduisirent jusqu'aux palissades de la ville ; sa perte fut de 5 à 600 hommes[3].

Le général en chef médita un coup d'audace au succès duquel les opérations ultérieures étaient subordonnées, et qui, comme ceux de cette nature, écrivait Bonaparte au Directoire, dépend absolument d'un chien ou d'une oie[4]. L'exécution en était fixée au 29 messidor (17 juillet). Il s'agissait de surprendre la place. Huit cents grenadiers devaient débarquer à deux heures du matin, sous la batterie et le bastion du palais, s'emparer de la porte de la poterne, baisser les ponts-levis de la chaussée de Saint-Georges, par laquelle l'armée serait entrée dans la ville. Les bateaux étaient réunis et déjà 100 grenadiers embarqués. Mais le Pô ayant considérablement diminué, et les eaux du lac inférieur s'étant rapidement écoulées, il ne s'en trouva plus assez ; il fallut renoncer à ce projet. Alors on agita la question de savoir si l'on ouvrirait la tranchée. L'orage du Tyrol paraissait prêt à fondre ; mais le chef de brigade du génie, Chasseloup, promit que la place serait prise en 15 jours ; elle était mal armée et la garnison affaiblie ; le général en chef résolut donc d'ouvrir la tranchée[5]. Il fit d'abord adresser par le chef d'état- major-général une sommation au commandant de la place ; il répondit que les lois de l'honneur et du devoir lui imposaient l'obligation de se défendre jusqu'à la dernière extrémité.

La garnison avait conservé un petit camp retranché à Migliaretto, sous la protection de ses ouvrages. Le 30, à 11 heures du soir, Serrurier le fit attaquer par les généraux Murât et Dallemagne ; ils l'emportèrent, tandis que le chef de bataillon d'artillerie, Andréossy, avec cinq chaloupes canonnières, qu'il avait

---

1 *Jomini*, tom. VIII, page 162.
2 Lettre du 8 messidor (26 juin).
3 Lettre de Bonaparte au Directoire, 4 thermidor (22 juillet). Cette affaire fut vive, et la perte des deux partis balancée. (*Jomini*, tom. VIII, page 162.)
4 Lettre du 24 messidor (12 juillet).
5 *Montholon*, tom. III, page 268.

armées, donnait à l'ennemi une fausse alerte, et attirait sur lui tous les feux des remparts. Pendant ce temps-là, le chef de brigade du génie, Chasseloup, traça, à 80 toises de la place, l'ouverture de la tranchée, sous le feu et la mitraille de l'ennemi. Au même instant, les batteries de Saint-Georges, de Pradella et de la Favorite, commencèrent à jouer contre la place. Dix minutes après, le feu se manifesta de tous côtés dans la ville. La douane, le palais Colloredo, et plusieurs couvents furent entièrement consumés. A la pointe du jour, la tranchée n était que faiblement tracée ; l'ennemi réunit une partie de ses forces et chercha à sortir, protégé par le feu des remparts ; mais les Français, abrités par des ravins, des digues, et toutes les sinuosités du terrain, attendirent l'ennemi de pied ferme et sans tirer. Cette morne constance seule, écrivit Bonaparte au Directoire[1], le déconcerta : il rentra dans ses murs. Je ne vous parlerai point de l'intrépide Serrurier, ajoutait-il ; sa réputation militaire est établie, et nous lui devons, entre autres choses, le gain de la bataille de Mondovi. Le chef de brigade du génie, Chasseloup, le chef de bataillon Samson, et le chef de bataillon d'artillerie Muiron, donnent tous les jours des preuves de talent, d'activité et de courage qui sont autant de titres à la reconnaissance de l'armée et de la patrie. Toutes les troupes montrent une patience, une constance et un courage qui donnent l'audace de concevoir les entreprises les plus hardies.

On employa les nuits suivantes à perfectionner les travaux. Bonaparte regardait la prise de Mantoue comme tellement assurée, qu'il proposa au Directoire de raser sur-le-champ cette place, et de transporter immédiatement en France les 300 pièces d'artillerie qui s'y trouvaient. Le Directoire approuva ces dispositions, et lui manda, lorsque cette ville serait démolie, de faire aussi détruire les fortifications du château de Milan[2].

Douze mille hommes détachés de l'armée des côtes de l'Océan se rendaient à l'armée d'Italie[3]. Le Directoire se flattait que la droite de l'armée de Rhin-et-Moselle, touchant bientôt au lac de Constance, irait inquiéter les derrières de l'armée autrichienne d'Italie. Suivant lui, le prince Charles, réduit à la moitié de ses forces, par ses pertes et les garnisons qu'il avait jetées dans les places, prenait le chemin du Danube. Les généraux Moreau et Jourdan le pressaient avec activité sur ses deux flancs. La campagne la plus décisive lui paraissait donc déjà à l'abri de tout retour fâcheux[4].

D'après la manière dont le Directoire et le général en chef en agissaient avec les princes d'Italie, auxquels ils accordaient des armistices ou la paix, et dont ils traitaient la Toscane qui n'avait pas cessé d'être en paix apparente avec la France, l'aristocratie génoise ne pouvait pas se dissimuler le sort qui l'attendait, ni les rigueurs que sa conduite partiale envers l'Autriche et l'Angleterre attirerait infailliblement sur le pays. Le Directoire écrivait en effet à Bonaparte : L'expédition de Livourne aura été pour Gênes le signal de justes alarmes que sa neutralité perfide doit lui inspirer. Que la vengeance nationale suive la victorieuse armée d'Italie, et ne négligeons pas les indemnités qu'exigent les pertes et les sacrifices de la République[5].

---

1 Lettre du 4 messidor (22 juin).
2 Lettre du Directoire, 14 thermidor (1er août).
3 Lettre du Directoire, 29 messidor (17 juillet).
4 Lettre du 7 messidor (25 juin).
5 Lettre du 18 messidor (6 juillet).

Loin de vouloir céder à une situation de choses qu'il ne pouvait pas dominer, et de déférer de bonne foi aux exigences d'un vainqueur, qui ne supportait pas de résistances, le sénat de Gènes agitait ou laissait agiter le peuple contre les Français par le parti de l'Autriche, d'une puissance qui ne pouvait plus le défendre. On insinuait aux Génois que les Français voulaient leur enlever leurs biens, leurs armes, leurs églises. Les prêtres échauffaient l'imagination du peuple par des cérémonies religieuses. Les femmes se rendaient en troupe aux églises. Des processions composées surtout de domestiques parcouraient les rues. Les Français étaient insultés et menacés. Faypoult remit une note le 22 messidor (17 juillet) au secrétaire d'État, et demanda que le Gouvernement voulût bien lui faire part des mesures effectives qu'il prenait pour prévenir les suites de cette fermentation, afin qu'il pût en informer le Directoire et le général en chef.

Bonaparte, dont l'action suivait toujours la menace, ne se trouvait point alors en situation d'agir. Il méditait d'enlever Mantoue d'un coup de main, et il était obligé de tenir ses troupes concentrées sur l'Adige. Il attendait une réponse du Directoire ; il prit donc le parti de dissimuler avec Gènes pour gagner 15 jours, espérant qu'après ce délai sa situation en Italie serait décidée. Le sénat lui envoya M. Cattaneo pour donner des explications.

> Lorsque je le verrai, écrivit Bonaparte à Faypoult[1], il sera content de moi, et je n'oublierai rien de tout ce qui peut l'endormir, et donner au sénat un peu plus de confiance. Le temps de Gènes n'est pas encore venu pour deux raisons : - 1° Parce que les Autrichiens se renforcent, et que bientôt j'aurai une bataille. Vainqueur j'aurai Mantoue, et alors une simple estafette à Gênes vaudra la présence d'une armée. 2° Les idées du Directoire sur Gênes ne me paraissent pas encore fixées. Il m'a bien ordonné d'exiger une contribution (de 10 millions), mais il ne m'a permis aucune opération politique. Je lui ai expédié un courrier extraordinaire avec votre lettre, et je lui ai demandé des ordres que j'aurai à la première décade du mois prochain. D'ici à ce temps-là, oubliez tous les sujets de plainte que nous avons contre Gènes. Faites-leur entendre que vous et moi, nous ne nous en mêlons plus, puisqu'ils ont envoyé M. Spinola à Paris ; que nous sommes contents de ce choix, et que cela nous est garant de leurs bonnes intentions. Dites-leur positivement que j'ai été très-satisfait des mesures qu'ils ont prises relativement à M. Girola ; enfin n'oubliez aucune circonstance pour faire renaître l'espérance dans le cœur du sénat de Gênes et l'endormir, jusqu'au moment du réveil. Faites en sorte que nous gagnions quinze jours, et que l'espoir renaisse ainsi que la confiance entre vous et le gouvernement génois, afin que, si nous étions battus, nous le trouvions ami. Faites passer promptement à Tortone tout ce qui se trouve chez M. Balbi. L'intention du Directoire est de réunir tout à Paris, pour faire une grande opération de finances. J'y ferai passer trente millions.

---

1 Lettre de messidor.

M. Cattaneo vint trouver le général en chef et' en parut extrêmement satisfait. Cependant la conduite du gouvernement génois jeta le Directoire hors des bornes de la modération qu'il semblait s'être imposée ; il perdit patience, prit un arrêté très-sévère contre Gênes, conforme aux propositions de Bonaparte et le lui envoya, s'en reposant sur sa prudence pour le choix du moment et des moyens d'exécution, et sur les précautions à prendre pour que les fonds et autres objets précieux déposés à Gênes ne pussent, dans aucun cas, courir les moindres hasards, parce qu'il valait mieux les mettre en sûreté que d'être obligé de les réclamer[1].

On a vu que Beaulieu avait en se retirant violé le territoire de Venise et occupé Peschiera ; que Bonaparte avait suivi son exemple et s'était emparé de Vérone ; que cette invasion avait amené entre lui et le gouvernement vénitien des explications qui n'avaient satisfait ni l'un ni l'autre ; que le Directoire voulait, profiter de ces débats pour obtenir de l'argent ; et que Bonaparte recommandait au ministre français à Venise de tenir la querelle ouverte pour en profiter suivant les circonstances. Dans une position aussi embarrassante, pressé entre deux grandes puissances, que devait faire le gouvernement vénitien ? Il est difficile de le dire ; mais il prit le parti d'armer. L'escadre fut rassemblée ; des levées furent faites en toute hâte dans l'Italie, la Dalmatie et l'Albanie ; les forts furent approvisionnés et garnis de soldats. Venise se remplit de troupes ; une contribution de guerre fut établie. La république eut en peu de temps une attitude guerrière et menaçante. Elle n'avait point de général ; suivant les lois du pays il devait être étranger, il y en avait trois sur les rangs : Salis, ancien colonel d'un régiment suisse en France, le prince de Nassau au service de l'Autriche, et le Polonais Komarzeuski, ancien favori du roi Stanislas, protégé de la Russie.

Le sénat n avait pris aucune mesure de défense lorsque les Autrichiens faisaient passer sur le territoire vénitien des corps considérables de troupes, et menaçaient d'en introduire par d'autres points qui dans tous les temps avaient été respectés. Au moment où les Français, poursuivant leur ennemi sur le même territoire qu'il violait encore impunément, étaient forcés d'occuper, quoique en amis, des postes indispensables au succès de leurs opérations, il devait paraître étrange qu'on réunît des forces extraordinaires dont l'objet n'était pas même apparent. Le sénat savait que ce mouvement avait frappé la nation vénitienne tout entière, et avait dû nécessairement lui faire croire qu'il était uniquement dirigé contre les Français. Cette opinion s'était tellement accréditée par les insinuations des émigrés et des partisans de l'Autriche, que les cafés et les places publiques retentissaient encore des expressions les plus scandaleuses, malgré les plaintes réitérées qui en avaient été faites, et les mesures que l'administration avait dû prendre pour les réprimer. Le général en chef regarda donc ces dispositions comme hostiles, et le ministre français demanda au sénat des explications promptes et catégoriques sur cet armement[2]. Il répondit de suite en protestant de sa sincère et constante amitié, de sa fermeté, de sa loyauté, de sa franchise à maintenir sa neutralité. Son armement était destiné à un usage innocent. Devant craindre dans ce moment que les environs de la capitale ne devinssent bientôt le théâtre de vives actions de guerre, il ne pouvait se dispenser de prendre les précautions nécessaires pour la garantir de descentes imprévues d habitants effrayés ou de gens armés, dispersés ou fugitifs, qui, y venant chercher un asile, y occasionneraient la confusion et la

---

1 Lettre des 29 messidor et 7 thermidor (17 et 25 juillet).
2 Note de Lallemant, 20 messidor (8 juillet).

terreur. Tel était le seul motif des mesures qu'il avait prises en faisant approcher de Venise une partie des forces maritimes, en faisant préparer un nombre convenable de barques armées pour leur service, et en appelant une quantité suffisante de troupes pour la garde de la capitale[1].

Bonaparte reprocha au provéditeur général des assassinats commis par les habitants du pont de Saint- Marc sur des Français, et le prévint que si le plus tôt possible il n'y mettait ordre, les villages seraient exposés au juste ressentiment de l'armée et qu'il ferait un, exemple terrible sur eux[2].

Il y avait à Vérone entre les troupes françaises et les Esclavons une animosité que des malveillants se plaisaient à exciter. Le général en chef exigea du provéditeur que pour éviter de plus grands malheurs, aussi fâcheux que contraires aux intérêts des deux républiques, il fit sortir les Esclavons sous quelques prétextes spécieux[3].

Enfin par le motif que les circonstances actuelles de la guerre et la nécessité de défendre Vérone l'obligeaient à placer de l'artillerie sur les remparts de cette ville, Bonaparte prévint le provéditeur qu'il donnerait au général d'artillerie les ordres nécessaires[4].

> Vous trouverez ci-joint, mandait-il au Directoire[5], copie de la note que Lallemant a remise au sénat et de sa réponse. Au reste je suis maître de toutes les places fortes de la république sur l'Adige. Peut-être jugerez-vous à propos de commencer dès à présent une petite querelle au ministre de Venise à Paris, pour que, après la prise de Mantoue, et lorsque j'aurai chassé les Autrichiens de la Brenta, je puisse trouver plus de facilité pour la demande que vous avez l'intention que je leur fasse de quelques millions.

Dans l'attente des grands événements qui se préparaient, ce n'était pas assez pour le général en chef d'avoir la ville de Vérone, l'occupation de la citadelle était nécessaire à la sûreté de son armée.

Il écrivit au Directoire[6] :

> Messieurs du sénat de Venise voulaient nous faire comme ils firent à Charles VIII. Ils calculaient que comme lui nous nous enfoncerions dans le fond de l'Italie, et nous attendaient probablement au retour. Je me suis sur-le-champ emparé de la citadelle de Vérone, que j'ai armée avec leurs canons, et en même temps j'ai envoyé un courrier au citoyen Lallemant notre ministre à Venise, pour lui dire d'enjoindre au sénat de cesser ses armements. Vous avez vu les notes que je vous ai envoyées là-dessus, par mon dernier courrier ; déjà l'armement a discontinué.

---

1 Note du sénat, 21 messidor (9 juillet).
2 Lettre du 19 messidor (7 juillet).
3 Lettre du 20 messidor (8 juillet).
4 Lettre du 21 messidor (9 juillet).
5 Lettre du 24 messidor (11 juillet).
6 Lettre du 2 thermidor (20 juillet).

Bonaparte était convenu avec le provéditeur général qu'un entrepreneur fournirait des vivres à l'armée, et que la république de Venise le paie-, rait secrètement. Cette convention avait été en partie exécutée. Les fournitures s'élevaient à trois millions. L'entrepreneur vint plusieurs fois demander de l'argent au général en chef qui le renvoya avec des promesses et l'ordre positif de continuer son service. Il alla trouver les commissaires du Directoire qui lui donnèrent une lettre de change de 30o.000 livres à prendre sur les contributions de Rome. Bonaparte s'en plaignit comme de la plus mauvaise mesure que l'on eût pu prendre, puisqu'elle avait appris au fournisseur qu'avec de l'importunité et en laissant manquer son service, il tirerait de l'argent. Je suis donc maintenant obligé, mandait-il au Directoire[1], de me fâcher contre le provéditeur, d'exagérer les assassinats qui se commettent contre nos troupes, de me plaindre amèrement de l'armement qu'on n'a pas fait lorsque les impériaux étaient les plus forts, et par là je les obligerai, pour m'apaiser, à me fournir tout ce qu'on voudra : voilà comme il faut traiter avec ces gens-là. Ils continueront à me fournir, moitié gré, moitié force, jusqu'à la prise de Man- toue. Alors je leur déclarerai ouvertement qu'il faut qu'ils me paient la contribution portée dans votre instruction, ce qui sera facilement exécuté. Je crois qu'il serait utile que vous témoignassiez à M. Quirini votre étonnement de l'armement des Vénitiens qui, sans aucun doute, était dirigé contre nous : il n'y a pas de gouvernement plus lâche et plus traître que celui-ci.

Le jugement était sévère, mais juste. Sans doute le Directoire et Bonaparte. étaient habiles et empressés à profiter des prétextes que ce gouvernement leur fournissait, et à exagérer ses torts ; mais il était certain aussi qu'il avait montré une aversion excessive pour la révolution ; qu'il avait maltraité les Français fidèles à la cause nationale, et excité la haine du peuple contre eux, tandis qu'il avait protégé les émigrés ; et que quoiqu'il ne fût pas entré formellement dans la coalition, il avait toujours eu une grande déférence pour l'Autriche devant laquelle, depuis longtemps, il était accoutumé à trembler. Comment le général en chef aurait-il pu accorder quelque foi aux motifs que le sénat de Venise donnait à ses armements ? Rester neutre, en supposant qu'il le voulût sincèrement, armer pour faire respecter cette neutralité, il en avait le droit ; mais devait-il en user, s'il n'en avait pas la force ? Si les puissances belligérantes conspiraient à l'envi contre cette neutralité, était-il sage à un état faible de compromettre son existence pour sauver un principe ? N'était-il pas plus politique et plus prudent d'essayer de se sauver soi- même en contractant une alliance avec l'une des parties entre lesquelles jusqu'à ce moment on se trouvait pressé, avec l'Autriche ou la France ?

Dans sa correspondance avec Bonaparte, le Directoire n'avait paru regarder Venise que comme un état auquel il fallait faire payer la paix et même faire racheter son existence par des contributions. Dans sa correspondance avec le ministre français, le Directoire annonçait une politique plus favorable à cette puissance. Il est temps, écrivait-il à Lallemant, que la république de Venise sorte enfin de la longue inertie où elle croupit depuis la paix de Passarovitz, et qu'elle reprenne entre les états le rang qu'elle occupait avant 1718 ! La France lui en offre aujourd'hui les moyens. Venise peut augmenter son territoire, acquérir des places qui, consolidant sa puissance, serviront à former entre les deux

---

1 Lettre du 2 thermidor (20 juillet).

républiques un pacte fédératif fondé sur leurs intérêts réciproques. Le Directoire ordonnait à Lallemant d'engager les Vénitiens à envoyer un négociateur à Paris[1]. Cette ouverture n'eut, comme on le verra, aucun succès ; la politique étant subordonnée à la chance des armes, à mesure qu'elle devint de plus en plus favorable à la république française, elle dédaigna une puissance qui n'inspirait plus de crainte, et dont la conduite peu loyale ne pouvait qu'irriter le vainqueur.

Au début de la guerre de la liberté, l'armée avait encore dans ses rangs des officiers et des généraux dont le dévouement était équivoque ; l'administration militaire manquait d'énergie. Pour remédier à ces inconvénients, mettre de l'ensemble dans les opérations militaires, leur imprimer un mouvement rapide, et développer toutes les ressources nationales, la Convention envoya aux armées des représentants du peuple revêtus de grands pouvoirs. Ce ressort, dont l'action fut d'abord utile, s'usa ensuite par ses excès, et ne devint plus qu'une superfétation depuis que la guerre, la politique et le Gouvernement eurent pris une marche plus régulière. Cependant le Directoire voulut avoir des commissaires près des armées. Garreau et Salicetti étaient en cette qualité à l'armée d'Italie. Bonaparte, qui avait offert sa démission plutôt que de partager le commandement avec Kellermann, ne pouvait que supporter avec impatience le pouvoir et le contrôle qu'ils exerçaient. Elle éclata au sujet des affaires de Livourne.

Satisfait de la situation militaire de cette place, le général Vaubois ne l'était pas de la situation administrative. Il y avait de la désunion dans une commission chargée de surveiller les propriétés anglaises. Une colonie génoise, ayant à sa tête Lachaise, consul français à Gênes, était venue s'emparer des affaires ; il prenait le haut ton ; et Vaubois se plaignait de sa correspondance. Le commerce avait offert cinq millions pour se racheter des recherches et des prétentions de la commission, au sujet des propriétés anglaises ; on les avait refusés. Les magasins anglais étaient considérables, mais on redoutait les dilapidations d'une commission nombreuse et peu famée. Le port était étroitement fermé ; les neutres ne pouvaient plus y entrer. Le commerce était dans une crise fâcheuse. En transmettant ces détails au général en chef, Vaubois lui mandait : Je suis convaincu qu'avec des formes douces et honnêtes, cette ville aurait rempli votre attente, et produit, sans faire crier, dix millions à la République. Je me lave les mains de toutes ces affaires ; je me renferme dans la partie militaire[2].

Tous ces reproches inculpaient indirectement les commissaires du Directoire, qui avaient la haute-main sur les opérations administratives.

En occupant Livourne, le Directoire et le général en chef n'avaient voulu qu'en chasser les Anglais et s'emparer des propriétés ennemies. La Toscane n'était point un pays conquis ; le grand duc y régnait toujours, elle était traitée en état indépendant. Bonaparte tenait beaucoup à ce que du moins elle en eût toutes les apparences. Emporté par un excès de zèle, le commissaire Garreau fit à Livourne des actes publics de gouvernement, des arrêtés, des proclamations. Par un de ces actes, il ordonna l'expulsion des émigrés à vingt lieues à la ronde. Il requit Vaubois de prêter main-forte pour l'exécution de ces mesures ; il déféra à cette réquisition, et associa ainsi l'autorité militaire aux abus de pouvoir du

---

1 Lettre de Lallemant à Bonaparte, 8 thermidor (26 juillet).
2 Lettres des 18 et 21 messidor (6 et 9 juillet).

commissaire du Directoire. Bonaparte en fut vivement blessé. Il écrivit à Garreau[1] :

> La réquisition que vous avez faite au général Vaubois est contraire à l'instruction que m'a donnée le Gouvernement. Je vous prie de vous restreindre, désormais, clans les bornes des fonctions qui vous sont prescrites par le Directoire, sans quoi, je me trouverais obligé de défendre, à l'ordre de l'armée, d'obtempérer à vos réquisitions. Nous ne sommes tous que par la loi ; celui qui veut commander et usurper des fonctions qu'elle ne lui accorde pas n'est pas républicain.
>
> Quand vous étiez représentant du peuple, vous aviez des pouvoirs illimités, tout le monde se faisait un devoir de vous obéir : aujourd'hui vous êtes commissaire du Gouvernement, investi d'un très-grand caractère ; une instruction positive a réglé vos fonctions, tenez-vous-y. Je sais bien que vous répéterez le propos que je ferai comme Dumouriez ; il est clair qu'un général qui a la présomption de commander l'armée que le Gouvernement lui a confiée, et de donner des ordres sans un arrêté des commissaires, ne peut être qu'un conspirateur.

Le général en chef écrivit à Vaubois[2] :

> Je suis très-peu satisfait, général, de votre proclamation. Le commissaire du Gouvernement n'a pas le droit de vous requérir, et dans la place importante que vous commandez, l'on est aussi coupable d'obéir à ceux qui n'ont pas le droit de commander, que de désobéir à ses chefs légitimes. Par l'esprit de l'instruction que je vous avais donnée, et par tout ce que je vous avais dit de. vive voix pendant mon séjour à Livourne, il devait vous être facile de sentir que cette proclamation n'aurait pas mon approbation.
>
> Le citoyen Belleville a été uniquement chargé des opérations relatives au séquestre des biens appartenant dans Livourne à nos ennemis. J'ai appris avec étonnement le gaspillage et le désordre qui y existent.
>
> Vous devez accorder au citoyen Belleville toute la force dont il peut avoir besoin, et le revêtir de toute la confiance nécessaire pour qu'il dénonce tous les abus, qu'il fasse tourner au profit de la République les marchandises que nous avons séquestrées.
>
> L'intention du Gouvernement n'est pas. qu'on fasse aucun tort aux négociants livournais, ni aux sujets du grand duc de Toscane. Tout en cherchant les intérêts de la nation, l'on doit être généreux et juste. J'ai été aussi affligé qu'étonné des vexations que l'on commet contre le commerce de Livourne.

---

1 Lettre du 2 thermidor (20 juillet).
2 Lettre du 2 thermidor (20 juillet).

Vous voudrez bien me rendre un compte détaillé de tout ce qui a été fait à ce sujet. Vous aurez soin, surtout, de m'instruire par quelle autorité le citoyen Lachaise a quitté son consulat de Gênes pour s'ingérer dans, les affaires de Livourne.

Bonaparte écrivit au Directoire exécutif[1] :

J'ai à vous parler de notre position militaire, administrative et politique à Livourne.

Les batteries contre la mer sont en bon état ; nous avons réparé une citadelle où la garnison peut se mettre à l'abri contre ; une insurrection. Nous y avons 2.800 hommes de garnison de très- bonnes troupes, deux compagnies d'artillerie et un bon officier de génie. Si l'armée était obligée d'abandonner le nord de l'Italie, cette garnison se retirerait par Massa et la rivière de Gênes. Le général Vaubois, qui y commande, est un homme sage, ferme et bon militaire.

Lors de notre entrée à Livourne, j'ai chargé le citoyen Belleville, consul de la République dans cette place, de mettre les scellés sur tous les magasins appartenant aux Anglais, Portugais, Russes, et à toutes les autres puissances avec qui nous sommes en guerre, ainsi qu'aux négociants de ces différentes nations. Je prévins le citoyen Belleville qu'il serait personnellement responsable des dilapidations qui pourraient avoir lieu. Cet homme est généralement estimé par sa probité. Après mon départ, une nuée d'agioteurs génois sont venus pour s'emparer de toutes ces richesses. Toutes les mesures que j'avais prises ont été dérangées, et l'on a substitué à un seul responsable, des commissions où tout le monde dilapide en amusant son voisin. Vous trouverez ci-joint l'extrait de deux lettres du général Vaubois : on se conduit d'une manière dure envers les négociants livournais, on les traite avec plus de rigueur que vous n'avez intention que l'on se conduise envers les négociants anglais même : cela alarme le commerce de toute l'Italie, nous fait passer à ses yeux pour des Vandales, et a entièrement indisposé les négociants de la ville de Gènes ; et la masse du peuple de cette ville, qui nous a toujours été favorable, est actuellement très-prononcée contre nous.

Si notre conduite administrative à Livourne est détestable, notre conduite politique envers la Toscane n'est pas meilleure. Je me suis toujours gardé de faire aucune espèce de proclamation, et j'ai expressément ordonné qu'on ne fît en apparence aucun acte de gouvernement. Vous verrez, par la proclamation ci-jointe, combien l'on fait peu de cas de ma manière de voir et des ordres que j'ai donnés. La mesure de chasser les émigrés de Livourne et de vingt lieues à la

---

1 Lettre du 2 thermidor (20 juillet).

ronde, par une proclamation, est aussi inutile qu'impolitique. Il y a très-peu d'émigrés dans Livourne, le grand duc même a donné des ordres pour les chasser. Il était bien plus simple d'en faire arrêter trois ou quatre par les autorités mêmes du pays ; alors le peu qui reste se serait bientôt sauvé. Cette proclamation, où l'on s'attribue une juridiction sur vingt lieues de pays, est d'un très-mauvais effet, à moins que — ce qui est extrêmement contraire à vos instructions —, nous ne voulions prendre le ton et la politique de l'ancienne Rome.

Dans la position actuelle de l'Italie, il faut ne nous faire aucun nouvel ennemi, et attendre la décision de la campagne pour prendre un parti conforme aux vrais intérêts de la République. Vous sentirez sans doute alors qu'il ne nous convient pas de laisser le duché de Toscane au frère de l'empereur. Je désirerais que jusqu'alors on ne se permît aucune menace, ni aucun propos à Livourne, contre la cour de Toscane. Les moindres de mes paroles et de celles de vos commissaires sont épiées et rapprochées avec une grande importance ; mais l'on croit toujours être ici dans les couloirs de la Convention.

Le Directoire persista dans la détermination qui avait jusqu'alors dirigé sa conduite à l'égard du grand duc de Toscane, et vit avec peine dans les mesures prises par Garreau l'oubli de ses principes politiques à l'égard de cette puissance. Sans cesser de marcher à son but, celui d'affaiblir les Anglais dans la Méditerranée en leur fermant les ports et en ramenant la Corse sous les lois de la République, h la faveur de l'occupation de Livourne, il ne voulait porter aucune atteinte en ce moment à l'indépendance de la Toscane, ni exercer des actes de gouvernement. Il écartait, jusqu'à des circonstances plus favorables, les griefs qui devaient résulter pour lui de la partialité du grand duc en faveur des Anglais. Il recommandait donc à ses commissaires d'employer les formes qu'exigeait la neutralité, et de concerter préalablement avec le général en chef les arrêtés qu'ils croiraient utiles, en s'abstenant toutefois de tout ce qui tendrait à usurper les droits du gouvernement toscan.

Quant aux opérations administratives à Livourne, l'intention du Directoire était d'y faire régner la sécurité, le bon ordre et l'intégrité. Il se borna à appeler fortement la surveillance de ses commissaires sur cet objet important[1].

Cette réponse n'était pas de nature à satisfaire Bonaparte. Elle laissait donc subsister l'espèce d'état de rupture dans lequel il s'était placé avec les commissaires.

Dans la hiérarchie militaire, le général en chef n'était pas moins jaloux de ses droits ; même de la part des hommes qu'il aimait, il ne souffrait jamais le moindre écart en paroles ou actions. Un jour qu'il se plaignait à Berthier de ce que des mesures prises pour l'approvisionnement de l'armée n'étaient pas exécutées, celui-ci lui ayant répondu : Cela m'étonne, j'ai pourtant donné mes ordres. — Qu'appelez-vous vos ordres ? lui répliqua vivement Bonaparte. Un seul homme donne des ordres à l'armée, c'est moi ; tout le reste y obéit, à

---

[1] Lettre du 14 thermidor (1er août).

commencer par vous ; montez à cheval et veillez à ce que mes ordres soient exécutés.

On vient de voir dans sa correspondance avec le Directoire quelle était la politique de Bonaparte envers les émigrés. Il aimait mieux les faire chasser par les princes qui leur avaient donné asile, et qui étaient toujours prêts à le leur retirer, que de se donner l'air d'un persécuteur en les chassant lui- même. En effet, il n'y avait besoin que de dire un mot à ces princes, et souvent même ils le prévenaient. La plupart des émigrés s'enfuyaient donc à l'approche de l'armée, et allaient chercher un refuge en Suisse. Ils y étaient encore plus mal qu'ils ne l'auraient été en Italie, où Bonaparte n'avait pas d'antipathie bien prononcée contre eux. En Suisse, au contraire, l'ambassadeur Barthélémy les pourchassait vivement.

Je suis instruit, disait-il dans une note du 5 thermidor (23 juillet) à l'union helvétique[1], que les glorieux et rapides progrès des armées françaises en Italie ont déterminé beaucoup d'émigrés et de prêtres français, ennemis de leur patrie, à se réfugier dans les bailliages ultramontains dont les douze premiers cantons sont souverains. Comme il est très-vraisemblable qu'ils vont se répandre sur le territoire helvétique, et chercher à réunir leurs plans de haine et de fureur contre la république française, à ceux des autres émigrés et prêtres français qui, malheureusement pour le repos des deux nations, ont trouvé asile dans quelques états helvétiques, je dois, conformément à mes instructions, vous demander formellement de repousser hors du territoire de la confédération toutes les classes de ces étrangers aussi dangereux pour la tranquillité de la France, que pour celle de la Suisse ; tant ceux qu'une fausse pitié y a tolérés jusqu'ici, que ceux qui viennent s'y réfugier en dernier lieu.

Il était à craindre que les Anglais, chassés de Livourne, ne convoitassent l'île d'Elbe. Le Directoire autorisa Bonaparte à les y prévenir et à s'en emparer, s'il le jugeait utile. Il crut plus convenable d'obtenir du grand duc qu'il prît des mesures de défense nécessaires pour résister à une attaque des Anglais. Miot demanda le changement du gouverneur de Porto-Ferrajo qui leur était vendu ; que la garnison de la place fût augmentée, et offrit même d'y joindre 200 Français de celle de Livourne. Que le grand duc refusât ce secours comme contraire à sa neutralité, on le conçoit ; mais il répondit que, pour y rester fidèle, il s'était fait une règle constante de ne point augmenter ses moyens de défense ; que d'ailleurs la mer n'étant plus libre, Livourne était bloqué par les Anglais[2]. On fut donc fondé à croire qu'il était résolu à ne leur opposer aucune résistance. En effet, ils débarquèrent à l'île d'Elbe, le 10 juillet (22 messidor), et se présentèrent aux portes de Porto-Ferrajo avec des lettres pour le gouverneur Gilbert Elliot, vice-roi de Corse et du major Duncan, commandant l'expédition. Il assembla les militaires et les principaux habitants ; il fut résolu de livrer la place aux Anglais ; ils y entrèrent.

Bonaparte recommanda à Miot de s'abstenir de menaces désormais impuissantes et inutiles ; de ne laisser transpirer aucune marque de ressentiment, et d'attendre que les circonstances et les ordres du Gouvernement missent à même d'agir et non pas de parler[3].

---

1 *Moniteur*, 5 thermidor an IV.
2 Lettre du grand duc 13 juillet (25 messidor).
3 Lettre de Bonaparte, 2 thermidor (20 juillet).

Cet événement excita les regrets du Directoire, mais il dévoila les intentions secrètes que le grand duc avait jusque-là colorées du désir apparent de conserver la neutralité. Dans toute autre circonstance, le Directoire n'aurait pas balancé à déclarer la guerre à la Toscane ; mais lorsque les triomphes rapides de la République tendaient chaque jour à dissoudre les restes de la coalition, et amenaient nécessairement la paix générale, il ne lui parut pas prudent de rallumer la guerre, se réservant toutefois de réclamer plus tard contre cette violation des traités qu'il s'était montré jaloux de respecter[1].

Vainqueur de Wurmser, Bonaparte fit ensuite au grand duc cette réponse[2] :

> J'ai reçu la lettre dont V. A. R. m'a honoré, en date du 13 juillet. Elle ne m'est arrivée que fort tard, ce qui, joint aux nombreux événements qui viennent de se passer, a mis quelque retard dans ma réponse.
>
> Le Gouvernement a appris, avec la plus grande douleur, l'occupation de Porto-Ferrajo par les Anglais. Il aurait été si facile à Votre Altesse de défendre cette place, il lui aurait été si avantageux de se conserver la possession de cette partie essentielle de ses états, qu'on est obligé de penser que la trahison de votre gouverneur, pareille à celle de Spannochi, est la cause de cet événement aussi désagréable pour la France que pour vos sujets.
>
> Le Directoire exécutif serait autorisé, sans doute, à s'emparer, par représailles, des états de Votre Altesse Royale qui sont sur le continent ; mais fidèle aux sentiments de modération, le gouvernement français ne changera en rien, et n'altérera d'aucune manière la neutralité et la bonne harmonie qui règnent entre lui et Votre Altesse Royale.

Ce ton de modération contrastait singulièrement avec cet arrêt d'une sage politique prononcé vingt-trois jours avant par Bonaparte, dans sa lettre au Directoire : Vous sentirez, sans doute, qu'il ne nous convient pas de laisser le duché de Toscane au frère de l'empereur. Mais Bonaparte croyait inutile de parler quand il ne pouvait pas agir ; et dans le moment même où l'on endormait, le grand duc par de belles protestations, on méditait un coup contre lui.

Le bruit se répandit que l'empereur, d'après les probabilités d'une santé toujours chancelante, touchait au terme de sa vie. Le Directoire écrivit au général en chef[3] : Pour profiter de cet événement, il est utile que vous en soyez instruit avec la plus grande célérité lorsqu'il aura lieu. Entretenez, à cet effet, des intelligences dans Vienne. Le grand duc de Toscane, héritier du trône impérial, n'hésitera pas à se rendre sur-le-champ dans sa capitale, après la mort de son frère. Il s'agit dès- lors de le prévenir, de l'enlever comme ennemi de la République, et d'occuper militairement la Toscane. Ce plan, quoique dressé sur des conjectures, peut-être peu certaines, n'en mérite pas moins toute votre attention.

---

1 Lettre à Bonaparte, 7 thermidor (25 juillet).
2 Lettre du 25 thermidor (12 août).
3 Lettre du 7 thermidor (25 juillet).

Bonaparte écrivit donc à Miot[1] :

On dit l'empereur sur le point de mourir. Cherchez à avoir quelqu'un qui puisse vous instruire du moment où cela pourrait arriver. Vous sentez combien cela est important, et combien il est essentiel que je sois instruit du moment où le grand duc se mettra en chemin pour Vienne.

L'occupation de Livourne avait eu aussi pour, but d'arracher la Corse aux Anglais. Paoli en avait fait offrir la couronne au roi d'Angleterre, il l'avait acceptée et nommé Gilbert Elliot vice-roi. Paoli ne tarda pas à se montrer mécontent. Je suis ici dans mon royaume, dit-il au vice-roi ; j'ai fait la guerre deux ans au roi de France ; j'ai chassé les républicains. Si vous violez les privilèges et les lois du pays, je puis en chasser vos troupes plus facilement encore. Paoli fut invité à se rendre en Angleterre ; il se soumit[2]. Par suite d'une mauvaise administration, de l'inconstance des Corses, et de leur caractère indomptable qui les révolta toujours contre leurs maîtres, ils ne purent sympathiser avec les Anglais, et n'aspiraient qu'à secouer leur joug, et à les chasser de l'île.

Un grand nombre de réfugiés qui, fidèles à la France, n'avaient pas voulu se soumettre à la domination de l'Angleterre, ou auxquels elle était devenue insupportable, étaient en Italie. Bonaparte avait accueilli et protégé ses compatriotes malheureux ; ils entretenaient des intelligences dans leur patrie ;leurs nombreux adhérents y levaient la tête.

Dès le 2 prairial, le général en chef avait envoyé en Corse le chef de bataillon Bonnelli avec une trentaine de patriotes de son choix, lui avait fait compter 24.000 fr. et livrer des armes et des munitions, avec promesse, dès qu'on aurait des nouvelles plus sûres, d'en fournir davantage et d'envoyer des brevets d'officier pour lever des bataillons au compte de la République. Les citoyens Bracci et Paraviccini furent chargés de rester à Gênes pour correspondre avec les patriotes corses, et tenir informé le général en chef de tout ce qui se passerait. La direction de cette expédition fut confiée au citoyen Sapey, dont le zèle était connu de Bonaparte[3].

Arrivé en Corse, Bonnelli distribua les armes, annonça d'autres secours, souleva les villes et les villages, principalement sur les montagnes voisines de Bastia et de Saint-Florent. Maître de Livourne, Bonaparte prépara une expédition capable de seconder cette insurrection. Il donna l'ordre aux généraux Gentili et Casalta de se rendre dans cette ville, d'y réunir tous les réfugiés, 180 gendarmes corses et de s'embarquer avec eux. Il fit mettre à leur disposition 4.000 fusils de chasse, de la poudre, des balles, des souliers[4]. Quelle gloire pour eux, mandait-il à Bonnelli, s'ils peuvent seuls chasser de la patrie ces orgueilleux Anglais. Gloire et bonheur pour ceux qui se prononceront les premiers ! Je vous recommande de ne vous livrer à aucun esprit de parti ; que tout le passé soit oublié, hormis pour le petit nombre d'hommes perfides, qui ont égaré ce brave peuple.

---

1 Lettre du 24 thermidor (11 août).
2 Il y reçut une pension annuelle de 2.000 £ et fut un triste et nouvel exemple du sort réservé à ceux qui, par ambition ou par esprit de parti, appelant sur leur patrie un joug étranger, finissent par exciter la défiance de ceux-là mêmes dont ils se sont faits les dociles instruments.
3 Lettre de Bonaparte, du 2 prairial (21 mai).
4 Lettre du 26 messidor (14 juillet).

Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin sont dans le cœur de l'Allemagne ; tout sourit à la République ; faites en sorte de faire parler bientôt de vous : embrassez nos bons amis, et assurez-les qu'avant peu ils seront délivrés de la tyrannie qui les opprime[1].

Bonaparte ne doutait pas que les réfugiés ne devinssent bientôt maîtres, de tout l'intérieur du pays. Alors il se proposait d'y faire passer une compagnie de canonniers et 5 ou 6 pièces de montagne avec lesquelles il serait facile de s'emparer de Saint-Florent, qui n'avait aucune fortification permanente. Ce port pris, les Anglais n'avaient plus d'intérêt à tenir les autres. Les habitants d'Ajaccio et de Bastia étaient très-impatients de leur joug[2].

Ces dispositions étaient conformes aux instructions du Directoire qui tenait beaucoup à expulser les Anglais de la Corse. Convaincu que pour assurer le succès de cette grande opération, c'était ainsi qu'il l'appelait, il était nécessaire de lui donner un chef connu par ses talents, son civisme et son attachement à la République, et qui réunît la confiance du Gouvernement à celle des patriotes corses, il jeta les yeux sur Salicetti, et écrivit à Bonaparte en le prévenant de ce choix : Pour compléter votre gloire, et la rendre plus brillante, il ne vous reste, général, qu'à joindre au titre de vainqueur de l'Italie celui de libérateur du pays qui vous a vu naître. Le Directoire l'espère de vos talents et de vos soins. Il autorisa le général en chef à accorder une amnistie de concert avec Salicetti[3].

A la fin de prairial, Bonaparte avait calculé que l'armée autrichienne n'aurait pas reçu ses renforts, et ne serait pas prête à reprendre les hostilités avant quarante jours ; que ce temps lui était suffisant pour terminer plusieurs opérations secondaires, et fixer les rapports de la République française avec les états d'Italie. Il ne s'était pas trompé ; l'armée autrichienne, forte de 60.000 hommes, était réunie dans le Tyrol italien. Wurmser avait son quartier-général à Trente. La renommée exagérait encore ses forces déjà assez imposantes ; les ennemis de la France en concevaient les plus hautes espérances ; ses amis en étaient alarmés. Tous les regards se portaient sur la grande lutte qui se préparait ; de toutes parts les peuples et les gouvernements étaient dans l'attente.

Bonaparte n'avait que 40.000 hommes[4] dont environ 8.000 devant Mantoue. L'armée couvrait le siège de cette place, et était en observation ; la droite appuyée à Legnago, le centre à Vérone et à Rivoli, la gauche à Salo. Une réserve de 4 à 5.000 hommes devait, de Peschiera, renforcer au besoin l'armée ou seconder le corps devant Mantoue. Bonaparte, en informant le Directoire de cette position, et de celle de l'ennemi, ajoutait : Malheur à celui qui calculera mal ![5]

Le 11 thermidor, à trois heures du matin, la division Masséna fut attaquée par des forces considérables. Le général Sebottendorf qui les commandait emporta les positions retranchées de Brentino et de la Corona. Les Français se retirèrent sur Rivoli. Le général Davidowich jeta un pont sur l'Adige, à Dolce, et passa sur la rive droite pour seconder Sebottendorf. Le général Mitrowschy marchait sur la Chiusa, et le général Mezaros sur Vérone. Masséna, ne pouvant tenir plus longtemps contre cette combinaison de forces, se reploya sur Piovesano, entre Rivoli et Castel-Nuovo, trop heureux que l'ennemi ne sût pas mieux profiter de

---

1 Lettre du 2 thermidor (20 juillet).
2 Lettre de Bonaparte, 7 thermidor (25 juillet).
3 Lettres des 29 messidor et 14 thermidor (17 juillet et 1er août)
4 Lettre au Directoire, 18 messidor (6 juillet).
5 Lettre du 24 messidor (12 juillet).

ses avantages et de sa supériorité. Le beau caractère de ce général qui grandissait dans le danger se peint avec énergie dans la lettre suivante qu'il adressa à Bonaparte : J'arrive de Rivoli : le feu a cessé ; nous tenons toujours la position de Campo-Orongo, hauteurs derrière Rivoli. Nos troupes sont harassées ; elles sont absolument sur les dents ; elles ont livré plus de cinquante combats. Je n'ai jamais vu les Autrichiens se battre avec tant de rage, ils étaient tous ivres d'eau-de-vie ; les nôtres, quoique le ventre vide, se sont battus avec un courage surprenant. Si vous m'envoyez 7 à 8.000 hommes de renfort, je vous promets presque de réoccuper demain la Corona ; mais il nous faut des troupes fraîches. De vos nouvelles, mon général ; je n'en ai pas eu d'aujourd'hui ; j'en attends avec impatience. Je viens d envoyer voir, si l'ennemi est aux ; environs de la Chiusa ; je couche au Pont ; Pigeon et Victor couchent à Rivoli ; Joubert est malade.

Dans le même temps, le général Quasdanowich, avec 15.000 Autrichiens, attaqua la division Sauret à Salo, et s'en empara après un combat où le général Rusca fut blesse. Sauret se retira sur Dezenzano. Le général Guyeux, coupé à Salo avec un bataillon de la 15e légère, se jeta dans un grand bâtiment, et y brava les efforts de l'ennemi. Une partie de la colonne de Quasdanowich marcha sur Brescia, fit prisonniers quatre compagnies d'infanterie, 80 hommes du 20C régiment de chasseurs, deux généraux et quelques officiers supérieurs malades ou blessés.

La situation de l'armée française était difficile. Que fera Bonaparte ? L'ennemi, dit-il[1], en descendant du Tyrol par Brescia et l'Adige, me mettait au milieu. Si l'armée républicaine était trop faible pour faire face aux divisions de l'ennemi, elle pouvait battre chacune d'elles séparément, et par ma position, je me trouvais entre elles. Il m'était donc possible, en rétrogradant rapidement, d'envelopper la division ennemie descendue de Brescia, de la faire prisonnière, de la battre complètement, de revenir sur le Mincio, d'attaquer Wurmser, de l'obliger à repasser dans le Tyrol ; mais pour exécuter ce projet, il fallait, dans vingt- quatre heures, lever le siège de Mantoue qui était sur le point d'être prisé, car il n'y avait pas moyen de retarder six heures. Il fallait repasser sur-le-champ le Mincio, et ne pas donner le temps aux divisions ennemies de m'envelopper. La fortune a souri à ce projet, et le combat de Pezenzano, les deux combats de Salo, la bataille de Lonato, celle de Castiglione, en sont les résultats.

On a fait au général Augereau l'honneur de ce plan, ou du moins d'avoir ranimé la résolution de Bonaparte qui, alarmé des revers essuyés par Masséna et Sauret, penchait pour une retraite derrière le Pô[2]. D'autres, sans contester cette gloire à Augereau, affirment que Bonaparte avait déjà ordonné les préparatifs nécessaires pour attaquer, et qu'il voulut uniquement sonder les généraux et les dispositions des troupes. Quelle que soit la plus juste de ces versions, il est certain que le général en chef adopta dans la nuit même cette résolution hardie qui le tira d'embarras tout en lui acquérant une gloire immortelle[3].

Le 12, au soir, toutes les divisions se mirent en marche vers Brescia, et se rassemblèrent sur le Mincio, Augereau à Roverbella, Masséna à Castel- Nuovo, la réserve et la cavalerie à Villa-Franca ; Serrurier leva le siège de Mantoue après avoir en- cloué et enfoui ses canons, détruit ses affûts et ses munitions, et se

---

1 Lettre au Directoire, 19 thermidor (6 août).
2 Botta, *Histoire d'Italie*, tom. II, page 60.
3 *Jomini*, tom. VIII, page 313.

retira avec une de ses brigades sur Nozzolo, couvrant la seule communication directe de l'armée par Crémone.

Les Autrichiens, de leur côté, s'avançaient ; Quasdanowich se portait sur la Chiusa ; il envoyait des corps sur Montechiaro et Lonato.

CHAPITRE XII

Wurmser arrive à la tête d'une nouvelle armée. — Force de l'armée française Wurmser attaque. — Combats de Salo et de Lonato. — Batailles de Lonato et de Castiglione. — Reprise du blocus de Mantoue Bonaparte veut marcher sur Trieste. — Attitude des peuples et des gouvernements d'Italie pendant les opérations militaires. — Milan, Bologne, Ferrare, Modène et Reggio, fidèles à la cause française. — Rome, Naples, Venise et Turin contraires. — Généraux de l'armée d'Italie caractérisés par Bonaparte. — Il laisse reposer et réorganise l'armée.

Le 13, Sauret se porta sur Salo pour délivrer le général Guyeux dont les intrépides soldats, sans vivres, se battaient depuis 48 heures ; il y réussit, battit l'ennemi, lui prit deux drapeaux, deux canons, et fit 200 prisonniers. Dallemagne avait l'ordre d'attaquer en même temps Lonato ; il n'en eut pas le temps et fut attaqué lui-même. Un combat opiniâtre et longtemps indécis s'engagea ; Mais j'étais tranquille, écrivit Bonaparte au Directoire ; la brave 32e demi-brigade était là. En effet, l'ennemi fut complètement battu, et laissa sur le champ de bataille 600 morts et autant de prisonniers.

Augereau marchait sur Montechiaro ; ces deux succès, non-seulement arrêtèrent la marche victorieuse de Quasdanowich, mais lui donnèrent des inquiétudes sur ses communications : il se replia sur Gavardo. Le i4, à midi, Augereau, par une marche forcée, entra dans Brescia, en chassa les Autrichiens, et y trouva les magasins et les malades que l'ennemi n avait pas eu le temps d'évacuer.

Bonaparte écrivit de Brescia au commissaire Salicetti[1] : La fortune a paru nous être contraire un moment : il s'est passé tant d'événements depuis cinq ou six jours, et j'ai encore tant d'occupations qu'il m'est impossible de vous en faire une relation exacte ; mais enfin, grâce à la victoire de Lonato, et aux mesures vigoureuses que j'ai prises, les choses prendront une tournure satisfaisante. J'ai levé le siège de Mantoue ; je suis ici presque avec toute mon armée ; je saisirai la première occasion de présenter bataille à l'ennemi : elle décidera du sort de l'Italie. Battu, je me retirerai de l'Adda ; battant, je ne m'arrêterai pas aux marais de Mantoue. Louis[2] vous dira de bouche les détails de nos deux victoires de Lonato et de Salo. Louis vous parlera de ma force actuelle et de celle des ennemis. Écrivez au général Kellermann de me faire passer à doubles journées toutes les troupes disponibles ; assurez-vous que les châteaux de Milan, Tortone, Alexandrie et Pavie soient approvisionnés. Nous sommes ici extrêmement fatigués : cinq de mes chevaux sont crevés de fatigue. Je ne puis écrire au Directoire ; je vous charge de lui annoncer en peu de mots ce que je vous marque et ce que Louis vous dira.

Le lendemain, 15 thermidor, il écrivit au Directoire : Nous avons essuyé des revers ; mais déjà la victoire commence à revenir sous, nos drapeaux. Si l'ennemi nous a surpris le poste de Salo, et a eu le bonheur de nous enlever celui de la Corona, nous venons de le battre à Lonato et de lui reprendre Salo. Je vous envoie un de mes aides- de-camp qui pourra vous donner de bouche des renseignements plus détaillés. Je vous enverrai demain une relation de tout ce qui s'est passé pendant ces six jours.

Vous pouvez compter sur le courage et la confiance de la brave armée d'Italie, et sur notre ferme résolution de vaincre. C'est dans cette circonstance difficile et critique que j'ai eu lieu d'admirer le courage et l'entier dévouement de l'armée à la gloire nationale[3].

Après les avantages par lui obtenus à la Corona, Wurmser s'était avancé, mais lentement, sur Man- toue, pour en faire lever le siège ; il était levé depuis heures : il entra dans la place. Le 14, son armée prit position le long du Mincio, bloqua Peschiera ; la garnison de Mantoue suivit Serrurier dans sa retraite. Fier du résultat de ces opérations, Wurmser attendait à chaque instant la nouvelle de la

---

1 Lettre du 14 thermidor (1er août).
2 Louis Bonaparte, son frère.
3 Lettre du 14 thermidor (1er août).

défaite des Français par Quasdanowich, lorsqu'il apprit que ce général avait été battu ; il résolut alors de se porter le 15 à Goito, et de pousser son avant-garde jusqu'à Castiglione.

Augereau était retourné à Montechiaro ; Masséna avait pris position à Lonato et à Ponte-San- Marco. Bonaparte avait laissé à Castiglione le général Valette avec 800 hommes, pour défendre cette position importante, et par là retarder la marche du corps de Wurmser. Le 15, au soir, Valette abandonna ce village avec la moitié de ses troupes, et vint répandre l'alarme à Montechiaro, en annonçant que le reste de ses soldats était prisonnier. Mais, abandonnés par leur général, ces braves trouvèrent des ressources dans leur courage, et firent leur retraite sur Ponte-San-Marco. Sur-le-champ et devant sa troupe, Bonaparte suspendit de ses fonctions le général Valette qui déjà avait montré peu de vigueur à l'attaque de la Corona.

D'un autre côté, le général Sauret, après avoir délivré Guyeux, avait abandonné Salo aux coureurs de Quasdanowich qui était établi à Gavardo.

L'écrivain déjà cité[1] prétend encore que l'accident imprévu de Valette découragea tout-à-fait Bonaparte, et qu'il voulait se retirer sur le Pô, mais qu'Augereau, plus résolu, lui conseilla de tenir contre la fortune ; d'où il conclut que la gloire dont se couvrit la France dans les champs de Castiglione, fut moins l'ouvrage de Bonaparte que le résultat des conseils d'Augereau avant l'action, et de sa valeur pendant la bataille. L'intention qui se manifeste dans cette conclusion permet plus que des doutes sur un fait trop invraisemblable pour être cru sans autre garant.

Le général en chef résolut de frapper sur Quasdanowich un coup décisif, pour revenir prompte- ment sur Wurmser. Le 16 thermidor (3 août), Guyeux eut l'ordre de reprendre le poste important de Salo ; Despinois de le seconder en se portant sur Gavardo ; Dallemagne de marcher au centre par Paitone, pour lier ces deux attaques ; l'adjudant- général Herbin de tourner l'ennemi par Sant-Ozetto ; Augereau de se porter sur Castiglione avec la réserve de cavalerie de Kilmaine ; pour contenir le corps d'armée de Wurmser ; Masséna de se diriger sur Lonato pour agir selon l'événement contre l'une ou l'autre des divisions ennemies.

Mais les Autrichiens s'étant mis eux-mêmes en marche pour attaquer, il en résulta de la confusion et différents combats compliqués qui ne se donnèrent point là où on s'y était attendu. Les attaques dirigées contre Quasdanowich échouèrent en partie. Cherchant à établir ses communications avec Wurmser, par Lonato, il fit marcher le général Oskay sur cette ville et le général Ott sur Dezenzano.,

Oskay culbuta l'avant-garde de Masséna, s'empara de Lonato, prit trois pièces d'artillerie légère, et fit le général Pigeon prisonnier. Bonaparte accourut de Ponte-San-Marco, à la tête de la division, fit aussitôt former les 18e et 32e demi-brigades en colonnes serrées par bataillons, soutenues par le 15 e de dragons. Tandis que ces braves régiments s'avançaient au pas de charge, les Autrichiens s'étendaient pour les déborder. Leur manœuvre parut à Bonaparte un sûr garant de la victoire[2]. Il envoya des tirailleurs sur les ailes de l'ennemi, pour retarder leur marche. Les colonnes républicaines continuèrent à s'avancer, et enlevèrent

---

1 Botta, *Histoire d'Italie*, tom. II, page 64.
2 Lettre de Bonaparte au Directoire, 19 thermidor (6 août).

Lonato. Le 15e de dragons chargea les Hulans et reprit les pièces de canon. L'ennemi dispersé voulut opérer sa retraite sur le Mincio ; sentant l'importance de l'en empêcher, Bonaparte ordonna à son aide-de-camp Junot de le poursuivre avec sa compagnie des guides, de le gagner de vitesse à Dezenzano, et de le rejeter sur Salo. Junot y réussit ; arrivé dans ce village avant les Autrichiens, il y trouva une partie du régiment de Bender-Hulan, le chargea en queue, le prit en front, blessa le colonel, fut lui-même entouré, après avoir tué six cavaliers, culbuté et renversé dans un fossé, blessé de six coups de sabre. Les Autrichiens se retirèrent sur Salo ; Guyeux l'occupait ; des bataillons errants dans les montagnes furent faits prisonniers.

Pendant ces événements, Augereau avait attaqué et replié l'avant-garde de Wurmser, rencontré et chargé les Autrichiens à droite et à gauche de Castiglione ; il s'empara de ce village ; toute la journée il livra et soutint des combats opiniâtres. L'ennemi fut complètement battu[1].

Bonaparte écrivit du champ de bataille au général Guillaume, commandant la place de Peschiera : Vous devez avoir été témoin des batailles données à l'ennemi aujourd'hui et ces jours derniers ; nous lui avons pris 20.000 hommes et tué un grand nombre. L'armée ennemie est en pleine déroute ; et demain ou après nous serons dans vos murs. En attendant, quelles que soient les circonstances, ne vous rendez qu'à la dernière extrémité. La brèche faite, montrez la plus grande fermeté. — Salut, estime et gloire.

L'ennemi perdit, dans les combats de Lonato et de Castiglione, plusieurs milliers d'hommes, tués, blessés ou prisonniers[2], et vingt pièces de canon. L'armée française perdit à Castiglione le général Beyrand ; le chef de la 4e demi-brigade, Pourailler ; le chef de brigade du premier régiment de hussards, Bourgon ; le chef de brigade du 22e régiment de chasseurs, Marmet. La 4e demi- brigade se couvrit de gloire. Le général Dommartin, commandant l'artillerie, montra autant de talent que de courage. La perte du général Beyrand, écrivit Bonaparte au Directoire[3], très-sensible à l'armée, l'a été plus particulièrement pour moi ; je faisais le plus grand cas des qualités guerrières et morales de ce brave homme.

Wurmser ne se tenait pas encore pour battu. Tout faisait présumer qu'il se présenterait de nouveau au combat ; il était donc urgent d'achever auparavant la défaite du corps de Quasdanowich, afin de réunir l'armée pour marcher sur Wurmser. Les généraux Despinois, Guyeux et Saint-Hilaire eurent l'ordre, le 17, d'attaquer les Autrichiens à Gavardo. Ils furent en effet surpris, défaits, chassés, et laissèrent 1800 prisonniers. Pendant ce temps-là Wurmser rassemblait les débris de son armée, faisait arriver sa réserve, tirait des troupes de Mantoue.

Bonaparte, de son côté, réunissait toutes ses colonnes ; il se rendit à Lonato, pour voir les troupes qu'il en pourrait retirer. Quelle fut sa surprise, en y entrant, de recevoir un parlementaire autrichien qui sommait le commandant de cette place de se rendre, parce que, disait-il, il était cerné de tous côtés ? En effet, les vedettes de cavalerie annonçaient à Bonaparte que plusieurs colonnes touchaient

---

1 En récompense de sa belle conduite, il fut nommé dans la suite duc de Castiglione. Cette journée est la plus belle de la vie de ce général. Napoléon n'a jamais voulu depuis l'oublier. Montholon, tom. III, p. 295.

2 Bonaparte dans sa lettre au Directoire du 19 thermidor (6 août), dit 2 à 3.000 tués ou blessés, 4.000 prisonniers. Jomini, tom. VIII page 325, dit 3.000 tués, blessés ou prisonniers.

3 Lettre du 19 thermidor (6 août).

ses grandes gardes, et que déjà la route de Lonato à Brescia était interceptée à Ponte-San-Marco. Il jugea que ce ne pouvait être que les débris de la division battue qui, n'ayant pu se faire jour par Salo, cherchaient à percer par Lonato. La circonstance était assez embarrassante ; Bonaparte n'avait avec lui qu'environ 1,200 hommes. Il se fit amener le parlementaire auquel on débanda les yeux en présence de l'état-major, et lui dit : Si votre général a la présomption de prendre le général en chef de l'armée d'Italie, qu'il s'avance ! Il devait savoir que j'étais ici avec mon armée ; tous les officiers généraux et supérieurs de la division seront responsables de l'insulte qui m'est faite. Je lui déclare que si dans huit minutes toute .sa division n'a pas posé les armes, je ne fais grâce à personne. La division se rendit prisonnière ; elle était forte de 4.000 hommes d'infanterie, cinquante cavaliers et deux pièces de canon.

Ce fait a été révoqué en doute par des écrivains soigneux de la gloire autrichienne[1]. Cependant il peut s'expliquer par le désordre et la confusion des divisions battues et poursuivies dans toutes les directions ; il est rapporté par Bonaparte dans sa lettre au Directoire du 19 thermidor, alors publiée, et affirmé par un grand nombre d'écrivains impartiaux.

Le 18 thermidor (5 août) les deux armées se trouvèrent en présence. Les Français, au nombre de 20.000, en avant de Castiglione, les Autrichiens, au nombre de 25.000, leur gauche au mamelon de Medolano, leur droite au-delà de Solferino. Il était six heures du matin et rien ne s'ébranlait encore. Bonaparte fit faire un mouvement rétrograde à toute l'armée, pour attirer à lui l'ennemi, tandis que la division Serrurier ; commandée par le général Fiorella, venait de Macario et tournait toute la gauche de Wurmser. Ce mouvement eut en partie l'effet qu'on en attendait, le général autrichien se prolongea sur sa droite.

Dès que Bonaparte aperçut Fiorella qui attaquait, il ordonna à l'adjudant-général Verdier d'attaquer aussi une redoute que les ennemis avaient élevée pour appuyer leur gauche, et y envoya Marmont avec vingt pièces d'artillerie légère. Après une vive canonnade, la redoute fut enlevée, et la gauche de l'ennemi se mit en pleine retraite. Augereau attaqua son centre, Masséna sa droite, Beaumont, avec la cavalerie, se porta sur ses derrières ; ces attaques eurent le plus grand succès. Wurmser, ainsi pressé de toutes parts, donna le signal de la retraite. L'adjudant-général Leclerc, avec deux demi-brigades qu'il amenait de Brescia, emporta la tour de Solferino et les hauteurs environnantes ; l'ennemi précipita sa retraite, repassa le Mincio et coupa ses ponts : il perdit vingt pièces de canon et 2 ou 3.000 hommes tués ou prisonniers.

Voilà donc en cinq jours une autre campagne terminée, écrivit Bonaparte au Directoire[2]. Dans ces cinq jours, Wurmser a perdu 70 pièces de canon de campagne, tous ses caissons d'infanterie, 12 à 15.000 prisonniers, 6.000 hommes tués ou blessés, presque toutes les troupes venant du Rhin. Tous les officiers, soldats et généraux, ont déployé dans cette circonstance difficile un grand courage et un grand caractère. L'adjudant-général Verdier a contribué au succès d'une manière distinguée ; l'adjudant-général Vignolle a un courage sûr, des talents et une activité rares.

Wurmser tenait la ligne du Mincio, sa droite appuyée à son camp retranché de Peschiera, sa gauche à Mantoue et son centre à Valeggio. Le 19, Augereau se

---

1 Notamment C. Botta, *Histoire d'Italie*, tom. I, page 73.
2 Lettre du 19 thermidor (6 août).

porta à Borghetto pour contenir le centre de l'ennemi ; Masséna attaqua le camp retranché, l'emporta, prit douze pièces de canon et 600 prisonniers ; dans ce combat le général Victor montra la plus grande bravoure ; l'ennemi fut obligé de lever le siège de Mantoue, et de quitter la ligne du Mincio. Dans la journée du 20, Augereau passa le Mincio à Peschiera. La division du général Serrurier se porta sur Vérone, où elle arriva à 1 o heures du soir, dans le temps que la division du général Masséna avait repris ses anciennes positions à Rivoli, fait 40o prisonniers et pris sept pièces de canon. L'arrière-garde ennemie était encore à Vérone, les portes étaient fermées et les ponts-levis dressés. Le provéditeur de Venise, sommé de les ouvrir, déclara qu'il ne le pouvait pas de deux heures. Bonaparte ordonna aussitôt qu'on les ouvrit à coups de canon, ce que le général Dommartin fit exécuter sur-le-champ et en moins d'un quart d'heure. On y trouva des bagages et on y fit quelques centaines de prisonniers. Wurmser, menacé de perdre ses communications avec la vallée de l'Adige, et d'être ainsi coupé du Tyrol et du corps de Quasdanowich, ne jugea plus à propos d'engager d'affaire sérieuse, et se replia, après avoir retiré de Mantoue les brigades Wukassowich et Roccavina qu'il remplaça par des troupes fraîches ; la garnison fut portée à 15.000 hommes.

Nous voilà donc retournés dans nos anciennes positions, écrivit Bonaparte au Directoire[1] ; l'ennemi fuit au loin vers le Tyrol ; les secours que vous m'avez annoncés venant des côtes de l'Océan, commencent à arriver, et tout est ici dans la situation la plus satisfaisante. L'armée autrichienne qui, depuis six semaines, menaçait d'invasion en Italie, a disparu comme un songe, et l'Italie qu'elle menaçait est aujourd'hui tranquille.

Les colonnes de Wurmser et de Quasdanowich s'étaient de nouveau mises en communication. La première occupait en forces la Corona et Montebaldo, et paraissait vouloir s'y maintenir. Masséna y marcha le thermidor, culbuta l'ennemi, s'empara de ces deux postes et de Préabolo, prit sept pièces de canon et fit 400 prisonniers. Pendant ce temps-là Augereau s'avançait dans la vallée de l'Adige pour seconder ce mouvement, et poussait l'ennemi sur Roveredo. La seconde colonne occupait Rocca-d'Anfo, sur la rive occidentale du lac de Garda ; les généraux Sauret et Saint-Hilaire y furent envoyés ; ils trouvèrent l'ennemi disséminé, le battirent, emportèrent les retranchements de Rocca-d'Anfo, le chassèrent de Lodrone, prirent ses bagages, six pièces de canon, et firent 1.100 prisonniers.

Les victoires remportées sur Wurmser ramenèrent les Français devant Mantoue ; mais la perte de leur équipage d'artillerie, formé des pièces ramassées dans les places de l'Italie, ne leur permettait plus de reprendre le siège. Il fallait du temps pour rassembler un nouvel équipage ; d'autres événements pouvaient encore le compromettre, et l'insalubrité du pays, augmentée par les chaleurs de l'été, allait amener les maladies. Bonaparte se borna donc à faire le blocus de Mantoue, et à rétablir les ouvrages sur la ligne de circonvallation ; c'était aussi l'intention du Directoire. La nouvelle des triomphes de l'armée d'Italie mit le comble à sa satisfaction. Il loua comme une profonde combinaison le parti habile et audacieux que le général en chef avait pris, sans balancer, de lever le siège de Mantoue, et la célérité de ses mouvements qui avait rendu irréparable l'incertitude de Wurmser et la faute qu'il avait faite de partager ses forces sur les côtes du lac de Garda.

---

[1] Lettre du 21 thermidor (8 août).

Vaincre les ennemis du dehors, écrivit le Directoire a Bonaparte, c'est terrasser ceux de l'intérieur, et les brillants succès de l'armée que vous commandez répondent dignement à l'envie et à la malveillance qui avaient voulu vous calomnier et qui s'efforcent vainement chaque jour de renverser le gouvernement constitutionnel. Honneur aux braves de l'armée d'Italie qui combattent avec tant d'ardeur et de dévouement pour assurer l'indépendance et la paix de la République ! Honneur au général qui les conduit avec tant de talent et de courage dans la carrière de la gloire ![1]

Dans cette lettre, le Directoire faisait allusion à un nuage qui s'était élevé entre lui et le général en chef. On avait dit dans les journaux que le commandement de l'armée d'Italie allait être donné au général Hoche. Il avait lui-même hautement démenti ce bruit, et le Directoire avait cru devoir le réfuter. Non, avait-il écrit à Bonaparte dans une lettre qui fut rendue publique[2], jamais les amis de l'Autriche n'ont pu prévenir le Directoire contre vous, parce que les amis de l'Autriche n'ont ni accès ni influence au Directoire ; parce qu'il connaît vos principes et votre attachement inviolable à la République. Non, jamais il n'a été question de votre rappel ; jamais le Directoire, jamais aucun de ses membres n'a pu penser à donner un successeur à celui qui conduit si glorieusement nos républicains à la victoire.

Bonaparte répondit[3] : J'ai reçu avec reconnaissance le nouveau témoignage d'estime que vous m'avez donné par votre lettre. Je ne sais pas ce que messieurs les journalistes veulent de moi ; ils m'ont attaqué dans le même temps que les Autrichiens. Vous les avez écrasés par la publication de votre lettre, j'ai complètement battu les Autrichiens ; ainsi, jusqu'à présent, ces doubles tentatives de nos ennemis ne sont pas heureuses.

Dans l'opinion du Directoire, il n'y avait alors rien de si hardi que ne pût entreprendre Bonaparte, rien de si difficile qu'il ne pût accomplir. Son projet de pénétrer dans le Tyrol, qu'il avait trouve trop périlleux, lui paraissait maintenant simple et facile. Il désirait donc que le général en chef portât son armée sur Insprück, et ne donnât pas un instant de repos à Wurmser, afin qu'il ne détachât pas des troupes à l'archiduc Charles pour le mettre en état de s'opposer aux entreprises de l'armée de Rhin-et-Moselle. Pour seconder l'exécution de ce plan, il ordonnait au général Moreau qui, d'après les derniers rapports, devait être arrivé avec les, principales forces de l'armée de Rhin-et-Moselle sur le Danube, près de Donauwerth, d'occuper par sa droite la ligne d'Ingolstad à Insprück, et même jusqu'à Brixen, pour couper la communication entre les armées impériales d'Allemagne et d'Italie. Le général Jourdan reçut l'ordre de se diriger sur Ratisbonne avec l'armée de Sambre-et-Meuse, le général Wartensleben, qui lui était opposé, ayant partagé son corps pour couvrir la Bohême et l'Autriche. Enfin le Directoire prescrivait à ces deux généraux de faire succéder aux brillants combats qu'ils avaient livrés des actions plus sérieuses, dont les résultats fussent décisifs, et de dissoudre complètement l'armée autrichienne d'Allemagne par de grandes batailles[4].

---

1 Lettres des 25 et 28 thermidor (12 et 15 août).
2 Lettre du 13 thermidor (31 juillet).
3 Lettre du 26 thermidor (13 août).
4 Lettres des 28 et 29 thermidor (15 et 16 août).

> Si une division de l'armée du Rhin, écrivit Bonaparte au Directoire[1], peut venir prendre position à Insprück, et jeter l'ennemi sur la droite, je me porterai à Trieste ; je ferai sauter son port et saccager la ville.
>
> Si l'armée de Sambre-et-Meuse arrive au Danube, que celle du Rhin puisse être en force à Insprück, je marcherai sur Vienne par le chemin de Trieste, et alors nous aurons le temps de retirer les immenses ressources que contient cette place.
>
> Le premier projet peut s'exécuter de suite ; pour le second, il faudrait une bonne bataille qui éparpillât le prince Charles comme j'ai éparpillé Wurmser, et de suite marcher tous sur Vienne.
>
> La chaleur est excessive. J'ai 15.000 malades, peu, très-peu de mortalité. J'attends les secours que vous m'annoncez ; il n'est encore arrivé que très-peu de chose.

Le Directoire loua la hardiesse du projet annoncé par Bonaparte, de se porter brusquement sur Trieste ; mais le moment favorable ne lui semblait pas encore arrivé. L'affaiblissement de l'armée, causé par les maladies, les dispositions plus qu'équivoques des différentes puissances de l'Italie, et l'intérêt le plus pressant de tous ; celui de dissoudre les forces de l'Autriche en lui faisant essuyer des défaites réitérées, et de porter ainsi les derniers coups aux ennemis du continent : toutes ces considérations déterminèrent le Directoire à prescrire au général en chef de ne pas s'écarter, dans les circonstances actuelles, du plan qui avait pour but de lier sa gauche à la droite du général Moreau, et de combiner ses mouvements de manière à écraser Wurmser et le prince Charles, pendant que le général Jourdan ferait tous ses efforts pour rejeter Wartensleben dans la Bohême, et le réduire à l'impuissance de couvrir ce royaume ou de protéger la rive gauche du Danube s'il se retirait de ce côté.

Lorsque les trois armées républicaines auraient exécuté ces dispositions dans leur ensemble, et que les portes de l'Autriche leur seraient ouvertes, le Directoire autorisait Bonaparte à jeter une division sur Trieste pour en ruiner le port et les établissements publics. Jusque-là, la sagesse lui commandait l'ajournement de cette entreprise. Il regrettait de ne pouvoir lui donner de suite son assentiment ; mais l'essentiel était d affermir la conquête de l'Italie, et d'ôter à l'ennemi, qui avait encore osé la disputer à l'armée, tout espoir et tout moyen de la ressaisir. Il était d'ailleurs à observer que le corps que Bonaparte dirigerait sur Trieste pouvait être compromis dans sa retraite, dans le cas, quoique invraisemblable, d'un événement fâcheux[2].

Tandis que Bonaparte était aux prises avec Wurmser, et pendant les vicissitudes qui précédèrent les triomphes de l'armée française, quelle fut l'attitude des peuples et des gouvernements en Italie ? La Lombardie et Milan ne se démentirent point et restèrent fidèles à la France et à la liberté. Lorsqu'on disait que les Autrichiens étaient à Cassano et que les Français étaient en déroute, le

---

1 Lettre du 26 thermidor (13 août).
2 Lettre du 6 fructidor (23 août).

peuple de Milan demandait des armes, et l'on chantait, dans les lieux publics, l'air martial : *Allons, enfants de la patrie !*[1]

Bonaparte en témoigna sa satisfaction à la municipalité. Vous avez, lui écrivit-il[2], déployé un zèle et un caractère qui vous ont mérité l'estime de l'armée, et vous mériteront celle de la République. Chaque jour votre peuple se rend plus digne de la liberté, et acquiert de l'énergie. Un jour il paraîtra sans doute avec gloire sur la scène du monde.

Il n'y eut de troubles que dans la petite ville de Casal-Majore. Au plus fort des combats que se livrèrent les deux armées, le 15 thermidor (2 août), elle se souleva, à l'occasion d'une réquisition. La multitude furieuse se livra au pillage et au massacre. Le général Despinois y perdit tous ses effets. Quand Bonaparte fut débarrassé des Autrichiens, il y envoya Murat avec une colonne mobile et une commission militaire, pour juger ceux qui avaient excité à la révolte et assassiné des Français.

Les peuples de Bologne, Ferrare, Reggio et Modène montrèrent les meilleurs sentiments ; Parme resta fidèle ; la régence de Modène se mit en hostilité.

Rome préparait des couronnes pour les Autrichiens et aiguisait des poignards contre les Français. Elle excitait le fanatisme, elle avait recours aux miracles ; toutes les madones en faisaient. Elles donnaient des signes de vie, elles ouvraient, fermaient, élevaient et tournaient les yeux. Des lys attachés auprès de ces images, flétris et desséchés, reverdissaient et se couvraient de boutons, que chaque jour on voyait croître. Le peuple y allait en procession, en chantant des litanies, et des personnes de distinction se mêlaient dans la foule.

Dans les premiers jours de thermidor, avant que Wurmser eût attaqué, le chevalier d'Azara, ministre d'Espagne a Florence, justement considéré à Rome par les missions diplomatiques qu'il y avait longtemps remplies, par son amour pour les arts et la noblesse de son caractère, se rendit dans cette ville. Ami de Pie VI et admirateur de Bonaparte, qui estimait la loyauté de ce négociateur, déjà il. avait exercé et il exerçait encore entre la France et le pape une médiation qui eût été plus utile à la cour de Rome, si elle eût mieux écouté des conseils donnés de bonne foi et dictés par la sagesse.

Miot, ministre de France en Toscane, suivit de près à Rome le chevalier d'Azara, pour l'exécution de l'armistice ; il y entra escorté d'un piquet de cavalerie et précédé d'un courrier portant la cocarde tricolore. M. d'Azara alla au-devant de lui, et lui fit, pour ainsi dire, les honneurs de la ville.

Les cinq premiers millions de la contribution stipulée par l'armistice partirent pour Imola ; pour tout le reste, le pape parut agir avec la meilleure foi du monde. C'était du moins l'opinion de M. d'Azara qui, en l'écrivant à Bonaparte, lui mandait[3] : J'espère, mon général, que vos triomphes nous donneront bientôt une paix utile et glorieuse à la République que vous servez, et nécessaire au genre humain.

Miot ne resta que peu de jours à Rome. Cacault, que le général en chef lui avait substitué, comme on l'a déjà dit, y arriva enfin, suivi des commissaires savants

---

1 Lettre de Bonaparte au Directoire, 21 thermidor (8 août).
2 Lettre du 22 thermidor (9 août).
3 Lettre du 4 thermidor (22 juillet).

chargés de choisir et d'expédier en France les objets d'art qui avaient été aussi le prix de l'armistice.

L'ordre fut donné au gouverneur d'Ancône de recevoir garnison française. Une frégate anglaise bloquait ce port. On croyait que ce système de blocus avait pour objet de faire manquer le peuple de travail, et de l'exciter, par le désespoir, à la révolte contre les Français.

Le pape allait livrer cinquante milliers de poudre à l'armée ; auparavant on la fit éprouver par les citoyens Monge et Berthollet. Ils reconnurent qu'elle était préparée avec un salpêtre qui contenait beaucoup de sel marin, qui était, non-seulement une matière étrangère à ses effets, mais qui affaiblissait la rapidité de la détonation et la rendait susceptible de s'humecter à l'air. Cette découverte ht suspecter les intentions du gouvernement romain. Le cardinal Borgia publia un écrit dans lequel, après avoir déclamé contre les Français, il essayait de prouver que les *canons* ecclésiastiques défendaient au pape de fournir de la poudre aux canons de la République.

A la nouvelle de la levée du siège de Mantoue, le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, en témoigna une grande joie, prit possession de la citadelle, et y arbora les couleurs du pape qui y envoya aussitôt le vice-légat, Mgr Della-Greca ; les habitants refusèrent de le recevoir.

D'après un plan concerté entre Vienne et Naples, les troupes du roi des Deux-Siciles devaient s'avancer jusqu'à Ferrare, pour donner la main aux Autrichiens. Les Anglais fournissaient un subside pour les frais de cette expédition.

Les premiers succès des Autrichiens, publiés avec une joie menaçante par les agents de Vienne et de Londres, avaient exalté les imaginations jusqu'à la frénésie. On croyait les Français perdus. Tandis que Naples porterait son armée en avant, le pape romprait l'armistice comme y ayant été forcé, et tous les princes d'Italie fourniraient leurs contingents pour aider à rejeter au-delà des Alpes les Français qui auraient échappé à l'extermination. En attendant, on les insultait publiquement à Rome. Deux jeunes gens, secrétaires de la commission des arts, coururent risque de perdre la vie. Jusque dans le port de Civita - Vecchia, on avait arrangé une sédition ; deux matelots y furent maltraités. Le gouvernement romain rendait des édits pour prévenir ces excès, et les laissait impunément commettre.

Les personnages les plus hostiles contre la France étaient : Monsignor Della-Greca, fils d'un négociant de Naples, sans considération ; le cardinal Mattei, d'une ancienne maison, sans caractère, assez généralement aimé et estimé du pape et du public ; les cardinaux Pignatelli-Monteleone et Carafa, napolitains ; le cardinal Albani, doyen du sacré collège, que l'ambition de sa famille attachait à la cour de Vienne.

Les victoires de Lonato et de Castiglione firent avorter tous ces complots ; la cour de Rome changea de ton, vint au-devant du vainqueur, et s'empressa d'aplanir les obstacles qu'elle avait apportés à l'exécution de l'armistice, et d'offrir les réparations qui lui avaient été demandées pour les outrages commis envers les Français ; elle fit condamner deux des individus les plus coupables ; mais le ministre Cacault, ne les regardant que comme des instruments et des victimes inutiles, demanda et obtint leur grâce.

L'envoi du légat à Ferrare était une démarche plus sérieuse ; la cour de Rome ne fut point embarrassée pour s'en justifier. Elle prétendit que les Français, ayant,

dans l'évacuation de cette ville, encloué leurs canons et jeté leurs poudres à l'eau, elle avait craint que les Autrichiens n'y vinssent, et que le gouvernement romain avait cru pouvoir se montrer sans blesser les droits de la France, et pour la conservation des intérêts du pays[1]. Mais le général en chef ne fut point dupe de ce subterfuge. Il écrivit au chevalier d'Azara[2] : On m'assure que la cour de Rome vous a demandé de lui prouver que la France était érigée en république. On m'assure qu'à Rome on ne veut plus accorder de bénédictions aux Ferrarais et aux Bolonais, mais bien à ceux de Lugo. Joignez à cela le légat envoyé à Ferrare, et le retard de l'exécution de l'armistice, et le roi votre maître se convaincra de la mauvaise foi d'un gouvernement dont l'imbécillité égale la faiblesse. M. Capelletti se conduit fort mal à Bologne ; c'est à vous, Monsieur, à y mettre ordre ; je serais fâché de le chasser de la ville. Aussi bien j'ignore ce qu'il est, ce qu'il fait et ce qu'il prétend.

Il écrivit au sénat de Bologne[3] : J'apprends, Messieurs, que les ex-jésuites, les prêtres et les religieux troublent la tranquillité publique. Faites- leur connaître que, dans le même temps que la république française protège la religion et ses ministres, elle est inexorable envers ceux qui, oubliant leur état, se mêlent des affaires publiques ou civiles ; prévenez les chefs des différentes religions qu'à la première plainte qui me sera portée contre les religieux, j'en rendrai tout le couvent responsable ; je les chasserai de la ville, et je confisquerai leurs biens au profit des pauvres.

Le général en chef donna l'ordre qu'on amenât à son quartier-général le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare.

Le chevalier d'Azara répondit à Bonaparte[4] :

> Permettez qu'au milieu de vos étonnantes victoires, la voix d'un bon Espagnol unisse ses applaudissements à ceux de tant d'autres qui vous proclament déjà le premier général de notre temps. Vos dernières actions vous ont déjà mérité et assuré 1 immortalité, et j'espère que mes expressions ne seront point suspectées de flatterie. Le baron de Capelletti ne se conduit pas parfaitement bien, je le sens ; mais ce n'est pas ma faute, il n'est que sot, et je vous prie de lui pardonner en vous assurant que la leçon que je lui ai faite aujourd'hui est telle, qu'il ne vous donnera pas désormais le moindre sujet de plainte. Je me suis mis d'accord avec le citoyen Cacault pour prescrire aux jésuites espagnols la conduite qu'ils doivent tenir.
>
> Je n'ai pas eu la moindre part à la conduite de la cour de Rome avec Ferrare, et j'ai été un des derniers à le savoir. Croyez-moi, mon général, dans tout ceci, il n'y a eu que de l'ignorance et point du tout de malice ; si mon intercession auprès de vous vaut quelque chose, je vous prie de pardonner à l'archevêque que vous avez fait arrêter.

---

1 Lettres de Cacault à Bonaparte, 19, 23, 25, 28 thermidor (6, 10, 12, 15 août).
2 Lettre du 25 thermidor (12 août).
3 Lettre du 25 thermidor.
4 Lettre du 25 thermidor (12 août).

En paraissant devant le général en chef, le cardinal Mattei, interdit, ne répondit que par ce seul mot : *peccavi !* Cet aveu désarma Bonaparte, qui se contenta de l'envoyer pour trois mois dans un séminaire à Brescia.

Mgr Della-Greca s'était sauvé de Ferrare, et n'était plus qu'à deux lieues de Rome, lorsqu'il reçut de Bonaparte l'ordre de venir à Milan. Il s'y rendit, et fut renvoyé quelques jours après.

Le Directoire expulsa de Paris un envoyé du pape qui y était venu sans pouvoirs pour traiter de la paix. Par cette démarche, il n'avait point l'intention de se mettre dans une situation hostile avec la cour de Rome ; mais elle devait engager le, général en chef à faire vivement rentrer les contributions stipulées par l'armistice[1] ; car on ne pouvait avoir confiance au changement subit qui semblait s'être opéré dans les dispositions du gouvernement romain ; les intrigues des Anglais et de la cour de Naples avaient toujours sur lui une funeste influence, et le mettaient constamment dans une fausse position.

Cacault conseillait au général en chef de charger le cardinal Mattei et Monsignor Della-Greca de dire aux cardinaux connus par leurs sentiments hostiles contre la France, qu'il les rendait personnellement responsables de ce qui se passerait à Rome de contraire au bon ordre et à l'armistice, et de dire au pape que si l'on manquait à l'obéissance qui lui était due comme souverain, on lui enverrait main-forte. Croiriez-vous, ajoutait-il[2], qu'Azara vit ici délaissé, et que la haute compagnie, qui lui doit tout, le traite comme s'il lui avait rendu un mauvais service ?

Pendant les événements militaires, la cour de Naples s était très-mal conduite. Les 2.400 cavaliers napolitains qui, depuis l'armistice avec le roi de Sardaigne, avaient quitté son armée et étaient à Brescia, avaient manifesté de fort mauvaises dispositions. Cependant le roi de Naples n'avait aucun sujet de plainte. Dans l'armistice conclu avec lui il n avait pas été maltraité ; le commissaire du Directoire avait même, contre l'avis du général en chef, donné main levée du séquestre mis à Livourne sur les propriétés napolitaines.

Mais les Anglais étaient tout-puissants à Naples ; le ministre Windham, en s'y rendant, était passé par Rome, et n'avait pas dissimulé que l'objet de sa mission était de faire marcher les Napolitains sur l'État romain. Le roi, à la tête de 2/4.000 hommes, s'avança donc jusqu'à Ponte-Corvo, menaçant de se porter à Rome, pour se joindre à Wurmser, ou sur Livourne afin d'en chasser les Français, de concert avec les Anglais. Cette levée de boucliers qui, vingt jours plus tôt, aurait pu causer un soulèvement en Italie et être funeste à l'armée française alors aux prises avec les Autrichiens, n inspira que du dédain au général en chef, et jeta l'alarme et la consternation dans le gouvernement romain. Le pape protesta contre. Bonaparte chargea Cacault de rassurer la cour de Rome et de signifier à celle de Naples que si l'armée s'avançait sur les terres de Rome, il regarderait l'armistice comme annulé, et qu'il ferait marcher, pour couvrir cette ville, une division de son armée. Le roi de Naples se désista de son entreprise, et retourna de sa personne dans sa capitale.

Si le prince Pignatelli, chargé de négocier la paix, n'était pas encore arrivé à Paris, Bonaparte était d'avis de séquestrer les deux mille hommes de cavalerie napolitaine, d'arrêter toutes les marchandises qui étaient à Livourne, de faire un

---

1 Lettre du Directoire, 6 fructidor (23 août).
2 Lettres de Cacault, du 1er au 8 fructidor (18 au 25 août).

manifeste bien frappé, pour faire sentir la mauvaise foi de la cour de Naples, et principalement d'Acton Il en fit la proposition au Directoire. Cette cour est perfide et bête, lui écrivit-il[1] ; dès l'instant qu'elle sera menacée, elle reviendra humble et soumise. Les Anglais ont fait croire au roi de Naples qu'il était quelque chose. J'ai écrit à M. d'Azara, à Rome ; je lui ai dit que si la cour de Naples, au mépris de l'armistice, cherche encore à se mettre sur les rangs, je prends l'engagement, à la face de l'Europe, de marcher contre les prétendus 70.000 hommes avec 6.000 grenadiers, quatre mille hommes de cavalerie et cinquante pièces de canon. La bonne saison s'avance. D'ici à six semaines j'espère que la plus grande partie de nos malades seront guéris. Les secours que vous m'annoncez, arrivés, je pourrai à la fois faire le siège de Mantoue et tenir en respect Naples et les Autrichiens.

Il est curieux d'entendre l'ambassadeur d'Espagne sur les intrigues de Rome et de Naples : il écrivait au général en chef :

> J'ai bien des remercîments à vous faire de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du... fructidor. Elle contient des expressions qui, partant d'un héros comme vous, flattent infiniment mon amour-propre, et je compterai, toute ma vie, pour ma première fortune, d'avoir mérité votre estime.
>
> Vous avez bien raison de dire que la tête tourne à tout le monde, dans cette partie de l'Italie. Je sais que l'ami Cacault vous lient au courant de ce qui se passe à Naples, et vous pouvez compter sur l'exactitude de ses rapports. L'armement est tel qu'on vous l'a dit, et il y a quelques mois que nous voyons le général napolitain faire plus de mouvements et choisir plus de campements que l'armée de Bonaparte qui se bat presque tous les jours.
>
> L'objet de ces mouvements est d'accord avec ceux qui n'aiment pas la France ; vous le savez. En attendant, les troupes napolitaines conservent Ponte-Corvo, et elles se sont augmentées ces jours passés. Je suis sûr que vos 10.000 hommes, conduits par vous, rempliront votre objet ; mais comme vous avez quelque chose de plus à faire que de vaincre, vous pourvoirez à tout. En allant ou en revenant, il est naturel que vous visitiez le Capitole, et, dans ce cas, j'espère que vous me ferez l'honneur de loger chez moi ; vous y serez certainement chez un ami.
>
> Je ne puis vous donner une juste idée de l'intrigue infernale qui a traversé jusqu'ici l'accomplissement de notre armistice, et qui vient de l'endroit même dont je viens de parler. Nous sommes tombés dans un autre embarras pour la paix, qu'on avait, sous de mauvais auspices, commencé à traiter à Paris, et qu'on va finir d'une manière ou d'autre en Italie. L'ami Cacault, à qui j'ai tout communiqué sans réserve, vous instruit à fond de l'affaire ; ainsi je vous en épargne la répétition.

---

[1] Lettre du 9 fructidor (26 août).

> Il y a longtemps que je connais l'ingratitude des Romains ; mais si je leur fais du bien malgré eux, ce n'est pas pour eux que je le fais, et j'agis par d'autres principes bien plus nobles. J'ai cependant parmi eux des amis qui mériteraient d'être des vôtres.
>
> Si Dewins remplace Wurmser, vous aurez affaire à une ancienne connaissance de l'armée d'Italie, et je ne doute pas que, poli comme vous l'êtes, vous ne l'accompagniez jusqu'à Vienne[1].

Le prince Pignatelli était toujours à Paris. Avant l'attaque de Wurmser, il avait employé tous les détours de la diplomatie pour éloigner la conclusion de la paix ; depuis que l'armée d'Italie était encore une fois victorieuse, il se montrait dévoré d'une ardeur pacifique. Quant aux propositions faites par le général en chef au Directoire, il pensa que le moment des grandes chaleurs, celui où l'armée avait 15.000 malades, celui surtout où elle se disposait non-seulement à entrer dans le Tyrol, mais peut-être à se lancer vers Trieste, n'était pas favorable pour rompre l'armistice de Naples ; que, quoiqu'il vît avec peine la levée du séquestre apposé à Livourne, les circonstances ne permettaient pas de revenir sur cette mesure ; qu'il fallait éparpiller les 2.000 cavaliers napolitains, pour qu'ils fussent moins dangereux, et se tenir prêt à saisir leurs chevaux et leurs armes, si la cour de Naples se montrait ouvertement ennemie[2].

Quoiqu'elle eût fait sa paix avec la république française, la cour de Turin entretenait avec Vienne des relations fréquentes ; on en connaissait les intermédiaires. Baraguay-d'Hilliers proposa au général en chef d'en enlever un pour savoir au juste ce que les ennemis concertaient, et le prévint que 300 Piémontais armés étaient passés par Canobio, et s'étaient embarqués sur le lac Majeur, et dirigés sur Ossola[3].

D'un autre coté, le Directoire renvoya de Paris, comme émigré français, le chevalier de Revel, ambassadeur de la cour de Turin, toutefois sans entendre par cette mesure rien changer à l'état de paix. Il recommandait au général en chef d avoir l'œil sur ce qui se passait à cette cour où l'on s'était réjoui des succès éphémères de Wurmser, et de se tenir sur ses gardes plutôt que de s'exposer à être trompé[4].

Le renvoi du chevalier de Revel fournit l'occasion aux journaux de Paris d'accuser la cour de Turin de travailler en secret contre les Français, et de révéler des faits qui semblaient le prouver.

Bonaparte regardait tous ces bruits comme dénués de fondement ; le roi de Sardaigne avait vendu son équipage d'artillerie, licencié ses régiments provinciaux, et, s'il cherchait à recruter, c'était parce qu'il aimait mieux avoir des troupes étrangères que des régiments nationaux, dont il était peu assuré. Il serait bon, écrivit le général en chef au Directoire[5], que les journalistes

---

1 Lettre du 5 fructidor (22 août). — Le bruit du remplacement de Wurmser par Dewins s'était répandu ; il était sans fondement.
2 Lettre du Directoire, 6 fructidor (22 août).
3 Lettre du 3 fructidor (20 août).
4 Lettre du 6 fructidor (23 août).
5 Lettre du 9 fructidor (26 août).

voulussent bien ne pas publier sur son compte des absurdités comme celles qu'on publie tous les jours. Il est des coups de plume écrits sur des ouï-dire et sans mauvaise intention, qui nous font plus de mal, plus d'ennemis qu'une contribution dont nous tirerions avantage. Peut-être serait-il utile qu'un journal officiel insérât un article qui démentît ces bruits absurdes et ridicules.

Les renseignements donnés par Baraguay-d'Hilliers n'étaient pas des absurdités imaginées par les journalistes. Il ne se passa pas longtemps sans que Bonaparte lui-même partageât hautement tous ces soupçons. Pourquoi prenait-il donc alors si chaudement le parti du roi de Sardaigne ? Serait-ce parce qu'il avait été sensible aux prévenances de toute espèce dont la cour de Turin l'avait fait accabler par le marquis de Saint-Marsan, le baron de Latour, et le duc d'Aoste, second fils du roi ? Ou bien Bonaparte, après avoir écrit au Directoire qu'il n'y avait pas en Piémont la première idée d'une révolution, ne voyait-il réellement dans les accusations portées contre la cour que le projet de révolutionner le pays ? Quoi qu'il en soit, il paraissait alors animé pour elle des meilleures dispositions, et saisissait toutes les occasions de le lui prouver. On a vu comment il en avait agi envers le nommé Bonafous qui agitait la province d'Albe. Cet individu n'en continua pas moins à soulever les habitants ; il fut arrêté par les autorités sardes sur le territoire de la démarcation française. Le commandant français usa de représailles. Le roi improuva l'arrestation de Bonafous comme illégale. Il fut mis en liberté. Bonaparte répondit au duc d'Aoste que la conduite du roi était digne de lui ; qu'il ordonnait au commandant d'Albe de rendre la liberté aux sujets piémontais qui avaient été arrêtés, il ne savait pas trop par quelle espèce de représailles.

On ne croyait pas la cour de Turin étrangère au brigandage qui infestait les frontières de la République, et notamment le département des Alpes maritimes — Nice —. Les Barbets, sortis du Piémont et de la rivière de Gènes, grossis de déserteurs, d'émigrés et de soldats sardes licenciés, y exerçaient leurs ravages. Deux cents de ces brigands attaquèrent, le 20 thermidor, un convoi portant de l'argent et les équipages du général Dujard, le tuèrent à la première décharge, ainsi que le colonel Bicistraf et un soldat, et en blessèrent plusieurs qui moururent de leurs blessures. Tout le bagage et vingt-deux chevaux furent enlevés.

Le Directoire écrivit au général en chef[1] : Délivrez nos contrées méridionales de ce fléau, suite ordinaire des guerres d'Italie. Il est instant de le réprimer.

Bonaparte fit organiser au village de Tende une colonne mobile composée d'environ 4.000 hommes de troupes, 100 gendarmes, 250 gardes nationaux du Var et des Alpes maritimes, avec deux pièces de canon. Elle fut mise sous le commandement du général Casabianca ; une commission militaire lui fut adjointe pour juger les Barbets[2].

On n avait pas de nouveaux griefs contre Gênes ; mais il en restait d anciens dont la réparation n'avait été qu'ajournée. Le Directoire crut qu'il fallait profiter de la nouvelle impression de crainte et d'admiration que les succès de l'armée de la République avaient faite en Italie. Cependant il s'en rapportait au général en chef sur le choix du moment[3]. En attendant, le Directoire reçut en audience

---

1 Lettre du 28 thermidor (15 août).
2 Ordre du 8 fructidor (25 août).
3 Lettre du 25 thermidor (12 août).

publique, le 20 thermidor, M. de Spinola, envoyé extraordinaire de Gênes qui, dans son discours, se confondit en protestations d'amitié, de sincérité et de bonne harmonie. Peut-être disait-il vrai. Le nuage qui s'était avancé du Tyrol s'était alors singulièrement éclairci. Moins politique ou plus franc, le président du Directoire, répondant à l'envoyé, lui fit sentir qu'on ne redoutait guère son gouvernement.

Bonaparte appela Faypoult à Milan pour concerter l'opération sur Gènes. Il écrivit au Directoire[1] : Dès l'instant que nous serons à Trente, que l'armée du Rhin sera à Insprück et qu'une partie du corps de troupes qui m'arrive de la Vendée sera à Tortone, je me porterai à Gênes de ma personne, et votre arrêté sera exécuté dans tout son contenu.

Lorsque l'armée française, aux prises avec Wurmser, évacua momentanément Brescia et Vérone, des transports de joie éclatèrent à Venise. Le bas peuple et les esclavons insultèrent des Français ; les patriciens encouragèrent ces excès. Lorsque Wurmser fut battu et que Serrurier se présenta pour entrer à Vérone, quelques troupes autrichiennes y étaient encore ; les portes étaient fermées. On a vu que le provéditeur fit dire qu'on ne pouvait les ouvrir que dans deux heures, et qu'il fallait les enfoncer à coups de canon.

La défaite des Autrichiens ne changea rien aux dispositions du gouvernement vénitien. Une patrouille française ne pouvait aller à une lieue de Vérone sans être assaillie et fusillée par les paysans qui se rassemblaient en armes au son du tocsin. Plusieurs soldats avaient déjà été tués sans qu'on pût découvrir les coupables et en obtenir justice. Des nobles du pays guidaient les Autrichiens sur les avant-postes, et cherchaient à corrompre les soldats avec de l'argent. Les autorités locales paraissaient s'empresser à réprimer ces désordres ; mais dans le fait elles ne faisaient arrêter personne[2].

Le podestat de Bergame annonça pu sénat que toute la population de sa province demandait la permission de se lever en masse, et que l'on pouvait compter sur 30.000 hommes. Les inquisiteurs d'État arrêtèrent un plan pour organiser cette masse en 18 régiments, et lui fournir tous les moyens d'entrer en campagne. Venise, toutes les places voisines, et les îles des Lagunes étaient encombrées de troupes ; on élevait des forts, on plaçait des batteries ; les Lagunes étaient couvertes de bâtiments armés. On rappelait par un décret des bannis pour opinions politiques, à condition qu'ils s'enrôleraient. Bonaparte regardait donc avec rai- son le peuple vénitien comme celui qui haïssait le plus les Français. Le Directoire l'invitait à prendre tous les moyens de paralyser les mauvaises intentions du sénat, et à employer un mélange habile de menaces et d'adresse. C'était aussi ce que faisait le général en chef, persuadé qu'on ne pouvait pas même négocier avec Venise avant d'avoir pris Mantoue.

Quant à la Toscane, Bonaparte écrivait à Miot[3] : Dissimulez avec le grand duc ; s'il se conduit mal, il paiera tout à la fois ; ces gens-ci sont peu à craindre.

Dans sa belle proclamation de Milan, Bonaparte avait dit à ses soldats : La postérité vous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ? Il paraît qu'en effet quelques officiers l'y trouvèrent. Le Directoire fut instruit que des militaires se prêtaient avec une facilité alarmante ; particulièrement à Milan,

---

1 Lettre du 9 fructidor (26 août).
2 Lettre d'Augereau à Bonaparte, 14 fructidor (31 août).
3 Lettre du 9 fructidor (26 août).

à l'empressement affecté des habitants qui cherchaient à les circonvenir et à corrompre, au sein des plaisirs, la pureté de l'esprit républicain qui devait les animer. Ces reproches portaient nominativement sur le généràt Despinois : le Directoire recommanda au général en chef de rappeler ces officiers à la sévérité des principes, d'en réprimer sévèrement l'oubli, et l'autorisa même à chasser de l'armée tous ceux qui tendraient à la désorganiser par une conduite aussi dangereuse[1]. Il rendit un ordre très-sévère contre les officiers absents et spécialement ceux qui se trouveraient à Milan, à Brescia et à Plaisance[2].

A cette époque, Bonaparte jugea utile de donner au Directoire son opinion sur des généraux de son armée. Il en trouvait fort peu qui pussent le servir ; c'étaient ses expressions. Il les caractérisait ainsi[3] :

> BERTHIER : talents, activité, courage, caractère ; tout pour lui.
>
> AUGEREAU : beaucoup de caractère, de courage, de fermeté, d'activité ; a l'habitude de la guerre, est aimé du soldat, heureux dans ses opérations.
>
> MASSENA : actif, infatigable, a de l'audace, du coup-d'œil, et de la promptitude à se décider.
>
> SERRURIER : se bat en soldat, ne prend rien sur lui, ferme ; n'a pas assez bonne opinion de ses troupes ; est malade.
>
> DESPINOIS : mou ; sans activité, sans audace, n'a pas l'état de la guerre, n'est pas aimé du soldat, ne se bat pas à sa tête, a d'ailleurs de la hauteur, de l'esprit et des principes politiques sains ; bon à commander dans l'intérieur.
>
> SAURET : bon, très-bon soldat ; pas assez éclairé pour être général ; peu heureux.
>
> ABATUCCI : pas bon à commander cinquante hommes[4].
>
> GARNIER, MEUNIER, CASABIANCA : incapables ; pas bons à commander un bataillon dans une guerre aussi active et aussi sérieuse que celle-ci.
>
> MACQUART : brave homme, pas de talent, vif.
>
> GAUTHIER : bon pour un bureau ; n'a jamais fait la guerre.
>
> VAUBOIS et SAHUGUET étaient employés dans les places ; je viens de les faire venir à l'armée : j'apprendrai à les apprécier ; ils se sont très-bien acquittés de ce que je leur ai confié jusqu'ici ; mais l'exemple du général Despinois qui était très-bien à Milan et très-mal à la tête de sa division, m'ordonne de juger les hommes d'après leurs actions ?

Le Directoire lui répondit qu'il avait été satisfait de ces renseignements, et qu'il s'en occuperait lorsqu'il aurait transmis d'autres notes sur les généraux de

---

1 Lettre du 25 thermidor (12 août).
2 Ordre du 1er fructidor (18 août).
3 Lettre du 26 thermidor (13 août.)
4 Vieux général ; oncle du brave général de ce nom, tué au siège d'Huningue.

brigade et les adjudants-généraux. Il fit remarquer au général en chef qu'il avait oublié plusieurs généraux, et principalement le général Kilmaine[1].

Il paraît qu'à cette époque le général en chef avait fait aussi des communications à Augereau, relativement à quelques individus dont ils n'étaient pas contents. Personne, lui répondit ce général[2], ne professe mieux que moi la justice qu'on doit rendre à votre zèle infatigable et à vos talents militaires. L'estime que je vous porte et que tous les braves qui veulent le bien partagent avec moi, est un juste tribut dû à vos soins et à vos sollicitudes pour la gloire de la République. Je reconnais bien que si les choses ne vont pas, comme vous, mon général, quelques autres et moi le désirons, c'est un malheur qu'il faut attribuer à la fatalité qui place dans les armées des êtres qui mettent des entraves, par incapacité, négligence, et que l'habitude a fait croire nécessaires.

Après que ses troupes furent chassées de Montebaldo et de Roca d'Anfo, Wurmser, craignant de n'être pas en sûreté à Alla où il avait l'intention de tenir, abandonna cette position, le 26 thermidor, et établit son armée à Trente et autour de cette ville pour la réorganiser et attendre des renforts. Le 1er fructidor, Davidowich se porta de nouveau sur Roveredo, et Wukassowich sur San-Marco.

Les succès de l'armée française l'avaient affaiblie ; il fut donc indispensable de lui donner quelque repos, de rallier les corps disséminés après des chocs aussi violents, et de réorganiser le service des administrations. Suivant l'expression de Bonaparte : Ce service était absolument en déroute ; il y avait de ces messieurs qui s'étaient retirés tout d'une traite jusqu'au golfe de la Spezzia. Il citait entre autres le commissaire des guerres Salva ; il avait abandonné l'armée l'esprit frappé, voyant de toutes parts des ennemis passant le Pô, communiquant partout sa frayeur, écrivant de tous côtés *sauve qui peut*, arrivant à deux lieues de Gênes, et mourant 24 heures après d'une fièvre violente dans les transports de laquelle il se croyait blessé par les Hulants de cent coups de sabre.

Rien, écrivait Bonaparte au Directoire, n'égale cette lâcheté que la bravoure des soldats. Beaucoup de commissaires des guerres n'ont pas été plus braves. Tel est l'inconvénient de la loi qui veut que les commissaires des guerres ne soient que des agents civils, tandis qu'il leur faut plus de courage et d'habitudes militaires qu'aux officiers mêmes. Le courage qui leur est nécessaire doit être tout moral, et n'est jamais que le fruit de l'habitude des dangers. Il pensait que ces fonctionnaires ne devaient être pris que parmi les hommes qui auraient fait plusieurs campagnes dans la ligne, et donné des preuves de courage. Tout homme, ajoutait-il[3], qui aime la vie plus que la gloire nationale et l'estime de ses

---

1 Lettre du 6 fructidor (23 août). Kilmaine, d'origine irlandaise, était un excellent officier de cavalerie ; il avait de l'esprit, une tête saine, du sang froid, du coup-d'œil ; il était très-propre à commander des corps d'observation détachés, à toutes les commissions délicates qui exigent du discernement. Il avait été employé en prairial contre le faubourg Saint-Antoine. Lors de la campagne d'Italie, il avait environ 50 ans. Il rendit des services importants à l'armée dont il eût été un des principaux généraux sans la faiblesse de sa santé. Il avait une grande connaissance des troupes autrichiennes ; familier avec leur tactique, il ne se laissait pas imposer par les4aux bruits qu'elles sont dans l'habitude de répandre sur les derrières d'une armée, ni par ces têtes de colonnes qu'elles jettent sur toutes les communications, dans toutes les directions, pour faire croire à la présence de grandes forces où elles ne sont pas. Ses opinions politiques étaient très-modérées. (*Montholon*, tom. II, page 28.)
2 Lettre du 6 fructidor (23 août.)
3 Lettre du 8 fructidor (25 août).

camarades, ne doit pas faire partie de l'armée française. On est révolté lorsqu'on entend journellement les individus des diverses administrations avouer qu'ils ont eu peur, et s'en faire presque gloire.

Le Directoire ne prit pas en bonne part cette amère critique de la législation ; il invita le général en chef à se faire représenter les lois et règlements pour se convaincre qu'ils n'autorisaient pas la lâcheté, et à veiller avec sévérité à leur exécution.

Il y avait à l'armée 15.000 malades, à la vérité d'une fièvre légère ; il en mourait peu. Le général en chef n'en attendait pas moins avec une grande impatience les renforts promis par le Directoire. Il recommandait à Kellermann d'activer la marche des troupes. Des 6.000 hommes du général Châteauneuf- Randon, 600 seulement étaient arrivés à Nice ; et 3.000 à Milan des 13.000 hommes de l'armée de l'Océan.

Malgré des assertions contraires, on ne peut pas douter que le Directoire ne voulût maintenir cette armée dans un état de force respectable ; il attachait un grand prix à la conservation de l'Italie, elle était pour lui le gage de la paix continentale ; il renouvelait ses ordres aux généraux Châteauneuf-Randon et Kellermann[1].

Mais en butte à deux partis, les royalistes et les anarchistes, qui agitaient alors la république, le Directoire n'osant pas s'appuyer sur la masse de la nation dévouée à ses nouvelles institutions, s'effrayait de son isolement ; il promettait des renforts, et retenait des troupes dans l'intérieur pour le maintien de son pouvoir et de sa tranquillité.

Le 7 fructidor à 3 heures du matin, Sahuguet, chargé du blocus de Mantoue, attaqua à la fois le pont de Governolo et Borgo-Forte, pour faire rentrer la garnison dans la place. Sahuguet en personne s'empara du pont de Governolo, le général Dallemagne de Borgo-Forte ; l'ennemi perdit 500 hommes tués, blessés ou prisonniers[2].

Le moment paraissait favorable à Bonaparte pour rentrer en campagne. Les armées de la république s'étaient avancées rapidement dans le cœur de l'Allemagne ; celle de Sambre-et-Meuse était arrivée sur la Rednitz, celle du Rhin-et-Moselle sur le Lech. D'ailleurs Wurmser commençait son mouvement pour se porter de Trente avec un corps de 30.000 hommes au secours de Mantoue, en marchant par les gorges de la Brenta, Bassano et le bas Adige, laissant Davidowich à la garde du Tyrol avec 25.000 hommes. Bonaparte résolut de le prévenir et de prendre l'offensive. Quoiqu'il n'eût reçu que de faibles renforts, son armée- était réorganisée. Vaubois remplacé à Livourne par Serrurier, commandait l'aile gauche, forte de 11.000 hommes, sur la rive occidentale du lac de Garda ; Masséna avec 13.000 hommes était au centre, et' Augereau à la droite avec 9.000 ; Sahuguet avec 10.000 hommes restait devant Mantoue ; Kilmaine avec deux bataillons d'infanterie et une faible division de cavalerie éclairait le Bas-Adige et défendait Vérone ; Sauret, avec les dépôts et quelques bataillons attendus des Alpes, devait maintenir la police à Brescia et sur les derrières[3].

---

1 Lettres des 6 et 17 fructidor (23 août, 3 septembre).
2 Lettre de Bonaparte du 8 fructidor (25 août).
3 Bonaparte lui écrivit que les mouvements auxquels était destinée la division qu'il avait commandée étaient incompatibles avec l'état de sa santé, et que ce changement n'avait

On n'avait pas encore tiré un coup de fusil, et Bonaparte organisait provisoirement le Tren.in comme s'il en avait déjà été maître. Par un arrêté il maintenait le conseil aulique pour gouverner au nom de la république et rendre compte des revenus du prince et de l'empereur. Il rédigeait une proclamation aux Tyroliens, dans laquelle il les engageait à se soumettre. La supériorité de mes armes, leur disait-il, est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur achetés par l'or de l'Angleterre le trahissent ; ce malheureux prince ne fait pas un pas qui ne soit une faute. Nous ne passons sur votre territoire que pour obliger la cour de Vienne à se rendre au vœu de l'Europe désolée, et à entendre le cri de ses peuples. Nous ne venons pas ici pour nous agrandir ; la nature a tracé nos limites au Rhin et aux Alpes, comme elle a posé au Tyrol les limites de la maison d'Autriche. Tyroliens, rentrez dans vos foyers, quittez des drapeaux tant de fois battus et impuissants ; ce ne sont pas quelques ennemis de plus que peuvent redouter les vainqueurs des Alpes et de l'Italie[1].

Comment n'aurait-il pas vaincu le général, qui disposant d'avance du pays occupé parles ennemis, prenait avec lui-même l'engagement de les vaincre, -et avec son armée celui de la mener à la victoire !

---

rien qui dût l'affecter. On se rappelle que le général en chef avait signalé au Directoire ce général comme très-bon soldat, mais pas assez éclairé et peu heureux.

[1] Arrêté et proclamation du 13 thermidor (31 août).

FIN DU PREMIER VOLUME

PIÈCES JUSTIFICATIVES

N° I. — EXTRAIT D'UN DISCOURS SUR CETTE QUESTION :

Déterminer les vérités et les sentiments qu'il importe le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur ;

Sujet proposé par l'Académie de Lyon, pour le concours de 1791.

L'auteur, après avoir exposé que la liberté seule permet de dire la vérité, et que l'organisation de l'homme doit le guider dans la recherche du bonheur, qui n'est que ce qui convient le mieux à cette organisation, divise notre organisation en physique et morale, et décrit les besoins de l'une et de l'autre. Il faut, pour être heureux, pour vivre en homme, manger, dormir, engendrer, sentir, raisonner. Lycurgue et Paoli sont de tous les législateurs ceux qui ont le mieux senti cette vérité, que l'énergie est la vie de l'âme comme le principal ressort de la raison.

Au tableau que l'auteur fait ici de la vie du Spartiate, succède cette belle réticence :

> Mais tout ceci n'est qu'un rêve. Sur les bords de l'Eurotas vit aujourd'hui le pacha à trois queues ; et le voyageur, navré de ce spectacle déchirant, se retire avec effroi, doutant un moment de la bonté du moteur de l'univers.
>
> Mais, pour conduire les hommes au bonheur, faut-il donc qu'ils soient égaux en moyens ? Jusqu'à quel point doit-on leur prêcher, doit-on leur inspirer l'amour de l'égalité facultative ?
>
> Puisqu'il faut sentir pour vivre heureux, quels sont les sentiments que l'on doit leur inspirer ?
>
> Quelles sont les vérités que l'on doit leur développer ? Raisonner, dites-vous, ou point de félicité.

PREMIÈRE PARTIE.

> L'homme en naissant porte avec lui des droits sur la portion des fruits de la terre nécessaire à son existence.

L'auteur met ici en action un jeune homme fortement organisé qui se révolte de l'inégale répartition des biens, et suppose qu'instruit par son vieux père à se contenter, de peu, il occupe un des derniers échelons de l'ordre social. C'est au gré de l'auteur la limite inférieure de la société ; tout ce qui est en-dessous est injuste, et il invite les législateurs à appliquer tous ses soins à faire disparaître ce vice. Entre cet état et l'opulence, il y a, selon lui, assez de place pour l'inégalité. C'est dans la division des propriétés de manière à laisser au pauvre l'espérance de vivre avec un travail modéré, qu'est à ses yeux le plus beau titre de gloire de Paoli dans la constitution qu'il donna à la Corse.

Mais comme les législateurs n'ont pas tous eu le pouvoir de diviser ainsi les propriétés, ils ont suppléé à leur impuissance par une injustice, et ils ont

dépouillé du titre de citoyen ceux qui ne pouvaient suffire à tel impôt. Il fallait rendre l'homme propriétaire pour qu'il fût heureux ; à défaut de cela, il a fallu l'exclure de la société de peur qu'il n'en fût l'ennemi.

Mais après avoir établi une limite à la pauvreté, il faudra en mettre une à la richesse, qui gâte le cœur et détruit le bonheur. Ensuite il faudra prescrire le mariage aux célibataires, parce que le célibat est un état hors de la nature.

> Que la loi civile assure à chacun son nécessaire physique ; que la soif inextinguible des richesses soit remplacée par le sentiment consolant du bonheur. Qu'à votre voix, le vieillard soit le père de tous ses enfants, qu'il partage également ses biens, et que le spectacle harmonique de huit ménages heureux fasse à jamais abhorrer la loi barbare de la primogéniture. Que l'homme apprenne enfin que sa vraie gloire est de vivre en homme. Qu'à votre voix les ennemis de la nature se taisent et avalent de rage leurs langues de serpent. Que le ministre de la plus sublime des religions, qui doit porter des paroles de paix et de consolation dans l'âme navrée de l'infortuné, connaisse les douces émotions de l'épanchement ; que le nectar de la volupté le rende sincèrement pénétré de la grandeur de l'auteur de la vie : alors, vraiment digne de la confiance publique, il sera l'homme de la nature, et l'interprète de ses décrets ; qu'il choisisse une compagne ; ce jour sera le vrai triomphe de la morale, et les vrais amis de la vertu le célébreront de cœur. Le ministre sensible bénira l'âge de la raison en goûtant les prémices de ses bienfaits.
>
> Voilà, Messieurs, sous le rapport animal, les vérités, les sentiments qu'il faut inculquer aux hommes pour leur bonheur.

SECONDE PARTIE.

L'auteur décrit avec un charme inexprimable les jouissances que nous tirons de nous-mêmes, de la nation, de la patrie, des hommes qui nous environnent.

> Eussiez-vous, dit-il, l'âme aussi ardente que le foyer de l'Etna, si vous avez un père, une mère, une femme, des enfants, vous ne pouvez redouter les anxiétés de l'ennui.

Et plus loin, après avoir dépeint la joie de l'habitant de Taïti, jeté en Europe, à la vue de l'arbre de son pays transplanté sur nos bords, il explique pourquoi des Européens vivent avec joie au milieu des sauvages :

> C'est, dit-il, que ces infortunés étaient avilis en Europe, vivaient jouets des passions, et tristes rebuts des grands, tandis que l'homme de la nature vit heureux dans le sein du sentiment et de la raison naturelle.

Il observe ensuite comment le même sentiment nous fait tressaillir à la vue des différentes vicissitudes de la vie, et termine en prouvant que les sentiments de la

famille et de la bienveillance envers autrui sont ceux qui concourent le plus puissamment au bonheur de l'homme[1].

N° II.

Mémoire militaire sur l'armée d'Italie.

L'armée des Alpes et d'Italie occupe la crête supérieure des Alpes et quelques positions de l'Apennin. Elle couvrait le département du Mont-Blanc, le comté de Nice, Oneille, Loano, Vado. Par le moyen des batteries de côtes que l'on avait établies dans ces trois derniers postes, le cabotage de Marseille, Nice et Gênes s'opérait à la vue de l'escadre anglaise sans qu'elle pût s'y opposer.

L'ennemi s'est emparé de Vado. L'escadre anglaise mouille dans cette superbe rade. Les austro-sardes ont armé un grand nombre de corsaires. Toute communication avec Gênes se trouve interceptée.

Le commerce qui renaissait à Marseille est suspendu. L'armée d'Italie, notre flotte, l'arsenal de Toulon, la ville de Marseille ne peuvent plus tirer leurs subsistances que de l'intérieur de la France.

Cependant l'armée ennemie étant considérablement augmentée, nous sommes obligés de lui opposer des forces égales. Nous allons donc avoir une armée nombreuse dans la partie de la France la moins abondante en blé, qui dans les meilleures années en récolte à peine pour trois mois.

Il est donc indispensable pour rétablir le cabotage et assurer les-subsistances du Midi, de Toulon et de l'armée, de reprendre la position de Vado. Puisque la possession des mers est momentanément asservie, il appartient à nos armées de terre de suppléer à l'insuffisance de notre marine.

Depuis le Saint-Bernard à Vado, les Alpes, que notre armée occupe, forment une circonférence de 95 lieues. On ne pourrait donc faire circuler nos troupes de la gauche à la droite en moins de deux ou trois décades, tandis que l'ennemi tient le diamètre et qu'il communique en trois ou quatre jours. Cette seule circonstance topographique rend toute défensive désavantageuse, plus meurtrière pour notre armée, plus destructive pour nos charrois et plus onéreuse au trésor public que la campagne la plus active.

Si la paix avec les cercles de l'empire se conclut, l'empereur n'aura plus que le Brisgaw et ses états d'Italie à gauche, il est à croire que l'Italie sera le théâtre des événements les plus importants. Nous éprouverions alors tous les inconvénients de notre position. Nous devons donc, même sous le point de vue de la conservation de Vado, porter ailleurs le théâtre de la guerre.

Dans la position de l'Europe, le roi de Sardaigne doit désirer la paix. Il faut par des opérations offensives :

1° Porter la guerre dans ses états, lui faire entrevoir la possibilité d'inquiéter même sa capitale et le décider promptement à la paix ;

---

[1] Ce discours a été publié par le général Gourgaud, avec quelques autres pièces remarquables, en 1826.

2° Obliger les Autrichiens à quitter une partie des positions où ils maîtrisent le roi de Sardaigne et se mettre dans une position où l'on puisse protéger le Piémont et entreprendre des. opérations ultérieures.

On obtiendra ce double avantage en s'emparant de la forteresse de Ceva, en y rassemblant la plus grande partie de l'armée à mesure que les neiges obstrueront les cols des Alpes, en mettant à contribution toutes les petites villes voisines et en menaçant de là Turin et la Lombardie.

Par les attaques que les Autrichiens ont entreprises sur la droite de l'armée, il ne nous reste aucun doute que leur intention ne soit de porter le théâtre de la guerre sur la rivière de Gênes et de menacer le département des Alpes-Maritimes de ce côté-là ; nous serions alors obligés de maintenir une armée nombreuse en campagne, c'est-à-dire, à force de numéraire, ce qui la rendrait extrêmement onéreuse à nos finances. Nous devons, an contraire, dans la direction de nos armées, être conduits par le principe que la guerre doit nourrir la guerre.

Il est donc indispensable de reprendre promptement Vado, de changer le théâtre de la guerre, de pénétrer en Piémont, de profiter du reste de la belle saison pour s'y procurer un point d'appui où l'on puisse réunir nos armées, menacer départager le Piémont et dès-lors décider promptement le roi de Sardaigne à la paix, en lui offrant les conditions pour la conclure.

Les Alpes, depuis le Mont Saint-Bernard, le Mont-Cenis, le Mont-Viso Vont toujours en s'abaissant jusqu'à Ponte-Divano, en sorte que le Col-de-Tende est le plus facile et le moins élevé.

L'Apennin qui commence à Ponte-Divano et qui est moins élevé s'abaisse plus sensiblement vers Vado, Altare, Carcare, et part de là pour s'élever, de sorte que plus on s'enfonce dans l'Italie, plus on gagne les hauteurs.

Les vallées des Alpes sont toutes dans le sens de la frontière, de sorte qu'on ne peut pénétrer en Piémont qu'en s'élevant considérablement. L'Apennin a ses vallées plus régulièrement placées, de sorte qu'on les passe sans être obligé de s'élever et en suivant les ouvertures qui s'y rencontrent.

Dans la saison actuelle, il serait imprudent d'essayer d'entreprendre rien de considérable par les Alpes, mais on a tout le temps de pénétrer par l'Apennin, c'est-à-dire, par la droite de l'armée d'Italie.

De Vado à Ceva, première place frontière de Sardaigne sur le Tanaro, il y a huit lieues, sans jamais s'élever de plus de 2 à 300 toises au-dessus du niveau de la mer. Ce ne sont donc pas proprement des montagnes, mais des monticules couverts de terre végétale, d'arbres fruitiers et de vignes. Les neiges n'y encombrent jamais les passages ; les hauteurs en sont couvertes pendant l'hiver, mais sans qu'il y en ait même une grande quantité.

Dès le moment que les renforts de l'armée des Pyrénées seront arrivés, il sera facile de reprendre les opérations de Saint- Bernard et de San-Giovane.

Dès le moment que l'on se sera emparé de Vado, les Autrichiens se porteront de préférence sur les points qui défendent la Lombardie. Les Piémontais défendront l'issue du Piémont.

On détaillera dans les instructions qui seront données les moyens d'accélérer cette séparation.

Pendant le siège de Ceva les Piémontais pourraient prendre des positions très-rapprochées de celles des Autrichiens, pour, de concert, inquiéter les mouvements du siège. Pour les en éloigner, l'armée des Alpes se réunira dans la vallée de la Sture à la gauche de l'armée d'Italie, et investira Demont en s'emparant de la hauteur de la Valloria. On fera toutes les démonstrations qui pourront persuader l'ennemi que l'on veut véritablement faire le siège de Demont ; par ce moyen il sera obligé de prendre des positions intermédiaires, afin de surveiller également les deux sièges.

L'opération sur Demont est préférable à toute autre parée que c'est celle où nous pourrons réunir le plus de troupes, puisque toute la gauche de l'armée d'Italie s'y trouvera naturellement employée ; elle inquiétera d'ailleurs davantage l'ennemi, parce que le succès se lie à celui de Ceva, et serait d'autant plus funeste au Piémont.

Nos armées en Italie ont toutes péri par les maladies pestilentielles produites par la canicule ; le vrai moment d'y faire la guerre et de porter de grands coups, une fois introduits dans la plaine, c'est d'agir depuis le mois de février jusqu'en juillet. Si alors le roi de Sardaigne n'a pas conclu la paix, nous pourrons continuer nos succès en Piémont, et assiéger Turin.

Si, comme il est probable, la paix est faite, nous pourrons, avant qu'elle soit publiée, d'intelligence avec le Piémont, de Ceva nous assurer d'Alexandrie, et marcher en Lombardie conquérir les indemnités que nous donnerions au roi de Sardaigne pour Nice et la Savoie.

Le théâtre de la guerre serait alors dans un pays abondant, semé de grandes villes, offrant partout de grandes ressources pour nos charrois, pour remonter notre cavalerie et habiller nos troupes.

Si la campagne de février est heureuse, nous nous trouverons aux premiers jours du printemps maîtres de Mantoue, prêts à nous emparer des gorges de Trente, et à porter la guerre, de concert avec l'armée qui aurait passé le Rhin, dans le Brisgaw, jusque dans le cœur des états héréditaires de la maison d'Autriche.

La nature a borné la France aux Alpes, mais elle a aussi borné l'empire au Tyrol.

Pour remplir le but que nous venons de parcourir dans ce mémoire nous proposons au comité :

1° De ne point trop activer la paix avec les cercles d'Allemagne, et de ne la conclure que lorsque l'armée d'Italie sera considérablement renforcée.

2° De faire tenir garnison à Toulon, par les troupes embarquées sur l'escadre, et restituer à l'armée une partie de la garnison de cette place qui sera remplacée lorsque la paix avec l'Espagne sera ratifiée.

3° De faire passer de suite 15.000 hommes des armées des Pyrénées à l'armée d'Italie.

4° D'en faire passer 15.000 autres au moment de la ratification de la paix avec l'Espagne.

5° De faire passer 15 ou 20.000 hommes des armées d'Allemagne à l'armée d'Italie au moment de la paix avec les cercles.

6° De prendre l'arrêté suivant :

Le comité de salut public arrête :

1° L'armée d'Italie attaquera les ennemis, s'emparera de Vado, y rétablira la défense de la rade, investira Ceva, fera le siège de la forteresse et s'en emparera.

2° Dès l'instant que les Autrichiens seront éloignés, on obligera le commandant du fort à recevoir deux bataillons et deux compagnies d'artillerie pour garnison en forme d'auxiliaires.

3° La droite de l'armée des Alpes se réunira avec la gauche de l'armée d'Italie dans la vallée de la Sture, investira Demont, en s'emparant de la hauteur de la Valloria.

4° Le commandant d'armes du port de Toulon enverra à Antibes quatre tartanes armées et quatre chaloupes canonnières ou felouques, à la disposition du général commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie, pour servir à l'escorte des convois d'artillerie.

5° Il sera embarqué 36 bouches à feu de siège, avec un approvisionnement pour siège, sur des bateaux à rames, qui seront débarquées à Vado, pour le siège de la forteresse de Ceva.

6° L'on réunira le plus près possible du camp de Tournus 40 bouches à feu de siège, pour le siège de Demont.

7° La neuvième commission fera passer 400 milliers de poudre à Avignon, où ils seront aux ordres du général d'artillerie de l'armée d'Italie, et 200 milliers à Grenoble ; elle prendra ses mesures pour qu'ils y soient rendus avant la fin du mois.

8° L'agence des subsistances militaires se procurera à Gènes, où elle les laissera en dépôt, des blés pour nourrir 60.000 hommes pendant trois mois.

9° La neuvième commission fera passer à l'armée d'Italie tout ce qui est nécessaire pour compléter l'équipage de pont demandé au commencement de la campagne par le général d'artillerie.

10° La commission des transports militaires fera remplacer à l'armée d'Italie les 1.500 mulets qui en ont été tirés pour servir au transport des subsistances à Paris.

Instruction militaire pour le général en chef de l'armée des Alpes et d'Italie.

Le premier mouvement à opérer à la droite de l'armée d'Italie, dès l'instant qu'elle aura reçu des renforts qui doivent la rendre supérieure en nombre à l'armée autrichienne, c'est de s'emparer de Saint-Bernard et de Rocca-Barbette ; l'on pourra alors par Bardinetto se porter à Notre-Dame de la Neve, dans le temps que par les hauteurs de Loano on se portera à Melognio, que l'ennemi se trouverait obligé d'évacuer.

L'on pourrait également se porter par Muriatto sur les hauteurs de Biestro, intercepter le grand chemin de Savone à Ablare, Carcare, Coni et à Alexandrie. Si l'ennemi avait transporté de l'artillerie de siège devant Savone, il se trouverait dans l'impossibilité de la retirer. De Biestro on pousserait une tête sur Montezimo, pour donner l'alarme aux Piémontais, dans le temps que l'on occuperait véritablement les hauteurs de Palare, de Carcare. L'ennemi serait obligé d'évacuer St. Jacques et Vado ; il ne pourrait le faire que par Montenotte à Sospello, où il n'y a pas de grands chemins. Il sera possible alors qu'il se décide à forcer le passage de Altare, entreprise extrêmement hardie.

La position de notre armée serait donc : Rocca-Barbette, Melognio, Notre-Dame de la Neva, Biestro, les hauteurs de Palare et de Carcare.

A la pointe du jour, il faut se porter sur Altare, Malere, Savone et Saint-Jacques.

Ou l'ennemi évacuera par le chemin de Sospello ou par Montenotte, pour courir au secours de ses magasins, ou il se disposera à marcher par Altare à la rencontre de notre armée, ou il l'attendra et prendra des positions sur Altare et Savone ; dans tous les cas, il faut l'attaquer, le vaincre et le poursuivre. La division qui serait à Melognio, Notre-Dame de la Neva et Final, pendant la nuit et le jour suivant, doit le talonner, se porter sur Saint-Jacques, chercher à faire des prisonniers, ou à recueillir des déserteurs, afin que dès l'instant que l'ennemi-affaiblirait Saint-Jacques, elle s'y porte et s'y place. Son artillerie doit se tenir toujours près de l'ennemi, afin de pouvoir attaquer, si celui-ci se dirige pour se porter sur Biestro.

Le troisième jour nous sommes maîtres de toutes nos anciennes positions et de tous les bagages de l'ennemi.

Le quatrième, pousser l'ennemi et l'obliger à s'éloigner le plus possible sur Alexandrie ; et il est bien facile de pousser des têtes de colonne sur Montenotte et de s'emparer du château de Sospello.

Si cette opération est exécutée avec beaucoup de résolution et d'ardeur, elle peut décider le sort de la campagne. L'ennemi poussé sur Acqui, ou plus loin, l'on doit se porter sur Montezimo, dans le temps que la division de Bardinetto se portera sur San-Giovane et celle du Tanaro sur Ceva, au-delà de Rattifole, et ce jour, on passera le Tanaro avec le reste de l'armée.

Maître de Montezimo, il faut forcer le camp retranché de Ceva, prendre la ville, immédiatement après diriger un corps de troupes pour bloquer le fort de Ceva.

L'armée d'observation serait occupée selon les circonstances, à poursuivre les Autrichiens, ou même à se replier par la plaine, par une marche secrète, et à se porter sur l'ai-mée piémontaise qui se réunirait à Mondovi, à Coni ou .a toute autre position. L'artillerie de siège se trouvera à Oneille le jour de l'affaire, et se rendra à Vado, lorsque nous serons maitres de Montezimo. A l'instant que l'équipage de siège sera débarqué à Vado, il faudra forcer le commandant du fort à recevoir deux compagnies d'artillerie et deux bataillons de garnison comme auxiliaires, et aussitôt pourvoir à l'n^provisionnement de ce fort en munitions de guerre, et faire faire à l'artillerie les autres ouvrages et les défenses nécessaires.

L'art du général qui commandera le siège de Ceva, c'est de tenir les ennemis le plus éloignés possible et de tomber quelquefois sur les rassemblements qui se formeraient dans la plaine.

L'armée qui assiège Ceva communique avec Oneille par Or- mea, et avec Vado par Carcare et Cairo.

Si l'on obtient quelque succès, il serait facile d'enlever Acqui, Alba, Altare, enfin de se tenir maître jusqu'au Tanaro, ayant l'air de menacer Alexandrie.

Dans la supposition que l'on suivra en tout les instructions ci-dessus, il est indispensable que l'on attaque les postes qu'a l'ennemi, comme on le propose, en les tournant tous.

Il sera indispensable que l'attaque de la gauche de l'ennemi précède de trois jours ; si au contraire on attaque tout simplement San-Giacomo, et pour le prendre de force, il faut alors que l'attaque de la gauche ne se passe que deux jours après.

La gauche de l'armée d'Italie et la droite de l'armée des Alpes se réuniront et investiront Demont. L'opération pour tourner la Brunette a déjà été faite l'année passée. Se porter de concert par les hauteurs de Sambuccio, après quoi attaquer la Valloria par les deux côtés. Maître de cette hauteur, on se trouvera avoir trois marches d'avance.

La division du centre surveillera le mouvement des troupes qui lui seront opposées, afin de pouvoir, par une attaque faite à propos, faire une diversion.

Si l'attaque de Demont précède celle de Ceva, il faudra avoir beaucoup de circonspection et marcher dans la règle, ayant toujours les cols de droite et de gauche bien gardés.

Le service de l'artillerie consiste dans un service d'équipages de montagne et un service de siège.

Celui de montagnes sera peu nombreux. On se servira bien de pièces de 3 à dos de mulets qui sont tout prêts, et d'obus de 6 pouces qui produisent un grand effet.

L'équipage de siège de l'armée des Alpes se réunira auprès du Tanaro le plus tôt possible ; celui pour Ceva s'embarquera à Antibes sur des bateaux à rames, comme cela s'est déjà pratiqué l'année passée.

L'on armera la petite ville de Brevio et d'Albinga et l'on y mettra quelques compagnies de garnison et quelques escouades d'artillerie.

L'on ne fatiguera pas la cavalerie pour la conduire dans ces montagnes. Un seul régiment de hussards peut suivre la marche des colonnes ; le reste de la cavalerie se rendra d'Orméa sur le Tanaro, pour pouvoir mettre des contributions dans la plaine et faire des prisonniers piémontais.

Maître de Ceva, l'on en rétablira la défense. L'on prendra conseil de la saison et des circonstances qu'il n'est jamais possible de prévoir à la guerre. Le but de l'art, après, sera de se procurer des quartiers d'hiver commodes en Piémont et de se préparer à entrer en campagne au mois de janvier ou de février.

L'on écoutera alors toute proposition de paix et l'on suivra tout pourparler qui aura l'air d'y conduire. L'on affectera beaucoup de prédilection pour les officiers et soldats piémontais. Si l'on faisait quelques prisonniers de marque, les représentants et les généraux leur feront des civilités et leur garantiront qu'ils peuvent disposer de leur solde d'activité.

L'on ne fera le siège de Demont que dans le cas où l'on pourrait avoir le temps de prendre cette place. Lorsque la saison sera avancée et que le col

d'Argentières sera difficile et menacera de se fermer, si Demont n'était pas pris, on fera venir la division de D*** sur Ceva, en opérant la jonction au-delà de Carcare.

Le but de la campagne d'été sera de prendre Turin, ou de marcher en Lombardie.

L'on doit faire tous les préparatifs soit en équipages de pont, soit en équipages d'artillerie ou de vivres, pour entreprendre cette campagne avec succès.

Si l'on entre en Lombardie, le but devra être de pénétrer dans le Mantouan, pour s'emparer, au commencement de la campagne prochaine, des gorges de Trente ; l'on cherchera à pratiquer des intelligences utiles, à donner l'alarme et à être au fait des mouvements qui se passent dans cette ville. L'on n'entreprendra pas le siège, parce que l'on croit la saison trop avancée et même pour passer les débouchés du Tanaro. Au reste, les circonstances de l'hiver ou des négociations pourront décider à cette opération, ou du moins au blocus.

Instruction pour les représentants du peuple et le général en chef de l'armée d'Italie.

Le comité de salut public ayant pris en considération la situation politique de l'Europe et les positions militaires de l'armée des Alpes et d'Italie, a senti :

1° Qu'après la paix partielle faite avec la République par les rois de Prusse et d'Espagne, et les succès que toutes nos armées ont glorieusement remportés sur les ennemis, il n'était plus possible que le roi de Sardaigne conservât l'espoir de reprendre les départements du Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes, et qu'il n'avait plus aucun intérêt à continuer la guerre. Que la crainte des armées de l'empereur et la prépondérance que leur donnent les positions qu'elles occupent en Piémont peuvent seules retarder une paix utile aux deux états.

2° Que les renforts que l'Autriche a envoyés à son armée de Lombardie et les attaques récentes qu'elle a tentées sur Vado et les autres positions de la droite de l'armée d'Italie, ne laissent aucun doute sur les intentions d'établir le théâtre de la guerre sur les états de Gênes et même d'envahir le département des Alpes-Maritimes.

3° Que le premier principe pour les armées de la République doit être de se nourrir par la guerre et aux dépens des ennemis ; que si la rivière de Gênes continue à être le théâtre de la guerre, elle sera extrêmement onéreuse au trésor public, ne pouvant se supporter qu'avec du numéraire.

4° L occupation de Vado par l'ennemi interceptant le cabotage de France à Gênes a effrayé le commerce et arrêté l'arrivée de nos subsistances soit par là, soit par notre cabotage de Marseille a l'. . . .[1] soit par le reste du Midi, et que, si des circonstances ne nous permettaient pas de tenir la mer et d'approvisionner nos armées de terre . . . . . de suppléer à l'insuffisance de notre commerce.

Prenant en considération la situation pénible de ces braves soldats, toujours campés sur les pics les plus élevés des Alpes, et le service d'une défense qui

---

1 La pièce originale est mutilée en divers passages.

s'étend aux extrémités de la circonférence dans un espace de plus de 8o lieues, tandis que l'ennemi occupe le diamètre dans un pays plus abondant et facile à communiquer.

Il est donc indispensable :

1° Que lorsqu'il en est temps encore, l'armée d'Italie change le théâtre de la guerre :

2° Qu'elle reçoive les contributions depuis Gênes jusqu'en France.

3° Qu'elle passe l'Apennin, prenne des cantonnements en Piémont et oblige les Autrichiens à se retirer sur la Lombardie, se place entre deux appuis, appuyée par une place forte, s'y réunisse en corps d'armée, fourrage toutes les villes ouvertes du Piémont, et soit sur le point de menacer le roi de Sardaigne dans sa capitale.

4° Que la vraie façon de faire la guerre à l'Italie est depuis février, dès l'instant que l'on a passé les monts.

5° Qu'il est de l'intérêt de la France d'offrir au roi de Sardaigne des indemnités en Italie, et que si elle est bornée par la nature par les Alpes, l'empereur l'est aussi par le Tyrol.

6° Qu'il est temps enfin de combiner les opérations des armées du Rhin avec celle d'Italie, et d'aller, de concert, chercher une paix glorieuse et digne du courage de nos armées et des destins de la République, jusque dans le cœur des états héréditaires de la maison d'Autriche.

Conduit par toutes ces considérations, le comité de salut public a donné les ordres les plus pressants pour faire filer des troupes et des renforts considérables de tout genre. Il reste aux généraux à prendre les mesures et à combiner les opérations avec la précision, le secret et la résolution de vaincre, gage certain de la victoire.

L'armée d'Italie a deux grandes routes qui conduisent en Piémont, celles de Nice et de Savone. La première, qui aboutit au col de Tende, Coni et à Turin, franchit les plus hautes montagnes dans l'espace de 28 lieues ; la seconde, qui traverse la première, n'est jamais très-élevée ; elle passe par Altare, Carcare, Cairo, descend dans la plaine et conduit à Turin par Ceva, et à Milan par Alexandrie. Les Autrichiens ont leurs magasins à Cairo, Dego, Acqui, Alexandrie. Les Piémontais les ont à Ceva.

Lorsque notre armée aura pris la position de Saint-Bernard, de Rocca-Barbette, de . . . . . de Saint-Jacques d'Altare, les Autrichiens se retireront graduellement en suivant le chemin d'Acqui. Il sera possible qu'ils se retranchent sur les hauteurs de Montenotte inférieure et supérieure ; il faut alors par un mouvement soutenu les y attaquer et les en chasser, ou se placer, par un faux mouvement, sur Sospello, faire craindre à l'ennemi pour ses magasins et ses communications, et l'obliger à se retirer. Bien sûr que ces opérations ne peuvent avoir un succès complet que faites sans interruption et sans que les ennemis aient le temps de se reconnaître et de se fortifier, l'on obligera, par tous les moyens qui seront au pouvoir d'un vainqueur habile, l'ennemi à s'éloigner le plus possible d'Altare et de Savone. C'est alors que l'ennemi se repliant sur les hauteurs de Biestro et par Millesimo sur Montezimo, dans le temps qu'une partie des troupes restées à Saint-Bernard, par . . ., se portera sur Montezimo, la division restée sur le sommet se portera au-delà de Battiffolle, et opérera sa jonction le plus près

possible de Ceva, passant le Tanaro avec la division de Millesimo, L'on forcera le camp retranché de Ceva et l'on investira la citadelle. Toute la cavalerie de l'armée se réunira pour couper la communication de la plaine aux pieds des montagnes, pour couper la communication de Ceva à Coni, mettre à contribution les villes voisines et porter l'alarme de tous côtés.

L'artillerie nécessaire au siège de Ceva débarquera à Vado. On la fera venir à Oneille pendant le mouvement, et dès l'instant que l'on sera maître de Montezimo, on la fera débarquer.

Un bataillon de pionniers réparera le chemin depuis la Madonne de Savone à Altare.

Le général commandant l'artillerie fera rétablir les défenses de la rade de Savone ; il prendra les pièces dans la forteresse de Final, et tout autre endroit de la rivière de Gènes peut servir utilement pour nos projets.

A l'instant que l'équipage de siège sera débarqué à Vado, l'ennemi ayant été battu et nos troupes étant maîtresses de Montenotte, on signifiera au commandant de la citadelle de Savone qu'il faut qu'il reçoive deux bataillons de garnison dans le fort pour y faire le service comme auxiliaires.

Cependant les Piémontais, dès l'instant qu'ils verront que nous nous fixions au siège de Ceva, pourraient se réunir à Acqui avec les Autrichiens. C'est à cause de cela qu'il faut que notre cavalerie et nos troupes légères paient d'audace, et sans s'exposer cependant, aillent le plus loin possible faire des courses et lever des contributions dans la plaine.

Il sera délivré par le général en chef, à six officiers hardis et propres à cela, des cartels de partisans. Ils seront constamment les sentinelles perdues de l'armée, et ne prendront conseil que de leur courage.

Pendant que la droite de l'armée est en mouvement, la gauche se réunira avec la droite de l'armée des Alpes, passera les barricades, enlèvera les hauteurs de Sambucco, investira Demont en s'emparant de la hauteur de Valloria. On reconnaîtra cette place le plus près possible.

On commencera les opérations de l'attaque, comme si on voulait en faire le siège, et l'on y fera même venir quelques pièces d'artillerie de siège, la prise de Demont n'étant pas indispensable au projet même.

Le Comité de salut public au général en chef de l'armée d'Italie.

Le comité de salut public vous a fait passer, général, par le dernier courrier, des instructions relatives aux mouvements qu'il désire que l'armée d'Italie fasse au moment où les renforts qu'il vous annonce des armées des Pyrénées et du Rhin seront arrivés ; d'ici à ce temps, la droite de l'armée, obligée de se tenir sur la défensive, pourrait être favorisée par quelques attaques de la droite des Alpes.

Le roi de Sardaigne, en donnant le commandement de son armée au général Dewins, paraît décidé à combiner ses moyens pour renforcer les troupes autrichiennes ; il est indispensable de l'en détourner par des opérations offensives.

Les ennemis reprennent sur toute la ligne un sentiment de supériorité qu'il est indispensable de détruire, et nos soldats une idée de découragement que donne une sage défensive et une stabilité au milieu des mouvements continuels des bataillons ennemis.

Le génie du soldat français est l'attaque, et il ne faut pas laisser oublier à nos ennemis que leurs vainqueurs sont toujours là.

Le fort d Exiles, situé dans les vallées jadis françaises, bride l'affection des habitants portés pour nous, et sert de ce côté de boulevard à nos ennemis par leur position ; les divisions qui sont dans le Mont-Blanc et celles qui sont dans les cols des vallées de Stura, Breglio, etc., en sont à portée.

Réunissez les forces et l'artillerie de siège nécessaires, prenez ce fort, faites-le sauter, vous aurez pris dès cet instant le chemin des vallées de Suze ; vous rendrez la confiance et l'audace qui ne doivent pas abandonner notre brave armée des Alpes et d'Italie ; et surtout vous détournerez l'attention du roi de Sardaigne de la droite de l'armée.

Si des circonstances locales et accidentelles vous détournaient de cette expédition, ordonnez sur le front de la frontière des Alpes quelques fourrages armés qui puissent déloger l'ennemi, rendre le courage à nos soldats, et remplir le même but. Le comité, plein de confiance au courage de sa brave armée dont la constance et le patriotisme égalent le courage, et aux talents militaires de ses généraux, s'en remet entièrement à vous pour l'exécution, le génie de l'expédition et le mode qui remplira ses vues. Il vous fera observer cependant de ne rien tenter sur Demont, Demont devant faire partie d'une opération dont le projet ultérieur vous sera communiqué.

Arrêtés du Comité de salut public.

Arrête : 1° Qu'il sera fait une expédition à la droite de l'armée d'Italie, dont le but sera de s'emparer de Vado et de Ceva.

2° La droite de l'armée des Alpes et l'armée d'Italie se réuniront dans la vallée de la Stura, et investiront Demont.

3° L'équipage de siège de l'armée des Alpes sera parqué dans une position à portée du camp de Tournus.

4° Trente-cinq bouches à feu de siège seront embarquées à Antibes, sur des bâtiments à rames.

5° La commission de la marine et des colonies donnera des ordres pour faire passer à Antibes, à la disposition du général d'artillerie de l'armée d'Italie, quatre tartanes armées de vingt- quatre, quatre chaloupes canonnières, quatre felouques armées, un brick qui servirait à escorter le convoi d'artillerie.

6° La neuvième commission fera passer à Grenoble 200 milliers de poudre et 400 milliers à Avignon, à la disposition du général d'artillerie ; elle fera en sorte qu'ils soient arrivés dans toute la décade prochaine.

7° Lorsque les Autrichiens auront évacué leurs positions de Vado et que l'artillerie de siège y sera débarquée, on obligera le commandant du fort de

Savone de recevoir, comme auxiliaires et pour garnison, deux bataillons et deux compagnies d'artillerie.

8° La commission des transports militaires fera remplacer à l'armée d'Italie les 1.100 mulets de trait qui ont été employés pour transporter des blés à Paris.

Arrête : 1° Que la neuvième commission fera terminer sans délai la construction de 50 hacquets pour nacelles qui ont été ordonnées à l'arsenal de Valence, et les 50 nacelles qui ont été commencées dans l'arsenal de la marine de. Toulon, et quelle les fera passer à Nice.

Elle donnera des ordres pour faire passer sans délai à Nice les objets portés sur la colonne de l'équipage de siège et de port de l'armée d'Italie, comme manquant.

Arrête : 1° Que l'agence des subsistances militaires se procurera à Gênes les blés nécessaires à nourrir une armée de 60 mille hommes pendant trois mois, et les farines pour la nourrir pendant quinze jours, qui resteront en dépôt dans cette ville jusqu'à nouvel ordre. Elle fera en sorte d'avoir ces objets avant la fin de la décade du mois prochain.

2° Donner des ordres pour qu'il y ait à Nice, dans le mois, des biscuits pour pouvoir nourrir une armée de 40 mille hommes pendant deux décades.

N° III.

Pièces relatives au projet de mission militaire à Constantinople.

Le gouvernement de la République Française voulant donner au Grand Seigneur, son fidèle allié, une preuve de l'amitié qu'elle lui porte et de l'intérêt qu'elle prend à la prospérité de ses armes, a délibéré sur la demande qu'il a faite pour qu'il soit envoyé en Turquie des officiers d'artillerie française.

Considérant que le général Bonaparte, commandant en chef l'artillerie de l'armée d'Italie, a des connaissances profondes sur l'art de la guerre, et spécialement sur la partie de l'artillerie, dont il a donné des preuves en dirigeant le siège de Toulon et nos succès en Italie, et en mettant sur une défense respectable les côtes de la Méditerranée,

ARRÊTE :

> Que le général Bonaparte se rendra à Constantinople avec ses deux aides de camp capitaines, pour y prendre du service dans l'armée du Grand Seigneur, et contribuer de ses talents et de ses connaissances acquises à la restauration de l'artillerie de ce puissant empire, et exécuter ce qui lui sera ordonné par les ministres de la Porte ; il servira dans son grade et sera traité par le grand seigneur, comme les généraux de ses armées.

Il sera accompagné, pour l'aider dans sa mission, par les citoyens Endoche, Junot et Henri Léorat en qualité d'aides de camp capitaines ; Songis et Roland comme chefs de bataillon d'artillerie ;

Marmont et Agnettant, comme capitaines d'artillerie ;

Bluit de Villeneuve, capitaine du génie ;

Bourgeois et Lachasse, lieutenants d'artillerie de première classe ;

Moissonet et Scheined, sergents-majors d'artillerie.

Lesquels officiers seront également traités selon leur grade.

Bonaparte, selon un usage qui paraît lui avoir été habituel, avait pris le soin de rédiger tous les arrêts nécessaires pour l'exécution définitive de son projet ; plusieurs sont de simples formalités sans intérêt, comme, par exemple, un arrêté de passeport. Nous nous bornerons à citer les suivants :

ARRÊTE :

Que la commission des relations extérieures fera remettre au général Bonaparte, pour six mois d'appointement en argent, tant pour lui que pour deux aides-de-camp capitaines, deux chefs de bataillon d'artillerie, quatre capitaines d'artillerie de première classe, deux lieutenants d'artillerie, pour leur servir de frais de route au voyage qu'ils doivent faire, conformément à l'arrêté du comité de salut public de ce jour.

ARRÊTE :

Que la neuvième commission fera faire une caisse de différents instruments de mathématiques et de dessin, dont la note lui sera remise par le général Bonaparte. Cette caisse sera remise à la disposition de la commission des affaires extérieures qui la fera passer à Constantinople, à l'adresse du général Bonaparte.

ARRÊTE :

Que la commission d'instruction publique fera faire une caisse des livres relatifs à l'artillerie et à l'art de la guerre, dont la note lui sera remise par le général Bonaparte ; ladite caisse sera envoyée à la commission des relations extérieures, qui la fera passer à l'adresse dudit général à Constantinople.

N° IV.

A Madame Beauharnais,

Sept heures du matin.

Je me réveille plein de toi. Ton portrait et l'enivrante soirée d'hier n'ont point laissé de repos à mes sens. Douce et incomparable Joséphine, quel effet bizarre faites-vous sur mon cœur ! Vous fâchez-vous ? Vous vois-je triste ? Êtes-vous inquiète ?... Mon âme est brisée de douleur et il n'est point de repos pour votre ami... Mais en est-il donc davantage pour moi, lorsque vous livrant au sentiment profond qui me maîtrise, je puise sur vos lèvres, sur votre cœur, une flamme qui me brûle ? Ah ! c'est cette nuit que je me suis bien aperçu que votre portrait n est pas vous. Tu pars à midi, je te verrai dans trois heures. En attendant, *mio dolce amor*, reçois un millier de baisers ; mais ne m'en donne pas, car ils brûlent mon sang.

B.

N° V.

A la citoyenne Bonaparte, chez la citoyenne Beauharnais, rue Chantereine, n° 6, chaussée d'Antin, à Paris.

Albenga, le 16 germinal.

Il est une heure après minuit, l'on m'apporte une lettre, elle est triste, mon aine en est affectée ; c'est la mort de Chauvet. Il était commissaire-ordonnateur en chef de l'armée. Tu l'as vu quelquefois chez Barras, mon amie ; j'ai besoin d'être consolé ; c'est en t'écrivant, à toi seule, dont la pensée peut tant influer sur la situation morale de mes idées, à qui il faut que j'épanche mes peines. Qu'est-ce que l'avenir ? Qu'est-ce que le passé ? Qu'est-ce que nous ? Quel fluide magique nous environne et nous cache les choses qu'il nous importe le plus de connaître ? Nous naissons, nous vivons, nous mourons au milieu du merveilleux. Est-il étonnant que les prêtres, les astrologues, les charlatans aient profité de ce penchant, de cette circonstance singulière, pour promener nos idées et les diriger au gré de leurs passions ? Chauvet est mort ; il m'était attaché, il eût rendu à la patrie des services essentiels. Son dernier mot a été qu'il partait pour me joindre ; mais oui, je vois son ombre. Il erre donc là partout, il siffle dans l'air, son âme est dans les nuages. Il sera propice à mon destin. Mais, insensé, je verse des larmes sur l'amitié, et qui me dit que déjà je n'en aie à verser d'irréparables ? Ame de mon existence, écris-moi tous les courriers, je ne saurais vivre autrement. Je suis ici très-occupé. Beaulieu remue son armée. Nous sommes en présence. Je suis un peu fatigué. Je suis tous les jours à cheval. Adieu, adieu, adieu, je vais dormir, car le sommeil me console, il te place à mon côté, je te serre dans mes bras Mais au réveil, hélas, je me trouve à trois cents lieues de toi. Bien des choses à Barras, à Tallien et à sa femme.

B.

N° VI.

A la citoyenne Bonaparte, chez la citoyenne Beauharnais, rue Chantereine, n° 6, à Paris.

Port-Maurice, le 14 germinal.

J'ai reçu toutes tes lettres ; mais aucune n'a fait sur moi l'impression de ta dernière. Y penses-tu, mon adorable amie, de m'écrire en ces termes ? Crois-tu donc que ma position n'est pas déjà assez cruelle, sans encore accroître mes regrets et bouleverser mon âme ? Quel style ! Quels sentiments que ceux que tu peins ! Ils sont de feu, ils brûlent mon pauvre cœur. Mon unique Joséphine, loin de toi, il n'est point de gaîté ; loin de toi, le monde est un désert où je reste isolé, et sans éprouver la douceur de m'épancher. Tu m'as ôté plus que mon âme. Tu es l'unique pensée de ma vie. Si je suis ennuyé du tracas des affaires, si j'en crains l'issue, si les hommes me dégoûtent, si je suis prêt à maudire la vie, je mets la main sur mon cœur ; ton portrait y bat, je le regarde, et l'amour est pour moi le bonheur absolu, et tout est riant, hormis le temps que je me vois absent de mon amante.

Par quel art as-tu su captiver toutes mes facultés, concentrer en toi mon existence morale ? C'est une ivresse, ma douce amie, qui ne finira qu'avec moi. Vivre pour Joséphine, voilà l'histoire de ma vie ! J'agis pour arriver près de toi, je me meus pour t'approcher. Insensé ! je ne m'aperçois pas que je m'en éloigne. Que de contrées, que de pays nous séparent ! Que de temps avant que tu lises ces caractères, faibles expressions d'une âme émue où tu règnes ! Ah, mon adorable femme ! Je ne sais pas quel sort m'attend ; mais s'il m'éloigne plus longtemps de toi, il me serait insupportable, mon courage ne va pas jusque-là. Il fut un temps où je m'enorgueillissais de mon courage, et quelquefois, en jetant les yeux sur le mal que pourraient me faire les hommes, sur le sort que pourrait me réserver le destin, je fixais les malheurs les plus inouïs, sans froncer le sourcil, sans me sentir étonné. Mais aujourd'hui, l'idée que ma Joséphine pourrait être mal, l'idée qu'elle pourrait être malade, et surtout la cruelle, la funeste pensée qu'elle pourrait m'aimer moins, flétrit mon âme, arrête mon sang, me rend triste, abattu, ne me laisse pas même le courage de la fureur et du désespoir. Je me disais souvent jadis, les hommes ne peuvent rien à celui qui meurt sans regret ; mais aujourd'hui, mourir sans être aimé de toi, mourir sans cette certitude, c'est le tourment de l'enfer, c'est l'image vive et frappante de l'anéantissement absolu. Il me semble que je me sens étouffé. Mon unique compagne, toi que le sort a destinée pour faire avec moi Ife voyage pénible de la vie, le jour où je n'aurais plus ton cœur serait celui où la nature aride serait pour moi sans chaleur et sans végétation. Je m'arrête, ma douce amie, mon âme est triste, mon corps est fatigué, mon esprit est étourdi ; les hommes m'ennuient, je devrait bien les détester, ils m'éloignent de mon cœur.

Je suis à Port-Maurice près Oneille ; demain je suis à Albenga. Les deux armées se réunissent. Nous cherchons à nous tromper. Au plus habile la victoire. Je suis assez content de Beaulieu, il manœuvre bien, il est plus fort que son prédécesseur. Je le battrai, j'espère, de la belle manière. Sois sans inquiétude. Aime-moi comme tes yeux. Mais ce n'est pas assez, comme toi, plus que toi, que ton esprit, ta pensée, ta vie, ton tout. Douce amie, pardonne-moi, je délire, la nature est faible pour qui sent vivement, pour celui que tu animes.

B.

Barras, Sussy, Mme Tallien, amitié sincère. A Mme Châteaurenaud, civilités d'usage. A Eugène et Hortense, amour vrai.

Adieu, adieu ! je me couche sans toi, je dormirai sans toi. Je t'en prie, laisse-moi dormir. Voilà plusieurs fois où je te serre dans mes bras ; songe heureux ! Mais, mais, ce n'est pas toi.

Albenga, le 18 germinal.

Je reçois une lettre que tu interromps pour aller, dis-tu, à la campagne ; et, après cela, tu te donnes le ton d'être jalouse de moi qui suis ici accablé d'affaires et de fatigues. Ah ! ma bonne amie Il est vrai que j'ai tort. Dans le printemps la campagne est belle ; et puis l'amant de 19 ans s'y trouvait sans doute. Le moyen de perdre un instant de plus à écrire à celui qui, éloigné de 300 lieues de toi, ne vit, ne jouit, n'existe que par ton souvenir, qui lit tes lettres comme on dévore, après six heures de chasse, un mets que l'on aime ! Je ne suis pas content ; ta dernière lettre est froide comme l'amitié ; je n'y ai pas trouvé ce feu qu'offrent tes regards, et que j'ai cru quelquefois y voir ; mais, quelle est ma bizarrerie ! j'ai trouvé que tes lettres précédentes oppressaient trop mon âme ; la révolution qu'elles y produisaient attaquait mon repos, et altérait ma santé. Je désirais des lettres plus froides ; mais elles me donnent le glacé de la mort. La crainte de ne pas être aimé de Joséphine, l'idée de la voir inconstante, de la . . . . . ; mais je me forge des peines ; il en est tant de réelles, faut il encore s'en fabriquer !!! Tu ne peux pas m'avoir inspiré un amour sans bornes, sans le partager : et avec ton âme, ta pensée et ta raison, l'on ne peut pas en retour de l'abandon et du dévouement donner le coup de la mort.

J'ai reçu la lettre de madame Châteaurenaud. J'ai écrit au ministre pour . . . . . J'écrirai demain à la première à qui tu feras des compliments d'usage. Amitié vraie à madame Tallien et à Barras.

Tu ne me parles pas de ton vilain estomac. Je te déteste. Adieu jusqu'à demain, *mio dolce amor*. Un souvenir de mon unique femme, une victoire du destin, voilà mes souhaits ; un souvenir unique, entier, digne de celui qui pense à toi à tous les instants.

Mon frère est ici, il a appris mon mariage avec plaisir, il brûle de l'envie de te connaître. Je cherche à le décider à venir à Paris. Sa femme a accouché, elle a fait une fille. Il t'envoie pour présent une boîte de bonbons de Gènes ; tu recevras des oranges, des parfums et de l'eau de fleur d'orange que je t'envoie.

Junot, Murat te présentent leur respect.

N° VII.

Au quartier-général de Carru ; le 5 floréal (24 avril).

A MA DOUCE AMIE,

Mon frère te remettra cette lettre ; j'ai pour lui la plus vive amitié ; il obtiendra, j'espère, la tienne ; il la mérite. La nature l'a doué d'un caractère doux, égal et inaltérable, bon ; il est tout plein de bonnes qualités. J'écris à Barras pour qu'on le nomme consul dans quelque port d'Italie. Il désire vivre éloigné, avec sa petite femme, du grand tourbillon et des grandes affaires. Je te le recommande.

J'ai reçu tes lettres du 16 et du 21. Tu as été bien des jours sans m'écrire. Que fais-tu donc ? Oui, ma bonne, bonne amie, je suis non pas jaloux, mais quelquefois inquiet. Viens vite ; je te préviens, si tu tardes, tu me trouveras malade. Les fatigues et ton absence, c'est trop à la fois.

Tes lettres font le plaisir de mes journées, et nos journées heureuses ne sont pas fréquentes. Junot porte à Paris 22 drapeaux. Tu dois revenir avec lui, entends-tu ? Malheur sans remède, douleur sans consolation, peines continues, si j'avais le malheur de le voir venir seul. Mon adorable amie, il te verra, il respirera dans ton temple, peut-être même lui accorderas-tu la faveur unique et inappréciable de baiser ta joue ; et moi, je serai seul, et loin, bien loin. Mais tu vas revenir, n'est-ce pas ? tu vas être ici à côté de moi, sur mon cœur, dans mes bras. Prends des ailes ! viens, viens ! mais voyage doucement ; la route est longue, mauvaise, fatigante. Si tu allais verser ou prendra mal ! si la fatigue . . . . . ; va doucement, mon adorable amie ; mais. sois souvent et rapidement avec moi par la pensée.

J'ai reçu une lettre d'Hortense, elle est tout-à-fait aimable. Je vais lui écrire ; je l'aime bien, et je lui enverrai bientôt les parfums qu'elle veut avoir.

Lis à mon intention le chapitre de Carthon, et sois loin de ton bon ami, pensant à lui, et sans inquiétude ni remords.

Un baiser au cœur !

B.

Je ne sais pas si tu as besoin d'argent car tu ne m as jamais parlé de tes affaires ; si cela était, tu en demanderais à mon frère qui a 200 louis à moi.

Si tu as quelqu'un à placer, tu peux l'envoyer ici, je le placerai. Châteaurenaud pourrait également venir.

N° VIII.

Au quartier-général de Tortone, midi, le 27
prairial an 4.

A JOSÉPHINE,

Ma vie est un cauchemar perpétuel. Un pressentiment funeste m'empêche de respirer. Je ne vis plus ; j'ai perdu plus que la vie, plus que le bonheur, plus que le repos. Je suis presque sans espoir. Je t'expédie un courrier ; il ne restera que quatre heures à Paris, et puis m'apportera ta réponse. Écris-moi dix pages, cela peut me consoler un peu... Tu es malade, tu m'aimes, je t'ai affligée, tu es grosse, et je ne te verrai pas ? Cette idée me confond. J'ai tant de torts envers toi que je ne sais comment les expier. Je t'accuse de rester à Paris, et tu y étais malade. Pardonne-moi, ma bonne amie, l'amour que tu m'as inspiré m'a ôté la raison. Je ne la retrouverai jamais, l'on ne guérit pas de ce mal-là. Mes pressentiments sont si funestes, que je m'abonnerais à te voir, te presser deux heures contre mon cœur et mourir ensemble ! Qui est-ce qui a soin de toi ? J'imagine que tu as fait appeler Hortense. J'aime mille fois plus, cette aimable enfant depuis que je pense qu'elle peut te consoler un peu. Quant à moi, point de consolation, point de repos, point d'espoir jusqu'à ce que j'aie reçu le courrier que je t'expédie, et que, par une longue lettre, tu m'expliques ce que c'est que ta maladie, et jusqu'à quel point elle doit être longue. Si elle est dangereuse, je t'en préviens, je pars de suite pour Paris ; mon arrivée vaincra ta maladie. J'ai été toujours heureux. Jamais le sort n'a résisté à ma volonté, et aujourd'hui je suis frappé dans ce qui me touche uniquement. Joséphine, comment peux-tu rester tant de temps sans m'écrire ? Ta dernière lettre, le croiras-tu, est du 3 de ce mois ; encore est-elle affligeante pour moi. Je l'ai cependant toujours dans ma poche. Ton portrait et tes lettres sont toujours devant mes yeux.

Je ne suis rien sans toi ; je conçois à peine comment j'ai existé sans te connaître. Ah, Joséphine ! si tu eusses connu mon cœur, serais-tu restée depuis le 29 jusqu'au 16 pour partir ? Aurais-tu prêté l'oreille à des amis perfides qui voulaient peut- être te tenir éloignée de moi ? Je soupçonne tout le monde, j'en veux à tout ce qui t'entoure. Je te calculais partie le 5, et le 15 arrivée à Milan.

Joséphine, si tu m'aimes, si tu crois que tout dépend de ta conservation, ménage-toi ; je n'ose pas te dire de ne pas entreprendre un voyage si long et dans la chaleur. Au moins si tu es dans le cas de faire la route, va à petites journées, écris-moi à toutes les couchées, et expédie-moi d'avance tes lettres !

Toutes mes pensées sont concentrées dans ton alcôve, dans ton lit, sur ton cœur. Ta maladie, voilà ce qui m'occupe la nuit et le jour..... Sans appétit, sans sommeil, sans intérêt pour l'amitié, pour la gloire, pour la patrie. Toi, toi ; et le reste du monde n'existe pas plus pour moi que s'il était anéanti. Je tiens à l'honneur parce que tu y tiens, à la victoire parce que cela te fait plaisir ; sans quoi j'aurais tout quitté pour me rendre à tes pieds.

Quelquefois je me dis : je m'alarme sans raison, déjà elle est guérie, elle parti elle est partie, elle est peut-être déjà à Lyon. Vaine imagination ! Tu es dans ton lit, souffrante, plus belle, plus intéressante, plus adorable ; tu es pâle, et tes yeux sont plus languissants ; mais quand seras-tu guérie ? Si l'un de nous deux devait être malade, ne devait-ce pas être moi ? Plus robuste et plus courageux,

j'eusse supporté la maladie plus facilement. La destinée est cruelle, elle me frappe dans toi. Ce qui me console quelquefois, c'est de penser qu'il dépend du sort de te rendre malade, mais qu'il ne dépend de personne de m'obliger à te survivre.

Dans ta lettre, ma bonne amie, aie soin de me dire que tu es convaincue que je t'aime au-delà de ce qu'il est possible d'imaginer ; que tu es persuadée que tous mes instants te sont consacrés ; que jamais il ne se passe une heure sans penser à toi ; que jamais il ne m'est venu dans l'idée de penser à uns autre femme ; qu'elles sont toutes à mes yeux sans grâces, sans beauté, sans esprit ; que toi, toi tout entière, telle que je te vois, telle que tu es, pouvais me plaire et absorber toutes les facultés de mon âme ; que tu en as touché toute l'étendue ; que mon cœur n'a pas de replis que tu ne voies, point de pensée qui ne te soit subordonnée ; que mes forces, mes bras, mon esprit, sont tout à toi ; que mon âme est dans ton corps, et que le jour où tu aurais changé, ou bien où tu cesserais de vivre, serait celui de mourir. La nature, la terre, ne sont belles à mes yeux que parce que tu les habites. Si tu ne crois pas tout cela, si ton 3me n'en est pas convaincue, pénétrée, tu m'affliges, tu ne m'aimes pas. Il est un fluide magnétique entre les personnes, qui s'aiment. Tu sens bien que jamais je ne pourrais te voir un amant, encore moins t'en offrir un ; lui déchirer le cœur et le voir, serait pour moi la même chose ; et après, si je l'osais, porter la main sur ta personne sacrée Non, je ne l'oserais jamais, mais je sortirais d'une vie où ce qui existe de plus vertueux m'aurait trompé.

Mais je suis sur et fier de ton amour. Les malheurs sont des épreuves qui nous décèlent mutuellement toute la force de notre passion. Un enfant, adorable comme sa maman, va voir le jour, et pourra passer plusieurs années dans tes bras. Infortuné ! Je me contenterais d une journée. Mille baisers sur tes yeux, sur tes lèvres, sur ta langue, sur ton cœur, adorable femme ! Quel est ton ascendant ! Je suis bien malade de ta maladie. J'ai encore une fièvre brûlante . . . . . Ne garde plus de six heures *Lesimple*[1], et qu'il retourne de suite me porter la lettre chérie de ma souveraine.

Te souviens-tu de ce rêve où j'ôtais tes souliers, tes chiffons, et je te faisais entrer tout entière dans mon cœur ? Pourquoi la nature n'a-t-elle pas arrangé cela comme cela ? Il y a bien des choses à faire.

N° IX.

Au quartier-général de Pistoja, en Toscane, 8 messidor an 4.

Depuis un mois je n'ai reçu de ma bonne amie que deux billets de trois lignes chacun. A-t-elle des affaires ? celle d'écrire à son bon ami n'est donc pas un besoin pour elle ? Dès-lors celle d'y penser Vivre sans penser à Joséphine, ce serait pour ton ami être mort, ne pas exister. Ton image embellit ma pensée et égaie le tableau sinistre et noir de la mélancolie et de la douleur Un jour peut-être viendra où je te verrai, car je ne doute pas que tu ne sois encore à Paris. Eh bien, ce jour-là, je te montrerai mes poches pleines de lettres que je ne t'ai pas

---

[1] Son courrier.

envoyées parce qu'elles étaient trop bêtes ; bêtes, c'est le mot. Bon Dieu ! dis-moi, toi qui sais si bien faire aimer les autres sans aimer, saurais-tu comment on guérit de l'amour ??? Je paierai ce remède bien cher. Tu devais partir le 5 prairial. Bon que j'étais, je t'attendais le 13, comme si une jolie femme pouvait abandonner ses habitudes, ses amis, et madame Tallien, et un dîner chez Barras, et la représentation d'une pièce nouvelle ; et Fortuné, oui Fortuné[1]. Tu aimes tout plus que ton mari. Tu n'as pour lui qu'un peu d'estime et une portion de cette bienveillance dont ton cœur abonde. — Tiens, Joséphine, récapitulons tes torts, tes fautes. Je me bats le flanc pour ne te plus aimer. Bah ! voilà-t-il pas que je t'aime davantage. Enfin, mon incomparable petite mère, je vais te dire mon secret ; moque-toi de moi, reste à Paris, aie des amants, que tout le monde le sache, n'écris jamais ; eh bien ! je t'en aimerai dix fois davantage. Si ce n'est pas là folie, fièvre, délire !!... Et je ne guérirai pas de cela ?... Oh si, par Dieu, j'en guérirai ; mais ne va pas me dire que tu es malade, n'entreprends pas de te justifier. Bon Dieu ! tu es pardonnée ; je t'aime à la folie, et jamais mon pauvre cœur ne cessera d'adorer son amie. Si tu ne m'aimais pas, mon sort serait bien bizarre. Tu ne m'as pas écrit, tu étais malade, tu n'es pas venue, le destin n'a pas voulu, et puis ta maladie, et puis ce petit enfant qui se remuait si fort qu'il te faisait mal ! Mais tu as passé Lyon, tu seras le 10 à Turin, le 12 à Milan où tu m'attendras. Tu seras en Italie et je serai encore loin de toi. Adieu, ma bien aimée, un baiser sur ta bouche, un autre sur ton cœur, et un autre sur ton petit fanfan.

Nous avons fait la paix avec Rome qui nous donne de l'argent. Nous serons demain à Livourne, et le plus tôt que je pourrai dans tes bras, à tes pieds, sur ton sein.

N° X.

Dans une conversation avec le docteur Antommarchi, Napoléon a raconté ainsi cette visite :

Vous avez longtemps habité Florence ; vous savez que c'est de là que nous sortons. — Oui, sire : votre famille y tenait un des premiers rangs ; elle était patricienne. — Connaissez-vous la maison qu'elle habitait ? — C'est un monument, une curiosité qui n'échappe à personne. — Elle est au centre de la ville, revêtue au frontispice d'un blason sculpté sur pierre, n'est-ce pas ? — Oui, sire, et tout-à-fait intacte.-A mon passage à Florence, lorsque je marchai sur

---

1 Fortuné était un petit chien appartenant à Joséphine. Elle avait pour lui une grande affection. Elle l'amena en Italie. Flatté et caressé par les courtisans, il devint, au quartier-général, un personnage important. Il partageait le lit de sa maîtresse au grand déplaisir de Bonaparte. Fortuné attaqua un jour le gros chien du cuisinier qui le mordit et lui fit une blessure dont il mourut. Les courtisans lui donnèrent des larmes pour plaire à Joséphine. Un grenadier en faction s'avisa aussi de pleurer pour obtenir de l'avancement. Bonaparte le vit sanglotant, et en apprenant la cause, l'envoya en prison. Fortuné fut remplacé par un carlin qui hérita bientôt de ses droits. As-tu encore ton gros chien ? dit Bonaparte à son cuisinier. Il hésita de répondre, craignant que la question n'eût pour but de venger la mort de Fortuné. Il avoua enfin qu'il avait son chien. Eh bien ! lui dit Bonaparte, rends-moi encore le même service.

Livourne, on m'engagea beaucoup à la voir ; mais étais si occupé, si surchargé d'affaires, que je ne pus y aller. Le jour de mon départ cependant, je fus à San-Miniato. J'y avais un vieux chanoine de parent ; c'était le dernier rejeton des Bonaparte de Toscane, je tenais à le visiter. Nous fûmes accueillis, fêtés ; la chère fut exquise. L'appétit satisfait, ce fut le tour du bavardage. Nous étions tous jeunes, gais, bruyants, républicains comme Brutus ; nous laissions par fois échapper des propos qui sentaient peu l'Église. Le bonhomme ne se déconcerta pas ; il écoutait, répondait, nous jetait de loin en loin des réflexions dont la justesse était frappante. Mon état-major était charmé de voir un prêtre sans bigotisme ; les flacons circulaient d'autant mieux ; nous portions sa santé, il buvait à la prospérité de nos armes. C'étaient des bons mots, des saillies où nous pûmes remarquer le tact, l'aménité de cet excellent chanoine. Mes officiers étaient réconciliés avec sa robe ; notre irrévérence militaire ne lui déplaisait pas ; il fit tous ses efforts pour nous retenir le lendemain ; mais les troupes étaient en mouvement ; nous lui dîmes que le départ était obligé, que nous le verrions au retour. Nous craignions qu'il n'eût pas assez de lits pour une suite aussi nombreuse ; nous le priâmes de ne pas se mettre en peine pour nous coucher, qu'il nous suffisait d'une botte de paille : nous étions accoutumés à vivre en soldats. — Non, nous répondit-il, ma maison est sans luxe, mais assez grande pour vous loger tous. — Il nous accompagna successivement dans les chambres qu'il nous avait fait préparer, et nous souhaita une bonne nuit. Je me couchai ; mais la bougie n'était pas éteinte, que j'entendis frapper à ma porte. Je crus que c'était Berthier ; point du tout, c'était le bon prélat qui me demandait un instant d'entretien. Il avait commencé à parler de généalogie à table ; une discussion de cette espèce ne pouvait qu'être fâcheuse dans la position où je me trouvais. Je lui fis signe de se taire, il se tut. Je tremblais qu'il ne voulût revenir sur le sujet que j'avais esquivé. Je n'en laissai rien paraître cependant. Je lui dis de s'asseoir, que je l'écouterais avec plaisir. Il commença à me parler du ciel qui m'avait protégé, qui me protégerait encore si je voulais entreprendre une œuvre sainte, qui d'ailleurs ne pouvait me coûter beaucoup. J'avais essuyé l'histoire des Bonaparte, celle des actions de l'un d'entre eux, je cherchais où il voulait en venir, lorsqu'il me dit avec une espèce de transport qu'il allait me faire voir un document précieux. Je crus pour le coup que c'était l'arbre généalogique ; j'étouffais, le rire l'emportait sur la crainte de déplaire au vieillard ; mais quelle fut ma surprise, lorsque je vis, non un parchemin, un grotesque diplôme, mais quelque chose de plus comique encore, un mémoire en faveur d'un père Bonaventure, béatifié depuis longtemps, mais que les excessives dépenses qu'entraîne la canonisation n'avaient pas permis de porter au calendrier. — Demandez au pape qu'il le reconnaisse, me disait le bon chanoine, il vous l'accordera, peut-être cela ne coûtera rien, ou du moins peu de chose. Par égard pour vous, Sa Sainteté ne refusera pas de mettre un saint de plus au ciel. Ah ! cher parent, vous ignorez ce que c'est d'avoir un bienheureux dans sa famille. C'est à lui, c'est à saint Bonaventure que vous devez le succès de vos armes. Il vous a- conduit, il vous a dirigé au milieu des batailles. Croyez que la visite que vous me faites n'est pas un effet du hasard ; non, mon cher parent, c'est encore lui qui vous a inspire, qui a voulu que vous soyez instruit de ses mérites. Il vous ménage l'occasion de lui rendre bien pour bien, service pour service ; faites pour lui auprès du pape ce qu'il fait pour vous auprès de Dieu. — J'étais tenté de rire de l'onction du vieillard, mais il était de si bonne foi que j'eusse fait conscience de le blesser. Je le payai de belles paroles, j'alléguai l'esprit du siècle, les soins de la guerre, et lui promis de m'occuper de l'affaire du père Bonaventure dès que l'irrévérence publique serait moins prononcée.

— Cher parent, vous comblez mes vœux ; permettez que je vous embrasse. Vous épousez les intérêts du ciel, vous réussirez dans vos entreprises, je vous le prédis. Je suis vieux, peut-être ne verrai-je pas l'exécution de vos promesses, mais j'y compte, je mourrai content. — Il me donna sa bénédiction, je lui souhaitai le bon soir, et cherchai à dormir. Je ne le pus, l'aventure était si plaisante, je trouvais la fantaisie si singulière au temps où nous étions, que j'avais peine à clore la paupière lorsque Berthier se présenta. Les autres généraux survinrent ; mon état-major était réuni, je racontai l'entretien. Les sollicitations du bon vieillard, ses vœux, son ambition, sa manière d'expliquer nos victoires, mirent tout le monde en gaîté. On rit, on s'amusa, on se récréa sur le chanoine, sur le saint qui combattait, s'escrimait pour nous. Si le bonhomme nous eût entendus ! s'il eût su comme j'étais dévot !

Nous allions nous mettre en route, je désirais lui laisser un souvenir, un témoignage de satisfaction pour l'accueil qu'il nous avait fait : mais quoi ? qu'offrir hors de la légende ? Je me creusais inutilement la tête, je ne trouvais rien, lorsqu'il me vint tout-à-coup que je pouvais disposer d'une croix de Saint-Étienne. Je dictai quelques mots à Berthier, l'estafette partit ; nous fûmes embrassés, bénis par le bon vieillard qui reçut quelques jours après la décoration[1].

---

1 *Antommarchi*, tom. I, page 154.